

# Les armées alliées poursuivent l'encerclement et la destruction des forces irakiennes au Koweït et dans le sud de l'Irak

## L'éclipse des Nations unies

PAR définition, toute guerre scelle l'échec des diplomates. Comment s'étonner, dans ces conditions, que les Nations unies - quartier général de la diplomatie mondiale - soient réduites à l'impuissance au moment où le conflit du Golfe se dénoue sur le champ de bataille ? Pendant sept mois, la grande maison de verre de Manhattan, spectaculairement réhabilitée par l'entente intervenue entre Moscou et Washington, fut le principal centre de traitement - rapide et efficace - de la crise. Il en est autrement depuis le début de la bataille terrestre : l'ONU assiste, de loin, au spectacle d'une guerre sur laquelle elle a peu de prise.

Cette mise hors jeu des Nations unies prit un tour caricatural lorsqu'à la veille de l'offensive en cours, l'irrésistible désir de l'Amérique d'en finir avec M. Saddam Hussein réduisit le Conseil de sécurité au rôle peu glorieux d'une Chambre d'enregistrement siégeant à huis clos.

FALUT-IL pour autant partager l'indignation de ceux qui veulent voir dans cette marginalisation - passagère ? - de l'ONU le seul symptôme de son indigne asservissement à la volonté américaine, en oubliant un peu vite que pendant des décennies l'organisation mondiale fut régie par une « majorité automatique » qui servait, le plus souvent, les desseins impériaux de l'Union soviétique ?

Si l'ONU n'a pu se faire entendre depuis le déclenchement de la guerre, la faute en incombe d'abord à M. Saddam Hussein. En refusant obstinément, depuis le 2 août 1990, d'obéir aux injonctions du Conseil de sécurité qui lui demandait inlassablement de retirer son armée du Koweït, en opposant une fin de non-recevoir humiliante à M. Perez de Cuellar, venu tenter en Irak une ultime entremise avant d'être couvert d'injure par le radio de Bagdad, le président irakien a largement contribué à l'échec de l'ONU.

Il a aussi renforcé l'influence américaine au sein du Conseil de sécurité et ruiné les efforts de l'Union soviétique, soucieuse de lui trouver une porte de sortie honorable. Semblant de guerre lasse avoir renoncé à aider M. Saddam Hussein, l'URSS exige aujourd'hui, elle aussi, l'acceptation par Bagdad des douze résolutions du Conseil de sécurité qui équivaudraient à une capitulation pure et simple. L'impuissance de l'ONU tient aussi à la formulation de la résolution 678 qui autorise, en termes trop vagues - et de l'aveu même de M. Perez de Cuellar - le recours à « tous les moyens nécessaires » pour faire respecter par la force les vœux de la communauté internationale.

Il n'empêche que la guerre en cours, même si elle n'est pas menée par les Nations unies - puisque celles-ci n'ont jamais eu à leur disposition une force armée indépendante des États - se livre légalement en leur nom. Il faut souhaiter qu'elles puissent, dès la paix revenue, jouer à nouveau pleinement leur rôle, qu'il s'agisse de contribuer à la reconstruction du Koweït ou, plus largement, à la sécurité de toute la région.

## M. Mitterrand : Pas de cessez-le-feu avant l'acceptation des résolutions de l'ONU

Pour la première fois, un porte-parole irakien a reconnu, mercredi 27 février, que les forces de la coalition se « déploient » dans le sud de son pays. Il a signalé que des combats avaient lieu près de Nassiriyah, sur l'Euphrate ; ce qui signifie que la route principale reliant le Koweït et Bassorah à Bagdad serait coupée et que les troupes irakiennes engagées sur le front,

notamment celles de la garde républicaine, seraient encerclées, comme l'annonçaient auparavant les alliés.

Une large moitié sud du Koweït était, mercredi matin, considérée comme libérée. Le drapeau koweïtien flotte de nouveau sur la capitale de l'émirat, où la loi martiale a été proclamée pour trois mois par le gouvernement en exil.

Deux militaires français et sept Américains ont été tués et vingt-cinq autres blessés, au cours de l'une des dernières opérations de la division « Daguet », dans le sud irakien. Au conseil des ministres de mercredi, M. Mitterrand a affirmé qu'un cessez-le-feu avec l'Irak ne peut intervenir qu'après l'acceptation de toutes les résolutions de l'ONU. (Lire page 10.)

### Lire également

- Deux morts français
- Le film des événements par JACQUES DE BARRIN
- La libération de la capitale par FRANÇOISE CHIPAUX
- « Daguet » à l'assaut de « Clèves » par DANIEL SCHNEIDERMAN
- La détermination de Washington par JAN KRAUZE
- A Londres : consensus aux Communes par DOMINIQUE DHOMBRES
- Les inquiétudes soviétiques par SOPHIE SHIHAB
- Satisfaction à Jérusalem par ALAIN FRACHON
- Silence embarrassé à Alger par GEORGES MARION
- Les réactions à l'ONU pages 3 à 10
- Premier bilan culturel d'une guerre par EDGAR MORIN page 2

## Un mouvement de faux

par Jacques Isnard

Pendant la seconde guerre mondiale, les divisions blindées allemandes, qui combinaient la mobilité, la vitesse et l'effet de masse sur le terrain, ont largement pratiqué les actions de contournement de leur adversaire, dans les rangs duquel elles provoquaient la surprise.

Les initiateurs de cette tactique parlaient alors du « mouvement de faux », à la manière du geste large du faucheur qui attaque la

périphérie pour se rapprocher insensiblement du centre du champ de blé. Toutes comparaisons gardées, les alliés ont, avec leurs troupes réunies autour des 18<sup>e</sup> corps d'armée aéroporté et 7<sup>e</sup> corps d'armée mécanisé des États-Unis, usé de ce même vaste mouvement d'enveloppement, par l'ouest, des forces irakiennes prises dans une nasse au Koweït. Cette manœuvre était, au demeurant, prévisible et quasiment annoncée.

Lire la suite page 4

## Jusqu'au-boutisme

par Michel Tatu

On comprend les protestations des pacifistes, les frustrations d'une partie des Arabes, les aïres navrés des Soviétiques et autres modérateurs. Puisque Saddam Hussein se retire du Koweït, la guerre n'a plus de raison d'être, les combats et les bombardements auraient dû s'arrêter. Pourtant, ce n'est presque jamais ainsi que les choses se passent, et la fin de la « mère des batailles » devenue l'amère défaite, rappelle ce que

l'on avait vu se dérouler à la fin de la guerre de six jours entre Israël et les Arabes en 1967, ou encore entre l'Irak et l'Iran lors de l'acceptation du cessez-le-feu par Khomeiny en 1988 : le faible, soucieux de limiter sa défaite, veut en finir au plus vite, le fort entend au contraire poursuivre son avantage pour créer des faits accomplis.

Trois séries d'arguments militent en faveur du « jusqu'au-boutisme » désormais officiel des alliés de la coalition anti-irakienne.

Lire la suite page 6

## Un pays à reconstruire

« La production pétrolière ne reprendra pas avant neuf mois »

nous déclare cheikh Salem Al Sabah, gouverneur de la banque centrale

Cheikh Salem Al Sabah, gouverneur de la banque centrale du Koweït et membre de la famille régnante, nous a reçus, mardi 26 février, dans l'après-midi dans son bureau londonien temporaire. Affirmant que les pays participant à la coalition bénéficieront tous des contrats de la reconstruction, le gouverneur estime que « la production pétrolière ne reprendra pas avant neuf mois ».

### LONDRES

de nos correspondants

« Le quotidien « Evening Standard », qui paraît l'après-midi, proclame aujourd'hui en première page : « Koweït-Ville libérée ». Quels sentiments éprouvez-vous ?

« C'est un des jours les plus importants de notre vie. La nouvelle que nous venons d'apprendre a des conséquences énormes pour nous et pour nos espoirs. C'est un jour que nous attendions depuis longtemps, et nous espérons que les pertes seront limitées, autant pour les coalisés que pour les

Koweïtiens. Ce que nous ressentons est extraordinaire.

« Comment va s'effectuer la reconstruction du Koweït ? Y aura-t-il un traitement de faveur pour les pays ayant participé à l'effort de guerre ?

« Certains croient que la reconstruction aura lieu tout de suite après la libération. Ce n'est pas exact. Les deux ou trois premiers mois seront une période où il faudra parer aux besoins les plus urgents.

Propos recueillis par DOMINIQUE DHOMBRES et MARC ROCHE Lire la suite page 16



## Fort hausse des impôts en Allemagne

Le gouvernement allemand a rendu public, mardi 26 février, le détail des augmentations d'impôts auxquelles il compte procéder à partir du 1<sup>er</sup> juillet pour faciliter le financement de l'unification. Outre le relèvement de certaines taxes indirectes, notamment sur les carburants, le tabac et les assurances, les contribuables allemands devront payer un impôt sur le revenu majoré uniformément de 7,5 %. Entre le 1<sup>er</sup> juillet 1991 et le 30 juin 1992, l'Etat fédéral devrait voir ainsi ses recettes croître de 46 milliards de marks (près de 150 milliards de francs). Ces décisions, en contradiction avec les engagements électoraux du chancelier Kohl, provoquent de fortes réactions outre-Rhin.

Lire page 15 les articles de LUC ROSENZWEIG et d'ALAIN VERNHOLES

## Le grand bluff



Denis Boutellier  
Dilip Subramanian

## La crise politique en URSS

M. Gorbatchev accuse l'opposition libérale de mener le pays à « la guerre civile »

page 11

## La « réconciliation nationale » au Nicaragua

La population attend toujours une amélioration de son sort

page 11

## Après les émeutes de la Réunion

Le RPR somme le gouvernement de s'expliquer  
Le nombre des victimes est encore inconnu

page 24

## Le procès de Simone Weber

L'avocat général a demandé la réclusion à perpétuité assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans

page 12

## PARIS ♦ ÎLE-DE-FRANCE

■ Révolution dans le stationnement à Paris. ■ La capitale au secours des villes africaines. ■ Retour au soleil à Issy-les-Moulineaux.

page 17

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 24

M0147 - 0228 0 - 6.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 80 p ; Italie, 2.000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 180 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 14 KRS ; Soudan, 1,70 RS ; USA (NY), 2,3 ; USA (autres), 2,50 \$.

السعودية ١٤١١ هـ

## DÉBATS

Le conflit du Golfe

## Premier bilan culturel d'une guerre

par Edgar Morin

**D**IRE que la situation au Moyen-Orient est, avant, pendant, après la guerre fondamentalement complexe veut dire qu'elle comporte une très grande diversité de facteurs, un enchevêtrement de conflits, des intérêts viraux qui s'opposent les uns aux autres, et, pour concevoir cette guerre ou des dictatures s'associent au combat libérateur contre une autre dictature, où le droit des peuples clamé ici est occulté un peu plus loin, il nous faut associer des idées contraires qui nous semblent vraies. Ici, la juste cause du droit d'une nation à l'existence se fonde sur le refus injuste de donner existence à une autre nation. Là, l'injustice d'un dictateur conquérant pose les justes problèmes du Moyen-Orient dans leur ensemble. Tout nous empêche, quel que soit notre parti, de verser dans la simplification mutilante et dans le manichéisme.

Et pourtant, bien qu'on n'ait pas trop souffert en France d'une hystérie de guerre (grâce, peut-être, à l'éloignement géographique et à l'absence actuelle de terrorisme), que de visions unidimensionnelles, d'analogies prises dans le passé comme démonstrations du présent, d'arrogances péremptives, de confort intellectuel de part et d'autre dans cette situation intellectuellement et moralement si inconfortable ! Ainsi, dès le 16 janvier, on a vu s'opposer les morales bourgeoises (dont l'œil aveugle regarde son propre camp), les indignations à sens unique, les pitiés unilatérales.

Il est également remarquable que l'on n'ait pas débattu sérieusement de la valeur des arguments au service des deux grandes options : l'une, dont le but était dans un premier temps d'obtenir la libération du Koweït sans guerre, puis dans un second temps de se borner à la libération du seul Koweït par retrait des forces irakiennes ; l'autre, dont le but était non seulement de libérer le Koweït, mais d'éliminer Saddam Hussein et d'affaiblir considérablement le potentiel militaire-industriel de l'Irak. Les risques à moyen terme de la première solution (maintien intact de la puissance militaire irakienne et maintien de Saddam Hussein au pouvoir) étaient-ils plus grands que les risques à long terme provoqués par la radicalisation et les ravages de la guerre ? Bien entendu, il est impossible d'apporter une réponse certaine quand un des deux termes de l'alternative est éliminé. Mais il aurait été possible de prendre conscience que chaque attitude comportait risque, pari, incertitude.

Je vais me borner ici à fournir un bref lexique des termes clés concernant cette guerre, qui ont été utilisés soit avec excès de légèreté, soit avec excès de lourdeur.

**COUPABLE.** — La guerre a été exclusivement voulue par Saddam Hussein pour les uns, par Bush pour les autres ; avec comme corollaire : les morts sont des victimes de Saddam Hussein ou de Bush.

Bien qu'il y ait encore des obscurités sur l'origine du conflit, et qu'il y ait eu bien des malentendus de part et d'autre, il est apparu assez tôt, après l'invasion du Koweït, que l'intransigeance de Bush et de Saddam Hussein s'entretenaient l'une l'autre, que chacun des deux a sans doute pensé que cette intransigeance ferait craquer l'autre, et comme souvent dans ces cas, c'est une causalité en boucle intensifiant l'affrontement mutuel qui a conduit à la guerre.

## Leadership américain

Toutefois le déclenchement de la guerre terrestre le 22 février semble s'effectuer dans un forcing des Américains, en pleine séance de Conseil de sécurité, tenant à toute force à l'offensive, c'est-à-dire à détruire l'armée irakienne et le régime de Saddam Hussein. On n'est pas absolument certain que Saddam Hussein ne cherchait pas à gagner du temps en attendant l'aide de son allié, le général Ete. De toute façon, en ce qui concerne cette guerre-là, on ne peut isoler une seule responsabilité et l'attribuer de façon exclusive, soit à Bush, soit à Saddam Hussein.

**DROIT.** — La coalition qui défend le droit du Koweït à l'indépendance l'ignore ou le bafoue ailleurs. La vraie cause du droit s'est cristallisée, après la transformation de la politique internationale de l'URSS, dans le fait que le Conseil de sécurité, assemblée stérile jusqu'alors, était devenue après l'agression sur le Koweït un embryon d'instance mondiale capable de réprimer les pirateries politiques et de régler les relations internationales, et cela jusqu'à la résolution du 29 novembre comprise, qui lui donnait tous moyens d'actions.

Mais le leadership américain s'est surimposé à l'ONU, puis a décidé l'attaque terrestre avant que le Conseil de sécurité ait pu statuer, et les conséquences de cette conduite, qui en même temps affaiblissent les forces réformatrices et favorisent les forces conservatrices militaires en URSS, risquent de ruiner et le consensus acquis en août 1990, et l'autorité de cette seule instance capable de faire respecter le droit international. A-t-on le droit, au nom de la cause du droit, d'outrepasser le mandat de l'ONU ou de prendre une décision sans tenir compte d'une réunion du Conseil de sécurité ?

De toute façon, il y a dans cette guerre comme dans bien d'autres, contradictions et complexités dans la cause du droit. Il faut reconnaître que ce droit est bafoué, et non mas-

quer cette bâtardise. Durant la deuxième guerre mondiale, le totalitarisme stalinien et les démocraties occidentales par ailleurs colonisatrices étaient alliés. La victoire sur le totalitarisme hitlérien fut payée par l'engloutissement d'une partie de l'Europe dans le totalitarisme communiste. Stalingrad, qui, comme l'a écrit Vassili Grossman, fut « la plus grande victoire et la plus grande défaite de l'humanité », fut effectivement une grande victoire et une grande défaite pour le droit.

**GUERRE ÉVITABLE-INÉVITABLE.** — La guerre est toujours indélébile selon le postulat simpliste du déterminisme. Selon un point de

mais Sud et Nord sont impliqués, réagissent de façon discordante.

Si la guerre se prolonge, elle connaîtra de nouveaux prolongements hors de son aire territoriale.

**INTELLECTUELS.** — Les intellectuels français se sont lancés dans la guerre de l'orthographe au moment où se préparait la guerre du Koweït. Trissotin a dominé la scène en décembre 1990. Disfortis a fait une entrée tardive en février 1991 avec des doctes diagnostics trouvant toujours une cause simple et unilatérale à la malade du Moyen-Orient.

TV et radio, après avoir fait ample usage de généraux, experts et

visions les réactions islamiques pro-saddamistes, on a critiqué la guerre américaine et la présence française dans la coalition. La complexité de la situation a pesé d'une façon indirecte et obscure dans le débat, empêchant les excès manichéens, mais elle n'a guère été traitée.

**MODERNITÉ-FONDAMENTALISME.** — Opposer aux fondamentalismes le salut par la modernité est stérile, car une des causes de l'essor des fondamentalismes vient, notamment dans les pays islamiques, de la faillite de la formule du salut par la modernité, qui était le développement économique selon le modèle occidental qui, en outre, porte en lui la destruction des identités traditionnelles. Enfin, ce qui domine à la modernité son dynamisme, l'idée d'un devenir incessant, la promesse d'un progrès garanti, se trouve en crise : cette crise du futur, jointe à la volonté de sauvegarder l'identité culturelle, détermine la poussée vers le passé, c'est-à-dire vers les fondamentalismes.

La crise du futur est également venue en Occident, mais celui-ci a perdu, en perdant le salut par la révolution, l'attente d'une apocalypse rédemptrice, laquelle resurgit dans le contexte religieux des fondamentalismes.

## Une garantie internationale

**MYTHE DE SADDAM HUSSEIN.** — Saddam Hussein est devenu un personnage doublement mythique, ici diabolisé et pathologisé, là paladinsé et divinisé. Les caractères odieux de la dictature s'étaient manifestés avant cette guerre, dans la répression contre les irakiens eux-mêmes et le pagage de populations kurdes. Mais, par la suite, Saddam Hussein n'a pas gardé les otages occidentaux avant la guerre et, du moins jusqu'à l'écriture de ces lignes, il n'a utilisé ni les gaz sur le théâtre de guerre ou contre Israël, ni le terrorisme en Europe.

Il peut sembler dans la défaite, victime de ses erreurs d'appréciation, mais ce n'est pas le « dictateur fou » ni le despote mu par une volonté généralisée de détruire : c'est un homme d'État à la fois implacable, pragmatique, réaliste, mais qui s'est inscrit dans une lignée historique terrible. La diabolisation du cruel dictateur fait, jusqu'à présent, partie des mythes de guerre. Au mythe occidental de Saddam-Hitler correspond le mythe arabo-islamique de Saddam-Saladin. La mythification de Saddam nous pose un problème tragique, qui n'est pas nouveau.

Une des plus grandes tragédies de ce siècle a été que les réponses aux frustrations et aux espérances d'émancipation de millions d'êtres humains se sont fixées sur l'un des despotes les plus terribles de l'his-

toire, Joseph Staline. Il est aujourd'hui tragique que tant de malheurs et tant d'espérances dans le monde arabe croient trouver leur rédemption et leur réponse dans un cruel despote. Que la condamnation de Saddam Hussein ne fasse pas ignorer ou mépriser les malheurs et espérances qui se sont projetés sur lui.

**PAIX.** — Avant, pendant, et après la guerre, la ligne de démarcation principale se trouve en réalité entre, d'une part, ceux qui veulent circonscrire les problèmes politiques et territoriaux au seul problème irakien-koweïtien, et circonscrire les problèmes globaux aux seuls problèmes économiques (néo-plan Marshall, etc.) et, d'autre part, ceux qui veulent tenter de résoudre dans leur multidimensionnalité le complexe des problèmes du Moyen-Orient. Cela requiert une solution qui ne puisse léser vitalemment aucune des parties en présence, donc requiert l'accord de toutes. La garantie du respect des accords ne peut être qu'internationale, c'est-à-dire signifie l'accord de grandes puissances et du Conseil de sécurité. L'idée de « conférence internationale » symbolise la recherche de ce type de solution.

Avant, pendant, après la guerre, il importe de donner la perspective : éliminer de la région les armes non conventionnelles et tenter conjointement d'en éliminer le surarmement ;

— instituer un Etat palestinien et établir la sécurité d'Israël, l'une et l'autre par reconnaissance de chaque Etat par toutes les parties et garantie militaire des grandes puissances pour l'un et pour l'autre ;

— institution de Jérusalem comme capitale économique des trois religions abrahamiques ;

— institution d'une aide économique internationale pour réparer les ravages de guerre et aider aux développements de paix ;

— envisager un grand dessein : l'institution d'une confédération moyen-orientale, incluant Israël et sauvant toutes les minorités et toutes les religions.

C'est le mythe majeur qu'une Europe qui tend vers la confédération pourrait proposer à cette région ravagée par justement ce qu'a connu l'Europe pendant des siècles jusqu'à une époque toute récente : les haines et guerres religieuses et interethniques, la mépris et l'horreur du voisin différent de soi. Le malheureux Liban, tant qu'il fut en dehors de la guerre, avait pu constituer l'ébauche, très imparfaite, d'une convivialité entre ethnies, sectes, religions, tout en constituant une entité étatique laïque. Le modèle confédéral, qui limiterait chaque souveraineté nationale, est celui à quoi devraient désormais s'essayer toutes les régions du monde, y compris le Maghreb, l'Afrique noire, l'Amérique latine.



Dessin paru dans « Winnipeg Free Press », Canada

vue complexe, on perçoit diverses bifurcations où le cours des événements se précipite dans un sens, mais avec des possibilités encore de bifurcations en sens inverse, jusqu'à l'ultime et irréversible bifurcation. Aujourd'hui, on peut dire que la guerre évitable est devenue inévitable et que la guerre inévitable était évitable.

**GUERRE LOCALE-MONDIALE.** — Les deux points de vue qui s'opposent (ce n'est qu'une guerre locale, c'est en fait une guerre mondiale) sont insuffisants l'un et l'autre. En fait, c'est une guerre militairement locale, mais dont les prolongements politiques, mythiques, affectifs sont mondiaux.

Ce n'est pas la guerre Orient-Occident, mais elle pose de façon virulente la relation entre Orient et Occident, qui s'y trouvent impliqués et réagissent de façon discordante.

Ce n'est pas la guerre Nord-Sud,

responsables politiques, ont fait appel, pour changer un peu, à quelques intellectuels en des tribunes où les animateurs s'évertuent à faire s'entrechoquer les points de vue, interrompent tout développement argumenté et rendent impossible toute formulation complexe.

On remarque une différence capitale avec le climat intellectuel de l'époque où le salut par la révolution régnait chez les intellectuels prétendument à Saddam Hussein le rôle de guide de la révolution mondiale, nul ne justifiait l'annexion du Koweït comme nécessité historique « progressiste » et nul ne justifiait un emploi progressiste des armes chimiques par l'armée irakienne. Mais deux camps se sont affrontés : dans l'un, on a justifié la guerre du droit, la guerre sinon propre du moins pas si sale, et on a identifié Saddam Hussein à Hitler. Dans l'autre, on a voulu comprendre dans leur contexte ou justifier dans leurs moti-

## COURRIER

## Déjà en 1917...

L'opinion publique internationale a été choquée par l'utilisation d'otages civils étrangers sur des sites industriels irakiens susceptibles de recevoir des projectiles ennemis. Et, le conflit engagé, Bagdad a réagi avec des prisonniers de guerre manifestement « conditionnés » (Le Monde du 22 janvier).

En 1917, à la suite de mesures de représailles en chaine, des officiers français ont été placés dans une situation comparable... sans avoir été torturés (1). L'affaire trouve son origine dans la volonté allemande de briser le blocus économique décrété contre le Reich dès l'éclatement du conflit. La décision d'élargir les périmètres d'action de la chasse sous-marine germanique provoque le torpillage, dans la Manche, au mois de mars, de deux navires-hôpitaux britanniques, suspects de transporter des troupes valides et du matériel offensif vers le front. Si le gouvernement de Londres demeure prudent, Paris réagit en ordonnant l'embarquement forcé, à partir du 15 avril, de soixante-douze officiers allemands sur les bateaux chargés de ramener blessés et malades de Salonique vers Toulon. Ainsi les submersibles des empires centraux hésiteraient à les attaquer.

Par l'intermédiaire de certains pays neutres — Espagne et Suisse — les autorités de Berlin firent savoir que des centaines de gradés français « de qualité » seraient alors placés à proximité immédiate de sites industriels proches du front. A la mi-mai, 152 militaires furent

dispersés à Metz, Thionville et Sarrebruck, qui avaient déjà subi des bombardements aériens alliés. Les efforts du roi Alphonse XIII permirent de dénouer la situation. Des délégués espagnols s'embarquèrent sur les navires-hôpitaux de l'Entente, afin de démontrer qu'aucune infraction n'était commise au sujet du caractère strictement humanitaire de leurs chargements. Fin septembre, l'affaire semblait réglée. Les prisonniers des deux camps furent rapatriés dans leurs cantonnements d'origine. Le gouvernement français protesta cependant au sujet de Thionville, qui ne devait être évacué que le 18 octobre. A l'occasion, les Occidentaux de l'époque avaient établi une subtile distinction entre un navire-hôpital, inattaquable par nature, et un centre industriel directement voué à l'effort de guerre...

L'argument a connu quelque fortune. Mais à l'inverse de l'actuelle crise moyen-orientale, des civils innocents ne furent pas concernés par cette « première » liée aux progrès alors tout frais de la guerre sous-marine et aérienne.

Des méthodes nouvelles, qui illustrent la triste continuité d'un siècle et qui démontrent combien le droit humanitaire a été faussé, depuis les années 1860, par des esprits occidentaux accoutumés à voir les grandes nations européennes se déchirer.

JEAN-MARC DELAUNAY  
Université de Paris-I

(1) Sources : Archives du ministère des affaires étrangères, Paris. Série Guerre 1914-1918, volumes 1139-1140 : Droit de la guerre sur mer. Règles de droit international.

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises.  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
François Huguet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléfax : MONDPUB 206 136 F  
Téléfax : 45-55-94-70. Société filiale  
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

## Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composée 36-15 - Taper LEMONDE  
ou 36-15 - Taper LM  
Imprimé par  
« Le Monde »  
12, L. M. Guesbroux  
94837 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE,  
75001 PARIS CEDEX 16  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-93  
Téléfax : 206.806 F

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration  
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-10  
Téléfax : 261.311 F

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS voies normales y compris CEE selon
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande  
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné  
de votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur  
numéro d'abonné.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE  
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

1500000000



سلاسل الاعلام

# LA GUERRE DU GOLFE

## Le film des événements « Attaquer, attaquer »

Retraite précipitée plutôt que retrait en bon ordre. Le drapeau koweïtien flotte, depuis mercredi matin 27 février, sur la capitale de l'émirat en l'honneur d'où les soldats irakiens avaient commencé à se retirer, dès lundi soir, en emmenant, semble-t-il, avec eux, pour couvrir leur fuite, de jeunes autochtones et non sans avoir mis, auparavant, la ville à sac.

Presque sans coup férir, les forces de la coalition ont déjà pris le contrôle de la moitié sud du Koweït que l'émir en exil vient de placer, pour trois mois, sous la loi martiale. Pas question pour les alliés d'assister, les bras ballants, au repli des troupes irakiennes. « Nous allons attaquer, attaquer et attaquer », a averti le général Richard Neal, adjoint au commandant en chef de l'opération « Tempête du désert ».

« Scandaleuse », l'annonce de retrait faite, mardi matin, par Saddam Hussein, avait grogé le président George Bush. Et de reprocher au dictateur de Bagdad de vouloir transformer une « déroute » en victoire et sauver ce qui lui resta de pouvoir, lui promettant de « continuer la

guerre avec une intensité non diminuée ». « Saddam Hussein s'est enfin décidé à parler sérieusement », avait affirmé, à chaud, le porte-parole du Quai d'Orsay. En réalité, essor de menaces, l'offre de retrait avait été faite par un homme sans repentir qui avait confirmé les droits historiques de l'Irak sur le Koweït, même « si les circonstances imposent » de mettre cette revendication sous le boisseau. « Tout le monde se rappellera que les portes de Constantinople n'ont pas été ouvertes à la première tentative », avait souligné le dictateur de Bagdad, friand de références historiques.

« Rêves romantiques »

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, même l'URSS a fini par se rallier à la position des alliés : pas de cessez-le-feu sans acceptation préalable par l'Irak des douze résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Il n'empêche que, du côté de Moscou, l'heure est à l'amertume. Le quotidien réformateur *Komsomolskaya Pravda* a annoncé l'effondrement des « rêves romantiques » de la coopération américano-soviétique, tandis que le chef d'état-

major adjoint des forces armées a crûment reproché aux troupes de la coalition d'avoir « outrepassé » le mandat reçu de l'ONU. Il n'est pas jusqu'au président Mikhaïl Gorbatchev qui n'ait jugé « très fragiles » les relations de son pays avec les Etats-Unis.

L'Irak, qui avait reproché aux forces de la coalition d'« interférer » dans le processus de repli de ses troupes, a annoncé, mercredi matin, la fin de ce retrait. Radio-Bagdad, qui diffuse des chants patriotiques, n'en a pas moins promis « un sort noir aux traîtres et une lutte de milliers d'années pour défendre la souveraineté et la dignité » du pays. Elle a appelé les soldats à « garder le doigt sur la gâchette » car, a-t-elle proclamé, « nous ne nous retirons pas de nos principes ». Saddam Hussein a même passé en revue, sur le terrain, « les dispositions de combat et de mobilisation prises pour repousser toute tentative d'agression ».

Les forces de la coalition se sont maintenant donné pour objectif prioritaire l'isolement et la destruction de la garde républicaine, à laquelle elles se sont

durement heurtées. Pour lui couper la route de Bagdad, elles ont déjà atteint la rive ouest de l'Euphrate. L'armée irakienne est en pleine retraite, a annoncé, mercredi matin, un porte-parole du Pentagone, faisant état de la mise hors de combat de 26 des 42 divisions ennemies - soit quelque 250 000 hommes - et de la capture d'au moins 40 000 soldats.

Secret espoir

La fin de la guerre « n'est vraisemblablement plus qu'une question de jours », a assuré M. Pierre Joxe, répétant que les hommes de la division « Daguet » ne pousseront « certainement pas » leur offensive jusqu'à Bagdad. Deux militaires français avaient été tués et 25 autres blessés par des explosifs, mardi après-midi, au cours de l'attaque d'une position ennemie.

Non, la guerre n'est pas finie, a rectifié un porte-parole du ministère israélien de la défense, tant que l'Irak reste capable de tirer des missiles Scud, ce qu'il a continué de faire, ces dernières heures, en direction de l'Arabie saoudite. « La sécurité [de l'Etat hébreu]

passé par le départ de Saddam Hussein, a insisté M. Itzhak Shamir, le premier ministre. Il faut que cet homme-là disparaisse de la scène internationale. »

Même si ce n'est pas, à proprement parler, un « but de guerre », les pays membres de la coalition caressent le secret espoir que l'« incorrigible » Saddam Hussein ne survive pas politiquement à sa défaite militaire. Dans un appel diffusé par la radio iranienne, le chef de l'opposition chiite irakienne en exil à Téhéran vient, pour sa part, de réclamer la démission du dictateur de Bagdad.

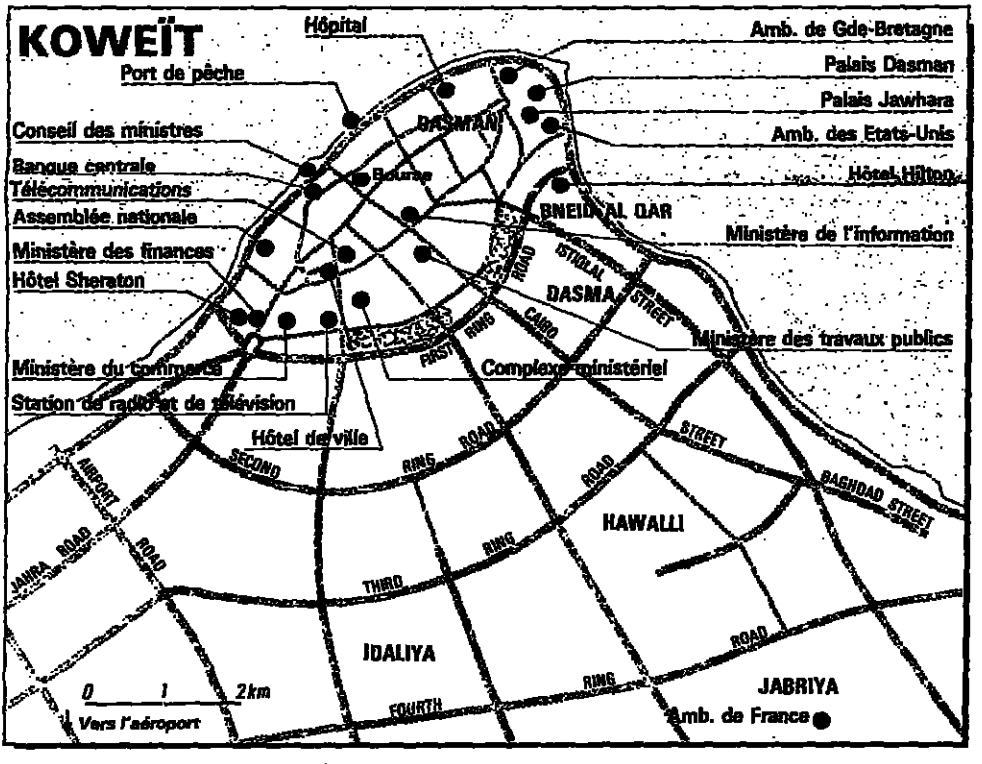
Déjà, les Etats-Unis ont laissé entendre, par l'intermédiaire de voix autorisées, notamment celle de M. Caspar Weinberger, l'ancien secrétaire à la défense, qu'ils seraient favorables à la création, en Irak, d'une zone démilitarisée où patrouilleraient des soldats arabes, peut-être épaulés par un petit contingent de soldats occidentaux. Pour dissuader Saddam Hussein ou ses successeurs de se lancer trop vite, dans une nouvelle aventure.

JACQUES DE BARRIN

### La situation militaire

## Le Koweït en grande partie libéré

Les marines ont pénétré dans la capitale, où l'émir Jaber, avant d'y revenir, a proclamé la loi martiale



**DHAHRAN**  
de notre envoyée spéciale

Après trois jours d'offensive terrestre, fortement soutenue par l'aviation et les forces navales, les troupes alliées contrôlaient, en fin de soirée, mardi 26 février, toute la moitié sud du Koweït, et les marines américaines pénétraient dans la capitale koweïtienne, d'où ont été diffusées les premières images de télévision en direct.

Selon divers témoignages, la population était alors en libération, tandis que la résistance koweïtienne établissait un quartier général dans la ville.

D'autre part, selon la chaîne de télévision américaine CBS présente à Koweït, les marines ont rouvert l'ambassade des Etats-Unis, l'une des dernières chancelleries occidentales à avoir été évacuées après la libération, en décembre 1990, de tous les étages retenus comme « boucliers humains » par l'Irak. Un responsable militaire koweïtien a affirmé à Ryad que la résistance avait pris, au cours de la journée de mardi, le contrôle de certains quartiers de la ville, en partie désertée dès la nuit de lundi à mardi par les soldats irakiens. Ceux-ci auraient, dans leur fuite, abandonné la majorité de leurs équipements et auraient surtout, affirmé-on toujours de source koweïtienne, emmené avec eux environ cinq mille jeunes gens de dix-huit à vingt-cinq ans.

Selon un officier de l'armée koweïtienne, la résistance « assurait la garde de trois mille soldats irakiens. Ils venaient de l'extérieur de la ville et ne voulaient plus se battre », a-t-il précisé. De même source, on affirme que l'armée irakienne aurait détruit ou incendié avant son départ de nombreux bâtiments publics, notamment le Par-

lement, la plupart des ministères et les principaux hôtels. Des usines de dessalement d'eau et des raffineries auraient également été endommagées.

A Dahrhan, où, dès 13 heures mardi, le bureau d'information koweïtien célébrait « la libération de la capitale », un responsable nous précisait toutefois qu'aucun retour des hauts dirigeants koweïtiens en exil à Taïf n'aurait lieu avant que « la situation sur place soit totalement sûre ». Les réfugiés koweïtiens, au nombre d'environ quatre cent mille, ne seront pas non plus autorisés à rentrer tout de suite dans leurs foyers. « Nous devons remettre en état les principaux services en eau, électricité, soins médicaux », nous a ainsi déclaré le docteur Hassan Al Sanad, qui prévoit que ces retours pourraient s'étaler sur une période de trois mois. « Déjà, nous a-t-il dit, des techniciens des principaux ministères concernés sont en route », et trente camions affrétés par le ministère du commerce, chargés de nourriture et de médicaments, ont quitté Dahrhan en Arabie saoudite, mardi, pour la capitale koweïtienne.

Percées sur tout le front

Dans sa retraite de Taïf, dans l'ouest de l'Arabie saoudite, l'émir Jaber a déjà proclamé pour trois mois l'instauration de la loi martiale dans l'émirat, une mesure « nécessaire », dit-on de source officielle koweïtienne, pour éviter tout débordement, règlement de comptes et assurer l'ordre. En attendant, la radio koweïtienne, qui émet d'Arabie saoudite, a demandé,

mardi, à la population de rester chez elle jusqu'à ce que les alliés aient déclaré la ville sûre. L'euphorie manifestée par les Koweïtiens était en effet presque oubliée que la guerre se poursuit et ce n'est qu'à l'issue d'une violente bataille de chars que les marines américaines ont pu, mardi soir, s'emparer de l'aéroport international de Koweït-Ville. Les alliés craignent, d'autre part, que l'armée irakienne n'ait laissé derrière elle de nombreux pièges et mines.

La troisième journée de cette offensive terrestre s'est, en tout cas, déroulée comme les deux premières. Les alliés poursuivent leurs percées sur toute la ligne de front, prenant au piège les éléments de l'armée irakienne restant au Koweït et les divisions de la garde républicaine déployées au sud de l'Irak. Selon le porte-parole militaire américain, le général Richard Neal, 21 divisions, soit 200 000 hommes, sur les 42 (545 000 hommes) déployées par les Irakiens, auraient été mises hors de combat. « Nous battons les forces irakiennes sur l'ensemble du théâtre d'opérations koweïtien », a-t-il précisé, avant d'ajouter : « Les forces alliées continuent leurs attaques. » Contestant le fait que l'armée irakienne se retirait, le général Neal a affirmé à plusieurs reprises : « Nous n'avons pas d'indication qu'elle fait retraite en laissant ses armes ; nous sommes engagés contre elle ; elle se retire sous le feu des attaquants. »

La notion de retrait a aussi été contestée par le chef d'état-major adjoint des forces françaises en Arabie saoudite, le général Gazeau, qui a affirmé à Ryad que les troupes irakiennes « procédaient à une manœuvre retardatrice. Si les divisions irakiennes quittaient le Koweït, elle lâcheraient

leurs armes. Or elles continuent à nous tirer dessus. Ce qui est demandé, c'est qu'elles abandonnent le combat », a-t-il ajouté. Dans la ligne des réactions de la coalition après l'annonce faite par le président Saddam Hussein du retrait de ses troupes, le général Neal a aussi affirmé : « Nous continuerons à le décrire jusqu'à ce qu'il affirme accepter toutes les résolutions du Conseil de sécurité. Le mouvement de la garde républicaine n'est pas de retraite », a-t-il encore dit, indiquant que l'Irak poursuivait au Koweït « sa politique systématique de destruction de l'infrastructure de l'émirat et que cinq cent quatre-vingt-dix puits de pétrole étaient en feu ».

### Pas d'armes chimiques

Le mouvement des troupes alliées, qui vise incontestablement à couper toute retraite vers Bagdad aux troupes encore présentes - et surtout à la garde républicaine - a marqué un grand pas, mardi, avec la prise de position par des éléments des 82<sup>e</sup> et 101<sup>e</sup> divisions américaines sur la rive droite de l'Euphrate. Non loin de là, les troupes françaises, selon le général Gazeau, contrôlent totalement leur « zone d'ac-

tivité », marquant actuellement un temps d'arrêt. Le 18<sup>e</sup> corps américain dans lequel est intégrée la division « Daguet » continue de monter tandis que le 7<sup>e</sup> corps, qui opère avec la 1<sup>re</sup> division britannique, a infléchi sa route vers le sud où les troupes britanniques sont entrées en contact avec la garde républicaine qui se bat sur son territoire.

Au Koweït, les troupes égyptiennes, syriennes et saoudiennes qui occupent le centre du front seraient montées à 80 kilomètres vers le nord, alors que sur la côte les troupes saoudiennes, koweïtiennes, de Bahreïn et du Qatar progressent vers la capitale koweïtienne.

Tant redoutée, cette offensive terrestre, qui n'est pas terminée, a souligné le général Neal, son objectif étant désormais aussi la destruction de la garde républicaine irakienne, s'est déroulée toutefois beaucoup plus rapidement que prévu, essentiellement en raison du peu de résistance des troupes irakiennes. Ecrasées sous les bombes depuis plusieurs semaines, celles-ci, qui sont apparues dans leur majorité en meilleur état que certains témoignages l'affirmaient, ont bien souvent montré un grand soulagement devant la fin de leur épreuve.

Dans de très nombreux cas, les soldats se sont rendus à la seule vue des hélicoptères ou des troupes avançant.

Des échanges d'artillerie ont fréquemment eu lieu, certes, mais sans grande conviction de la part des Irakiens, qui avaient sans doute eu le temps de se rendre compte de l'énorme disproportion technologique des forces en présence. La maîtrise aérienne totale des alliés aux premiers jours de la guerre aura été une des surprises de cet affrontement que les Irakiens ont plutôt subi passivement.

Autre interrogation qui continue d'inquiéter les états-majors alliés qui n'entrent pas la menace : le non-emploi par l'Irak des armes chimiques, ni même de mines de ce type.

Ses lignes de communication et de ravitaillement coupées, que va pouvoir faire maintenant la garde républicaine irakienne, troupe d'élite du président Saddam Hussein ? C'était, mardi soir, difficile à dire mais, comme on l'affirme de source alliée, « elle ne devrait pas pouvoir résister bien longtemps ».

Au-delà du seul problème de la libération du Koweït, qui semble en voie d'achèvement rapide, reste la question du sud de l'Irak occupé désormais par des troupes françaises, américaines et britanniques. Désormais, la vraie question est : jusqu'où front les alliés dans leur volonté de briser le régime du président Saddam Hussein, en le privant de son principal instrument de pouvoir ?

FRANÇOISE CHIPHAUX

# L'HISTOIRE

LE PILLAGE DE L'OR DES PHARAONS

Il y a trois mille ans, une bande de pillards de tombes royales sévit à Thèbes.

LE NOUVEL ORDRE MONDIAL

Les réflexions de l'ancien Premier ministre Raymond Barre, en exclusivité pour L'HISTOIRE.

JAPON : LES MÉCANISMES DE LA CORRUPTION

Comment, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les élus japonais achètent leurs voix.

L'ART DE LA GUERRE SOUS LOUIS XV

En 1745, la victoire française de Fontenoy, grâce à une nouvelle tactique.

N° 142 • MARS 1991 • 31 F • EN VENTE DANS TOUS LES KIOSQUES

## LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

## Le drapeau koweïtien flotte sur la capitale

Le drapeau koweïtien a été hissé mercredi 27 février dans la matinée à Koweït-Ville, pour la première fois depuis l'invasion irakienne du 2 août dernier, a déclaré Radio-Koweït, captée à Manama. La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs officiers supérieurs de l'armée koweïtienne, a ajouté la radio, citant des informations « en provenance du Koweït libéré ».

Cette information a été diffusée au moment où Bagdad déclarait que le retrait de ses troupes du Koweït venait de prendre fin. Peu auparavant, un responsable américain à Riyad avait annoncé que les forces de la coalition se trouvaient aux portes de la capitale, qui devait être occupée mercredi. Des unités blindées koweïtiennes et saoudiennes se tenaient prêtes à entrer dans la ville.

C'est une explosion de joie qui, selon les correspondants de presse ayant accompagné les forces alliées, a accueilli les premiers soldats américains au Koweït. « Même si la mer était

faite d'encre, je n'en aurais jamais assez pour écrire une lettre de remerciements aux forces alliées », a déclaré M. Fayçal Bahman, un biochimiste de Sabahiya. « Ils nous ont tout simplement donné la liberté. » « Le président Bush est le héros du Golfe », s'est exclamé un étudiant en médecine. Les habitants de cette ville sont montés sur les toits de leurs immeubles en brandissant des drapeaux et en tirant en l'air.

Les exilés koweïtiens de Londres ont reçu mardi des informations sur les dernières destructions infligées dans la ville de Koweït par les troupes irakiennes en fuite, nous câble notre correspondant à Londres, Dominique Dhombres.

## Un plan délibéré de destruction

Plusieurs des grands hôtels qui avaient été pillés pendant les mois d'occupation ont été incendiés. C'est le cas du Marriott, du Sheraton, du Méridien, du Regency et de l'International. Les immeubles du front de mer ont également souffert, ainsi que le

Parlement et le palais de l'émir ; mais la Bourse paraissait intacte. Selon ces témoignages, les officiers irakiens sont partis les premiers vers le nord dans des voitures volées, laissant souvent leurs hommes derrière eux. Ceux-ci ont été faits prisonniers par des « volontaires » koweïtiens qui les ont traités « humainement ». Ces volontaires ont également rassemblé un grand nombre de suspects, de nationalité irakienne ou inconnue, qui seront remis aux autorités. Il se confirme également que de nombreux Koweïtiens ont été emmenés de force vers le nord au cours des derniers jours de l'occupation. Selon l'ambassadeur de l'émirat à Londres, beaucoup d'entre eux se trouveraient actuellement à Bassorah, dans le sud de l'Irak.

Par ailleurs, les troupes américaines ont mis la main sur des documents irakiens démontrant la volonté délibérée du régime de Bagdad de détruire la capacité de production pétrolière du Koweït, a affirmé mardi le contre-amiral Mike McConnell, l'un des porte-

parole du Pentagone. Il a précisé que six cents incendies avaient été allumés et que cinq cents puits brûlaient toujours. Les irakiens ont également détruit des raffineries et d'autres installations pétrolières, a précisé le contre-amiral, qui est chargé du renseignement à l'état-major interarmes américain.

Les documents irakiens saisis étaient des ordres aux chefs d'unité, datés du 17 janvier, jour du début des hostilités. Ils comportaient deux instructions, « a-t-il ajouté : « infliger un maximum de pertes et, dans ce but, détruire les champs pétroliers ».

Le contre-amiral a montré à la presse des photos prises par satellite les 22 et 23 février. Sur la première, les puits en flammes étaient nettement visibles et le vent du nord-ouest poussait la gigantesque nuage de fumée noire vers la mer. Sur la seconde image, le vent avait tourné et soufflait du sud-est, poussant la fumée dans la direction opposée. Le nuage recouvrait entièrement Koweït-Ville.

## Un mouvement de faux

Suite de la première page

Mais la rapidité de son exécution, conjuguée – il est vrai – avec l'absence de moyens d'observation chez les Irakiens, a grandement contribué à désorganiser les lignes adverses, en les débordant sur leurs flancs, puis sur leurs arrières en Irak même. Elle a empêché une réaction coordonnée de la part de l'état-major irakien, dont le gros des forces était disposé pour s'opposer à un choc frontal, plus au centre de la frontière koweïto-saoudienne.

Si, à cette perturbation liée à l'effet de surprise, on ajoute la décomposition progressive des unités irakiennes, après un mois de bombardements aériens et sous les pilonnages incessants de l'artillerie alliée, on peut admettre que la force de M. Saddam Hussein au Koweït n'était plus aussi résistante. Dès lors, elle s'est laissée submerger par le déplacement – le plus discret possible dix jours avant l'attaque aéroportée – de formations blindées de la coalition le long de la frontière irako-saoudienne, à quelque 160 kilomètres plus à l'ouest de leur déploiement initial. D'autant que le chef de l'Etat irakien, en leur

donnant probablement l'impression qu'il s'apprêtait à abandonner ses objectifs initiaux de conquête territoriale, n'a pas été pour peu, lui-même, dans la démoralisation de ses propres soldats.

## Un réalignement allié face à la garde républicaine

Le « maître » de Bagdad parle du retrait de son armée du bastion koweïtien. La coalition évoque l'encerclement et la retraite désordonnée – avec quelques opérations timides de retardement et, surtout, avec beaucoup de redditions – des forces irakiennes. Selon des estimations de source américaine, ce serait, en fin de compte, l'équivalent de la moitié de la garnison irakienne au Koweït qui est désormais hors de combat.

Se sentant bientôt submergée, encerclée par une poussée venue du sud et un contournement par l'ouest, voire menacée d'être défilée prochainement, une partie de l'armée de M. Saddam Hussein au Koweït a tenté, dès les premières vingt-quatre heures de la phase aéroportée de « l'Empire du désert », de rentrer chez elle, avant même toute consigne de Bagdad. C'est ce qui expliquerait que des unités alliées n'ont trouvé devant elles que quelques poches de résistance et un champ de bataille parsemé d'armes abandonnées dans la fuite.

A côté de cette armée irakienne qui s'est décomposée sous la pression de la machine de guerre alliée, demeure l'inconnue de la garde républicaine, organisée, à l'origine, autour de huit divisions qui rassemblaient 140 000 hommes, jusqu'à trois cents chars soviétiques T 72 (d'un modèle assez récent) parmi ses formations blindées et de puissantes pièces d'artillerie. Cette garde républicaine, qui est l'essence de l'outil militaire de M. Saddam Hussein, a été de longue date bombardée par des raids de B 52 et, depuis le début des actions au sol, elle a été accablée par les alliés, au point que sa capacité offensive aurait été réduite d'un quart.

La garde républicaine, installée à cheval sur la frontière koweïto-irakienne, a probablement manœuvré pour, peut-être, partiellement échapper au mouvement de faux dessinée par les coalisés. C'est sans doute l'objet du réalignement, en cours, du dispositif allié que de chercher à déterminer précisément le sens à donner à la manœuvre de cette force « fer de lance » du président irakien. Ce réalignement consiste à redéfinir les objectifs tactiques de la coalition et à remettre à niveau ses forces sur le terrain en vue de leurs nouveaux engagements.

JACQUES ISNARD

## Selon le général Schmitt

## Seules une quinzaine de divisions irakiennes sont encore en état de combattre

Il ne restait, mercredi 27 février dans la matinée, qu'une « quinzaine de divisions » irakiennes en état de combattre, sur les 42 engagées au départ dans le théâtre koweïtien d'opérations, a affirmé le chef d'état-major des armées françaises, le général Maurice Schmitt.

Mardi soir, 21 des 42 divisions irakiennes étaient déjà considérées comme neutralisées, a rappelé le général. Il a également assuré que la moitié de la garde républicaine, l'élite de l'armée irakienne, était défilée, 2 de ses 6 divisions étant en train de refuser vers Bassorah (sud de l'Irak), alors qu'une autre avait été anéantie mardi. Les Français ne « participent pas à la réduction de la garde » républicaine, a-t-il ajouté en précisant qu'elle n'avait pas été changée d'adresse l'Empire, sur la rive droite duquel se trouvent des unités américaines.

Interrogé lors d'un point de presse sur la non-utilisation de l'arme chimique par les forces irakiennes, le général Schmitt a répondu : « Je n'ai pas de réponse, j'ai une hypothèse, c'est que les généraux irakiens ayant reçu l'ordre de l'utiliser n'ont pas exécuté cet ordre ».

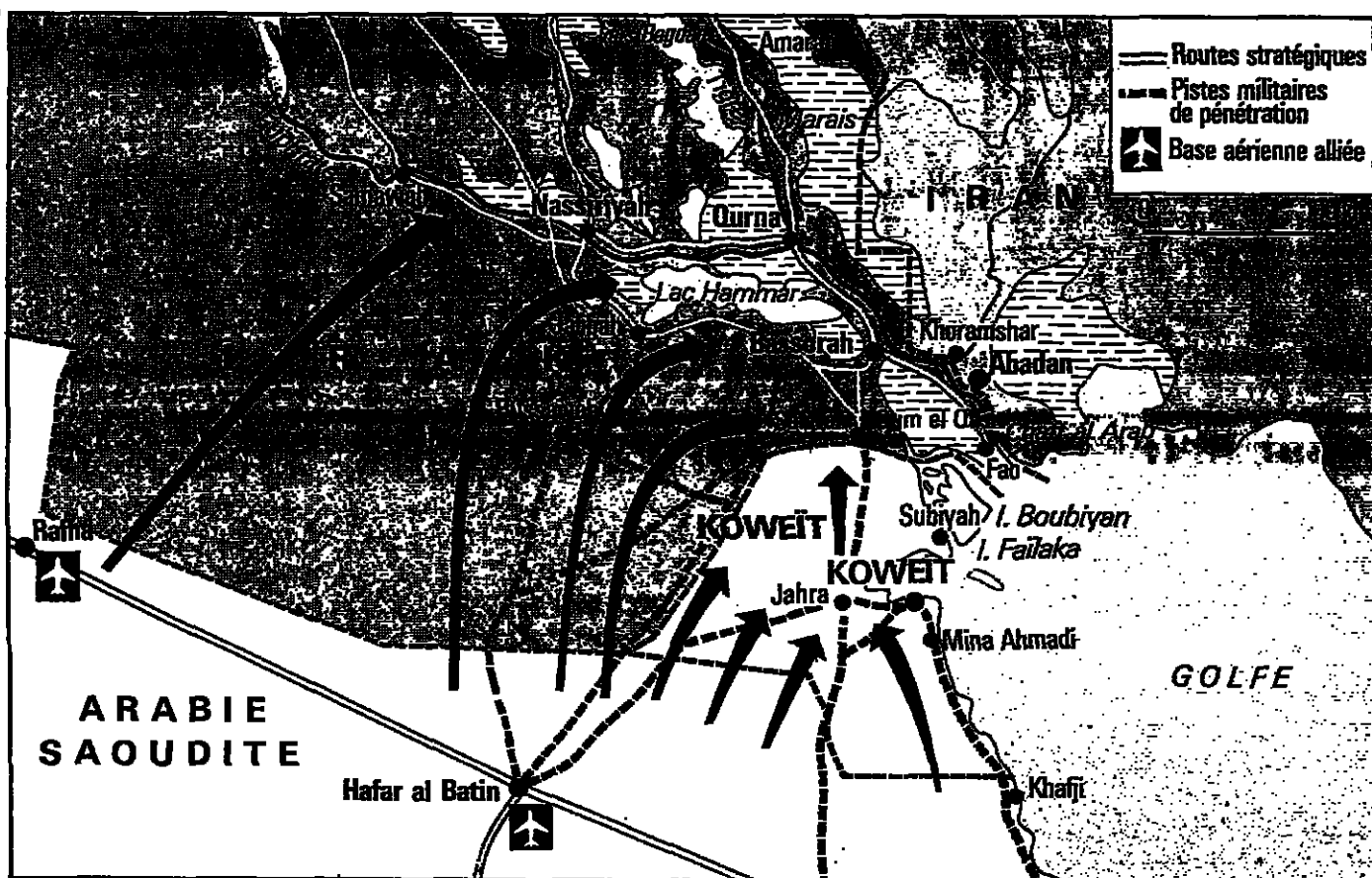
## M. Joxe : « Les soldats français n'iront pas jusqu'à Bagdad »

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a expliqué, mardi 26 février à TF 1, que les soldats français, déployés à l'ouest du Koweït, « ont une mission de couverture » des alliés et qu'ils ne se rendront « certainement pas » à Bagdad.

Évoquant le sort de la garde républicaine avec laquelle les forces de la coalition ont déjà eu « quelques accrochages », M. Joxe a déclaré : « Il y a encore des forces irakiennes considérables au nord. Le comportement de cette fraction de l'armée irakienne, positionnée comme une réserve en Irak, reste une menace ». Toute la question est de savoir si « elle va cesser d'être en position de guerre et recevoir l'ordre d'interrompre les hostilités ou si elle va se rendre, a-t-il dit, mais la guerre se terminera dans les deux hypothèses ».

Selon le ministre, les soldats irakiens rencontrés par les Français étaient « démoralisés » pour une série de raisons politiques, psychologiques, matérielles et militaires, mais aussi « parce qu'ils se sont rendu compte que Saddam Hussein, a ajouté M. Joxe, les a embarqués dans une aventure folle ».

A propos des critiques adressées aux soldats français au début de la crise du Golfe, M. Joxe a rappelé le proverbe « Bien faire et laisser dire » et il a expliqué qu'il était « content d'eux », car « ils avaient bien rempli leur mission ».



L'action de la division « Daguet »

## « Après les armes, nous faisons parler le cœur »

SUD DE L'IRAK (150 km de la frontière)

de notre envoyé spécial

Ce fut une journée de vents fous et de brouillard de sable, une journée à cloquer au sol tous les hélicoptères de l'alliance. La cascade de rebondissements sidant, toute la division « Daguet », au propre et au figuré, fut dans le brouillard. Pour la première fois depuis plusieurs jours, pourtant, le général Bernard Janvier, le « patron » de la division française, avait trouvé le temps, le matin, d'écouter Radio-France Internationale, et il avait entendu la nouvelle du retrait irakien. « Pour l'instant, l'opération continue », disait-il seulement. Le général Michel Roquejeoffre, qui brave la tempête pour venir de Ryad n'en savait pas davantage. Et pas plus que ces quelques hommes de la logistique, rencontrés au coin d'une dune au hasard d'une panne d'hélicoptère et surtout préoccupés de s'abriter du vent. « C'est bien. » « Si c'est la paix, c'est super. » « Attendons de voir », répétaient-ils après le discours de M. Saddam Hussein. Il est vrai que c'était aussi avant le nouveau refus de M. George Bush.

« Daguet », donc, couvait son succès dans l'attente d'une autre mission, si la guerre en décide ainsi. La rapidité de la percée avait été telle que l'on croissait encore dans le désert des fuyards irakiens isolés

que les alliés n'avaient même pas pris le temps de ramasser. Ainsi, l'hélicoptère d'escorte du général Roquejeoffre en repéra-t-il quatre. Vu du ciel, on croyait des cadavres. Le général et son escorte se posèrent. C'était bel et bien des fuyards, couchés par terre, dissimulant leur arme sous eux et qui se rendaient aussitôt, terrorisés.

Accablés, cet efflux de prisonniers doit poser de sérieux problèmes aux Français, si l'on en juge par le refus opposé à la presse de faire visiter le camp de transit français, à proximité de la frontière, conçu pour cinq cents personnes et que l'armée avait pourtant exhibé avant le début de l'offensive terrestre alors qu'il accueillait... six prisonniers. Un communiqué de « Daguet » affirmait mardi soir que deux mille prisonniers y avaient été enregistrés.

Pour l'heure, apparemment dans l'incertitude quant à la suite de leur mission, les Français ont donc employé la journée de mardi à « nettoyer » la première agglomération conquise. Car, pendant que les Américains donnaient l'assaut à Koweït-Ville, les Français, eux, prenaient « Clèves ». « Clèves » est le nom de code d'une grosse bourgade agricole de quelque quatre mille habitants, perdue en plein désert, à 150 kilomètres de la frontière. « Un point-clé essentiel pour la manœuvre d'ensemble des forces

armées », explique le général Janvier. Dans la première phase, cet objectif avait notamment été assigné aux marsoûns du 3<sup>e</sup> RIMA. Dans un élan littéraire, l'armée avait baptisé cela l'opération « Princesses ».

L'investissement de « Clèves », mardi 28 février au matin, se déroulait sans aucune difficulté. Il est vrai qu'il ne restait plus dans le village qu'un petit berger de treize ans, une quinzaine de vaches et autant de soldats en déroute qui avaient fui à pied depuis « Rochambeau », la première position conquise par les Français à quelque 70 kilomètres. Leur officier supérieur, disent-ils, les ont abandonnés voilà quelques jours, fuyant vers le Nord. Les sous-officiers, à leur tour, se sont enfuis l'avant-veille. Et eux, livrés à eux-mêmes, fantômes de soldats, après une harassante randonnée dans le désert, ont donc échoué là, et se sont laissés capturer par les marsoûns avec un sentiment qui doit bien ressembler à du soulagement.

A l'aube de mardi, une camionnette française a donc parcouru les ruelles du village, diffusant – en arabe – par haut-parleur l'ordre de se rassembler à l'extérieur. « On avait d'abord pensé à larguer des tracts », explique un colonel, mais avec ce vent, personne ne les aurait vus. « Pour éviter tout risque de confusion », les trente âmes en peine ont été regroupées à quelques

centaines de mètres du village. Après quoi, maison de torchis par maison de torchis, les marsoûns ont « nettoyyé » le village, c'est-à-dire, explique un officier, « vérifié que rien ne menaçait la sécurité des troupes alliées ».

## Le conseil des anciens

Quinze habitants, c'est peu, mais depuis plusieurs semaines, tous les civils qui le pouvaient ont fui vers le Nord pour échapper aux bombardements alliés qui, détruisant les canalisations, ont laissé le village sans eau ni électricité. Les Français, qui avaient déjà interrogé leurs prisonniers, s'attendaient bien à trouver le village déserté. Ils n'en sont pas moins arrivés avec deux camions regorgeant de vivres, « de quoi nourrir deux mille personnes pendant vingt quatre heures », explique le colonel, qui sourit : « Il va nous rester ».

En milieu de matinée, alors que le « nettoiyement » se poursuivait, civils et militaires étaient encore rassemblés, assis à même le sable, séparés en deux groupes distincts. Les militaires étaient gardés par des hommes en armes. Devant chacun d'entre eux étaient posées une bouteille d'eau minérale et quelques provisions. Le colonel insistait pour que la télévision filme cet élan humanitaire : « Il faut que l'on voit

qu'après les armes, nous faisons parler le cœur. » Les vieux, eux, sont assis en cercle, comme ayant reconstruit une sorte de conseil des anciens. Inamoviblement, ils racontent les bombardements, l'angoisse, et l'obligation de rester là, « car nous sommes les gardiens du village ».

Leurs propos sont traduits par un interprète français. Sur son instance, ils finissent par convenir qu'ils étaient opposés à l'invasion du Koweït, mais, visiblement, leurs soucis sont ailleurs. « Ils ont sauté de joie quand nous leur avons dit qu'ils pourraient bientôt faire revenir leur famille », explique le colonel.

Si, demain, « Daguet » file encore vers le Nord, vers quelque nouvel objectif que les rumeurs s'accrochent à juger autrement redoutable, la division laissera derrière elle un détachement « chargé d'y maintenir la souveraineté française », commentent les militaires. Les subtilités de la diplomatie internationale ne perdent pas leurs droits. « C'est un état-major mixte franco-américain, mais dirigé par un Français, qui administrera la ville, expliquent les militaires. Cela dit, lui-même travaillera en fonction des directives générales de l'état-major américain. » Même « s'il n'est pas question, assure le général Janvier, d'occuper la ville », « Clèves », première prise de « Daguet », recevra ainsi une administration digne d'elle.

DANIEL SCHNEIDERMAN

كلنا من الاصل



# LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

## L'armée irakienne affirme avoir achevé son retrait du Koweït mercredi à l'aube

Le général américain Thomas Kelly a affirmé, mardi 26 février, que le président irakien se trouvait toujours « dans la zone de Bagdad ». Il répondait à une question sur des informations selon lesquelles deux avions, d'ordinaire utilisés par M. Saddam Hussein, avaient été repérés sur un aéroport militaire près de la capitale irakienne. Radio-Bagdad avait annoncé peu avant, dans la soirée, que le président avait rendu visite au 1<sup>er</sup> corps de l'armée irakienne, sans préciser l'endroit ni le moment de cette visite.

Un porte-parole militaire irakien, cité par l'agence irakienne INA, a affirmé mercredi 27 février : « Les forces armées irakiennes, avec tous leurs régiments, ont achevé à l'aube de ce jour leur retrait du Koweït. » Le porte-parole a précisé que ce retrait a été réalisé « malgré les interventions de l'ennemi, qui a démontré sa lâcheté, son hypocrisie et sa bassesse en tentant de porter atteinte à nos unités qui se retirent conformément à la décision du commandement ».

Mardi, toute la journée, Radio-Bagdad avait diffusé le discours de M. Saddam Hussein annonçant le retrait, ainsi que des chants patriotiques, des louanges au peuple et aux soldats irakiens pour avoir rempli « leur devoir et remporté la victoire contre les forces du mal » et certaines consignes appelant les soldats à « garder le doigt sur la détente ».

Pour la première fois, semble-t-il, une radio qui s'intitule « La voix de l'Irak libre » a lancé mardi des appels aux « frères soldats de l'armée irakienne » leur enjoignant de « cesser un combat suicidaire où les a conduits le commandement traître de



Saddam Hussein. Cette radio, basée à Nicosie sur la plupart des fréquences précédemment utilisées par la radio officielle de Bagdad, appelle en outre le peuple à « descendre dans la rue pour faire triompher la démocratie et sauver de la destruction les biens du peuple ».

« Comme la victoire est douce... »

« Aujourd'hui (...) nos grandes forces armées poursuivront leur retrait du Koweït et l'achèveront dans la journée », avait annoncé Saddam Hussein, à la mi-journée, dans un discours radiodiffusé d'une trentaine de minutes, rendu en partie inaudible par le hurlement des sirènes d'alerte.

S'adressant « aux Irakiens, aux peuples arabes et musulmans et à tous les gens d'honneur dans le

monde », le président irakien avait affirmé : « Applaudissez à la victoire. Vous avez fait triompher le juste sur le faux, d'hommes valeureux. Vous avez triomphé de ceux qui ont voulu imposer leur volonté. (...) Quant à la chère Palestine, que la communauté internationale a jetée dans l'oubli mais qui, grâce au jihad des Palestiniens et des Irakiens, est de nouveau venue frapper aux portes pour obliger les tyrans à la replacer en tête des [problèmes] qui doivent être résolus, elle a été placée dans de meilleures conditions ».

Le président irakien a affirmé que le Koweït a été « constitutionnellement » une partie de l'Irak entre le jour de son annexion en août 1990 et « la nuit dernière » : « Le Koweït est une partie de votre pays qui lui avait été arrachée dans le passé. Les Irakiens se rappelleront que, le 8 août 1990, il est devenu une partie de

l'Irak du point de vue juridique, constitutionnel et dans les faits. Ce fut le cas entre le 8 août 1990 et jusqu'à la nuit dernière, avec le début du retrait et ce jour durant lequel nos forces armées poursuivront leur retrait. (...) Tout le monde se rappelle que les portes de Constantinople n'ont pas été ouvertes face à la première tentative de jihad, a-t-il ajouté.

« Aujourd'hui, des conditions spéciales ont forcé l'armée irakienne à se retirer. (...) C'était un combat héroïque. Vous avez fait face à 30 pays et aux maux qu'ils ont apportés ici. (...) Vous avez fait face au monde entier, courageux Irakiens. Vous avez gagné (...) vous êtes victorieux. Ce qui nous reste, c'est notre espoir et notre détermination. (...) Comme la victoire est douce. » — (AFP, AP, Reuters)

## Les Etats-Unis sont déterminés à poursuivre l'offensive « avec une intensité non diminuée »

La guerre se poursuivra « avec une intensité non diminuée », a affirmé, mardi 26 février, le président Bush, qui a accusé M. Saddam Hussein de tenter de transformer une « déroute » en victoire dans le but de sauver ce qui lui reste de pouvoir.

WASHINGTON  
de notre correspondant

Quoi que Saddam Hussein ait pu faire ou dire jusqu'ici, les Etats-Unis ne se sont pas laissés détourner de leur objectif : l'élimination des restes de l'armée irakienne stationnée au Koweït ou à proximité par voie de destruction ou de capitulation. Le discours par lequel le dictateur irakien a annoncé, mardi 26 février, le retrait de ses troupes du Koweït n'est qu'un « scandale » de plus, si l'on en croit le président Bush, mais un « scandale » sans effet sur la réalité d'une guerre que la coalition va « poursuivre sans en diminuer l'intensité » (nos dernières éditions datées du 27 février).

M. Bush a réagi à la dernière initiative de M. Saddam Hussein comme il a réagi à toutes les précédentes, depuis que le président irakien a multiplié les concessions mais toujours avec un temps de retard : en y voyant une pièce de plus à ajouter à son dossier, une raison supplémentaire d'accroître la pression sur l'Irak. Le président américain a accusé son ennemi de ne chercher qu'à « regrouper ses forces pour se battre un jour de plus ». En même temps, il lui a reproché de tenter une « retraite » — c'est-à-dire une manœuvre militaire — au lieu d'opter pour une « reddition ».

Toujours selon M. Bush, les forces américaines « n'attaqueront pas des soldats désarmés en retraite », mais elles n'auront « pas d'autre choix que de considérer la retraite des unités de combat comme une menace et d'y répondre en conséquence ».

Le président américain a aussi déclaré que Saddam Hussein « n'acceptait toujours pas les résolutions du Conseil de sécurité » (il s'agit apparemment de la résolution concernant la reconnaissance formelle de l'indépendance du Koweït et du retour de son gouvernement et de celle qui mentionne l'éventualité de dommages de guerre) ni « les conditions posées par la coalition le 22 février » (date de l'ultimatum que M. Bush avait lancé à la veille de l'offensive terrestre).

L'intransigence du langage pré-

sentiel a pu paraître, elle aussi, délibérément en retard sur la situation du jour, mais, à vrai dire, le sentiment prévaut désormais que tout cela n'a plus beaucoup d'importance. Qu'importe bien les discours de Saddam Hussein que ceux de M. George Bush lui-même s'effacent devant la réalité des faits. Et cette réalité, c'est le porte-parole militaire américain à Ryad, le général Neal, qui l'a résumée mieux que tout autre : « Nous allons attaquer, attaquer et attaquer » l'armée irakienne en retraite, tandis que, selon son collègue du Pentagone, le général Kelly, les bombardements d'objectifs stratégiques se poursuivront (Bagdad et plusieurs autres grandes villes irakiennes ont été l'objet de nouveaux raids aériens).

L'objectif le plus immédiat est la destruction des troupes encerclées par les alliés au sud-ouest de l'Euphrate ou leur capitulation. Dans la nuit de mardi à mercredi, l'offensive contre la garde républicaine a largement progressé, une division blindée ayant

apparemment été mise hors de combat par les forces américaines, aidées en cela par leur équipement de vision nocturne. Dans la journée précédente, l'aviation, en particulier les avions opérant depuis divers porte-avions, ont détruit un grand nombre de véhicules irakiens qui cherchaient à fuir le Koweït par l'autoroute conduisant vers le Nord.

Aussi populaire  
que Harry Truman en 1945

Très rares sont ceux qui, aux Etats-Unis, émettent des réserves sur les objectifs apparents de M. Bush ou les moyens de les atteindre. L'opinion semble soutenir à fond un président aussi populaire, si l'on en croit les sondages, que l'était son prédécesseur Harry Truman au printemps 1945. D'après un sondage ABC-Washington Post, en date du 26 février, 90 % des Américains approuvent la politique poursuivie par M. George Bush depuis le début du conflit. Les Américains ont le sentiment qu'ils ont

mérité leur triomphe, et que ce triomphe doit être complet, tandis que les journaux et les chaînes de télévision collent étroitement à la politique de l'administration et exaltent les exploits des troupes, de la technologie et de la logistique américaines.

Les lendemains d'une victoire imminente semblent un peu plus obscurs. Entre autres hypothèses, la perspective d'une occupation temporaire d'une partie du territoire irakien, comme un moyen d'exercer un contrôle sur l'économie politique et économique du pays, est aussi de plus en plus fréquemment évoquée.

En même temps, l'attention se porte déjà sur la reconstruction du Koweït, et à l'occasion, aussi, sur les bénéfices que vont en tirer un certain nombre de grandes entreprises américaines. Cela, même si l'on y ajoute la baisse attendue du prix du pétrole, ne suffit peut-être pas à relancer vraiment une économie en récession mais ne devrait en tout cas pas lui faire de mal.

JAN KRAUZE

## La déclaration du président Bush appelant à continuer la guerre « Saddam n'est pas intéressé par la paix... »

Voici le texte intégral de la déclaration faite mardi 26 février, à la Maison Blanche, par le président George Bush en réponse au discours de M. Saddam Hussein, qui avait annoncé quelques heures plus tôt qu'il se retirait du Koweït.

« Le discours le plus récent de Saddam est un scandale. Il n'est pas en train de se retirer. Ses forces défilent battant en retraite. Il essaye de revendiquer la victoire en pleine déroute et il ne renonce pas volontairement au Koweït. Il tente de sauver les vestiges de son pouvoir et de contrôler le Proche-Orient par tous les moyens possibles et, là aussi, Saddam Hussein échouera. »

« Saddam n'est pas intéressé par la paix mais uniquement par le regroupement afin de continuer le combat, et il ne renonce pas à la revendication de l'Irak sur le Koweït. Au contraire, il a fait clairement savoir que l'Irak continue à revendiquer le Koweït. De même, il n'y a aucun signe de

remords pour l'agression de l'Irak ni aucune indication que Saddam est prêt à accepter la responsabilité des terribles conséquences de cette agression. Il n'accepte toujours pas les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ou les termes de la coalition du 22 février, notamment la libération de nos prisonniers de guerre, de tous nos prisonniers de guerre, et de tous nos pays tiers ainsi que la fin de la destruction pathologique du Koweït. »

« La coalition va par conséquent poursuivre la guerre sans diminution d'intensité. Comme nous l'avons annoncé hier soir, nous n'attaquerons pas des soldats désarmés en retraite. Nous n'avons pas d'autre choix que de considérer les unités de combat en retraite comme une menace à laquelle nous répondrons en conséquence. Toute autre attitude risquerait de se traduire par des pertes supplémentaires pour les Etats-Unis et la coalition. La meilleure façon d'éviter des pertes

supplémentaires des deux côtés est que les soldats irakiens déposent leurs armes comme l'ont fait près de trente mille autres Irakiens. »

« Il est temps pour toutes les forces irakiennes sur le théâtre des opérations, celles qui occupent le Koweït, celles qui soutiennent l'occupation du Koweït, de déposer les armes. Et cela arrêtera l'effusion de sang. Depuis le début des opérations aériennes il y a près de six semaines, j'ai dit que nos efforts étaient sur la bonne voie et se déroulaient comme prévu. Ce matin, je suis très content de dire que les efforts de la coalition sont en avance sur nos prévisions. La libération du Koweït est à portée de la main. Laissez-moi juste ajouter que je partage le fierté de tout le peuple américain pour la magnifique et héroïque comportement de nos forces. Que Dieu les bénisse et les protège. » — (AFP)

## Londres : consensus à la Chambre des communes sur la fermeté de M. John Major

Il n'a pas été question un seul instant pour les Britanniques d'arrêter les opérations lorsque M. Saddam Hussein affirmait « se retirer » du Koweït. « Nos troupes, pas plus que l'opinion mondiale ne nous pardonneraient si, à ce stade, nous laissons les Irakiens partir avec leurs armes », a déclaré, mardi 26 février, M. John Major. Il n'est pas davantage question de ralentir l'assaut, ce qui pourrait faire courir des risques aux unités engagées.

LONDRES

de notre correspondant

Faisant écho au président Bush, le premier ministre britannique considère que la guerre continuera jusqu'à ce que les coalisés aient la certitude que l'Irak a été vaincu. Il faut également que M. Saddam Hussein accepte « toutes » les résolutions des Nations unies, c'est-à-dire qu'il renonce publiquement à ses revendications sur le Koweït, reconnaisse le gouvernement de ce pays, et se dise prêt à lui payer des réparations de guerre. Les responsables britanniques insistent désormais sur la nécessité de garantir la « stabilité » de la région. Cela veut dire, en clair, que M. Saddam Hussein doit disparaître, ou changer radicalement d'attitude et dans des conditions qui ne laissent plus planer de craintes pour ses voisins.

Le discours de M. Saddam Hussein contenait, selon M. Major, la « menace la plus claire » qu'il s'efforçait un jour de reconquérir le Koweït. « Notre devoir est d'élimi-

ner cette menace par tous les moyens nécessaires », affirme le premier ministre car « nous ne pouvons tout simplement pas lui faire confiance ». M. Major a eu recours à une litote toute britannique pour dire que la situation militaire était « bonne ». Il a, une fois de plus, appelé l'opinion à la prudence, estimant que des combats « acharnés » n'étaient pas à exclure dans les jours qui viennent.

L'occupation d'une partie du territoire irakien

Le débat au Parlement, mardi, après-midi 26 février, sur la guerre du Golfe a montré que le consensus entre le gouvernement et l'opposition travailliste était toujours aussi solide. Les orateurs du Labour, du parti libéral-démocrate, et même les nationalistes écossais ont approuvé le refus du gouvernement d'observer un cessez-le-feu. Seul M. Tony Benn, au nom de la « gauche dure » travailliste, a accusé les coalisés d'avoir changé à plusieurs reprises leurs conditions de paix. « Il semble désormais que la guerre doit continuer jusqu'à ce que Saddam soit tué ou remplacé par quelqu'un qui soit acceptable par Washington », a affirmé l'ancien ministre travailliste.

M. Tom King, ministre de la défense, a indiqué pour la première fois qu'une partie du territoire irakien pourrait être temporairement occupée afin de permettre l'application des résolutions des Nations unies. On expliqua ici que cette mesure sera peut-être nécessaire pour faire pression sur le président Saddam Hussein, si celui-ci se maintient au pouvoir.

DOMINIQUE DHOMBRES

Pour M. Weinberger, ancien secrétaire à la défense américain

## Il faut une force d'occupation sous contrôle arabe en Irak

Une armée d'occupation alliée dirigée par des Arabes devrait être basée en Irak après la défaite de Bagdad afin d'assurer le maintien de la paix dans la région, a déclaré mardi 26 février, à Hong-Kong, l'ancien secrétaire américain à la défense Caspar Weinberger.

M. Weinberger, qui s'est exprimé avant que le président Saddam Hussein annonce le retrait de ses troupes du Koweït, a précisé qu'une telle armée d'occupation pourrait comprendre des forces saoudiennes, égyptiennes, koweïtiennes, ainsi que d'Oman et de Bahreïn, et devrait également inclure un petit contingent de forces occidentales.

L'ancien secrétaire à la défense du président Reagan a estimé que des forces d'occupation arabes dans l'Irak de l'après-guerre contribueraient plus efficacement au maintien de la paix dans la région que des forces occidentales. Il a ajouté que « des désordres seraient plus susceptibles de se produire » dans le Golfe si l'Irak n'était pas temporairement occupé.

Pour appuyer son propos, M. Weinberger a rappelé que l'occupation du Japon et de l'Allemagne après leur défaite dans la seconde guerre mondiale avait posé les bases de leur émergence comme grandes nations stables. — (AFP)

Les récits et dépêches des envoyés spéciaux en Irak de toutes les grandes agences de presse internationales sont soumis à la censure préalable des autorités de Bagdad, qui « encadrent » les journalistes. D'autre part, les services de presse des armées alliées stationnées en Arabie saoudite contrôlent la plupart des reportages diffusés par les chaînes de télévision occidentales et exigent notamment que les lieux de tournage ne soient pas indiqués avec précision. La censure militaire préalable n'est pas appliquée en Egypte ni en Jordanie. En Israël, elle existe, mais les autorités n'exigent pas de voir les articles des journalistes avant leur transmission.

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT  
LES BEST-SELLERS  
DE L'INFORMATIQUE  
MS-DOS facile

Avec Le Monde sur Minitel  
Calculez vos impôts rapidement  
36-17  
Tapez IMP91

## LA GUERRE DU GOLFE

## Les réactions dans le monde

## La majorité des membres du Conseil de sécurité souhaitent un engagement écrit de M. Saddam Hussein

Le Conseil de sécurité des Nations unies a tenu ses consultations, mardi 26 février, dans l'attente de savoir si l'Irak va accepter l'intégralité des douze résolutions de l'ONU.

Pour une majorité des membres du Conseil (à l'exception notamment du Yémen et de Cuba), il ne peut y avoir de cessez-le-feu dans le Golfe si l'Irak n'accepte pas, par écrit, les douze résolutions adoptées à son encontre depuis l'invasion du Koweït.

Le président en exercice du Conseil, l'ambassadeur du Zimbabwe, M. Simbarashe Simbanen-diku Mumbengegwi, a été mandaté pour entrer de nouveau en contact avec l'ambassadeur irakien à l'ONU, M. Abdul Amir Al Anbari, pour tenter d'obtenir une réponse favorable et rapide. Le Conseil a également demandé à Moscou, via son ambassadeur à l'ONU, M. Youli Vorontsov, de tenter d'obtenir la même réponse,

directement de Bagdad. A Washington, le secrétaire d'Etat américain M. James Baker devait rencontrer le chef de la diplomatie britannique, M. Douglas Hurd, mercredi; le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, jeudi; et son homologue allemand M. Hans-Dietrich Genscher, vendredi. Lors d'entretiens téléphoniques, MM. Hurd, Dumas et Genscher sont convenus mardi que M. Saddam Hussein devait reconnaître explicitement les résolutions des Nations unies pour clarifier la situation. Si, sur la forme, les réactions américaine et britannique ont été les plus catégoriques, sur le fond, l'ensemble des capitales occidentales a réagi de manière identique: l'annonce du retrait des troupes irakiennes du Koweït a été jugée insuffisante. «Je comprends pleinement la position des Etats-Unis et des alliés qui exigent la reconnaissance par l'Irak des résolutions de l'ONU», a affirmé le chancelier Helmut Kohl. Le premier ministre japonais,

M. Toshiki Kaifu, a lui aussi estimé que le discours de M. Saddam Hussein n'était pas «suffisant» pour un cessez-le-feu.

## Attitude hostile de l'administration américaine

Ryad et Le Caire ont exprimé, à leur tour, leur scepticisme: «Alors que le radio de Bagdad annonce l'acceptation du gouvernement (irakien) de se retirer du Koweït, l'armée irakienne tire des missiles contre l'Arabie saoudite et Qatar», a déclaré le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Abdel Meguid; de telles actions, qui n'inspirent pas confiance, nous amènent à douter des objectifs poursuivis. En Syrie, Radio-Damas a une nouvelle fois estimé que «les dirigeants de Bagdad ne peuvent nier leur responsabilité dans la catastrophe».

A Amman, le gouvernement jordanien a «déploré les tentatives des pays membres de la coalition de dépasser la légalité internationale

et les résolutions de l'ONU afin de réaliser leurs objectifs aux dépens de l'Irak et de la sécurité et la stabilité dans la région». Dans un communiqué rendu public à l'issue d'une réunion de cabinet, le gouvernement a en outre appelé à «l'intensification des efforts de la communauté internationale en vue d'aboutir à un cessez-le-feu immédiat après que l'Irak eût annoncé son acceptation de la résolution 660 du Conseil de sécurité».

A Téhéran, dans une déclaration antérieure à celle de M. Saddam Hussein, M. Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, le président iranien, avait qualifié de «tardive» l'annonce par Radio-Bagdad du retrait des troupes irakiennes. Lors d'un entretien avec l'ancien premier ministre indien Radhiv Gandhi, M. Rafsandjani a également affirmé: «Alors que les efforts de paix allaient avoir des résultats, les occasions ont été perdues, à chaque étape, les Etats-Unis et les forces alliées ont trouvé un prétexte pour empêcher la poursuite des négociations».

## et pour atteindre leurs objectifs

Le chef de l'Etat soudanais, M. Omar Hassan Al Bashir, a exprimé l'espoir, lors d'une conférence de presse à Alger, que les forces alliées accepteraient un cessez-le-feu. «Nous espérons que les forces alliées répondront positivement à cette demande (irakienne), mais nous pensons qu'elles insisteront pour poursuivre les combats car leur objectif est maintenant de changer le régime en Irak», a-t-il déclaré.

A Tripoli, le ministre des affaires étrangères, M. Mohamed Al Bichari, a fait savoir que la Libye «ne supportera pas et n'acceptera pas» la poursuite de la guerre contre l'Irak. «Après la décision de l'Irak de se retirer totalement et inconditionnellement du Koweït, il est inacceptable de continuer de traquer l'Irak et de poursuivre la guerre contre lui», a-t-il déclaré. Le chef de l'Etat libyen, selon l'agence libyenne JANA.

Enfin, le chef de l'OLP, M. Yas-

ser Arafat, a estimé à Alger que «tous les efforts maghrébins, arabes, soviétiques, islamiques et non alignés, doivent tendre à imposer un cessez-le-feu et à établir une paix globale dans la région» du Proche-Orient. «La nation arabe doit se mobiliser plus sérieusement que jamais aux côtés de l'Irak pour arrêter cette guerre folle, destructrice, une guerre de vengeance», a ajouté M. Arafat qui, par ailleurs, craint «un massacre semblable à celui de Sabra et Chatila au Liban, des Palestiniens se trouvant actuellement à Koweït». Dans sa première réaction, l'OLP avait indiqué, par la voix d'un porte-parole officiel, être «surpris» de «l'attitude hostile exprimée par l'administration américaine, qui rejette un cessez-le-feu, alors que le retrait du Koweït était la principale demande de la Maison Blanche».

(AFP, Reuters, AP)

## Les inquiétudes soviétiques

Le double camouflet infligé à M. Gorbatchev pourrait amener l'URSS à une révision de ses relations avec Washington

## MOSCOU

## de notre envoyée spéciale

Si le début de la crise du Golfe a été marqué par l'euphorie de l'entente soviéto-américaine, l'offensive terrestre a révélé un tout autre tableau, qui inquiète aussi bien les conservateurs que leurs adversaires. Certes, M. Mikhaïl Gorbatchev n'en est pas à dire, comme l'écrivait mardi 26 février le quotidien réformateur *Komsomolskaïa Pravda*, que cette offensive a mis fin à la confiance entre les deux pays et aux «rêves romantiques de leur coopération en vue de l'établissement d'un nouvel ordre mondial». Mais le président soviétique a déclaré le même jour en Biélorussie, où il s'adressait aux ouvriers d'une usine de tracteurs, que les progrès dans ses relations avec Washington «sont encore très fragiles». «Un grand sens des responsabilités est nécessaire pour ne pas détruire ce qui a été fait», a-t-il ajouté, en appelant à «résoudre d'urgence le conflit du Golfe et à mettre à l'agenda des Nations unies tout le problème du Moyen-Orient, (...) ce baril de poudre qui peut faire exploser le monde».

## L'après-Chevardnadze

C'est dans sa bouche un ton nouveau et les prémices d'une politique nouvelle, qui risque cependant d'avoir peu de conséquences étant donné les problèmes intérieurs qui paralysent l'Union soviétique. Son ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a précisé en tout cas en déclarant, mardi, à l'agence Tass que Moscou «va pour son propre rôle dans la formation des structures de sécurité d'après-guerre, pas seulement dans le Golfe mais dans tout le Moyen-Orient». «L'URSS a ses propres idées là-dessus (...) et espère pouvoir les réaliser en coordination avec les pays de la région — auxquels il rendra pleinement de ces structures — avec l'Europe et les autres puissances dirigeantes du monde», a-t-il dit. Dans cet ordre et sans citer les Etats-Unis, car il s'agit pour Moscou, a précisé M. Bessmertnykh, de «poursuivre avec une énergie accrue sa politique qui a toujours visé à assurer les intérêts du peuple arabe d'Irak, du peuple arabe du Koweït et des peuples arabes de toute la région, où l'URSS n'a jamais eu d'intérêts égoïstes».

Finis donc, le suivisme envers Washington que les conservateurs du parti et de l'armée ont accusé l'ex-ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, d'avoir pratiqué. Et il semble que M. Gorbatchev donne désormais à ces conservateurs des pages en politique étrangère comme il l'a fait dès novembre en politique intérieure. Mais peut-être s'agit-il encore, dans ce domaine crucial pour le prix Nobel de la paix, d'un simple ajustement. On avance ainsi, dans son entourage «perestroïkiste», que M. Chevardnadze avait donné aux conservateurs de trop beaux prétextes en se montrant, l'ONU, plus «américain» que les pays européens sur la question de la Palestine, ou en évoquant un envoi dans le Golfe de forces soviétiques alors que Washington n'en demandait

pas tant. Il reste que le double camouflet qui vient d'être infligé à M. Gorbatchev procure à ces conservateurs nostalgiques de la puissance soviétique un argument de plus de poids encore. Celui de M. Bush qui a lancé son offensive terrestre après avoir semblé participer aux efforts du président soviétique en suggérant des améliorations à son plan de paix, alors qu'il fait peu de doutes que sa décision était déjà prise. Un membre de l'entourage du chef de l'Etat soviétique a affirmé mardi que des efforts ont été faits pour le dissuader de téléphoner une ultime fois à M. Bush, à moins d'une heure du début des opérations, mais que son «tempérament méridional» le poussait à aller jusqu'au bout. A cela s'est ajouté le camouflet infligé ensuite par Saddam Hussein lui-même, qui a cédé devant la force américaine ce qu'il avait refusé à la diplomatie de M. Gorbatchev.

Dans un message remis mardi avant l'aube par M. Tarek Aziz à l'ambassade soviétique à Bagdad, M. Saddam Hussein priait M. Gorbatchev d'obtenir du Conseil de sécurité un cessez-le-feu, sur la base de l'annonce que le retrait de ses forces du Koweït, conformément à la résolution 660, avait commencé et qu'il serait achevé dans un délai «très bref». Bref, une «captulation», comme le dit en marge d'une conférence de presse à Moscou, tenue pour annoncer ces développements, M. Vitali Ignatenko, porte-parole de M. Gorbatchev. Mais M. Gorbatchev n'était plus disposé à faire les frais du conflit: il n'intervenait plus directement et partait le matin même à Minsk, en Biélorussie, pour une visite «programmée depuis longtemps» et pour laquelle «il a enfin trouvé un cré-

neau de deux jours», comme l'a précisé M. Ignatenko.

La suite des réactions soviétiques, qui semblaient grées dans une certaine précipitation, a donné lieu à de nouvelles «dissonances»: rendant compte d'une première conférence de presse donnée dans la matinée par le vice-ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Belonogov, l'agence Tass annonce que l'URSS a demandé un cessez-le-feu au Conseil de sécurité. M. Ignatenko rectifie ensuite le tir en disant que ce sont le Vietnam et Cuba qui l'ont demandé. En réponse à une question, il précisa quand même que «l'URSS est bien sûr aussi pour le cessez-le-feu», mais demande également l'application des douze résolutions qu'elle a votées au Conseil de sécurité, comme le confirmerait plus tard le représentant soviétique à l'ONU. Une demande que Moscou passait sous silence lorsqu'y étaient élaborés les plans soviéto-irakiens qui contredisaient ces résolutions. Mais M. Ignatenko a toutefois maintenu le dialogue en affirmant que c'est le président Saddam Hussein qui a «manqué l'occasion de paix» et pas seulement les Etats-Unis, comme le laissait entendre la déclaration du gouvernement soviétique publiée dimanche.

## Le mandat du Conseil de sécurité

Autre dissonance: un chef d'état-major adjoint des forces armées soviétiques, le général Vladimir Jourbenko, déclarait mardi à Tass que l'offensive terrestre de la coalition «va au-delà du mandat donné par le

Conseil de sécurité et s'est transformée en une destruction de l'Irak en tant qu'Etat». Jusque-là, seuls des commentateurs conservateurs s'étaient permis de porter ce jugement, le ministre de la défense, Dmitri Iazov, le donnant cependant au conditionnel dans son entretien publié samedi par la *Pravda* (le Monde du 26 février). Mardi, cette inquiétude a été reprise par M. Gorbatchev lui-même: «Il y a un risque que le mandat du Conseil de sécurité soit dépassé et c'est inadmissible», a-t-il affirmé devant les représentants des intellectuels biélorusses. «Cette opinion est admise par toute la communauté internationale, l'espère que les dirigeants américains sont conscients de leur responsabilité», a-t-il ajouté, avant de justifier les votes passés de l'URSS au Conseil de sécurité ainsi que son initiative de paix, qui pourrait encore, a-t-il dit, être utile si la guerre était arrêtée «maintenant».

Le chef du Kremlin n'en continue pas moins à affirmer, comme il l'avait fait lors de ses dernières conversations avec M. Bush, le rôle «central» du dialogue soviéto-américain. Son porte-parole s'est voulu optimiste en précisant que «la compréhension soviéto-américaine reste la base stratégique des deux pays», qu'elle «se manifeste par des actions spécifiques et sans doute aussi au sein du Conseil de sécurité». Un optimisme que la *Komsomolskaïa Pravda* est loin de partager lorsqu'elle estime que «le flasco de la coopération soviéto-américaine dans le Golfe influera non seulement sur la situation dans cette région et sur les relations bilatérales, mais aussi sur la situation intérieure en URSS».

L'URSS, ajoute le spécialiste du Moyen-Orient de ce journal réformateur, a perdu la confiance de Washington en proposant un «plan soviéto-irakien» qui impliquait le maintien au pouvoir de Saddam Hussein, et ne fera plus elle-même confiance à Washington, qui, sans plus tenir compte des intérêts soviétiques, a adopté une «conduite belliqueuse donnant aux conservateurs une nouvelle raison de critiquer M. Chevardnadze et toutes les forces démocratiques qui lui sont associées».

«Il ne nous reste plus qu'à espérer que tout cela ne mène pas à un refroidissement sérieux et prolongé entre les deux pays, avec les conséquences néfastes que cela pourrait entraîner pour les pays baltes, les autres Républiques, la presse indépendante et finalement nous tous», écrit pour sa part un autre journal réformateur, l'*Independant*.

Bien que de sensibilité libérale, il déplore aussi l'offensive lancée par M. Bush, estimant au passage que Saddam Hussein avait tout intérêt à laisser prendre des prisonniers irakiens en grand nombre: c'est le retour à Bagdad des soldats après l'épreuve qui aurait constitué le plus grand danger pour le dictateur, alors que, «rassasiés dans les camps américains, ils reviendraient culpabilisés et donc soumis».

SOPHIE SHIHAB

## Jusqu'au-boutisme

## Suite de la première page

Les premiers découlent de la «logique de guerre» qui s'est mise en place le 17 janvier. Déjà l'offensive terrestre avait dû obéir à une longue et savante programmation, comme l'a rappelé dimanche M. Mitterrand. A plus forte raison, les énormes déploiements et mouvements de troupes qu'entraîne cette offensive ne peuvent être arrêtés en un tournemain: il y a de la sécurité des troupes engagées, et un cessez-le-feu exige une série de dispositions techniques généralement imposées par le vainqueur plutôt que «négociées».

A cet égard, la plus grande faute de Saddam Hussein dans la dernière période est de ne pas avoir compris que ses concessions ne pouvaient pas attendre la dernière minute, mais auraient dû précéder de plusieurs jours l'offensive terrestre des alliés. En particulier, les quatre longues journées qui se sont écoulées entre le lundi 18 février, date à laquelle M. Gorbatchev a soumis à M. Tarek Aziz son premier plan de paix, et les premières heures du vendredi 22, lorsque le ministre irakien a rapporté à Moscou la réponse de Bagdad, ont été décisives. En fait, c'est avant le 15 janvier que la logique politique avait encore ses chances face à la logique militaire. Mais le dictateur de Bagdad n'a même pas commis l'erreur de ceux qui cèdent trop peu et trop tard. Il n'a rien cédé, puis tout, au plus mauvais moment.

## La «mère» des résolutions

Les autres arguments sont politiques. Sans doute peut-il paraître étrange d'insister sur l'Irak acceptant le blocus de l'Irak tant que le dictateur est encore là, ou encore, comme le dit le président Moubarak, «le laisser à Bagdad sans avoir le moindre rapport avec lui». La question concerne plus directement les Irakiens eux-mêmes et ses militaires en particulier.

Imaginons que le tyran ait réussi son retrait transformé en «retraite». Sa première tâche ne sera-t-elle pas de reprendre en main son armée en châtiant ses commandants pour la défaite, en débarrassant ceux dont le comportement aura été «flottant», bref de lancer, sur un mode encore plus sanglant, une de ces épurations qui ont jalonné les vingt ans de sa dictature? La population elle-même, qui avait vu se relâcher sous les bombardements le carcan policier, ne sera-t-elle pas sanctionnée à son tour? Les dizaines de milliers de prisonniers, dont beaucoup ont déjà montré leurs vrais sentiments, accepteront-ils tous de revenir sous la coupe de la dictature qu'ils ont dénoncée? Il est clair en tout cas que l'opération survie du dictateur en est aussi une, encore plus concrète, pour des milliers d'Irakiens.

MICHEL TATU

## Plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté au Caire

De nouvelles manifestations contre la guerre du Golfe ont eu lieu mardi 26 février, notamment dans les universités égyptiennes. Au Caire, plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté, pour la troisième journée consécutive, en jurant de venger l'un des leurs, tué la veille lors d'affrontements avec la police anti-émeutes égyptienne (le Monde du 27 février).

Réunis sur le campus de l'université Ain-Helwan, les manifestants ont traité le président Hosni Moubarak de «lâche» et d'«agent des Américains» avant de se rassembler devant le bâtiment central de l'administration. Ils ont ensuite organisé un sit-in en exigeant la venue sur le campus du ministre de l'Intérieur, le général Abdel Halim Moussa, afin qu'il «s'explique» sur le décès, la veille, lors des affrontements avec la police, de Khaled Mohammed Abdel-Aziz.

Des rassemblements moins suivis ont également eu lieu à l'université Ain-Helwan du Caire et à l'université Mansoura, dans le delta du Nil. La police anti-émeutes a été déployée dans les trois établissements, mais aucun affrontement n'a eu lieu mardi, dans la journée.

Des manifestations ont également eu lieu à Khartoum, au Soudan, où plusieurs milliers de personnes ont répondu mardi à l'appel de plusieurs associations «populaires» soudanaises. Une directive ministérielle de la veille avait accordé aux fonctionnaires un congé de deux heures afin qu'ils puissent se joindre au défilé. Réunis devant l'ambassade des Etats-Unis, les manifestants ont scandé «Allahou Akbar» avant de demander le retrait immédiat des troupes de la coalition. A la fin du défilé, un orateur a demandé à la foule de «prendre les choses en main en frappant les intérêts occidentaux au Soudan».

En Jordanie, la police a dispersé mardi à coups de matraques une manifestation pro-irakienne réunissant trois cents femmes qui tentaient de se rendre à l'ambassade américaine d'Amman. Les manifestantes, qui ont réussi à franchir un premier cordon de police, scandaient «Bush est un tueur».

Enfin, un millier de personnes se sont réunies mardi à San Francisco, aux Etats-Unis, afin de protester contre la guerre du Golfe. Quarante-cinq manifestants qui refusaient de se disperser ont été interpellés par la police.

البيان



## LA GUERRE DU GOLFE

après l'annonce du retrait irakien

### Satisfaction en Israël devant la fermeté de M. Bush mais inquiétude pour l'avenir

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La Bourse de Tel-Aviv est en hausse, le moral des Palestiniens en baisse, et le premier ministre plus méfiant que jamais quant aux perspectives de l'accès-à-la-mer.

Au moment où M. George Bush paraît décidé à infliger une défaite manifeste, militaire et politique, au régime irakien, les milieux officiels israéliens font état, mardi 26 février, de toute leur satisfaction. Ils prennent garde de ne pas apparaître comme « des donneurs de conseils à distance », mais le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, n'en rappelle pas moins qu'Israël veut la chute de M. Saddam Hussein. « Il doit partir, c'est une condition essentielle à la paix et au bien-être d'Israël », a dit M. Shamir.

La veille, s'adressant au groupe parlementaire du Likoud (majorité), il avait averti que « la fin de la guerre du Golfe allait être suivie par l'habituelle tentative d'établir de nouveaux arrangements au Proche-Orient ». Ce

sera une lutte difficile, « il y aura des efforts pour tenter d'obtenir d'Israël, par des moyens politiques, ce qui n'a pu l'être par la force », avait expliqué le premier ministre. Et d'ajouter : « Nous aurons à faire face à des forces politiques puissantes. Nous avons déjà connu, par le passé, de semblables moments d'épreuve. Nous saurons résister et ne pas reculer ».

A la Knesset, mardi, l'hémicycle avait été déserté pour la célébration de M. George Bush, et chacun saluait la décision du président américain de continuer la guerre en dépit de l'annonce par M. Saddam Hussein, quelques heures plus tôt, d'un retrait des forces irakiennes du Koweït.

#### A Jérusalem-Est, le malentendu

Qu'ils soient venus de la majorité de droite ou de l'opposition travailliste, les commentateurs étaient les mêmes, tournant autour d'un triple constat : les forces irakiennes sont en pleine débandade ; « Saddam Hussein

essaie d'assurer sa survie politique en sauvant ce qui peut l'être de son armée » ; ce serait « une erreur, un non-sens » pour Israël que de vouloir tenter quoi que ce soit à ce stade de la guerre.

Côté palestinien, les réactions oscillent entre l'incrédulité - « Ce n'est pas possible, Saddam Hussein se reploie pour contre-attaquer », le refus de la réalité - « C'est de la propagande, de toute façon il a gagné » - et le coup de déprime ouvertement affiché. Dans les salons de l'hôtel National Palace, à Jérusalem-Est, quelques habitants écoutaient silencieusement, en fin de matinée, l'intervention de M. Saddam Hussein, de son lyrisme belliqueux, des envolées sur les « traites occidentales » et autres « infidèles sataniques », le message paraissait singulièrement défilé.

Il ne restait plus grand-chose du « lien » établi entre l'occupation du Koweït et la cause palestinienne, plus grand-chose de cette « mère de toutes les batailles » qui devait aussi « libérer la Palestine », plus grand-chose, enfin,

de la déroute promise à ces forces américaines dont « Saddam » avait dit qu'elles allaient « nager dans leur sang ». Les habitants du National Palace, fins commentateurs politiques, avaient compris. Le contraste entre leur visage fermé et ces images d'une foule hurlant sa joie dans les rues de Bagdad, à l'annonce du retrait des forces irakiennes du Koweït, donnait une idée de l'ampleur du malentendu. Les Palestiniens soutenaient une cause que l'on semblait détester dans les rues de Bagdad.

Le soir, la télévision israélienne donnera des images de la libération de Koweït-Ville, des témoignages sur les associés commises par les troupes irakiennes et aussi des images de longues files de prisonniers irakiens. Rien de tout cela, un peu plus tard, dans le journal de la télévision jordanienne, très pro-irakien et très suivi par les Palestiniens de Cisjordanie. On leur expliquait simplement que « la guerre du Golfe avait pris un tournant dangereux ».

ALAIN FRACHON

### Silence embarrassé et repli sur soi à Alger

L'annonce de la débâcle irakienne a causé un choc profond en Algérie, où la presse, confortant les sentiments de la rue, n'a jamais cessé d'accorder du crédit aux déclarations quasi triomphalistes de Bagdad.

ALGER

de notre correspondant

Si les Algériens accordent quelque confiance à leur presse, ils doivent avoir du mal à comprendre les raisons qui poussent les troupes irakiennes à « faire aujourd'hui retraite ». Depuis le début des combats, le 17 janvier, les journaux locaux n'ont, en effet, jamais cessé d'écrire que Bagdad était en mesure d'infliger une lourde défaite aux forces coalisées. Certes, admettait-on, les Américains et leurs alliés ont la maîtrise du ciel, mais, lorsque commencera la guerre terrestre, la seule guerre véritable en ce qu'elle oppose les combattants « homme à homme », les coalisés auront de cruelles surprises.

Mardi matin, quelques heures après qu'eut été annoncé le repli du Koweït, le quotidien *El Watan*, surpris par les horaires du bouclage, titrait : « L'Irak résiste sur tous les fronts ». Citant largement les communiqués militaires irakiens, le journal évoquait « l'expulsion des assaillants de toutes les positions qu'ils avaient occupées aux premières heures de leur offen-

sive ». Ses confrères d'*El Moudjahid* décrivait, pour leur part, que « le quarantième jour de la guerre du Golfe n'aura pas été faste à la coalition, n'en déplaise aux plumeux et autres envoyés spéciaux au service du Pentagone et de la Maison Blanche ».

L'agence officielle APS n'a pas craint d'assurer que deux mille soldats français et quinze mille soldats égyptiens avaient été faits prisonniers par les troupes irakiennes. La veille, citant des sources « en provenance des lieux des combats », l'agence annonçait qu'un général parachutiste et deux mille soldats, américains ceux-là, avaient été tués dans la région de Bassorah par des forces irakiennes luttant « avec vaillance ».

#### Préparatifs du prochain ramadan

Les derniers développements de la guerre n'ont cependant pas suscité de réactions particulières à Alger. Le ministère des affaires étrangères avait, deux jours plus tôt, condamné le début de l'offensive terrestre. Depuis, aucun responsable gouvernemental n'a pris la parole. Quant à la population, elle a évité, jusqu'ici, tout rassemblement ou manifestation. Sans doute faut-il faire la part du sentiment de solidarité blessé qui pousse à ne pas étaler sur la place publique l'humiliation de la défaite. Peut-être aussi faut-il mettre en cause les fébriles préparatifs du prochain ramadan, qui obligent

les Algériens, confrontés aux aléas d'un marché inégalement approvisionné, à passer la plupart de leur temps à la recherche des provisions nécessaires à la confection des obligatoires et pantagruéliques repas de fête.

Mais, à n'en pas douter, la blessure est profonde. Les Américains, désormais désignés sans nuances comme des cow-boys incapables de comprendre ne serait-ce que le riche passé culturel de l'Irak, sont les plus visés. Les Français n'échappent pas aux ressentiments. Ici et là, des intellectuels francophones, si non francophiles, révisent leurs sympathies, tiennent des discours amers sur la « la France patrie des droits de l'homme », annulent leurs déplacements à Paris. Même s'il est permis de penser que les expressions de dépit les plus virulentes s'estomperont avec le temps, il se sentira de préférence que tout sera oublié en quelques semaines.

A en juger par l'air des propos, la cicatrice pourrait rester douloureuse longtemps. Nombreux sont ceux qui ont vu, dans la guerre du Golfe, une répétition de la guerre d'Algérie, assimilant les irakiens, victimes des bombardements au aspal, aux combattants de l'indépendance, traqués dans les Aurès. L'identification avec le président Saddam Hussein n'en a été que plus facile.

Tenant tête par le verbe à la formidable armada des armées de la coalition, le chef de l'Etat irakien soulevait l'admiration ; défaut, il inspire cette compassion que l'on porte aux victimes des justes causes. Ceux, vraisemblablement peu nombreux, qui estiment que l'impasse dans laquelle se trouve l'Irak est aussi à mettre au passif de la dictature de Saddam Hussein évitent soigneusement d'afficher leurs sentiments.

#### Compter sur ses « propres forces »

Maintenant que l'Irak est en passe d'être vaincu, la tentation du repli sur soi est forte, n'épargnant pas même le pouvoir. Le 24 février, dans un discours tenu à Hassi-Messaoud, le président Chadli Bendjedid a invité les Algériens à compter d'abord sur leurs « propres forces ». « Nous n'attendons rien des autres », a ajouté le président, « même de nos frères arabes, dont certains préfèrent investir et transférer leur richesse en Occident en oubliant ceux qui sont proches d'eux ». Propos de circonstance ou nouvelle doctrine, les déclarations du chef de l'Etat évoquent, sans trop s'y attarder, les véritables problèmes auxquels l'Algérie doit maintenant faire face.

Le pétrole, unique ressource du pays, tombé au-dessous de 18 dollars le baril - alors que le budget de l'Etat est calculé sur un prix de 23 dollars - place l'économie au bord de l'effondrement. Pour le moment, dans l'émotion des événements, l'ampleur du péril n'est pas immédiatement perçue. Mais demain, alors que le baril pourrait, selon certains analystes, tomber encore plus bas et que les crédits disponibles sur le marché des capitaux risquent fort d'être attirés vers la reconstruction du Koweït, l'Algérie pourrait subir de plein fouet les retombées de la crise du Golfe.

GEORGES MARION

### Un colloque sur « la dérive du droit international »

ALGER

de notre correspondant

Un colloque juridique doit se réunir, dans la capitale, du 28 février au 2 mars, à l'initiative d'universitaires et de juristes algériens, « préoccupés par la dérive dangereuse du droit international dans la gestion de la crise du Golfe ». Certains des organisateurs de ce colloque d'Alger figuraient déjà dans le comité d'organisation d'un « tribunal international », en vue de « juger le président Bush et la politique américaine dans la crise du Golfe ». Ce « tribunal », qui devait siéger à Alger, en décembre, avait été finalement interdit par le gouvernement (le Monde du 30 novembre 1990).

Parmi les personnalités françaises ayant annoncé leur participation figuraient, notamment, MM. Régis Debray, Dominique Jamet, Roger Garaudy, René Dumont, Claude Cheysson, Francis Jeanson, Vincent Montiel, Mgr Gaillot, M. Denis Langlois, le professeur Paul Milliez.

G. M.

### Une mise au point de la Communauté sur ses relations avec l'OLP

La présidence de la CEE a fait une mise au point, mardi 26 février, à propos du gel de ses relations avec l'OLP, pour préciser qu'elle ne mettrait pas en cause, par cette décision, le rôle de la centrale palestinienne ni les droits des Palestiniens.

« Compte tenu des nombreux messages de soutien de M. Arafat, président de l'OLP, à l'agresseur Saddam Hussein, les ministres des affaires étrangères des Douze sont convenus, lors de leur réunion du 4 février à Bruxelles, de ne pas prévoir, dans les présentes circonstances, un contact à haut niveau entre la présidence et l'OLP », a déclaré la présidence luxembourgeoise dans un communiqué.

« En date du 14 février 1991, le directeur politique de la présidence a informé le représentant de l'OLP à Bruxelles de cette décision qui ne met en question ni le rôle de l'OLP ni les droits du peuple palestinien », a ajouté la présidence. M. Jacques Poos, président en exercice de la CEE et ministre luxembourgeois des affaires étrangères, avait déclaré le 19 février que la CEE avait « décidé de ne pas avoir de contact » avec M. Arafat en raison de son attitude pro-irakienne. Le chef de la diplomatie portugaise, M. João de Deus Pinheiro, avait annoncé ce gel le 4 février.

M. Bassam Abou Charif, conseiller de M. Yasser Arafat, avait fustigé, le 21 février, les déclarations de M. Poos. « Seul le peuple palestinien a le droit de choisir ses représentants », avait-il notamment déclaré. — (AFP)

### Discretion à Tunis et Rabat

Excepté celui de la Tunisie, aucun gouvernement du Maghreb n'avait encore réagi à la défaite irakienne, mardi 26 février, et les populations ne manifestaient guère leurs sentiments.

Selon le ministre tunisien des affaires étrangères, M. Habib Ben Yahia, l'annonce du retrait des troupes irakiennes du Koweït enlève « les bases légales » à la poursuite des combats dans le Golfe, nous rapporte notre correspondant à Tunis, Michel Deur. Le ministre a précisé que « la nécessité de libérer le Koweït et de restaurer sa souveraineté relève désormais de l'acquis voire de l'irréversible ». Mais, a-t-il ajouté, cette situation ne doit pas conduire « à porter atteinte à la sécurité de l'Irak ».

Il faut maintenant que le Conseil de sécurité « prenne les choses en main et assume entièrement ses responsabilités pour la mise en œuvre d'un plan de paix, à commencer par l'instauration d'un cessez-le-feu ». Sans citer aucun nom, le ministre s'est félicité que « des voix responsables » se soient élevées au sein de la coalition, pour rappeler que la guerre se limite à la libération du Koweït, « sans viser l'Irak ». Il craint, cependant, une éventuelle « obsession à poursuivre les combats ».

Celle-ci pourrait conduire « à l'utilisation d'armements de destruction de masse, ce que la Tunisie refuse catégoriquement ». La presse écrite de mercredi a dénoncé la

poursuite de la guerre, en dépit du retrait irakien : cela confirme que « l'objectif réel » de la coalition est la destruction de l'Irak, la libération du Koweït « n'ayant été qu'un prétexte », s'insurge le quotidien *le Temps*.

Selon le journal, « si la guerre se déplace en territoire irakien, la crédibilité de la coalition et de l'ONU sera gravement atteinte et les risques de débordement de la crise créeront d'autres foyers de tension et de déstabilisation, encore plus graves que ceux qui ont entraîné l'invasion du Koweït ».

Au Maroc, l'annonce du président Saddam Hussein n'avait pas encore provoqué, mardi après-midi, de réactions du gouvernement chrétien. Ce silence, affirmé des observateurs, est peut-être le signe d'un dépit vis-à-vis de Bagdad : l'Irak avait rejeté toutes les initiatives lancées ces derniers mois par le roi Hassan II pour tenter de trouver une solution pacifique au conflit. De son côté, l'opposition s'est contentée d'inviter la population à réciter des « prières spéciales » pour implorer une assistance divine à l'Irak.

Au Niger - qui, comme le Sénégal et le Maroc, a envoyé un contingent de quelques centaines d'hommes en Arabie saoudite - les autorités ont décidé, mardi, de fermer l'université et les lycées de Niamey. Des manifestations étudiantes avaient eu lieu, la veille, marquées par des violences contre le centre culturel américain et un bâtiment français.

P.D. JAMES  
Meurtres en blouse blanche

HELENE  
CARRERE D'ENCAUSSE

Françoise Dolto  
La cause des adolescents

## Le LIVRE de POCHES

### Littérature générale

FRANÇOISE DOLTO	La Cause des adolescents
ANNE FRANK	Journal
HERMANN HESSE	Le Loup des steppes
CHRISTOPH RANSMAYR	Le Dernier des mondes
MICHELLE CLEMENT-MAINARD	Les Sabots de la liberté
IRENE FRAIN	Histoire de Lou
HELENE CARRERE D'ENCAUSSE	Le Malheur russe
ALAIN ABSIRE	Baptiste ou la dernière saison
JOEL de ROSNAY	L'Avenir en direct
EDOUARD BALLADUR	Passion et longueur de temps
JEAN-PIERRE GIRAUDOUX	Jean-Baptiste RACINE
PATRICIA HIGHSMITH	M. Ripley (Plein Soleil)
JANINE MONTUPET	Ripley et les ombres
SYLVIE DERVIN	Judith-Rose
SYLVIE DERVIN	L'Homme au gant

### Policier/Thrillers

P.D. JAMES	Meurtres en blouse blanche
ROBIN COOK	Synapses

### Biblio/Romans

PAULA FOX	Pauvre Georges !
CAMILLO JOSÉ CELA	Le joli crime du carabinier

### Biblio/Essais

GIANNI DELLA CASA	Galatée
MICHEL MAFFESOLI	L'Ombre de Dionysos

### Classiques

ERASME	Œuvres choisies
--------	-----------------

### Langues Modernes/Bilingue

XXX	Wiener Chroniken (Chroniques viennoises)
EDGAR POE	The Black Cat and Other Short Stories (Le Chat noir et autres contes)





# LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions du conflit en France

Une ville de garnison fière de l'être

## A Tarbes, le culte du « para » chez « Peppone » ...

TARBES  
de notre envoyé spécial

Tarbes n'est plus Tarbes. Depuis que son 1<sup>er</sup> régiment de hussards parachutistes et son 35<sup>e</sup> régiment d'artilleurs parachutistes caracolent quelque part aux confins du Koweït, la capitale de la Bigorre a le cœur en écharpe. Sans ses six cents « paras », elle dépeint.

Les cafetiers, qui sont tout les meilleurs amis des soldats, jurent que, si la guerre du Golfe s'éternise, ils devront s'expatrier à Lourdes pour se reconstruire dans les bandoulières. Quant aux boutiquiers du centre-ville, ils affichent une chute de leur chiffre d'affaires de 25 à 30 % en assimilant les effets indirects du conflit à l'absence de neige qui avait affecté, l'an dernier, la saison commerciale des sports d'hiver...

Dans son petit appartement de la résidence La Tour, route de Lourdes, justement, Martine Sourbès a des préoccupations moins mercantiles. Elle fait son courrier quotidien. « J'écris à mon homme », dit-elle, presque en s'excusant. Son homme s'appelle Stéphane, brigadier au troisième escadron du 1<sup>er</sup> RHP. Cela va faire sept mois qu'il est parti. Elle n'a reçu que trois lettres, et leur dernière conversation téléphonique remonte au 10 janvier. Ce jour-là, Stéphane lui a fait promesse de « faire péter la champagne avec les copains » pour le 15 janvier, son anniversaire, qui coïncidait avec la fin du premier ultimatum. Elle a tenu promesse et trois bouchons en témoignent, plusieurs fixés au mur du salon, à côté de quelques photos de Stéphane prises, « comme en vacances », sur une plage inconnue.

La guerre n'a pas été tendre pour leur histoire d'amour. Ils venaient à peine d'emménager, fin juillet. Cette jeune Gersoise de vingt-six ans, aux yeux délicatement maquillés, avait renoncé à un bon emploi dans le tourisme et largué ses amarrages parisiens. Jeune gaillard de vingt et un ans, engagé volontaire, quatre ans auparavant, pour cause de vie en impasse, banal itinéraire d'un enfant de l'Assistance publique, Stéphane voulait construire un foyer. Ils devaient bientôt se marier.

### La déprime de Charlotte

Martine était enceinte quand Stéphane a fait son paquetage. Trois mois plus tard, en octobre, la peur de la guerre lui a enlevé le bébé. Longtemps privée de ressources jusqu'à ce qu'elle puisse bénéficier d'un stage de formation professionnelle, elle a failli « craquer ». Mais si elle a souvent pleuré, ces derniers temps, oscillent entre la joie et l'angoisse, au gré des vagues de l'information télévisée, elle n'en fait pas un feuillet. Son sourire est celui d'une femme heureuse quand elle parle de son compagnon.

Et elle est passée à l'action. En pensant surtout aux autres soldats, à ceux que dans les casernes d'ici on appelle, paraît-il, les « non-guerriers ».

tous ces jeunes qui, faute d'horizon, vont « chez les paras » comme on va à l'aventure. Son Stéphane étant devenu, lui, « un vrai guerrier » - elle le dit fièrement - Martine a voulu préparer son retour, et celui de tous les autres Tarbais. En se disant qu'il ne fallait pas avoir peur d'envisager le pire, c'est-à-dire les blessures, les séquelles, les handicaps, l'avenir de ceux que la guerre rendra peut-être incapables de se réinsérer au terme de leur contrat de trois ans assorti de soldes dérisoires.

Ainsi est née, à Tarbes, grâce à la volonté de cette jeune femme de caractère l'Association de solidarité aux militaires français dans le Golfe. Avec l'aide d'une poignée d'autres bénévoles, n'ayant souvent aucun rapport personnel avec les choses de l'armée, venus de tous les milieux sociaux, professionnels et politiques, des militants communistes œuvrant au coude-à-coude avec des adhérents du Front national, des RPR dominent la main à des PS. Martine organise la collecte de colis et de lettres de sympathie. Les autorités militaires de la place distribuent ensuite dans le Golfe en les destinant en priorité aux soldats sans famille.

### « Les militaires sont des gens bien »

Elle a mis en réserve les dons en espèces - environ 12 000 F à ce jour - pour les urgences éventuelles de l'après-guerre (1). Et de ce moment, elle se démenait pour monter un grand spectacle de variétés, le 12 avril, en faveur de tous les « paras » de Bigorre et de Navarre. Gérard Lanomain a déjà donné son accord de principe : elle espère une réponse positive de Francis Cabrel et de Jean-Jacques Goldman. Et elle n'est pas femme à s'accommoder des pesanteurs administratives.

Puisque les gestionnaires de la foire des expositions locales ne veulent pas déplacer le match de basket prévu le même jour dans la salle la plus adéquate, elle s'est adressée au maire centriste de Lourdes, M. Philippe Douste-Blazy, qui s'est fait un plaisir de mettre un local à la disposition de l'association.

Sur le minuscule balcon de son appartement, aménagé en coin basse-cour, Martine se penche pour caresser un lapin angora recroquevillé dans la paille, l'oreille boudoise. « C'est Charlotte, la copine de Stéphane. Elle déprime depuis qu'il n'est plus là : elle m'a même mordu... »

Les « paras », Raymond Errapart ne les courtise pas de la même façon que Martine Sourbès. Il leur voue un culte. Car ici, au chef-lieu des Hautes-Pyrénées, l'armée fait partie du patrimoine. Comment pourrait-il en être autrement dans la ville natale de Ferdinand Foch, maréchal de France, de Grande-Bretagne et de Pologne, dont le buste de bronze surveille les allées et venues de tous les Tarbais ?

Le bureau de Raymond Errapart, à l'hôtel de ville, mériterait d'ailleurs, à en juger par le contenu de ses vitrines bourrées de souvenirs et par les tableaux

marteaux qui ornent ses murs, d'être élevé au rang d'annexe du Musée national des armées.

Oui, le maire de Tarbes ne s'en cache pas, il ne saurait être question pour lui, guerre ou pas, de manquer la moindre remise de décoration ou le plus petit défilé. Sa voix est pleine de respect quand il en parle : « Les militaires sont des gens bien, d'une grande honnêteté morale, extrêmement respectueux. Ils gèrent leurs affaires sagement, ne quidament jamais et la municipalité peut toujours compter sur eux. » Il y a même de l'émotion, dans sa gorge, quand il se souvient du « coup de main » donné par les deux régiments aux employés municipaux lorsqu'il fallut nettoyer, naguère, un immense terrain jonché de tessons de bouteille après le passage d'une caravane de Gitans en pèlerinage vers Lourdes... « J'espère qu'ils vont revenir, tous... Je pense à tous ces enfants de nos écoles dont les pères sont dans le Golfe... »

Ces trémolos d'un maire pour ses concitoyens-soldats passerait peut-être inaperçus s'ils n'émanaient d'un vétéran du Parti communiste français dont les convictions pacifistes sont assez fortes pour honorer Jaures en même temps que Foch et qui fréquente les rassemblements antiguerra avec la même assiduité que les cérémonies militaires... Mais ce n'est pas pour rien que Raymond Errapart est affectueusement surnommé par ses électeurs le « Peppone de la Bigorre ».

Fidèle militant du PCF depuis 1947, maire de Tarbes depuis 1963, Raymond Errapart pratique le communisme déboussolé des temps glorieux, et cela lui réussit parce que cet ancien instituteur de soixante-cinq ans à la moustache fleurie, formé à l'école des « hussards noirs » de la République, a gardé de ses origines rurales le sens des réalités. S'il est devenu une figure populaire, à l'abri des aléas de son propre parti, c'est parce que, dans la gestion de Tarbes, il cultive la démocratie civile avec la même passion que la démocratie aux armées, sans fard. « Je ne blaise pas, je ne mets jamais mon drapeau dans ma poche. » Ni au cours des réunions de quartier, qu'il préside chaque semaine, ni lors de ses échanges avec les officiers supérieurs de la garnison. C'est avec une évidente délectation qu'il évoque son dernier dialogue « franc et sans complaisance » avec ceux-ci, sur fond de guerre...

Aujourd'hui, « Peppone », comme Martine, songe à l'après-guerre. Lui aussi, il rêve de monter un spectacle : « Ah ! si je pouvais mettre à cheval la fanfare du 1<sup>er</sup> hussards qui anime si bien toutes les festivités de la ville !... »

ALAIN ROLLAT

(1) ASMF, BP 144, 65001 Tarbes, Cedex. Tél. 05-51-88-88

## Les parlementaires socialistes attendent une initiative de paix du gouvernement

M. Pierre Joxe, ministre de la défense, a été entendu, mardi 26 février, par les députés socialistes auxquels s'étaient joints des sénateurs. Il devait être également reçu, mercredi 27 février, par la commission de la défense nationale de l'Assemblée. D'autre part, la commission des affaires étrangères tiendra, jeudi 28 février, une réunion ouverte à tous les députés au cours de laquelle elle entendra M. Michel Rocard.

Au terme de la rencontre entre le ministre de la défense et les parlementaires socialistes, M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a expliqué que les élus socialistes étaient fâchés du « large soutien de l'opinion publique » à la façon dont le gouvernement assume la gestion de la guerre du Golfe. Ils souhaitent « vivement qu'une initiative française soit engagée pour la mise en œuvre d'une paix et d'une sécurité durables dans la région », une fois le cessez-le-feu général obtenu après acceptation par M. Saddam Hussein de toutes les résolutions de l'ONU. Avec M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe, M. Auroux a rappelé que le groupe socialiste estimait « qu'une

spécificité française dans cette phase de l'histoire ne serait pas forcément illégitime compte tenu de notre position et de celle du président de la République sur le dossier palestinien et le dossier libanais ». « La France est partie prenante loyale dans cette guerre, elle a le devoir d'être partie prenante active dans la mise en place de la paix », a dit M. Auroux.

D'autre part - en l'absence de M. Joxe - une discussion s'est engagée sur les mesures qui pourraient être prises contre ceux des socialistes qui ont alimenté, ces dernières semaines, une campagne de critiques sur la position française. M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a précisé que ce débat politique serait ouvert d'une façon très claire lors de la prochaine convention du PS. Une distinction pourrait être établie entre les élus socialistes qui ont respecté un certain devoir de réserve après le 16 janvier bien qu'ils aient voté, au Parlement, contre la participation française à la guerre, et ceux qui, en revanche, ont récidivé après le 16 janvier par des déclarations publiques, écrites ou orales.

P. S.

## M. Bérégovoy confirme qu'il n'y aura pas d'« impôt Golfe »

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a confirmé, mardi 26 février, devant la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, que, après l'annonce par le Koweït du versement de 1 milliard de dollars à la France, l'hypothèse d'un nouvel impôt destiné à couvrir les dépenses liées à la guerre s'est « éloignée ». « La conduite d'une politique économique ne peut pas être modifiée au gré des dépêches d'agence », a souligné le ministre en constatant que le contexte économique n'avait pas été transformé par la crise du Golfe. « On ne change pas de cap, on corrige à la marge, comme on l'a déjà fait au mois de septembre dernier », a-t-il ajouté.

Mis à part le « choc d'incertitude », créé par l'attentisme des consommateurs et de certains investisseurs, le ministre de l'économie a expliqué que deux facteurs principaux pouvaient peser sur un ralentissement du taux de croissance annuel : la récession plus profonde que prévu enregistrée au Royaume-Uni et aux Etats-Unis et la réduction de la croissance annoncée en Allemagne.

Concernant les économies à réaliser, M. Bérégovoy a précisé qu'une fois exclues les charges liées à la défense nationale et les dépenses de personnel, on ne peut intervenir que sur 450 milliards de francs, soit un gros tiers du budget de 1991. Le principe retenu est d'amputer de 5 % les dépenses de fonctionnement et de 10 % certaines dépenses d'investissement. Toutefois, le ministre de l'économie n'a pas précisé devant les députés dans quels secteurs ces restrictions de crédits peuvent être trouvées. « J'espère vous rendre une bonne copie », a-t-il dit.

## Le chef de l'Etat a reçu M. Jean Kahn, président du CRIF

Le président de la République a reçu, mardi 26 février, M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). Ce dernier a rappelé, dit un communiqué du CRIF, « le total soutien de la communauté juive aux troupes françaises engagées dans le conflit ». Ayant fait quatre voyages en Israël depuis le début de la crise, M. Jean Kahn a surtout traité devant le président de la République des « malentendus » survenus dans les relations entre la France et Israël. Il a trans-

mis un message de M. Itzhak Shamir, premier ministre israélien, faisant part, dit le communiqué du CRIF, de « son souhait de poursuivre avec la France un dialogue constructif, même si parfois des nuances s'expriment dans l'analyse de certains problèmes ». M. Kahn a souligné le caractère « chaleureux » de sa rencontre avec M. Mitterrand et s'est dit convaincu de l'« apaisement » du climat entre Israël et la France.



## II<sup>e</sup> SEMAINE DE LA PRESSE DANS L'ÉCOLE

du 2 au 5 avril 1991

MINISTÈRES DE L'ÉDUCATION ET DE LA COMMUNICATION - ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES DE LA PRESSE  
Pour les informations et les inscriptions, un seul moyen, un seul code  
3614 EDUTEL \* PRESSE

Le Monde

et ses publications seront présents dans tous les établissements qui participent à la « Semaine de la presse dans l'école »

## UNE CHARTE POUR L'EUROPE L'UTOPIE

DE THOMAS MORE, LE « MONTESQUIEU ANGLAIS ».  
TEXTE INTÉGRAL, érudité, commenté, traduit par André Prévost  
Docteur ès lettres, lauréat de l'Académie.

L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. Le Remède : L'Instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.

UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI

UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres or, illustrations par Holbein, signets. Custode relevée de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.

LE LIVRE A OFFRIR : 250 F francs.

Béguin Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes par C.C.P. A. Prévost 146281 Z LILLE ou par chèque ou eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél. 20.55.29.16. Dédicacé sur demande.

## le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

## L'EUROPE DE L'AUDIOVISUEL

Envoyer 40 F (francs) à 2 F ou chèque à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en ajoutant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) rendu le 26 septembre 1990, la 31<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour EMPLOI D'UN ÉTRANGER NON MUNI D'UNE AUTORISATION DE TRAVAIL SALARIÉ - pour avoir, à Paris, le 23 avril 1989, engagé ou conservé à son service deux étrangers non munis de titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, JALAL Beshim, de nationalité marocaine, SALESFARA Edwin, de nationalité philippine.

- à la peine de six mois d'emprisonnement avec sursis et deux amendes de 20 000 F.

- M. ESFANDI Medhi, né le 23 septembre 1923 à 99 THÉHÉRAN (Iran), gérant, demeurant 22, rue Pierre-Curie à LE MESNIL-LE-ROI (78).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) rendu le 14 septembre 1990, la 31<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 20 janvier 1989, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du code du travail, en laissant travailler quatre salariés sur un échafaudage démonté de garde-corps latéraux, de planches et dont le plancher n'était pas jointif.

- à la peine de quatre amendes de 3 000 F.

- M. BENOÎT Jean-Claude, Robert, Auguste, né le 21 février 1952 à 72 TUFFEY, gérant, demeurant 32, rue Laboulaye, VILLEMOMBLE (93250).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) sur opposition jugement du 23 septembre 1989) rendu le 9 juillet 1990, la 31<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 16 novembre 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II et III du titre III du code du travail, en laissant travailler cinq salariés à proximité d'une trémie dépourvue de tout dispositif de protection, les exposant ainsi à un risque de chute dans le vide.

- à la peine de 5 amendes de 3 000 F.

- M. SALLERON Jean, Marcel, Camille, né le 15 février 1959 à SAVIGNY-SUR-ORGE (91), gérant de société, demeurant 2, rue de Verrières, 91370 VERRIÈRES-LE-BUISSON.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) sur opposition jugement du 14.11.1989), en date du 10 juillet 1990, la 31<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour TROMPERIE SUR LA NATURE, LA QUALITÉ, L'ORIGINE OU LA QUANTITÉ D'UNE MARCHANDISE - PUBLICITÉ MENSONGÈRE OU DE NATURE À INDUIRE EN ERREUR - USURPATION D'APPELLATIONS D'ORIGINE, pour avoir, à Paris, le 16 mars 1989, trompé la clientèle sur la nature et les qualités substantielles des plats servis dans un restaurant, en servant sous la dénomination « ESCALOPE » du filet de dinde, et sous la dénomination « MAZARELLA » du fromage montanella fabriqué en France, pour avoir, à Paris, le 16 mars 1989, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur la nature et les qualités substantielles des plats servis en indiquant sur la carte de ce restaurant « ESCALOPE » pour du filet de dinde et « MAZARELLA » pour du fromage fabriqué en France;

- pour avoir, à Paris, le 16 mars 1989, vendu, mis en vente ou en circulation des produits naturels ou fabriqués portant une appellation d'origine qu'il savait inexacte, en l'espèce du fromage indûment dénommé « MAZARELLA ».

- M. DREDA Alberto, né le 2 juillet 1946 à 99 PESARO (Italie), gérant, demeurant à Paris (75012), 8, avenue Dorian.

- à la peine de 10 000 F d'amende.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce

## PUBLICATIONS JUDICIAIRES

jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) rendu le 11 juillet 1990, la 31<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour BLESSURES INVOLONTAIRES, INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 9 février 1989, laissant travailler un salarié sur du matériel non approprié aux travaux et aux risques auxquels il était exposé, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du code du travail, en laissant travailler un salarié sur un échafaudage non réglementaire.

- à la peine de quatre amendes de 5 000 F.

- M. DI STABILE Salvatore, né le 20 décembre 1952 à 99 VITTORIA (Italie), gérant de société, demeurant à VILLEPENTE (93420), 64, rue Emile-Dambel.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) rendu le 3 juillet 1990, la 31<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour HOMICIDE INVOLONTAIRE - INFRACTION AUX RÉGLES DE SÉCURITÉ - pour avoir, à Paris, le 28 novembre 1985, par négligence, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, été involontairement la cause de la mort de Antonio PEREIRA RODRIGUEZ, fait travailler deux ouvriers sur un échafaudage non conforme;

- à la peine de 4 mois d'emprisonnement avec sursis et à 5 000 F d'amende.

- M. DEFOSSÉ Roger, né le 21 août 1926 à ROUEN (76), retraité, demeurant 12, rue A. Chérioux à ISSY-LES-MOULINEAUX (92130).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) - article 411 du CPP, rendu le 3 juillet 1990, la 31<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 12 janvier 1989, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail, en laissant travailler 16 salariés dans un escalier encombré de câbles et d'une planche; en laissant travailler 2 salariés sur un échafaudage dépourvu de protection.

- à la peine de 10 000 F d'amende.

- M. GABRIELLA Jean-Marcel, né le 14 novembre 1928 à SETE (34), gérant de société, demeurant à BAGNEUX (92220), 17, rue de la Résistance.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) sur opposition jugement du 9 février 1989), en date du 13 septembre 1990, la 31<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du Travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du Travail, le 27 février 1988, en omettant de vérifier l'installation électrique utilisée sur un chantier lors de sa mise en service, exposant ainsi 9 salariés à un risque d'électrocution ou d'électrisation;

- le 2 mars 1988, en laissant travailler 5 salariés dans un bâtiment dont un plancher comportait une ouverture non munie de protection, les exposant ainsi à un risque de chute d'une hauteur de 4 mètres;

- le 2 mars 1988, en utilisant sur un chantier occupant 5 salariés un palan électrique dont le raccordement à la canalisation fixe ne répondait pas aux prescriptions;

- le 13 avril 1988, en laissant travailler 3 salariés sur un chantier comportant une trémie et deux escaliers non munis de protections;

- M. ROBLES Manuel, né le 21 avril 1943 à 99 ALHAMBRA, Espagne, gérant de société, demeurant à PARIS (75009), 27, rue Fontaine, à la peine de 8 mois d'emprisonnement avec sursis et 12 amendes de 5 000 F.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux

frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde et le Parisien.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) rendu le 19 septembre 1990, la 31<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 23 juin 1989, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du code du travail, en faisant travailler quatre salariés sur un échafaudage non réglementaire.

- à la peine de quatre amendes de 5 000 F.

- M. DI STABILE Salvatore, né le 20 décembre 1952 à 99 VITTORIA (Italie), gérant de société, demeurant à VILLEPENTE (93420), 64, rue Emile-Dambel.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) en date du 2 juillet 1990, la 11<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale - omission d'écriture dans un livre comptable - à la peine de huit mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende.

- M. GORRETEAU Robert, François, né le 10 février 1949 à PARIS (14<sup>e</sup>), assistant de commissaire-priseur, demeurant 68, rue de Passy à PARIS (16<sup>e</sup>).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au Journal officiel, dans le Monde et le Figaro.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) rendu le 3 juillet 1990, la 31<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 16 novembre 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail, en laissant travailler 16 salariés dans un escalier encombré de câbles et d'une planche; en laissant travailler 2 salariés sur un échafaudage dépourvu de protection.

- à la peine de 10 000 F d'amende.

- M. GABRIELLA Jean-Marcel, né le 14 novembre 1928 à SETE (34), gérant de société, demeurant à BAGNEUX (92220), 17, rue de la Résistance.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) en date du 10 septembre 1990, la 31<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour PUBLICITÉ MENSONGÈRE OU DE NATURE À INDUIRE EN ERREUR - FAUX EN ÉCRITURE PRIVÉE, DE COMMERCE OU DE BANQUE - pour avoir, à Paris, courant janvier 1988, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur l'identité, la qualité du vendeur, les conditions de l'utilisation d'un bien et la portée des engagements pris par l'annonceur, en faisant paraître une annonce dans l'hebdomadaire la Centrale des particuliers pour la vente d'une 604 GTI PÉLUGOT (annonce n° 536.14), alors que le vendeur indiquait dans l'annonce n° 536.14 qu'il s'agissait en réalité d'un véhicule de location appartenant à une société et non à un particulier;

- pour avoir, à Paris, courant janvier 1988, commis un faux en écriture privée de commerce ou de banque par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, en établissant un certificat de garantie du vendeur au nom de M. GREGORY PRADZINSKY décrit au Journal la Centrale des particuliers;

- M. CLAUSSIN Philippe, Jean, né le 28 juin 1957 à PARIS (14<sup>e</sup>), gérant de la société AUTO C.F., demeurant 30, allée M. Jouhaud, 92500 RUELLY-MALMAISON;

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) - article 411 du CPP, rendu le 10 juillet 1990, la 31<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 6 janvier 1989, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II et III du titre III du code du travail, en laissant travailler 7 salariés exposés à une chute dans le vide sans protection, 7 salariés n'ayant comme moyen d'accès au lieu de travail qu'une échelle non fixe et ne dépassant pas d'un mètre l'endroit où elle donne accès;

- à la peine de 7 amendes de 2 000 F.

- M. VERRIÈRE André, Émile, François, né le 30 mars 1933 à 69 CUBLIZE, PDG, demeurant 14, rue Fromenteau, 91260 JUVISY-SUR-ORGE.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE NÎMES

Par arrêt de la chambre correctionnelle de la cour d'appel de NÎMES en date du 8 novembre 1990, rendu sur appel d'un jugement du tribunal correctionnel de PRIVAS en date du 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

- PHILIPPE Christine, épouse BOISSIN, demeurant 6, rue Camille-Artaud à AUBENAS, Adressée professionnelle, a été condamnée pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE - BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - pour avoir, à Paris, le 27 juillet 1989,

## LA GUERRE DU GOLFE

Au conseil des ministres

Un cessez-le-feu ne peut intervenir qu'après l'acceptation de toutes les résolutions de l'ONU

affirme M. Mitterrand

Le conseil des ministres du mercredi 27 février a consacré une large partie de ses travaux à la guerre du Golfe. Selon M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, qui rendait compte des travaux du conseil en l'absence du porte-parole du gouvernement, M. Louis Le Pen, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a rappelé que la France souhaite « qu'intervienne le plus tôt possible un arrêt des combats sans que les résultats acquis sur le plan militaire et politique ne soient compromis par une manœuvre qui profiterait à Saddam Hussein ».

Toujours selon M. Soisson, le ministre des affaires étrangères a ajouté : « La France se réjouit que le Conseil de sécurité ait exigé l'unanimité du respect complet par l'Irak des décisions qu'il a lui-même arrêtées à la suite de l'invasion du Koweït. C'est seulement après cette acceptation des douze résolutions qui devra être formulée par un représentant habilité de l'Irak qu'on pourra parler de cessez-le-feu. Toute autre façon de faire serait dangereuse pour nos troupes. Elle compromettrait les chances sérieuses d'ouverture rapide de négociations de paix et d'organisation de cette paix dans cette région, qui continue de subir une difficile épreuve ».

De son côté, M. Pierre Joxe, ministre de la défense, a souligné que

la mission confiée à la division « Daguet » avait été « accomplie dans les meilleures conditions possibles ». L'ensemble du conseil a rendu hommage aux deux militaires français tombés pendant la campagne terrestre.

M. Soisson a également indiqué que le président, lui aussi, s'est « longuement » exprimé sur la situation dans le Golfe. Le cessez-le-feu, a déclaré en substance M. Mitterrand, doit intervenir après et non avant l'acceptation par Saddam Hussein des résolutions des Nations unies. « C'est le point essentiel de la position française », a précisé M. Soisson.

Le président a encore ajouté en substance, selon M. Soisson : « On ne va pas à Bagdad, il n'est pas question d'aller à Bagdad ». Le champ de bataille actuel, c'est le Koweït et la zone attenante au Koweït, et l'étau s'est refermé sur les troupes irakiennes. La boucle, en quelque sorte, est fermée, et le champ de bataille est circonscrit à une zone qui correspond pour l'essentiel au territoire du Koweït; donc, la position politique, diplomatique, militaire de la France dans cette affaire se trouve ainsi renforcée par l'évolution de la situation sur le terrain. Le président de la République a ajouté : « La rigueur de l'attitude peut comporter des inconvénients mais le plus grand inconvénient serait d'en changer ». Selon des sources, cette fois non officielles, M. Mitterrand a également jugé que le bilan de l'intervention dans le Golfe pourrait être tiré d'ici une semaine environ et que les difficultés commenceraient à ce moment-là.

## Réactions politiques en France

■ Mme Marie-Noëlle Lienemann (PS) : M. Marie-Noëlle Lienemann, député PS et maire d'Athies-Mons (Essonne), a demandé « instamment » au gouvernement, mardi 26 février, « de prendre partie en faveur du cessez-le-feu ». M. Lienemann juge « indispensable d'en revenir aux orientations propres par François Mitterrand à l'ONU », le 24 septembre 1990, et souhaite « une convocation urgente de l'Assemblée nationale afin que les orientations de la politique internationale de la France fassent l'objet d'un débat approfondi ».

■ M. Max Gallo (PS, proche de M. Chénouard) : « Il y a deux faces dans les événements que nous vivons. Il y a la face légitime qui est déterminée par les douze résolutions de l'ONU (...) et il y a la réalité politique. » « Ce qui est recherché (par les États-Unis) c'est l'humiliation de Saddam Hussein et en fait la destruction du régime. A ce moment-là, nous ne sommes plus dans le cadre des résolutions de l'ONU ».

■ M. Alain Krivine (LCR) : « En continuant la guerre malgré le retrait des troupes irakiennes du Koweït, le président Bush confirme avec cynisme sa volonté d'écraser le peuple irakien et de bafouer la dignité de l'ensemble des peuples arabes (...). Ce qui est tout aussi révoltant, c'est la soumission totale de François Mitterrand. En agissant ainsi, l'Élysée et le gouvernement se conduisent comme des criminels ».

■ M. Jean-François Dumas (UDF) : « Nous sommes engagés pour faire évacuer le Koweït. Jamais aucun d'entre nous n'a dit qu'il fallait détruire l'Irak ou massacrer la population (...) Il n'est pas question d'aller à Bagdad. Si on voulait poursuivre l'offensive, ce

serait une autre guerre qu'il faudrait décider ».

■ Les Verts : « Le Conseil de sécurité (de l'ONU) doit prononcer le cessez-le-feu. Il en va de la crédibilité politique de l'ONU pour les années à venir. (...) Si les coalisés continuaient les opérations militaires sur le territoire irakien en visant Bagdad, ils feraient la démonstration que les buts de guerre sont dévoyés ».

■ Le SNES (Syndicat national des enseignants de second degré) : « La poursuite des hostilités ferait de nouvelles victimes et irait bien au-delà du mandat de l'ONU (qui constitue) le cadre exclusif de l'engagement de notre pays ».



150 120 150

# EUROPE

URSS : en visite à Minsk

## M. Gorbatchev accuse l'opposition de mener le pays à la « guerre civile »

Après de longs mois, le président Gorbatchev a renoué avec une vieille habitude, celle des visites d'usines dans les républiques et des discours devant les intellectuels locaux. Mardi 26 février, le chef de l'Etat et du PC soviétique avait choisi l'usine de tracteurs de Minsk, capitale de la Biélorussie, où il a pris la parole devant le « collectif de travailleurs », avant de prononcer un discours de près d'une heure et demie devant des « chercheurs et intellectuels » de Biélorussie.

L'absence de M. Raïssa Gorbatchev - très discrète sur la scène publique ces derniers mois - aux côtés du président, à Minsk, n'a toutefois pas été la seule nouveauté de ce voyage : M. Gorbatchev y a lancé une virulente contre-attaque à l'égard des démocrates et de leur figure de proue, M. Boris Eltsine. Si le président soviétique avait coutume, en d'autres temps, de porter un coup à droite, un coup à gauche, cette fois à Minsk, sa cible fut claire et unique. Son discours le plus musclé, celui prononcé devant les intellectuels, a été diffusé intégralement à la télévision après le grand journal du soir. La lutte pour le pouvoir « fait fi des ex-

gences de la loi et de la morale et déstabilise la société », a déclaré M. Gorbatchev, dont les propos ont aussi été rapportés par l'agence Tass. Cela menace de nous pousser en dehors de la voie des réformes vers la voie de l'affrontement et directement à la guerre civile.

Pour M. Gorbatchev, l'opposition n'a pas réussi à prendre le pouvoir par la voie légale, alors elle a recouru à « une tactique néobolchevique : le transfert de la lutte dans la rue, l'organisation de manifestations, de meetings, de grèves et de grèves de la faim, l'instauration d'un climat psychologique qui désoriente le peuple et les représentants des autres mouvements politiques ».

### « Je suis communiste »

Un exemple de cette tactique, « qui a atteint son point culminant ces derniers temps », a été fourni par « la dénaturation des événements dans les pays baltes, à encore dit le président soviétique. Puis, devant les actions du pouvoir fédéral pour renforcer l'ordre public, la droite s'est mise à crier à la dictature qui arrive, voire au danger de coup d'Etat ». Mais « qui

prépare un coup d'Etat ? » Ceux qui se disent de gauche sont en réalité de droite, car ils rejettent l'idée socialiste. (...) Devant aucun auditoire, a poursuivi M. Gorbatchev, je ne me suis jamais senti gêné pour dire que j'étais communiste. Le choix, je l'ai fait depuis longtemps, et pas seulement moi mais aussi mon père et mon grand-père.

Sans nommer le président russe, M. Boris Eltsine, M. Gorbatchev l'a clairement visé en s'en prenant à ceux qui, « pour faire remonter leur cote de popularité, en l'absence de programme politique, s'adressent au peuple et à la classe ouvrière et veulent faire démissionner le président » de l'URSS.

Quant aux critiques émises à l'extérieur, M. Gorbatchev a jugé « inacceptable » que l'on tente de faire la leçon à l'URSS. Après les vives condamnations émises par les réformateurs dans la foulée du massacre de Vilnius et de Riga, après l'appel à la démission du chef de l'Etat lancé la semaine dernière à la télévision par M. Eltsine, après les manifestations sous les murs du Kremlin, on attendait la riposte de M. Gorbatchev. C'est chose faite.

S. K.

BULGARIE : le procès de M. Todor Jivkov

## Comme si on jugeait Al Capone pour avoir dérobé une petite cuillère...

SOFIA  
de notre envoyé spécial

« Je ne veux pas être jugé comme un vulgaire barman ou un taverneur. Si je dois être jugé, je veux être pour les milliers de leva que certains m'accusent d'avoir détournés et placés dans des banques étrangères ou pour les crimes d'ordre politique dont on m'accuse aussi. C'est au peuple bulgare de dire s'il a vécu ou non dans la paix lorsque Todor Jivkov était au pouvoir ! » Comme en témoigne cette déclaration adressée d'un ton ferme au tribunal, M. Todor Jivkov, l'ancien numéro un bulgare, a totalement réussi, mardi 26 février, au cours de la deuxième journée de son procès, à renverser les rôles. D'accusé, il est devenu accusateur. Avec un art consommé de la mise en scène, il est parvenu à dépecer scientifiquement un acte d'accusation qui paraît, jour après jour, de plus en plus ridicule.

C'est comme si on jugeait Al Capone pour avoir un jour dérobé, par inadvertance, une petite cuillère dans un café de Chicago. Totalement à l'aise dans son rôle de grand-père bougon et non enfant, l'ancien dictateur, qui a tenu à répondre debout aux juges en dépit de ses soixante-dix-neuf ans, a déclaré d'emblée « indigné » de juger un homme, qui a dirigé un pays pendant des dizaines d'années, sur des affaires aussi subalternes que l'achat de quelques voitures, les frais de représentation de ses ministres ou la parodie de certains écrits. Parlant souvent de lui à la troisième personne, M. Jivkov a ainsi réussi à mettre

les rieurs de son côté et le « saile solennelle » du palais de justice de Sofia attendait ses bons mots avec délectation. Quant aux juges - peut-être se ressaisiront-ils dans les prochains jours - ils paraissent horrifiés par la personnalité de l'accusé et le procureur général semblait regarder bien souvent les mouches voler.

« Envoies que vous imaginez Todor Jivkov marcher dans les rues de Sofia à la recherche d'un appartement ? M. Thatcher, lorsqu'elle a quitté le pouvoir, est-ce qu'elle a dû rendre la villa dans laquelle elle habitait ? Les centaines de leva que j'ai gagnées avec mes livres, je les ai reversées au comité central du parti. Que celui-ci me rende cet argent et je paierai les honoraires de ceux qui s'estiment lésés. » Telles sont quelques-unes des répliques de l'ancien dictateur.

### Victime d'une « vendetta »

Mais M. Jivkov a voulu aussi jouer sans vergogne sur la corde sensible. « Il y avait un jour dans mon bureau une femme avec trois enfants ; elle m'a dit qu'elle tuerait ses enfants si je ne lui trouvais pas un appartement ; après le mort de ma femme et de ma fille, je me suis retrouvé tout seul. C'est une tragédie humaine que maintenant certains veulent exploiter. Il fallait bien qu'il y ait des gens autour de moi et ces gardes du corps il fallait les payer. »

Poussant son avantage, l'ancien numéro un a aussi tenu à expliquer que toutes les décisions qu'il a prises étaient en conformité avec les deux prin-

cipes de base du régime socialiste bulgare : le caractère collectif de toute décision et la primauté du Parti communiste sur les autres organes politiques. « Ensuite, j'ai été le premier à remettre en question cette primauté, ajoute-t-il, mais tous les partis frères me l'ont reproché. »

Pourquoi ce procès, donc ? L'ancien dictateur - et, en cela, il est fidèle à toute l'histoire du mouvement communiste - a une seule explication : le complot. « J'ai été victime, depuis mon éviction en novembre 1989, d'une campagne de vandalisme, d'une sorte de vendetta. » L'âme de ce complot, pour M. Jivkov, n'est autre qu'André Loukanov, ancien numéro deux du Parti communiste et ex-premier ministre. A ce titre, la confrontation entre les deux hommes risque d'être un des seuls moments forts de ce procès en trompe-l'œil dont on sait déjà qu'il est passé totalement à côté de son objectif. Les Bulgares n'en sont pas dupes et semblent se désintéresser de plus en plus de ce simulacre, qui pourrait, en fin de compte, contribuer à faire passer sous profits et pertes les vrais crimes de l'ancien dictateur et de son régime.

Certains, pourtant, ne peuvent accepter que M. Jivkov s'en aille avec les honneurs de la guerre. Comme cet intellectuel de Sofia, si mesuré par ailleurs dans ses opinions, qui n'hésite pas à porter ce jugement terrible : « Peut-être que les Roumains ont eu raison : les tyrans, il faut les tuer. »

JOSÉ-ALAIN FRALON

### EN BREF

■ ALBANIE : projet de référendum sur les statues d'Enver Hoxha. - Le président Ramiz Alia a proposé, mardi 26 février, l'organisation d'un référendum populaire sur la remise en place des monuments de M. Enver Hoxha, a indiqué l'agence albanaise ATA. Recevant les représentants de nombreuses villes de province venus protester contre le déboulonnement, lors de récentes manifestations, des statues et bustes du fondateur du régime communiste, M. Alia a déclaré qu'Enver Hoxha « a été et est toujours notre ban- nière ». « Tous les Albanais honnêtes ont été choqués par ces actes de vandalisme », a poursuivi M. Alia, qui a ajouté qu'une telle consultation, qui « répondra à la requête de milliers de habitants », pourrait avoir lieu après les élections libres fixées au 31 mars. - (AFP)

■ SALVADOR : des attaques de la guérilla ont fait un mort et sept blessés dans la capitale. - De violents affrontements ont opposé, dans la nuit de mardi à mercredi

27 février, l'armée salvadorienne à la guérilla du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) dans deux quartiers de San-Salvador, faisant un mort et sept blessés, selon un bilan provisoire. Les guérilleros ont notamment investi des habitations de Lomas et Escalon, deux quartiers huppés de la capitale. Selon des témoins, certains rebelles ont été encerclés par les forces gouvernementales, soutenues par des hélicoptères. - (AFP)

■ THAILANDE : la CEE « condamne » le putsch militaire, le Vietnam s'inquiète. - La CEE a « condamné », mardi 26 février, le putsch thaïlandais et appelé les militaires de ce pays à « rendre le pouvoir aux élus de la nation » et à « restaurer l'ordre démocratique ». A Hanoï, les dirigeants vietnamiens s'inquiètent d'un éventuel changement de la politique cambodgienne de Bangkok à leur détriment après les déclarations des nouveaux dirigeants sur la néces-

sité d'associer les Khmers rouges à un règlement du problème cambodgien. - (AFP, Reuters)

■ YUGOSLAVIE : inculpation de ministre de la défense de Croatie. - Un tribunal militaire de Zagreb a annoncé, mardi 26 février, l'inculpation du ministre de la défense de la République de Croatie, M. Martin Spigelj, et de sept autres personnes, tous accusés d'avoir « organisé et coordonné toutes les activités relatives à un acte de rébellion armée ». L'armée avait rendu public en janvier un document filmé tendant à prouver que les inculpés préparaient le meurtre d'officiers de l'armée fédérale, de crainte d'une intervention militaire en Croatie. La présidence collégiale de Yougoslavie avait alors ordonné que les accusés soient traduits en justice, mais les autorités croates, qui nient la matérialité des faits, se sont opposées à cet ordre et ont menacé de recourir à la force pour empêcher l'arrestation des accusés. - (Reuters)

# AMÉRIQUES

NICARAGUA : un an après la victoire électorale de M<sup>re</sup> Chamorro sur les sandinistes

## La population attend toujours une amélioration de son sort

Un an après la défaite électorale des sandinistes, le Nicaragua continue de sa débâcle dans de graves difficultés économiques. Difficultés auxquelles s'ajoute un affrontement politique, provoqué par l'assassinat, le 16 février à Managua, de l'ancien dirigeant de la Contra, Enrique Bermudez.

SAN-JOSÉ-DE-COSTA-RICA  
de notre correspondant en Amérique centrale

Pendant que la présidente du Nicaragua, M<sup>re</sup> Violeta Chamorro, prononçait à Managua, lundi 25 février (jour anniversaire de sa victoire électorale) un discours axé sur la « réconciliation nationale », on ne pouvait manquer de noter l'absence du vice-président de la République, M. Virgilio Godoy, qui avait préféré faire le voyage au Costa-Rica voisin pour participer à une conférence sur « l'état de la démocratie en Amérique centrale », organisée par l'Internationale démocrate-chrétienne et la Communauté économique européenne.

Pour M. Godoy, c'était une manière de montrer, une fois de plus, son désaccord à propos de la politique de collaboration avec les sandinistes menée par M<sup>re</sup> Chamorro, qui a accepté de maintenir à la tête de l'armée un des principaux dirigeants de l'ancien régime, le général Humberto Ortega. « Les sandinistes, affirme le vice-président, continuent de saboter l'économie en refusant de remettre les biens dénationalisés à leurs propriétaires et en créant une agitation sociale permanente » (les hôpitaux entrent dans leur sixième semaine de grève mais les autorités continuent d'affirmer qu'elles ne disposent pas des ressources nécessaires pour satisfaire les revendications de ce secteur).

### Une tournée décevante

« L'aide internationale, qui pourrait nous permettre de sortir de cette situation, poursuit M. Godoy, ne va malheureusement pas arriver car les pays donateurs exigent, comme condition préalable à tout nouveau crédit, que nous soyons à jour dans nos remboursements à l'égard de la communauté internationale (la dette extérieure du Nicaragua atteint environ 11 milliards de dollars). C'est un véritable cercle vicieux. » Sur les 530 millions de dollars votés par le Congrès des Etats-Unis pour les années 1990 et 1991, le Nicaragua n'a reçu pour l'instant que 75 millions de dollars.

Au cours du voyage de deux semaines qu'elle vient d'effectuer au Japon, en Tchecoslovaquie, en Allemagne et en Belgique, M<sup>re</sup> Chamorro est allée de déception en déception, au point qu'elle a dû signaler à ses interlocuteurs

que son gouvernement, malgré les nombreuses marques de sympathie, avait reçu moins d'aide que les sandinistes. Le Japon s'est engagé pour 7 millions de dollars à peine tandis que la CEE, qui participera à une importante réunion à Managua le mois prochain, aurait accordé 20 millions de dollars pour la relance de l'industrie et 3 millions d'aide alimentaire. Un peu plus généreuse, l'Allemagne a promis 65 millions de dollars. Des sommes ridicules pour un pays dont la capacité de production (en baisse de 5 % en 1990 par rapport à 1989) qui, comme les années précédentes, avait déjà été catastrophique) a été en grande partie détruite par la guerre et qui affronte une inflation d'environ 12 000 % par an.

### Qui a tué Bermudez ?

Malgré la gravité de la crise économique, la baisse substantielle du pouvoir d'achat (le dollar vaut plus de 5 millions de cordobas contre 10 à peine en février 1988) et les licenciements massifs dans le secteur public (environ 40 % de la population active survit dans le cadre de l'économie informelle, en particulier le commerce ambulancier), le gouvernement continue de bénéficier d'un certain appui populaire. Celui-ci pourrait cependant être remis en question, affirme M. Godoy, « si l'assassinat de l'ex-colonel Bermudez n'est pas élucidé dans les plus brefs délais ».

Comme la plupart de ses compatriotes, le vice-président, qui affirme recevoir régulièrement des menaces de mort par téléphone, est convaincu que l'ancien dirigeant de la Contra a été assassiné par les sandinistes. « La difficulté, ajoute-t-il, est de savoir par quel secteur du Front sandiniste car il y a des divisions profondes entre les pragmatiques, qui veulent collaborer avec le gouvernement, comme les deux frères Ortega (l'ancien président de la République, Daniel Ortega, et Humberto, qui est toujours à la tête de l'armée) et les partisans de la pureté idéologique - marxiste-léniniste, bien sûr - comme Tomas Borge. »

Selon la rumeur publique, ce dernier aurait ordonné l'assassinat de l'ancien colonel de la garde nationale du dictateur Anastasio Somoza, renversé en juillet 1979 par la guérilla sandiniste. Le « commandant » Borge (ministre de l'Intérieur sous le régime sandiniste) aurait fait ainsi d'une pierre deux coups : il se serait vengé de celui qui a joué un grand rôle dans la défaite électorale des sandinistes et il aurait mis dans l'embarras les secteurs de son parti qui collaborent avec l'actuel gouvernement.

« Dans les milieux qui se disent mieux informés », poursuit M. Godoy, on privilégie une autre version : ce serait les frères Ortega et certains proches de M<sup>re</sup> Chamorro - sans que celle-ci en soit informée - qui auraient décidé de se débarrasser d'un adversaire potentiellement dangereux. Bermudez venait en effet d'annoncer son intention de former un nouveau parti politique avec les quelque vingt mille contras qui avaient été sous ses ordres pendant la guerre contre les sandinistes. « Une force redoutable quand on sait que, malgré leur désarmement sous les auspices des Nations unies, les anciens rebelles ont conservé des caches d'armes pour être prêts à répondre à une éventuelle reprise du conflit. »

Au Nicaragua, personne ne semble croire que les véritables auteurs du meurtre seront défrétés un jour devant les tribunaux. Tout indique que les responsables de l'enquête ont déjà commencé à brouiller les pistes. « Il est quand même curieux, remarque M. Godoy, qu'on n'ait pas retrouvé les douilles des deux balles qui ont tué Bermudez : alors que l'assassinat a eu lieu dans un endroit public et que le tueur avait sans doute autre chose à faire que de récupérer les douilles en pleine nuit. Le mystère règne sans doute complet sur cette affaire, comme ce fut le cas avec l'assassinat de Pedro Joaquín Chamorro (directeur du journal la Prensa et mari de l'actuelle présidente de la République, tué en janvier 1978 sous la dictature Somoza). Quoi qu'il en soit, avec la disparition de Bermudez, les sandinistes ont sans doute perdu leur plus redoutable adversaire. »

BERTRAND DE LA GRANGE

# AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

## L'ANC dénonce la normalisation des relations entre Moscou et Pretoria

La décision de rétablir progressivement leurs relations diplomatiques, annoncée mardi 26 février par l'Afrique du Sud et l'Union soviétique, a été aussitôt dénoncée par le Congrès national africain (ANC). « Nous avons dit que les sanctions contre l'Afrique du Sud devaient être maintenues. Nous n'acceptons pas cette décision de l'URSS », a affirmé, à Johannesburg, une porte-parole de l'ANC, M<sup>re</sup> Gill Marcus.

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

L'Afrique du Sud et l'Union soviétique ont fait un pas vers le rétablissement de leurs relations diplomatiques, en annonçant l'ouverture de « sections d'intérêts » sous drapeau autrichien, à Moscou et à Pretoria. Le ministre des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, a souligné qu'il s'agissait du meilleur moyen de « maintenir des contacts de travail, en l'absence de liens diplomatiques et consulaires ». M. Botha a annoncé que six missions avaient été ouvertes en Europe de l'Est et sept dans des pays d'Afrique.

L'Union soviétique avait décidé de rompre ses relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud en 1956, à cause de l'apartheid. Moscou, bientôt suivi par d'autres capitales du bloc de l'Est, soutenait alors ouvertement le Congrès national africain (ANC). Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vitali Tchoukine, a indiqué que « les changements en Afrique du Sud et le démantèlement de l'apartheid » avaient infléchi la position de

l'URSS. L'Union soviétique, du fait de son soutien à l'ANC et aux mouvements de libération en Angola et en Namibie, fut longtemps la bête noire de Pretoria. Le premier signe du réchauffement des relations entre les deux pays est venu il y a à peine trois mois, avec la visite officielle, fin novembre, d'une délégation soviétique, répondant à l'invitation des Sud-Africains.

Moscou avait fait la moitié du chemin, l'an passé, en revenant sur sa décision de ne plus commercer avec l'Afrique du Sud. Les Soviétiques avaient confié à la firme De Beers la commercialisation de leurs exportations de diamants pour les cinq ans à venir. La compagnie sud-africaine, qui contrôle une bonne partie du marché international, aurait avancé à l'Union soviétique un million de dollars sur les ventes futures.

FREDERIC FRITSCHER

■ Assassinat d'un chef traditionnel proche de l'ANC. - Le chef Mphahlele Maphumulo, proche du Congrès national africain (ANC), a été assassiné, dans la nuit du lundi 25 au mardi 26 février, dans la province du Natal. Personnalité très connue, M. Maphumulo présidait le Congrès des chefs traditionnels d'Afrique du Sud (Contraleas). Il a été tué par des inconnus devant son domicile de Pietermaritzburg. Ses liens avec l'ANC lui avaient valu la haine de partisans du mouvement zoulou Inkatha, dont trois ans de rivalité avec l'organisation de Nelson Mandela ont coûté la vie à plus de 3 000 Noirs. Son assassinat porte un coup à la fragile trêve, conclue le mois dernier, entre les deux mouvements rivaux. - (Reuters)

## SOCIÉTÉ

## Villes : la méthode Delebarre

Deux mois après sa nomination, le ministre apparaît comme l'homme qui « débloque » les dossiers

Deux mois après sa nomination comme ministre de la ville, M. Michel Delebarre tente d'imposer son style, à la fois par ses interventions auprès des grandes administrations et par des visites de terrain, comme celle qu'il a effectuée, samedi 23 février, à Tourcoing (Nord).

TOURCOING  
de notre envoyé spécial

Il faut le voir au pied des HLM, calmant les aigreurs d'un groupe de jeunes beurs, pour comprendre la nature et les difficultés de la tâche du nouveau ministre de la ville. Mais M. Michel Delebarre est un homme de défis. C'est lui-même qui avait demandé il y a deux mois, presque jour pour jour, à quitter la douillette forteresse de l'équipement pour se lancer dans l'avenir.

Il n'a pour tout viatique que la bénédiction présidentielle. Ses troupes ? Les membres de son cabinet et la cinquantaine de « mordus » de la délégation interministérielle à la ville et de Banlieues 99. Les fonds ? Ils figurent pour l'essentiel sur les lignes budgétaires d'autres ministères. Aussi a-t-il commencé par faire la tournée des grands ducs, ses collègues. Le voilà maintenant sur le terrain : Mantes-la-Jolie en Ile-de-France, Vaulx-en-Velin dans la banlieue lyonnaise (le Monde du 16 février) et, à la fin de la semaine dernière, Tourcoing.

A Tourcoing (200 000 habitants), la crise du textile a laissé sur le carreau d'austères usines aux murs de brique, aujourd'hui silencieuses, et, aux isoirs de la cité, deux quartiers populaires - Pont-Rompu et la Bourgogne - où les familles d'immigrés, les sans-travail, la petite délinquance, le vandalisme et les retards scolaires atteignent des taux records.

On y a lancé, en mars 1989, la procédure dite de développement social des quartiers (DSQ), qui fournit à la municipalité quelques millions de francs de subventions. Ceux-ci sont répartis, par des canaux administratifs compliqués, entre de multiples initiatives publiques ou associatives qui, chacune, tente de guérir tel ou tel symptôme de la langue générale. Risques majeurs dans



ce type d'opération : saupoudrage, enlèvement dans la papezasse, écoulement des bonnes volontés.

M. Michel Delebarre entre dans un bâtiment préfectoral du quartier du Pont-Rompu où l'on a dressé en carré une table couverte d'un tapis vert. A sa droite, le préfet, à sa gauche, le maire, M. Jean-Pierre Balduyck, député PS. Plus loin, reconnaissables à leur costume-cravate, des gestionnaires d'HLM, des fonctionnaires, des élus. En face, des mères de familles immigrées venues avec leurs enfants. « Allons-y, lance le ministre avec une jovialité tonitruante, mesdames, vous avez la parole. »

Un animateur  
socioculturel

Les femmes maghrébines étaient leurs difficultés : elles réclament une haloguarderie, une consultation d'orthophoniste - les difficultés de langage des enfants sont monnaie courante - et une ludothèque où elles pourraient se faire prêter quelques jouets pédagogiques. « Qu'est-ce qui

bloque ? », demande le ministre de la ville.

Il manque, ici, un local, là, 50 000 F, ailleurs, un comité de gestion. En dix minutes, le meneur de jeu s'attache à la mairie l'engagement d'une inauguration dans six mois, au préfet le crédit manquant, aux mamans elles-mêmes la promesse qu'elles se débrouilleront pour gérer leur ludothèque. « J'ai l'impression de me retrouver au temps où j'étais animateur d'association », glisse le ministre.

Mais, déjà, serrant les mains et entraînant sa suite au pas de charge, M. Delebarre est parti visiter le chantier d'un espace sportif que l'on aménage à l'emplacement d'une « barre » détruite. Il interrompt des gens du quartier sortis sur le pas de leur porte : « Vous êtes d'accord avec ce projet d'espace sportif ? » « Oui, s'entend-il répondre, mais il faudrait un passage protégé pour que les gens puissent y accéder sans risquer de se faire renverser. » « C'est prévu », assure un technicien. « Bon, mais qui va gérer les tennis ? » s'inquiète le ministre. On le rassure. « Parfait, en voiture. »

Nouvelle étape sur la place centrale du quartier Bourgogne. A

l'écart, de jeunes Maghrébines réunies en paquet « font la guéule ». Le ministre les repère et fonce vers eux : « Qu'est-ce qui ne va pas ? » « On ne savait même pas que vous veniez », répondent-ils. On passe des heures dans des réunions dont il ne sort jamais rien. Tel projet est jugé trop cher. La radio locale qu'on voulait lancer n'a jamais été autorisée. Le ministre appelle le chef de projet, autrement dit le responsable local de la procédure DSQ, parlementaire, rassure, promet qu'on va examiner tout cela et y trouver remède.

A 10 mètres de là, c'est un ancien prétre-ouvrier qui lui explique son travail de réinsertion des toxicomanes. Plus loin, d'autres militants associatifs s'efforcent de trouver des petits boulots aux jeunes. Dans la grande salle plutôt lugubre d'un centre social, d'autres bénévoles expliquent au ministre leur participation à la « reconquête » du quartier.

Mais tel projet est stoppé parce qu'un chef de service trop zélé exige vingt-quatre copies du dossier. Consultation éclair du préfet : « Quatre suffiront », tranche le ministre de la ville. De jeunes beurs veulent faire du parachutisme et de la plongée sous-marine. « Vous avez du mal à plonger à Tourcoing ? », plaisante Michel Delebarre. « J'en ai assez, moi, à Dunkerque. On arrange quelque chose. » Tous entonnent la même rengaine : « Des sous... »

Le ministre élève la voix pour expliquer qu'avec la réforme de la dotation globale de fonctionnement, les communes comme Tourcoing recevront davantage d'argent et d'autres, voisines, un peu moins. « Je suis un ministre qui débloque, et non une pompe à finances », dit M. Delebarre. La procédure de développement social des quartiers n'est pas une vache à lait, mais une méthode de travail permettant à tous ceux qui veulent faire revivre les quartiers - élus, militants d'association, enseignants, responsables d'HLM, fonctionnaires, animateurs - de tirer dans le même sens. Je vois qu'ici, ça bouge. La seule chose que je puisse vous promettre, c'est que ça va bouger encore plus vite. Bon courage. » C'est ce qu'on appelle, déjà, la méthode Delebarre.

MARC AMBROISE-RENDU

## JUSTICE

La réclusion criminelle à perpétuité avec une période de sûreté de dix-huit ans demandée pour Simone Weber

Un réquisitoire  
« sans faiblesse ni passion »

L'avocat général Philippe Kar a demandé, mardi 26 février, à la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle de condamner Simone Weber, soixante ans, à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans pendant laquelle elle ne pourrait bénéficier d'aucune des dispositions concernant les permissions de sortir, la semi-liberté ou la libération conditionnelle. Contre sa sœur, Madeleine, accusée de destruction de preuves, le magistrat a requis une peine qui ne soit pas inférieure à deux ans d'emprisonnement. Enfin, M. Kar a sollicité une peine de principe contre Chantal Lantz, soupçonnée de faux en écritures privées.

## NANCY

de notre envoyé spécial

« Simone Weber possède une personnalité riche, forte, passionnée, extraordinaire. » Pour la première fois, M. Kar s'engage. Il arrive au terme d'un réquisitoire qui se voulait méthodique et dont il dit, lui-même, qu'il est « fastidieux ». Mais, au moment de conclure, la litane juridique s'efface devant un discours où perçait une certaine émotion. « On ne peut pas la réduire à des étiquettes comme « la Weber » ou « la diabolique ». Sa personnalité est trop complexe », souligne le magistrat qui évoque « la haine farouche qui lui a fait commettre l'irréparable ». Mais ce sont les éléments de la personnalité de M. Weber qui lui font dire aussi : « Je ne tiens pas à ce qu'elle réapparaisse prochainement parmi nous, ici à Nancy ou ailleurs, car elle conserve en elle ce venin rentré. » L'avocat général s'inquiète devant « un potentiel de dangerosité » et refuse de « prendre le risque ». Aussi, sur un ton solennel, il demande « sans faiblesse ni passion » la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans. Immédiatement Simone Weber pouffe de rire ostensiblement, comme s'il venait de dire quelque chose de ridicule.

M. Kar avait adopté un ton semblable au début de son réquisitoire pour se faire l'avocat du juge « contrôlé et surveillé par le ministère public » et celui des témoins « qui ont très bien passé la rampe ». Mais le corps de son propos a surtout été constitué par un long rappel des faits mesurables à l'aune de ce procès qui s'étire depuis le 17 janvier. Pendant quatre heures et demie, l'avocat général, si réservé depuis le début de l'audience, a présenté sa vision du dossier en affirmant : « Les éléments de preuves sont surabondants. » Certains

aspects du dossier ont cependant été évoqués rapidement et le magistrat a invité les jurés à se reporter aux plaidoiries de ses prédécesseurs.

Cette attitude résulte d'une évolution récente du rôle des avocats de parties civiles qui a conduit les jurés, notamment dans ce procès, à entendre cinq réquisitoires, même si les avocats ont multiplié les euphémismes et les précautions de langage. Ils semblaient donc s'être réparti la tâche et c'est M. Gérard Welter qui a notamment rappelé l'une des charges principales contre l'accusée en relevant qu'après la disparition de Bernard Hettier survenue le 22 juin 1985 « Simone Weber est la seule à ne pas s'inquiéter : la seule à tout faire pour que personne ne s'inquiète ».

« Une femme de cœur  
et de sang »

C'est aussi l'avis de M. Paul Lombard. En l'absence de preuves formelles il a cependant noté vingt-huit charges, en se refusant à les imputer au hasard. Parmi elles, il y a ces coups de téléphone que Simone Weber demande à son cousin de donner à plusieurs personnes pour les rassurer devant l'absence de Bernard Hettier. Il y a le faux certificat médical adressé à l'employeur du disparu. Il y a la voiture de Bernard Hettier que M. Weber dissimule avec insistance. Et puis, il y a cette foule de témoignages que l'avocat additionne pour en déduire une certitude. Pour lui, « M. Weber ne peut être que coupable ». Et s'il pense au doute, car il a « la défense chevillée au corps », c'est pour dire : « Il faudrait que ce soit le doute qui paralyse. » Et, à ses yeux, ce n'est pas le cas dans ce procès.

Mais son propos n'est pas seulement un réquisitoire. C'est aussi une plaidoirie dont il accuse Simone Weber d'avoir privé ses avocats. « J'aurais aimé entendre de la part de l'accusée ce que je ne sais quel cri de défiance », souligne M. Lombard en regrettant : « Ah ! comme ces débats auraient pris un autre tour. Nous aurions suivi cette descente aux enfers ! ». Et l'avocat a plaidé le crime passionnel : « Je dis que Simone Weber a très probablement aimé à la folle Bernard Hettier. Il évoque donc ses lettres de femme amoureuse et de femme déçue. Simone Weber note fiévreusement toutes les plaidoiries mais elle lève la tête et esquive un sourire lorsque M. Lombard lui dit, en demandant sa condamnation : « Vous n'êtes pas un mannequin médiatique. Vous êtes une femme de cœur et de sang. Vous détestez la médiocrité et vous aspirez à l'amour. On vous a dépeinte comme une diabolique. Moi, je vous rends votre âme. »

MAURICE PEYROT

## Le « pape » de la Mafia est libéré à Palerme

Unaniment dénoncé par la presse, la libération de Greco est assortie de conditions : il devra résider hors de Palerme et dans une ville de moins de dix mille habitants, et il aura obligation de signer chaque jour un registre dans la caserne la plus proche. Astreint à résidence entre 19 heures et 7 heures du matin, le « pape » ne devra plus fréquenter de repris de justice.

La peine d'un éminent de Vaulx-en-Velin aggraver en appel. - La cour d'appel de Lyon a condamné, mardi 26 février, à trois ans de prison ferme un jeune homme de Vaulx-en-Velin (Rhône) qui avait été condamné à deux ans d'emprisonnement par le tribunal correctionnel de Lyon, le 19 novembre. Inculpé de « dégradation volontaire » et de « coups et blessures à agent de la force publique », Attoun Madjid Scisla, un jeune Algérien de dix-neuf ans, était accusé d'avoir incendié une voiture et d'avoir frappé un policier au cours de la nuit d'incendies du 8 au 9 octobre. Devant le tribunal correctionnel de Lyon, il avait nié avoir mis le feu à la voiture, reconnaissant toutefois qu'il avait tenté de dérober le véhicule.

Michel Greco, surnommé, en Italie, le « pape » de la Mafia, a quitté mardi 26 février la prison de Palerme, où il purgeait depuis 1986 une peine de réclusion à perpétuité. La libération du « parrain des parrains » est intervenue à cause de la réforme du code de procédure pénale et des lenteurs de la justice : la cour de cassation avait décidé, il y a deux semaines (le Monde du 14 février), qu'une quarantaine de mafiosi - dont Michel Greco - avaient terminé leur temps de détention préventive, leur procès n'ayant pas commencé dans le délai d'un an suivant l'entrée en vigueur du nouveau code.

Désigné, par le « parrain repent » Tommaso Buscetta, comme le chef suprême de la « coupole », organisation de gestion collégiale des mafias, Michel Greco avait été arrêté en février 1986 et condamné à la prison à vie, lors du premier grand procès anti-Mafia à Palerme, pour une série d'homicides dont celui du général Dalla Chiesa (1982). En prison, le « pape » s'était notamment plaint d'être confiné en cellule d'isolement et de ne pas pouvoir suivre la messe le dimanche.

## MÉDECINE

Au Pérou

Le choléra continue de frapper  
un millier de personnes par jour

Les autorités péruviennes ont accusé, mardi 26 février, certains pays, comme la Bolivie et l'Équateur, de pratiques commerciales déloyales, pour avoir interdit l'importation de produits alimentaires péruviens par crainte d'une propagation de l'épidémie de choléra. Le premier ministre, M. Carlos Torres, a déclaré que l'économie de son pays risquait de perdre 350 millions de dollars en revenus à l'exportation et que le Pérou allait bientôt mettre en place un système visant à garantir que les produits à l'exportation ne sont pas contaminés.

Le choléra, qui continue de frapper un millier de personnes par jour, présente un risque « pratiquement inexistant » pour les touristes et autres voyageurs « sous réserve

de certaines précautions simples », a indiqué l'Organisation des nations unies, mardi 26 février, à Genève. Mais l'Organisation mondiale de la santé met en garde contre le vaccin anticholérique « qui ne confère une protection qu'à 50 % des personnes vaccinées ».

Selon l'UNICEF, la moitié des 22 millions d'habitants du Pérou ne sont pas reliés à un réseau d'eau potable et les deux tiers ne disposent pas de latrines. Les organisations internationales appellent les besoins des autorités péruviennes en médicaments, ainsi qu'en installations de traitement de l'eau et de diagnostic du choléra. - (AFP, Reuters, AP.)

**DÉCOUVERTES**  
ART ACTUEL 91 PHOTOGRAPHIE

**PARIS - GRAND PALAIS**  
2-10 MARS 1991

TOUS LES JOURS 12H - 14H30 - WEEK-END 10H - 19H30  
NOCTURNE JEUDI 7 JUSQU'À 23H

## DÉFENSE

Après accord de la Commission de Bruxelles

Aérospatiale et MBB pourront fusionner  
leurs activités de constructeurs d'hélicoptères

La Commission européenne de Bruxelles a donné son accord, mardi 26 février, à la fusion, à terme, au sein de la société Eurocopter, des activités du groupe français Aérospatiale et du groupe allemand Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB) dans le domaine des hélicoptères civils et militaires.

« Cette concentration n'aboutit pas à la création ou au renforcement d'une position dominante dans la CEE », considère la Commission, même si Aérospatiale est la première entreprise européenne de ce secteur et MBB le plus petit fabri-

cant. La Commission estime que les deux groupes ne sont ni des rivaux effectifs ni des concurrents potentiels en matière militaire. Elle ajoute que, dans le domaine civil, le marché reste ouvert à d'autres constructeurs européens, même si leur fusion donne aux deux groupes une part relativement importante du secteur.

La division « hélicoptères » du groupe Aérospatiale mobilise 7 500 salariés et celle de MBB en emploie environ 3 000. Mais des sociétés européennes, comme Agusta (Italie) et Westland (Grande-Bretagne) en occupent respectivement 5 000 et 4 600.

A ce jour, Aérospatiale et MBB ont constitué un groupement d'intérêt économique, dénommé Eurocopter et détenu à parts égales par les deux industriels. Il s'agit d'une société de droit française dont le siège est dans la région parisienne, à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), et qui s'occupe de la conception du Tigre, l'hélicoptère de combat franco-allemand commandé à raison de quatre cent vingt-sept exemplaires.

A plus long terme, Eurocopter devrait devenir un holding qui contrôlerait deux « outils » industriels : Eurocopter-France (l'actuelle division des hélicoptères de l'Aérospatiale) et Eurocopter-Deutschland (l'actuelle division des hélicoptères de MBB), et une société de commercialisation de la gamme ainsi produite par ces deux sociétés, Eurocopter-International. Cette association entre Aérospatiale et MBB n'est pas limitée à la seule fabrication d'hélicoptères militaires. Eurocopter ne s'interdit pas de se lancer dans le secteur civil.

Outre le Tigre, la France et l'Allemagne sont associées - à raison respectivement de 43,4 % et de 23,6 % des dépenses - à la conception d'un autre hélicoptère militaire, le NH 90, qui existera en deux versions, pour le transport logistique de troupes terrestres et pour l'armement de frégates dans les marines des deux pays. Deux autres pays européens, l'Italie et les Pays-Bas, participent au NH 90, à hauteur de 26,4 et 6,6 %.

M. Joxe victime  
d'un pétard

Rendant visite aux formations spécialisées de la gendarmerie à Satory (Yvelines), le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a été très légèrement blessé au front, mardi 26 février, par un pétard projeté par l'éclatement d'un pétard lancé par un gendarme au cours d'une séance d'entraînement (nos dernières éditions du 27 février).

M. Joxe assistait à une simulation de prise d'otages dans une banque. L'un des faux ravisseurs a laissé tomber un pétard qu'il tenait à la main et qui était censé imiter une grenade. En explosant sous une camionnette, le pétard a projeté un gravillon qui a atteint le ministre de la défense au front. M. Joxe a continué normalement sa visite chez les gendarmes.

« Les conditions de sécurité sont peut-être à revoir », a dit le ministre avec un sourire. Juste avant la démonstration, un responsable de la gendarmerie avait dit à M. Joxe : « Je ne vous raconte pas ce qui va se passer, vous aurez la surprise. »

هنا من الاصل



# CULTURE

## CINÉMA

L'Ours d'or à « la Maison des souris »

### Un palmarès occidental au Festival de Berlin

L'annonce par Volker Schlöndorff, président du jury du Festival de Berlin (1), de l'Ours d'or décerné à la *Maison des souris* de Marco Ferreri a provoqué un raz-de-marée de sifflets, de quolibets et de horions, amplifiant celui déjà suscité par l'attribution de l'Ours d'argent à la *Condanna* (le Jugement) de Marco Bellocchio. Il a fallu onze heures de délibération pour arriver au consensus officiel de ce palmarès dominé par l'axe franco-italien, selon un juré anonyme.

Ours d'or, Grand Prix : la *Maison des souris* de Marco Ferreri, « compte tenu également de l'ensemble de son œuvre ».

Ours d'argent, Grand Prix spécial du Jury ex-aequo à la *Condanna* de Marco Bellocchio et à *Satana* de Victor Aristov (URSS).

Ours d'argent, meilleur réalisateur : ex-aequo : Ricky Tognazzi (*Ultras*, Italie) et Jonathan Demme (*Le Silence des agneaux*, États-Unis).

Ours d'argent, meilleure actrice : Victoria Abril pour *Amanes* (Espagne).

Ours d'argent, meilleur acteur : Maynard Ezashi pour *Mr Johnson* de Bruce Beresford (Grande-Bretagne).

Ours d'argent « pour sa performance unique au triple titre d'acteur, producteur et réalisateur » : Kevin Costner pour *Dance with the loup*.

Mentions spéciales : le *Petit Criminel* de Jacques Doillon (France), *Dandan-E Mar* de Masud Kimai

(Iran) et *L'Épave de l'empereur* de Tian Zhuang-Zhuang (Hong-kong/Chine).

Ours d'or du court métrage : *Six Point Nine* de Dan Bootzin (États-Unis).

Ours d'argent : les *Cent Dernières Années* du marxisme-léninisme en Bohême de Pavel Koutsky (URSS).

Parmi les nombreux prix décernés par les jurys - protestant (*Capitaine Fracasse* d'Ettore Scola, un ange à ma table de Jane Campion), catholique (*Le Petit Criminel* de Doillon) avec mention au *Jardin de l'Anglais* Derek Jarman), de la presse internationale (*Le Petit Criminel*), des lecteurs du *Berliner Morgenpost* (*Dance with the loup*), des exploitants de salles d'art et d'essai (*Le Miracle de l'Irlandais* Neil Jordan) - il faut noter ceux attribués par le jury international « gay » à *Polon* de Todd Haynes (États-Unis : fiction) et *Paris is burning* de Jeanie Livingston, États-Unis ; documentaire, avec mention spéciale à *Amour interdit* de Vladislav Kvasnicka.

H. B.

## Deux disparitions

### Le musicien de jazz Slim Gaillard

Le musicien de jazz Slim Gaillard est mort à Londres le mardi 26 février d'un cancer. Il était âgé de soixante-quinze ans.

Adopté d'un langage totalement inventé, ni onomatopées, ni scat, mais langues réelles phonétiquement déformées à la mitraillette, guitariste, pianiste, vibraphoniste, joueur de bongos, chanteur, compositeur, maître du pastiche ou de la parodie, imitateur, Slim Gaillard, d'origine cubaine, était un

musicien « surréaliste » qui n'hésitait pas à jouer du piano paumes en l'air ou de la guitare d'une manière plus étrange encore. Bref, il fut cet extravagant jongleur, ce destructeur et créateur de mots que Boris Vian comparait à Lewis Carroll.

Venu à New-York en 1937, Slim Gaillard forma avec le bassiste Slim Stewart le duo Slim and Slam. Leur enregistrement de *Flat Foot Floogie* connaît un succès retentissant. Dans les années 50, ce jazzman, dont l'argot personnel lui vaut quelques démêlés avec la censure, se lance dans les numéros de comédien-animateur-chanteur et prend de plus en plus de distance avec la scène musicale. Alors qu'on l'attend chaque année en Europe où il n'est jamais venu, annonçant ici sa réincarnation, là, sa disparition, Slim Gaillard franchit finalement l'Atlantique pour apparaître en 1982 à la Grande Parade du jazz de Nice. Il se produira ensuite en Grande-Bretagne, souvent accompagné par le groupe français Slapcatt.

Slim Gaillard a également flirté avec le cinéma à la télévision, dès 1941, dans *Hellzapoppin*, *Too late Blues*, puis dans la *Plante des Singes*, *Racines 2*, ou *Absolute Beginners*.

B. M.

### Le chanteur américain Webb Pierce

Le chanteur et compositeur de musique country Webb Pierce, qui a tenu le haut du pavé des *charts* américains dans les années 50 et 60, est mort le 24 février 1990 à Nashville (Tennessee).

Né en 1926 en Louisiane, il avait débuté à la radio, dans une émission en direct très appréciée dans la région, « Louisiana Hayride », où Elvis Presley et Jim Reeves devaient également débiter. De *Back Street Affair* à *There Stands The Glass*, Webb Pierce, champion du style honky tonk et chroniqueur assidu des « Réaux » de tous les jours, l'alcoolisme, l'adultère, les bars, a collectionné les tubes (chez Decca) pendant vingt ans, et les dollars avec la Cedarwood Music, une des premières compagnies d'éditions musicales de Nashville, qu'il avait fondée avec Jim Denny. Écarté de la scène par le mode rock au début des années 70, l'homme à la voix nasillard, disciple de Hank Williams, et qui avait été un des premiers à utiliser la guitare électrique et la *steel guitar* dans les standards de la country, avait gardé un prestige intact, en partie grâce à son immense piscine en forme de guitare, devenue une attraction touristique des environs de Nashville.

V. M.

## PARIS EN VISITES

### JEUDI 28 FÉVRIER

« L'Hôtel-Dieu et la médecine autrefois », 14 h 40, entrée Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autotour).

« Paris à l'époque romantique vu par Canella », 14 h 45, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Saint Bernard et l'art d'écouter la Conscience », 14 heures, 1, quai de l'Horloge (Connaissance de Paris).

« Hôtels et églises du Faubourg-Poissonnière », 14 h 30, métro Poissonnière (Paris pittoresque et insolite).

« Les plus grands hôtels rénovés du Marais », 14 h 30, place des Vosges, statue de Louis XIII (M<sup>e</sup> Cazes).

« Le nouveau musée Cognac-Jay », 14 h 30, 8, rue Elzévir (Tourisme culturel).

« Le Louvre, des fortifications de Philippe Auguste à l'intérieur de la Pyramide », 14 h 30, métro Louvre-Rivoli (C. Marie).

« Les fastes de l'Opéra Garnier. Son histoire, ses salons, son fantôme », 14 h 30, dans le hall, statue de Lully (Arts et spectacles).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réouverture du passé).

« La grande aventure des Maranes, juifs espagnols convertis, condamnés à quitter leur pays en 1492. Étapes de leur exil. Étude de leurs rites et symboles », 16 heures, sortie métro Temple (J. Heulère).

« Les salons du palais Soubise », 16 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Art et histoire).

« Histoire et fonctionnement de l'hôtel des ventes », 16 heures, sous la grande horloge, sortie métro Richelieu-Drouot (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les appartements royaux du Louvre », 16 heures, métro Palais-Royal, sortie place Colette (Paris et son histoire).

## CONFÉRENCES

Salle Psyché, 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, 15 heures :

« Influence magnétique du sol et de l'humidité », avec B. Allione et P. Lorain (Ustilpes).

École européenne des affaires, 108, boulevard Malesherbes, 18 h 30 :

« L'Europe et le Pacifique. Questions d'actualité » (Institut du Pacifique).

Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 18 heures : « Initiation aux sciences de la Terre ».

# AGENDA

## CARNET DU MONDE

### Naissances

- Dandel et Laurence KAHN sont très heureux d'annoncer la naissance de

Alexandra Zoé.

Paris, le 25 février 1991.

29, rue Jean-de-Beauvais, 75003 Paris.

### Décès

- Le docteur Michel Artières, M. et M<sup>me</sup> Georges Artières et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Alain Pardiès-Galabrun et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Amélie ARTIÈRES,

survenue le 22 février 1991, à Montpelier, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu à Montpelier, le 25 février.

23, rue Saint-Amand, 75015 Paris.

La direction et le personnel de l'Institut de recherches du coton et des textiles

exotiques éprouvent la profonde tristesse de faire part de la grande perte qu'ils viennent d'éprouver en la personne de leur ancien président,

M. Jean ALTIN, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, inspecteur général des finances honoraire, membre de l'Académie des sciences d'outre-mer.

- Christiane Jausserand, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Michel JAUSSEURAND, architecte, urbaniste, muséographe, ancien directeur de l'École spéciale d'architecture, chevalier des Arts et des Lettres.

La cérémonie religieuse aura lieu le 1<sup>er</sup> mars, à 10 h 30, dans la chapelle du cimetière du Père-Lachaise.

Selon sa volonté, il sera inhumé ce même jour à 14 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, où nous célébrerons sa mémoire.

Cet avis tient lieu de faire-part.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 5466

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

### HORIZONTALEMENT

1. Peut voler dans les plumes. - 2. On peut y aller pour le peu. Prédis une possession. - 3. Peut passer les pieds. Dans un alphabet étranger. - 4. Contribuent à faire une belle main. Reliefs sur le plat. - 5. Mine non contrainte. Ne sent pas la rose. - 6. Tours de vis. - 7. Une femme écoutée. - 8. Peut marquer le coup. Où il n'y a aucune différence. - 9. Endroit où peuvent se rassembler des chasseurs. - X. C'est parfois un souverain. Période. - XI. Lemilles. Bien ennuagé.

### VERTICALEMENT

1. Pêches où l'on mettrait des légumes. Est parfois un peu cruche. - 2. Peut faire venir le rouge au front. - 3. Compagnons de jeux. Recourent quand on tire dessus. - 4. Un disciple de saint Benoît. Bonne opinion. - 5. Manipuler comme un chapel. Convenu. - 6. En France. Chaine très solide. - 7. Un peu de tabac. Moi, pour le psychologue. - 8. Dont on peut dire que c'est vraiment rigide. Peut être demandé comme une grâce. - 9. Qui n'a pas besoin de compter. Utile pour piquer les mules.

### Solution du problème n° 5465

#### Horizontalement

1. Pistole. - 2. Accuser. - 3. Lait. Voué. - 4. Are. URSS. - 5. Beurre. - 6. V. Reins. - 7. Er. In. Sec. - 8. Sol. Oie. - 9. Diner. - X. Cabaret. - XI. Alun. Té.

#### Verticalement

1. Palabres. Ça. - 2. Carré. Régale. - 3. Scler. Bu. - 4. Tue. Rai. Dan. - 5. Os. Urinoir. - 6. Livres. Iles. - 7. Ours. Jeurt. - 8. Usines. Est. - 9. Rue. Ocar.

GUÏY BROUTY

- M<sup>me</sup> Georges Barbé, née Charlotte Marpa, M. et M<sup>me</sup> Bernard Barbé et leurs enfants, Frédéric, Guillaume, Sabine, Stéphane et Marion, M. Yves Barbé et ses enfants, Pascal et Eric Bonadonnet, Anne et Patrick Hincourt, Christophe et Véronique Barbé, Loyse, Cédric et Thibault, M<sup>me</sup> François Barbé et ses enfants, Dominique et Bertrand Crozier, Bénédicte et Jérôme Soudan, Pierre et Mochon Barbé, Nathalie et Valérie, M. et M<sup>me</sup> Benoît Barbé et leurs enfants, Xavier, Jérôme, Anne Charlotte, Myrman et Nelly, M. et M<sup>me</sup> Michel Barbé et leurs enfants, Sophie, Sébastien, Sébastien, Mathieu et Julie, M. Philippe Donon et M<sup>me</sup>, née Anne Marie Barbé, et leurs enfants, Florence, Emmanuelle et Nicolas, M. Marc Barbé, M. Régis Darricau et M<sup>me</sup>, née Blanche Barbé, et leurs enfants, Ludovic et Raphaëlle, M. et M<sup>me</sup> Laurent Barbé et leurs enfants, Claire, Alix, Elisabeth, Thomas et Mathilde, ses enfants et petits-enfants, Ainsi que ses douze arrière-petits-enfants, en union avec ses enfants et sa belle-fille qui l'ont précédé.

Les familles Barbé et Marpa, font part du retour à Dieu de

M. Georges-Dominique BARBÉ, officier de la Légion d'honneur,

le 24 février 1991, dans sa quatre-vingt-sixième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 4 mars, à 9 h 45, en l'église Saint-Symphorien, 2, place Saint-Symphorien, à Versailles, et l'inhumation le même jour à Mesquer (Loire-Atlantique), dans le caveau de famille.

43 bis, rue des Bourdonnais, 78000 Versailles.

THÈSES  
Tarif Étudiants  
50 F la ligne H.T.

- M<sup>me</sup> Jean Marie Charlas, Le docteur et M<sup>me</sup> Robert Charlas, M. et M<sup>me</sup> Christian Marquer et leurs enfants, M. Jean Charlas, Le docteur et M<sup>me</sup> Roger Cabiro et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Paul Plesse et leurs enfants, Les familles Deffos, Dubus, Duché, Sosa, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jacques CHARLAS, professeur de l'université de médecine Paris-VI,

médical chef de l'Institut de pédiatrie de Paris,

survenu à Paris, à l'âge de cinquante-huit ans, le 24 février 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 1<sup>er</sup> mars, à 15 h 45, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire de Plaisance, 174, rue Raymond-Losserand, Paris-14<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale, au cimetière de Cère, dans le caveau de famille.

Ni fleurs ni couronnes.

1, allée des Moudgaches, 91300 Massy, 374, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

- Le président Et les membres du conseil d'administration de l'ADHM, La direction Et le personnel de l'Institut de pédiatrie de Paris, ont la tristesse de faire part du décès de

professeur Jacques CHARLAS, médecin chef d'unité, chef de service de néonatalogie, professeur de pédiatrie à l'UFR 'Broussais, Hôtel-Dieu, Paris-VI,

survenu à Paris, à l'âge de cinquante-huit ans, le 24 février 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 1<sup>er</sup> mars, à 15 h 45, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire de Plaisance, 174, rue Raymond-Losserand, Paris-14<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

26, boulevard Brune, 75014 Paris.

## AUTOMOBILE

### Espace Renault : rajeunissement

Décidément, on parle beaucoup de Renault par les temps qui courent. Après la présentation d'une Clio à 16 soupapes voilà quelques jours et d'une Baccara version cuir et bois dans la même gamme (le Monde du 21 février), voici annoncée pour avril la nouvelle génération des Espace produits avec Mars. Cette conception du transport familial, qui a connu des succès, est due en grande partie à Philippe Guédon, la PDG de Mars Automobiles. C'est lui qui en avait défini le concept, c'est encore lui qui relance, avec un sérieux rajeunissement du véhicule, la formule.

Pour l'essentiel, l'évolution qui apparaît concerne la ligne générale de la voiture qui s'arrondit, la motorisation, et bien sûr - c'est l'originalité de départ - l'agencement de la vie à bord. A ce propos, on se réjouira que les sièges qui prennent pour l'occasion le style « aviation » gagnent, à première vue, en résistance. On sait à quel point ils peuvent être malmenés sur un long parcours par nos chères têtes blondes, et un renforcement de leur structure ne peut être que bien accueilli. Désormais, ces sièges - 5 ou 7 - peuvent servir de couchettes et se retourner sur leur axe. Le tableau de bord a été, de son côté, redessiné de façon heureuse et les poches de rangement élargies.

Au chapitre de la motorisation, il apparaît un 6 cylindres en V qui, en fait, est le 2 848 centimètres cubes monté déjà sur certaines versions de la Renault 25. Il a du souffle mais « coûte » 16 CV pour 153 chevaux en sortie maximale. La couple, dans l'effort, atteint 23,4 mkg, ce qui est très intéressant quand l'aimable vaisseau familial est particulièrement chargé. Deux versions à 4 cylindres sont en outre disponibles, qui prennent, par rapport au précédent groupe utilisé, de la cylindrée et de la puissance supplémentaires (2165 centimètres cubes pour 120 ch contre 1995 centimètres cubes pour 103 ch). L'une de ces versions est mon-

tée en transmission intégrale (Quadrax). Enfin, un diesel est proposé avec turbine qui sort 88 chevaux. Toutes les versions bénéficient de réservoirs de carburant portés à 77 litres, ce qui n'est pas un mal, car on pouvait dans les précédents modèles regretter un certain manque d'autonomie.

Si, en 1990, les ventes de la Renault Espace ont représenté 75 % du marché de ce secteur, la Régie et Mars semblent être en mesure d'améliorer dans l'avenir immédiat les performances. Attention toutefois aux programmes de la concurrence qui, des Japonais aux Allemands et à Peugeot-Fiat, se préparent. Le Salon de Genève, qui ouvre ses portes la semaine prochaine, donnera l'occasion de faire à ce propos un tour d'horizon utile.

CLAUDE LAMOTTE

► Les prix des nouvelles Espace ne sont pas encore fixés.

► L'Alpine Renault A 610 turbo, avec 250 chevaux groupés sous son capot fera également, à Genève, sa première apparition en public. Son 3 litres V6 qui sort 34 mkg dès les 2 000 tours pour atteindre les 35,7 mkg vers les 3 000 tours promet bien du plaisir aux amateurs de hautes performances, sur circuit, bien entendu. Les lignes ont, par ailleurs, pris là aussi un coup de jeunesse.

► Grâce à un partenariat avec Jean-Pierre Balthus, pilote automobile bien connu, la compagnie d'assurances Continent propose d'abroger la majoration de prime habituellement imposée aux jeunes conducteurs dans la mesure où ils suivront un stage baptisé « voir loin pour conduire juste ». Le coût du stage devrait être substantiellement compensé par l'économie réalisée sur la prime d'assurance. Le stage a lieu sur le circuit de Trappes, près de Paris, et Peugeot confie aux moniteurs et conducteurs-candidats des véhicules. (Renseignements au 16 (1) 45-08-69-89.)

## On nous prie d'annoncer le décès

accidental de

Caroline DAVOT, survenue le 23 février 1991. Elle venait d'avoir vingt et un ans.

Une bénédiction aura lieu le 28 février 1991 à l'église Notre-Dame-de-la-Salette, à Suresnes, à 15 h 30.

2, chemin des Roers, 92150 Suresnes.

- Bernard GROSJEAN nous a quittés le 26 février 1991.

Ses amis se réuniront pour ses obsèques le mercredi 6 mars, à 10 h 15, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

11, rue Henri-Monnier, 75009 Paris.

- M<sup>me</sup> Suzanne Lacarrière, M. et M<sup>me</sup> Michel Lacarrière et leur fille Olivia, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Maurice LACARRIÈRE,

leur époux, père, beau-père et grand-père survenu à son domicile à Avignon, le 21 février 1991, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 23 février à Rochefort-du-Card et l'inhumation a eu lieu à Saint-Gervais dans l'intimité familiale.

- Nous avons le regret de faire part du décès de

M. André MILON, ancien directeur département électrotechnique Pathé-Marconi SNIS,

survenu le 21 février 1991, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 février, à 15 h 45, en l'église Sainte-Marie des Batignolles, 69, rue des Batignolles, Paris-17<sup>e</sup>, suivie de l'inhumation au cimetière parisien des Batignolles, dans le caveau de famille.

- M<sup>me</sup> Albert Renault, M. et M<sup>me</sup> Joël Renault et leurs enfants, M<sup>me</sup> Genevieve Renault, ont la tristesse de faire part du décès dans sa quatre-vingt-quatrième année de

M. Albert RENAUT, ingénieur civil des Mines, ingénieur général honoraire de la SNCF, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille des Evadés,

son mari, leur père et frère.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 1<sup>er</sup> mars 1991, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Glorie de Passy, 10, rue de l'Ammonition, Paris-16<sup>e</sup>.

15, rue de Siam, 75016 Paris, 6, rue Goeble, 75116 Paris.

## Messes anniversaires

- En mémoire du

général de corps d'armée (C.R.) Olivier FOYDENOT,

décédé le 23 février 1990,

une messe sera célébrée en la chapelle Saint-Louis de l'Ecole militaire, 13, place Joffre, Paris-7<sup>e</sup>, le mercredi 6 mars 1991, à 18 heures.

## Communications diverses

- Ayant perdu tous mes papiers dans un incendie, je prie mes amis de me faire parvenir leur adresse et leur numéro de téléphone poste restante à Maisons-Laffitte (78600).

Marcia VLADY.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-25-94  
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 92 F  
Abonnés et actionnaires ..... 90 F  
Communications diverses ..... 95 F  
Thèses étudiants ..... 50 F

## EN BREF

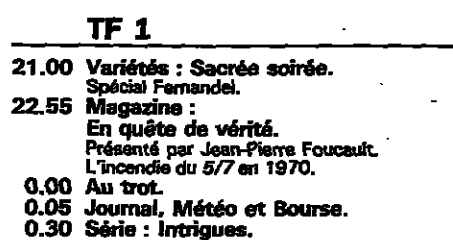
► Colloque Haïti. - La Maison de l'Amérique latine organise, du 28 février au 2 mars, des rencontres interdisciplinaires sur la réalité haïtienne contemporaine.

► Renseignements et inscriptions à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : (1) 42-22-97-80.

## RADIO-TÉLÉVISION

**RADIO-TELEVISION**

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans votre supplément dès dimanche-lundi. Signification des symboles :  
► signalé dans le Monde radio-télévision : ■ Film à l'éther : ■ On peut voir : ■ Ne pas manquer : ■■ Chef-d'œuvre ou classique.



**A 2**

**20.50 ► Série : Scoop.**  
Années de plume, années de plomb.  
*Luttes de pouvoir dans un grand quotidien.*

**22.15 Documentaire : Far West.**  
De Michel Honorin, 2. La Côte d'Ivoire.

**23.15 Journal et Météo.**

**23.40 Spécial Golfe.**

**0.10 Magazine : Prolongations.**  
Spécial Tennis

**FR 3**

**20.40 Magazine :**  
**La marche du siècle.**  
Quel est le siècle grand... l'univers des cinquans ans. Invité : Laurent de Brunhoff, dessinateur de Babar.

**22.20 Journal.**

**22.40 ► Magazine :**  
**Faut pas rêver.**  
Huteries : les colons de Dieu ; Soudan ; Suakin ; Irlande : portraits croqués.

**23.35 Magazine :**  
**Mifnut en France.**  
Culotte en herbe, de Guy Claisse et Bernard Férie.

**0.05 Musique :**  
**Carnet de notes.**  
La mémoire en chantant : On ira pendre

**TF 1**

13.35 Feuilleton : Les feux de l'amour.  
14.30 Feuilleton : Côte Ouest.  
15.25 Tierscé à Vincennes.  
15.35 Série : Tribunal.  
16.05 Série : A cœurs perdus.  
17.00 Club Dorothée.  
17.25 Série : Chips.  
18.20 Jeu : Une famille en or.  
18.50 Feuilleton : Santa-Barbara.  
19.20 Jeu : La roue de la fortune.  
19.45  
    Avertissement :  
    Pas folles, les bêtes !  
19.50 Tirage du Tac-O-Tac.  
20.00 Journal. Loto sportif.  
    Météo et Tapis vert.  
21.00 Téléfilm : Tango bar.  
22.30 Magazine : Ex libris.  
    Spécial Hervé Guibert.  
23.30 Au trot.  
23.35 Journal. Météo et Bourse.  
    Série : Intrigues.  
0.00  
0.20 Série : Mégaaventures.

## A 2

---

13.45 Feuilleton : Générations.  
14.30 Série :  
Les cinq dernières minutes.  
15.55 Feuilleton : Félicien Grévêche  
(7<sup>e</sup> épisode).  
16.50 Eve raconte. George Sand (3<sup>e</sup> partie).  
17.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
17.45 Magazine : Giga.  
19.00 Série : Mac Gyver.  
20.00 Journal et Météo.  
20.40 INC.

**20.50 Magazine : Envoyé spécial.**  
La France défigurée ; Armes chimiques : leurs conséquences ; Qui a armé Saddam Hussein ? ; Enfant-miroir.

**22.05 Cinéma : Cher papa.** ■  
Film franco-italien de Dino Risì (1979).  
Avec Vittoria Scasaman, Julien Guomar, Aurèle Clément.

**23.55 Journal et Météo.**

**0.20 Spécial Golfe.**

**0.50 Sport : Basket-ball.**  
Coupe d'Europe des clubs champions : Limoges-Pesaro.

**FR 3**

---

**13.35 Série : Chers détectives.**  
**14.30 Magazine : Regards de femme.**  
Invité : Monique Frydman, artiste peintre.  
**15.05 Magazine : Océaniques (rediff.).**  
**16.05 Magazine : Zapper n'est pas jouer.**  
**17.30 Amuse 3.**  
**18.10 Magazine : C'est pas juste.**  
**18.30 Jeu : Questions pour un champion.**  
**19.00 Le 19-20 de l'information.**

De 19,12 à 19,30, le journal de la région.  
**20.05** Divertissement : La classe.  
**20.30** INC.  
**20.35** Cinéma : Le carreau d'acier. ■  
 Film américain de Joseph Sargent (1970).  
 Avec Eric Braeden, Susan Clark, Gordon  
 Pinsent.  
**22.15** Journal et Météo.  
**22.35** Magazine : Ce soir ou jamais.  
 Carole Bouquet rencontre Michèle Barzach.  
**0.10** Musique : Carnet de notes.  
 La mémoire en chantant : Ignace, par Fer-  
 nandel.

## CANAL PLUS

**13.30** **Cinéma : Maman.** ■■  
Film français de Romain Goupil (1989).  
Avec Anémone, Arthur H., William Latoen.

**14.55** **Magazine : 24 heures** (diff.).

**16.00** **Cinéma : Critters 2.** □  
Film américain de Mick Garris (1987).

**17.25** **Documentaire : Moussmen.**

**18.00** **Canaille peluche.**

*En clair jusqu'à 20.30*

notre linge sur la ligne Siegfried, par  
Ray Ventura et son orchestre.

## CANAL PLUS

**21.00** **Téfilm :** **La randonnée tragique.**  
*Quatre femmes et leurs guides poursuivent  
par une bande de malfaiteurs.*

**22.25** **Flash d'informations.**

**22.35** **Cinéma :**  
**Miami ■■■**  
Film français de Roman Goupil (1989).  
Avec Anémone, Arthur H., William Loutin.

**0.00** **Cinéma :**  
**Justice est faite. ■■■**  
Film français d'André Cayatte (1950). Avec  
Claude Rostin, Michel Auclair, Raymond  
Bussières.

**1.40** **Cinéma :**  
**L'homme et l'enfant. ■**  
Film français de Raoul André (1956). Avec  
Eugène Constantine, Folco Lulli, Juliette  
Gréco.

**LA 5**

**20.40** Histoires vraies.  
Pop stars.  
*Itinéraire d'une icole de la chanson.*

**22.20** Débat : Le show-business.

**0.00** Journal de minuit.

**0.10** Feuilletton : Les Thibault.

**M 6**

**20.35** Téléfilm : *Danger... séducteur !*  
**22.20** Série : *Equalizer*.  
**23.15** Documentaire :  
    *Le glaive et la balance.*  
**0.05** Six minutes d'informations.  
**0.10** Magazine : *Dazibao*.

18.30 Dessins animés : Ça cartoon.  
18.50 Top albums.  
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.  
20.30 Cinéma :  
Le bon vieux gouvernement. ■■  
Film français de Marie-France Pisier (1989)  
Avec Kristin Scott-Thomas, Didier Da-  
mand, Jacques Sereys.  
22.05 Flash d'informations.  
Sport : Boxe.  
Le champion d'Europe des poids su-  
périeurs : James Cood (G.-U.) Pierre Fan-  
tini (France).  
23.40 Cinéma : Colors. ■■  
Film américain de Dennis Hooper (1988)  
Avec Sean Penn, Robert Duval, 1989  
Conchita Alonso (v.o.)  
1.40 Cinéma : La gambaige. ■■  
Film français de Norbert Carbonneau  
(1988) Avec Jean-Pierre Cassel, Françoise  
Dorléac, Michel Serrault.

## LA 5

---

13.30	Série : Arabesques.
14.25	Série : Le renard.
15.30	Tiercé à Vincennes.
15.50	Série : Bergerac.
16.45	Dessins animés.
18.40	Série : K 2000.
19.30	Spécial Goffe.
20.00	Journal.
20.33	Drôles d'histoires.
20.45	Téléfilm : Marilyn, une vie inachevée. D'après le livre de Norman Mailer.
22.45	Magazine : Reporters. Les erreurs médicales.
0.00	Journal de minuit.
0.10	Corsaires et filibustiers.
0.35	Feuilleton : Les Thibault.

**M 6**

**13.25 Série :**  
Madame est servie.

**13.55 Série :** Cagney et Laocy.

**14.45 Musique :** Boulevard des clips (et 0.45).

**15.40 Variétés :** Bleu, blanc, clip.

**16.45 Série :** Vegas.

**17.30 Hit hit hit** houra !

**17.35 Jeu :** Zygomusic.

**18.05 Série :** Supercomputer.

**19.00 Série :** La petite maison dans la prairie.

**19.54 Six minutes d'informations.**

**20.00 Série :** Madame est servie.

**20.35 Cinéma :** Diva.  
Film de français de Jean-Jacques Beineix (1989). Avec Willemien Wiggins Fernandez, Frédéric André, Richard Bohringer.

**Audience TV du 26 février 1**  
Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 RF

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF 1	A
19 h 22	58,7	Santa Barbara 20,2	McG 11,
		Nous sommes McG	

19 h 45	61,8	23,6	14,
20 h 18	72,8	31,7	18,
20 h 55	74,3	34,9	22,
22 h 8	59,7	19,3	25,
22 h 44	46,1	25,3	5,

0.15 Musique : Boulevard des clips.  
2.00 Rediffusions.

**LA SEPT**

**21.00 Documentaire :**  
*Katy qu'a-t-Israël.*  
De Nurith Aviv et Eglal Ezer.

**22.10 Cinéma d'animation :**  
*Images*  
(La traversée de l'Atlantique à la rame).

**22.30 Cinéma :**  
*Noce en Galilée.* ■  
Film franco-belge-palestinien de Miché Khlifi (1982).

## FRANCE-CULTURE

---

20.30 Tire ta langue.  
Le fleuve des rencontres.

21.30 Correspondances.  
Des nouvelles de la Belgique, du Canada  
de la Suisse.

22.00 Communautés des radios publiques  
de langue française.

22.40 Les nuits magnétiques.  
Croniques militaires.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Code.

## FRANCE-MUSIQUE

**20.30** Concert (donné le 30 juin 1971 au Théâtre des Champs-Élysées) : Appaloosa, obian spring, Concerto pour piano et orchestre, Incapable, Symphonie n° 1. Chœurs américains pour baryton et orchestre. Œuvres pour 4 voix et orchestre. Copland, par l'Orchestre national de l'ORTF, dir. : Aaron Copland; sol. : Norman Liss.

**23.07** Poussières d'étoiles.

**22.35 Cinéma :**  
Aux portes de l'au-delà. «  
Film américain de Stuart Gordon (1988)  
Avec Jeffrey Combs, Barbara Crampton,  
Ted Crampton.  
0.05 Six minutes d'informations.  
0.10 Magazine : Dezibao.  
0.15 Sexy clip.  
2.00 Rediffusions.

**LA SEPT**

15.05 Documentaire : Film sur Georges Perec.

17.20 Danse : Le ballet triadique.

17.55 ► Documentaire : L'âge d'or du cinéma.

18.25 Ici bat la vie (Le marin-pêcheur).

18.30 1614 : Le grand tour de France.

19.30 Documentaire :  
La mort du boulanger.

19.55 Le dessous des cartes.

20.00 ► L'âge d'or du cinéma.

20.30 Ici bat la vie (La liberté).

21.00 Opéra : Les Lombards, De Verdi. Par  
l'Orchestre et les chœurs de la Scala de  
Milan.

23.15 Documentaire :  
Histoire des passions françaises.

### FRANCE-CULTURE

20.30 **Dramatique.** La maison dans la rue  
d'après Marie Messia.

21.30 **Profilis perdus.** Jacques Lacan (2- parties)

22.40 **Les nuits magnétiques.** Portrait d  
Barre Phillips.

0.05 **Du jour au lendemain.**

0.50 **Musique :** Coda. Rock en RDA.

## FRANCE-MUSIQUE

**20.30 Concert** (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Optic light, de Feldman. A haunted landscape, de Crumb ; Robert Browning *overture*, d'ives, par l'Orchestre national de France, dir. David Robertson.

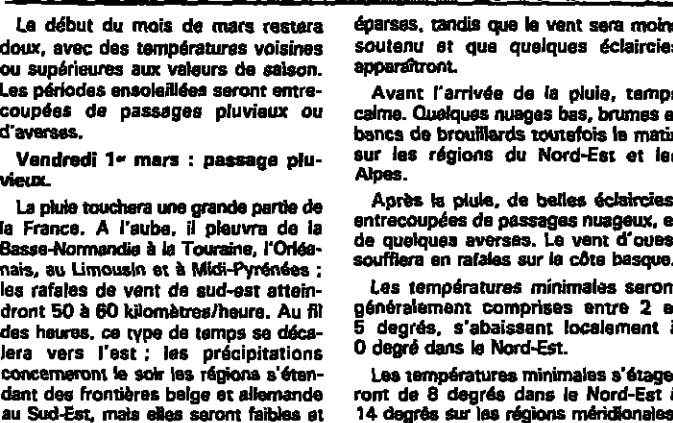
**23.07 Poussières d'étoiles.** Les expressionnistes. Œuvres de J. Strauss, Schoenberg, Stravinsky, Chostakovitch, Hindemith, Weill, Berg.

**Du lundi au vendredi, à 9 heures,  
sur FRANCE-INTER**  
**« ZAPPING »**  
Une émission de GILBERT DENOYAN  
avec ANNICK COJEAN  
et la collaboration du « Monde ».

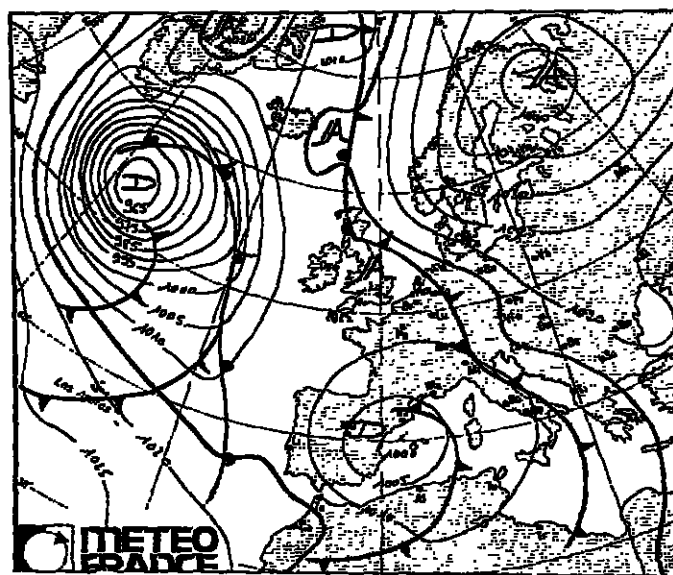
	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19-20	Nulla part		K 2000	Pette maison
20,0	1,3		4,0	3,0
19-20	Nulla part			

13,0	2,8	4,4	4,0
La classe	Nulle part	Journal	M... est servi
7,8	2,7	6,7	5,4
Marche...	Amour...	Coman...	Désert blanc
5,1	2,8	6,8	4,6
Journal	Flash	Coman...	Désert blanc
2,3	1,4	7,7	5,2
Ramdam	Hauts sécurisés	Ciné Cinq	Brigade...
1,2			

**SITUATION LE 27 FÉVRIER 1991 A 0 HEURE TU**



**PRÉVISIONS POUR LE 1<sup>er</sup> MARS 1991 A 12 HEURES TU**



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Voleurs notifiés relevés entre										le 26-02-91	
le 26-02-91 à 6 heures TU et le 27-02-91 à 6 heures TU											
<b>FRANCE</b>											
AJACCIO	15	2	D	TOULOUSE	16	6	C	LOS ANGELES	17	12	C
BIARRITZ	19	3	D	TOURS	18	3	B	LUXEMBOURG	11	2	C
BORDAUX	14	8	P	POINTE-A-PITRE	19	3	B	MADRID	18	2	D
BREDA	16	7	P	<b>ÉTRANGER</b>				MARRAKESH	15	7	D
BREST	13	6	B	ALGER	17	9	N	MEXICO	21	1	B
CADIX	16	7	D	AMSTEDAM	12	1	D	MILAN	19	1	B
CEBREUQUE	12	4	A	ATHENS	9	4	D	MONTREAL	16	1	B
CHERBOURG FER	13	2	D	BANGKOK	15	7	N	MOSCOW	14	0	C
DJON	-	-	-	BARCELONE	15	7	N	NEW YORK	-	-	-
EL GORRAH SAH	20	1	D	BERGAMO	4	0	D	OSLO	3	10	D
LALE	18	12	B	BERLIN	9	8	B	PALMA-DE-MAJ	16	7	B
LEZANDRE	20	12	B	BIRMINGHAM	11	7	B	PERIN	15	1	C
LYON	21	2	D	BOCAVONE	7	4	D	RIO-DE-JANEIRO	17	7	C
MARSEILLE PM	14	8	N	COPENHAGEN	25	17	D	SINGAPOUR	34	25	B
MANCY	11	2	B	DUBLIN	10	24	D	STOCKHOLM	0	4	D
MANTES	16	15	B	GENEVE	14	1	D	SYDNEY	-	-	-
NANCY	19	3	B	HONG KONG	17	15	C	TOKYO	-	-	-
NANTES-MONTB.	16	7	D	ISPAHAN	8	2	B	UNION	18	6	A
PARIS	17	7	D	JERUSALEM	20	11	D	VARSOVIE	3	6	A
PARIS-MONTB.	15	6	D	LE CAPE	16	9	B	VERONE	16	2	B
PERPIGNAN	15	6	B	LISBONNE	16	9	D	VIENNE	10	0	N
PRIGNAN	19	3	N	LONDRES	10	6	C				
ST-ETIENNE	9	0	B								
STRASBOURG	8	0	B								
<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>	<b>E</b>	<b>F</b>	<b>G</b>	<b>H</b>	<b>I</b>	<b>J</b>	<b>K</b>	<b>L</b>
avère	brutto	des	des	N	O	P	Q	R	S	T	autres
convict	convict	des	des	des	oages	pluie	tempête	neige			

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

ملفوظا من الأصل



# L'Allemagne face au financement de l'unification et au projet de l'UEM

## Un choix important

« La plus grande tromperie depuis la fondation de la République fédérale. » En Allemagne, l'opposition n'y va pas de main morte pour commenter la décision prise par le gouvernement d'augmenter impôts et taxes.

Il faut bien reconnaître que pendant des mois le gouvernement allemand a dit et répété — contre toute vraisemblance — que la fiscalité ne serait pas alourdie. Il s'agissait alors pour M. Helmut Kohl, qui conduisait la réunification au pas de charge, de ne pas inquiéter les contribuables, de préserver l'enthousiasme qui accompagnait dans l'opinion publique la formidable opération en cours.

A la réunification, dont le coût se révèle chaque jour plus important, s'est ajoutée la guerre du Golfe. Et pour couronner le tout, l'Allemagne doit soutenir financièrement les pays de l'Est qui, sans argent et sans aide, sombreraient probablement et pour longtemps dans le chaos et le chômage.

La tromperie dénoncée par l'opposition est cependant bien réelle car les estimations de dépenses nouvelles faites dès avant la réunification portaient sur des sommes tellement considérables — on parlait couramment de 500 milliards de marks — qu'il était clair qu'un recours à l'impôt serait indispensable. Mais l'important est de se demander si la mesure, somme toute courageuse, prise par MM. Kohl et Waigel (le ministre des finances) sera suffisante pour empêcher le déficit budgétaire de s'aggraver, et plus généralement le déséquilibre des comptes publics (régions, communes, sécurité sociale...) de s'aggraver.

La question est importante car de la réponse qui lui sera apportée dépendra la possibilité pour l'Allemagne de mettre fin à la hausse de ses taux d'intérêt, voire à terme de les abaisser. Jusqu'à présent, en effet, la Bundesbank, gardienne soigneuse des équilibres économiques, a mené une politique monétaire dure, qui compensait un certain laxisme de la politique budgétaire. C'était l'économie contre le politique, la rigueur de M. Poehl (le président de la Bundesbank) contre les habiletés de M. Kohl, mais aussi — ce qui était plus grave — la primauté donnée à des impératifs de politique intérieure sur une gestion responsable des problèmes mondiaux. A un moment où de nombreux pays occidentaux voyaient leur activité se ralentir, il n'apparaissait pas particulièrement opportun de renchérir le coût de l'argent. L'Allemagne vient de faire un choix important qui va dans le sens des intérêts de la communauté internationale. La croissance économique outre-Rhin ne devrait pas être sensiblement ralentie par les prélèvements fiscaux supplémentaires qui viennent d'être énoncés.

AL. V.

### PÉTROLE ↑

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

	26 fév.	Variation par rapport à la veille
• WTI (West Texas Intermediate), à New York à la clôture	18,35	+ 0,41
• Brent à Londres à l'ouverture	17,75	+ 0,52

Les cours du brut se sont raffermis sur toutes les places le 26 février et dans la matinée du 27 février, les statistiques américaines sur l'état des stocks faisant apparaître une baisse de 4 millions de barils au cours de la semaine dernière.

## L'augmentation des impôts provoque une forte contestation

Le chancelier Kohl a donné, mardi 26 février, le détail des augmentations d'impôts auxquelles il a dû se résoudre pour assurer le financement de l'unification. Outre le relèvement de certaines taxes et cotisations sociales, le gouvernement fédéral a décidé d'accroître uniformément l'impôt sur le revenu de 7,5 %. Ces décisions provoquent un tollé outre-Rhin.

### BONN

de notre correspondant

Le *Bildzeitung*, quotidien populaire allemand diffusant plus de cinq millions d'exemplaires, ne s'embarrasse pas de nuances : il traite le chancelier Kohl de « menteur » en gros caractères et en première page, le sommant de surcroît de s'expliquer immédiatement devant le pays au sujet des augmentations d'impôts décidées par le gouvernement mardi 26 février.

Les mesures adoptées — augmentation uniforme de 7,5 % de l'impôt sur le revenu, hausse de 25 pennings (environ 85 centimes) des taxes sur les carburants, hausses des taxes sur l'alcool, le tabac et les assurances — devraient rapporter en année pleine 46 milliards de marks (plus de 150 milliards de francs) au budget fédéral. La limitation de l'augmentation de l'impôt direct à la période s'étendant du 1<sup>er</sup> juillet 1991 au 30 juin 1992 n'a pas suffi à désarmer les critiques.

Du côté syndical, on reproche avant tout au gouvernement l'aspect antisocial de cette augmentation de la pression fiscale, qui ne prévoit pas d'effort supplémentaire pour les plus hauts revenus et qui favorise les professions libérales aux dépens des salariés. Ces derniers devront en effet supporter l'augmentation de la cotisation d'assurance-chômage, rendue nécessaire par l'accroissement massif du nombre des sans-emploi dans l'ex-RDA.

Le DGB, fédération des syndicats allemands, a en effet calculé qu'un salarié disposant d'un revenu annuel de 40 000 marks par an voyait, avec

le nouveau système, ses impôts augmenter cette année de 587 marks, alors qu'un travailleur indépendant au même revenu n'aura que 287 marks supplémentaires à débours. L'injustice est d'autant plus vivement ressentie que le gouvernement n'a pas voulu reporter, comme le lui demandaient la gauche et les syndicats, la suppression de l'impôt sur le capital et le patrimoine des entreprises prévue par la réforme fiscale de 1990.

On ne manifeste pas non plus d'enthousiasme excessif du côté des organisations patronales. M. Franz Schöser, secrétaire général de l'assemblée des chambres de commerce et d'industrie, estime que l'augmentation de la pression fiscale va handicaper les investissements. Le plan du gouvernement constitue à son avis un « pas en arrière », dans une période où l'affaiblissement de la conjoncture internationale commence à se faire sentir dans une Allemagne dont l'activité avait été dopée par l'explosion de la demande intérieure.

### Pas d'augmentation de la TVA

Le gouvernement n'a pas retenu la proposition d'augmenter la TVA de un ou deux points. Le fait qu'une partie des recettes provenant de la TVA va directement aux Länder n'a pas été étranger à cette décision. Ceux-ci sont en effet réticents lorsqu'il s'agit de contribuer au budget fédéral... Cette mesure reste cependant « en réserve », car elle peut être justifiée par l'harmonisation des taux à l'échelle européenne dans le cadre du marché unique.

Pour que le gouvernement du chancelier Kohl se sorte sans trop de dommages de la situation inconfortable dans laquelle l'ont entraîné les promesses électorales imprudemment formulées en décembre, il faudrait que les ressources fiscales supplémentaires contribuent à une amélioration sensible de la situation économique de l'ex-RDA, et ne provoquent pas une vague de revendications salariales à l'Ouest. Deux inconnues qui vont peser lourd dans les prochains mois.

LUC ROSENZWEIG

### Selon un rapport de l'OCDE

## La Bulgarie, la Roumanie et l'URSS vont rencontrer de graves difficultés financières

Dans son rapport sur les tendances des marchés des capitaux, publié mercredi 27 février, l'OCDE lance une mise en garde contre les risques de déstabilisation financière d'une partie de l'ancienne Europe socialiste. « Les banques internationales et les marchés des capitaux sont éventuellement prêts à accorder certains financements à la Tchétchénie et à la Hongrie, mais ailleurs il n'y a pratiquement pas d'intérêt pour des prêts souverains », estime le rapport. Les créanciers officiels devront en conséquence supporter une large partie du fardeau financier de cette région. La Pologne, la Hongrie et la Tchétchénie devraient réussir à boucler leurs comptes grâce au soutien inter-

national. En revanche, la Roumanie, la Bulgarie et l'URSS pourraient rencontrer de graves difficultés cette année.

L'OCDE estime que la dette brute des cinq pays d'Europe de l'Est et de l'URSS s'élevait à 142,5 milliards de dollars l'an dernier (712,5 milliards de francs), contre 133,6 milliards en 1989. La dette brute de l'Union soviétique a diminué de 54 milliards de dollars à 52 milliards; cette tendance s'explique par la forte chute des avoirs Oposés dans les banques étrangères qui se trouvent aujourd'hui, souligne l'OCDE, « bien en deçà des niveaux minimaux acceptables ».

### Avec une croissance du PIB de 3,9 %

## La reprise de l'économie mexicaine s'est confirmée en 1990

L'économie mexicaine a montré en 1990 des signes de reprise, avec une croissance du PIB (produit intérieur brut) de 3,9 % et un déficit public représentant moins de 0,5 % du PIB, selon des chiffres provisoires de l'Institut national de géographie et de statistiques (INSG) publiés le 26 février par la presse locale.

Le ministre de la planification, M. Ernesto Zedillo, a indiqué que la croissance de 3,9 % du PIB était la plus forte depuis dix ans et que, pour la deuxième année consécutive, ce taux était supérieur à celui de l'accroissement de la population (environ 2 %). Depuis l'arrivée en décembre 1988 du gouvernement de M. Carlos Salinas, la croissance moyenne annuelle a été de 3,5 %, a-t-il indiqué, précisant que le déficit public de 1990 était le plus bas depuis 25 ans.

M. Zedillo a ajouté que le Mexique possédait d'importantes réserves de changes (12 milliards de dollars, 60 milliards de francs

environ) et un fonds de roulement de 1,8 milliard de dollars (9 milliards de francs) pour faire face aux incertitudes financières générées par la crise du Golfe. L'inflation (qui s'est élevée à 30 % en 1990) a atteint 2,5 % en janvier dernier, inférieure de moitié à celle de janvier 1990.

■ SINECMA et Aérospatiale : trois syndicats appellent à un arrêt de travail — FO, la CGC et la CFTC organisent deux heures d'arrêt de travail à l'Aérospatiale et à la SNECMA, le 5 mars, pour protester contre le non-respect des accords salariaux de 1990. Selon ces trois syndicats, la lettre de M. Rocard adressée aux ministres de tutelle des deux sociétés limite l'augmentation à 2,5 %, alors que tous les accords signés dans la métallurgie évoluent entre 3,3 % et 3,8 %. Ils exigent donc « le maintien du pouvoir d'achat pour 1990 avant toute négociation pour 1991 ».

## Bonn veut donner un coup de frein à l'union économique et monétaire

Comme contribution aux travaux de la commission intergouvernementale chargée de préparer l'union économique et monétaire, le gouvernement allemand a rendu publics mardi 26 février des propositions qui s'éloignent sensiblement du chemin tracé par le rapport Delors. Elles prévoient en particulier un report de la mise en place du système européen de banques centrales à l'aube de la troisième étape au lieu du 1<sup>er</sup> janvier 1994.

### BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les Allemands éprouvent comme un malin plaisir à brouiller les cartes quant à leurs intentions à propos de la mise en œuvre du programme d'union économique et monétaire (UEM). Fidèle à cette tradition, M. Horst Köhler, le représentant personnel de leur ministre des finances, a remis mardi 26 février à ses collègues de la conférence intergouvernementale chargée de rédiger le traité sur l'UEM des propositions d'amendements qui, sans constituer une réelle surprise, ne s'en écartent pas moins de l'esprit du rapport du comité Delors ainsi que de la plateforme approuvée par onze chefs d'Etat et de gouvernement, dont M. Helmut Kohl, lors du conseil européen de Rome. Seule M<sup>me</sup> Margaret Thatcher, alors premier ministre, avait refusé d'avaliser le projet.

Cette « contribution » allemande qui est rendue publique quelques jours après que la chancellerie fédérale eut démenti une information

faisant état d'un accord secret passé entre Bonn et Londres pour retarder la perspective d'une monnaie unique et d'une banque centrale commune risque d'alimenter le soupçon quant à la netteté de l'engagement des autorités allemandes à l'égard d'un projet qui se trouve aujourd'hui au centre de la construction européenne. Le document tourne apparemment autour de trois idées. Il ne peut pas y avoir d'abandon de souveraineté et, donc, de transfert de compétences au profit d'institutions communes au cours de la deuxième étape de l'UEM, dont il a été entendu que, sauf accident majeur, elle débuterait le 1<sup>er</sup> janvier 1994. Selon le rapport Delors, dont s'inspire très étroitement le scénario approuvé par les onze à Rome, la deuxième étape devrait être utilisée pour mettre en place et faire fonctionner progressivement les institutions de l'UEM, à savoir le système européen de banques centrales (SEBC) avec, en son cœur, la Banque centrale européenne.

### La difficile troisième étape

A ce stade de la deuxième étape, les Allemands sembleraient préférer s'en tenir à la création d'un conseil de gouverneurs, sorte de niveau intermédiaire entre le dispositif actuel de simple coordination entre les banques centrales et le futur système européen de banque centrale qui, dans cette hypothèse, ne verrait le jour qu'à l'aube de la troisième étape. Le passage à la troisième étape, celle de la monnaie unique, dont il est acquis qu'il sera décidé à l'unanimité des Douze (ou bien des onze si le Royaume-Uni ne rejoint pas en cours de route l'entreprise), devrait être subordonné à une profonde convergence des politiques et performances économiques des

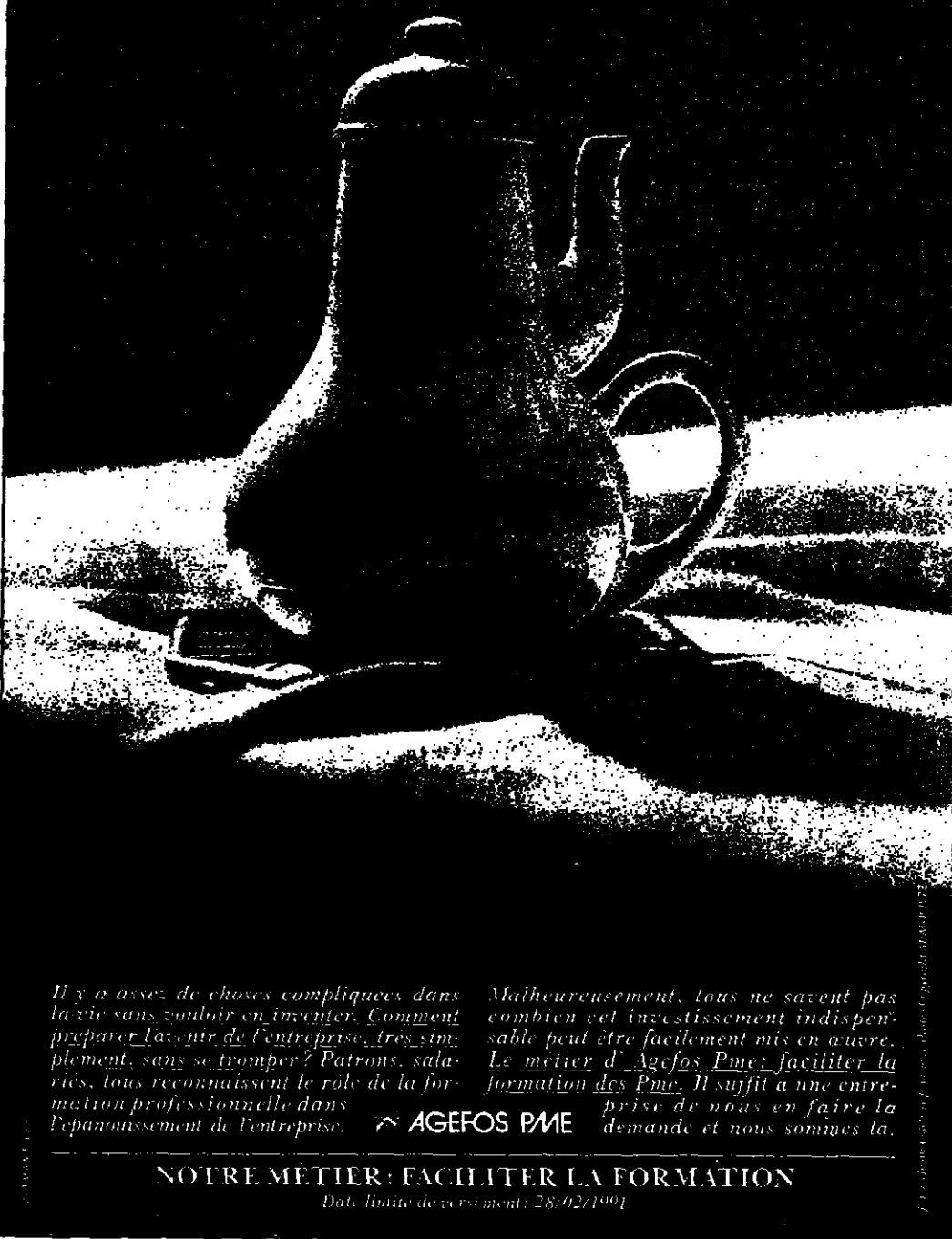
Etats membres. Une convergence, insiste apparemment le texte allemand, qui serait supposée toucher l'ensemble des paramètres de la politique économique et, notamment, les taux d'intérêt. Les autorités de Bonn n'excluent pas que des délais de transition puissent être accordés à ceux des pays de la CEE qui ne pourront pas, au moment où se posera le problème du passage à la troisième étape, prétendre à une telle convergence.

Les experts bruxellois observent que les Allemands ont bien enfoncé une porte ouverte, ou bien, par cette insistance, veulent dire qu'ils ne croient guère réaliste de franchir ce passage difficile à la troisième étape, à onze ou à douze, dans des délais raisonnables. Plutôt que l'expression d'une tentative pour torpiller la troisième étape et par là même le programme d'UEM, — hypothèse dont on disait qu'elle ne déplairait guère à M. Theo Waigel, le ministre des finances — les spécialistes de la Commission européenne y voient un nouvel encouragement à la mise en place d'une union monétaire à deux vitesses.

A plusieurs reprises, M. Karl-Otto Poehl, le président de la Bundesbank, a expliqué que, dans son esprit, l'union monétaire devrait, pour commencer, être limitée aux cinq ou six pays de la CEE bénéficiant de performances comparables : la RFA, les trois pays du Benelux, la France et, éventuellement, le Danemark ou l'Italie. Le document allemand comporte un passage concernant l'écu. L'idée, sans doute compatible avec le projet de M. John Major, premier ministre britannique, serait de renforcer le rôle de cette monnaie commune et, pour ce faire, d'adopter des dispositions aboutissant à ce que l'écu ne puisse être dévalué.

PHILIPPE LEMAITRE

La vie de l'entreprise, c'est comme la vie de tous les jours, elle gagne beaucoup à être simplifiée.



Il y a assez de choses compliquées dans la vie sans vouloir en inventer. Comment préparer l'avenir de l'entreprise, très simplement, sans se tromper ? Patrons, salariés, tous reconnaissent le rôle de la formation professionnelle dans la prise de nous en faire la pérennité de l'entreprise.

Malheureusement, tous ne savent pas combien cet investissement indispensable peut être facilement mis en œuvre. Le métier d'AGFOS PME : faciliter la formation des PME. Il suffit à une entreprise professionnelle de nous demander et nous sommes là.

**AGFOS PME**

**NOTRE MÉTIER : FACILITER LA FORMATION**

Date limite de versement : 28/02/1991

## ÉCONOMIE

## Les conséquences de la guerre du Golfe

## Un entretien avec le cheikh Salem Al Sabah

Suite de la première page

Il faudra dresser un état des lieux avant de commencer la reconstruction elle-même. Il faudra faire l'inventaire des dégâts des sept mois écoulés. Nous devons établir un plan d'ensemble. Il faudra commencer par les infrastructures. Quelque temps après la libération, des commissions seront créées pour définir les projets essentiels.

À propos du traitement de faveur, je crois personnellement qu'il faut l'accorder aux pays qui ont réellement participé à la libération du Koweït. Je suis, par ailleurs, favorable à la mise en concurrence des meilleurs projets au meilleur prix.

N'y a-t-il pas contradiction entre traitement de faveur et concurrence ?

Il y a dix ou quinze pays qui participent vraiment à la libération. Qu'ils se fassent concurrence entre eux et qu'ils déposent leurs offres.

Seules seront reçues les offres émanant de membres de la coalition ?

Pas nécessairement. Mais celles-ci seront accueillies plus favorablement par les partenaires koweïtiens. Il ne faut pas oublier que nous avons une économie privée, dont les agents doivent également pouvoir faire leurs offres.

Les États-Unis se tailleront-ils la part du lion ?

Ce n'est pas sûr. Cela dépend du type de projet. Les contrats attribués aux Britanniques représentent par exemple, à ma connaissance, 22 % du total de la phase d'urgence de reconstruction. La majorité de ces contrats est allée jusqu'ici aux Américains. Mais il y a aussi les Norvégiens, les Suédois, les Français, les Italiens, les Suisses.

Comment allez-vous financer ces projets ? Quand les exportations pétrolières reprendront-elles ?

Il est très difficile de répondre à cette question lorsqu'on sait que près de 650 puits de pétrole sont en feu. Nous ne savons pas combien de temps il faudra pour les éteindre et remettre en route l'exploitation. Je ne pense pas que la production reprendra avant neuf mois.

À combien évaluez-vous le coût de la reconstruction ?

Il est impossible d'être précis. C'est peut-être 10, peut-être 100 milliards de dollars.

Plus près de 100 que de 10 ?

Peut-être pas. Ce sera peut-être plus proche de 10 milliards de dollars. Cela dépend de ce qu'on prend en compte. Si l'on inclut les pertes du secteur privé, ce qui a été pillé, on peut atteindre 300 milliards. Mais si l'on parle seulement de

reconstruction des infrastructures principales, c'est nettement moins. Il s'agit d'un processus continu, sur de nombreuses années. Nous ne sommes pas obligés de tout reconstruire tout de suite. C'est d'ailleurs impossible.

Le gouvernement en exil a-t-il prévu qu'il exigerait des réparations de guerre de l'Irak. Qui en fixera le montant ?

Une commission a été créée il y a deux semaines, qui est chargée de recevoir les demandes d'indemnisation des particuliers et des entreprises. Cette commission traitera avec les Irakiens.

L'Irak est-il en mesure de payer ?

L'Irak est un pays riche, très riche. Nous ne demandons pas une réparation immédiate, mais échelonnée dans le temps. Ce pourrait être sous forme de pétrole. Ils peuvent produire facilement 2,5 millions de barils par jour. Ils ont toutes sortes de ressources naturelles. Ils peuvent s'acquitter de leur dette avec leurs produits agricoles. Les discussions sur la forme que prendront les réparations auront lieu en temps voulu.

Devrez-vous vendre un certain nombre de vos actifs à l'étranger ?

Nous sommes opposés à la liquidation de nos avoirs à l'étranger. Nous pouvons faire face à nos obligations, jusqu'à présent, sans avoir à céder nos actifs. Nous avons construit ce type de réserves depuis longtemps et avec beaucoup d'efforts. Même si l'on tient compte des sommes nécessaires à la reconstruction et du manque à gagner dû à la perte des revenus pétroliers, peut-être y a-t-il moyen de trouver une formule de financement excluant toute vente d'actifs. Nous pouvons, par exemple, emprunter directement sur le marché international ou auprès de certaines institutions financières.

## Changer la structure de la population

Allez-vous vendre votre participation dans British Petroleum ?

Pourquoi ? Il y a deux ans, nous voulions l'acquiescer. C'est un excellent investissement. Pourquoi le perdre ? C'est un placement fondamental pour nous.

Allez-vous réduire la proportion de travailleurs étrangers dans votre pays ?

Propos recueillis par DOMINIQUE DHOMBRES et MARC ROCHE

Selon le PDG d'Indosuez

## Les Koweïtiens réserveront un bon accueil aux entreprises françaises

Les entreprises françaises auront leur part dans la reconstruction du Koweït. Pour peu qu'elles se donnent la peine de venir le chercher. Tel est le message énoncé haut et clair par le cheikh Saad Al Abdallah, prince héritier et premier ministre du Koweït, à M. Antoine Jeancourt Galignani, PDG de la banque Indosuez, lors d'une rencontre qui a eu lieu à la fin de la semaine dernière en Arabie saoudite. Selon M. Jeancourt Galignani, le Koweït est déterminé à faire profiter tous les pays de la coalition militaire de la manne des grands contrats.

D'ores et déjà, les Koweïtiens ont signé trois types d'accords. Le premier l'a été avec le génie de l'armée américaine pour la sécurité et le déminage des principaux lieux de Koweït-Ville. Apparemment, la famille royale du Koweït pense que les Irakiens ont laissé des surprises explosives aux légitimes propriétaires du pays. Le second contrat concerne les travaux de déblaiement, de démolition et de remise en état sommaire des lieux civils endommagés par la guerre. Nombre de ces contrats pourraient aller aux entreprises de bâtiment et de travaux publics d'Arabie saoudite.

Enfin, un troisième contrat-cadre a été signé avec Bechtel Corp. (le Monde du 27 février) pour la remise sur pied de l'industrie pétrolière. Cet accord, très critiqué dans les milieux d'affaires britanniques notamment, n'empêchera pas, selon M. Jeancourt Galignani, des entreprises françaises de décrocher des accords de sous-traitance.

La remise en état du Koweït passe aussi par la réfection des routes, des immeubles, et surtout la remise sur pied d'une armée solide. Dans tous ces domaines, peu d'accords auraient déjà été signés. Quant au financement, les inconnues sont nombreuses. Selon M. Jeancourt Galignani, les Koweïtiens n'entendent pas brader leur patrimoine, ce que nous confirme le gouverneur de la Banque centrale du Koweït. Les avoirs globaux du Koweït (entre 80 et 100 milliards de dollars) engendrent des revenus mobilisables mais représentent aussi une surface de crédit confortable qui ne devrait pas susciter une trop grande méfiance de la part des grands établissements de crédit.

YVES MAMOU

## La crise du transport aérien

## Air Inter met en place un plan de 280 millions de francs d'économies

Frappée comme les autres transporteurs aériens par la raréfaction des passagers (-18,6 %) due à la guerre du Golfe et confrontée à des pertes d'exploitation de 160 millions de francs, la direction d'Air Inter a mis au point un plan de rigueur, publié le 26 février à l'occasion d'une réunion du comité central d'entreprise.

Pour économiser un total de 280 millions, la direction a décidé de reporter certains investissements, hormis les achats d'avion (90 millions d'économies), et de réduire

certaines frais de fonctionnement (40 millions). Le plan comporte un volet social qui prévoit l'arrêt de l'embauche, la suppression des contrats à durée déterminée et des contrats d'interimaires, l'incitation à la prise de congé avec ou sans solde. Les grilles d'horaires et les règles d'utilisation des équipages seront revues. Les salaires sont gelés (le Monde du 26 février). L'impact financier de ce volet social est évalué à 150 millions de francs.

## SOCIAL

Au conseil des ministres

## Le gouvernement améliore l'indemnisation du chômage partiel

Au conseil des ministres, le 27 février, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a présenté une communication portant sur les mesures arrêtées par le gouvernement pour améliorer l'indemnisation du chômage partiel, dans la logique des positions envisagées le 13 février, lors du comité interministériel (le Monde du 13 février).

Versée par l'Etat à l'entreprise, l'indemnité spécifique passe de 10,32 francs par heure chômée à 12,82 francs. Elle pourra être portée à 3 ou 4 francs si les partenaires sociaux décident d'une intervention financière équivalente de l'UNEDIC. Une réunion aura lieu sur ce sujet la semaine prochaine. En tout état de cause, le contingent annuel des heures indemnisables est relevé de 100 heures pour 1991 et est désormais fixé à 600 heures par personne, dans le cas général, et à 700 heures dans les industries du textile et de l'habillement. Les délais de traitement, par les directions départementales du travail, seront accourcis (deux semaines maximum) et 50 % des sommes demandées pour les deux premiers mois seront débloquées immédiatement.

Afin de permettre aux entreprises d'utiliser cette période de moindre activité pour accroître la formation de leurs salariés, des mesures financières exceptionnelles sont prévues dans le cadre de conventions avec le FNE (Fonds national de l'emploi). Si l'entreprise anticipe un projet déjà inscrit dans son plan annuel, l'Etat prendra en charge, en 1991, 50 % des rémunérations des personnels pendant la durée du stage. Si l'entreprise conçoit un programme particulier, s'ajoutant au plan annuel, l'Etat s'engage en outre à supporter 70 % des coûts de fonctionnement de la formation. Au total, 35 000 salariés pourraient bénéficier de ces dispositions.

L'ensemble de ce programme est applicable à partir du 1<sup>er</sup> mars et représente, pour l'Etat, une dépense supplémentaire de 300 millions de francs. Il vise à aider les entreprises « à passer un cap difficile », dû à une situation économique jugée passagère, et à leur permettre de redémarrer dès que la reprise s'amorcera. Persuadé du caractère conjoncturel de la baisse d'activité, le gouvernement veut en effet inciter à réduire les horaires, plutôt qu'à réduire les effectifs.

Consultés, les partenaires sociaux seraient favorables à cette orientation. Mais ils ne tiennent pas à ce que l'UNEDIC, l'organisme paritaire de l'assurance-chômage, soit impliqué dans la gestion du chômage partiel, qui lui coûterait 72 millions de francs sur la base de 4 millions d'heures indemnisées, si la proposition de M. Soisson est retenue. Dans un communiqué, publié le 26 février, le CNPF a fait savoir que « tout effort fait au nom de la solidarité nationale ne pourrait se concevoir que pour un montant et une durée limités ».

A. L.

## Le nouveau comité d'entreprise de Renault reflète la baisse des effectifs ouvriers

La direction du groupe Renault a présenté, lundi 25 février, un projet de composition du nouveau comité central (CCE), qui prend en compte la diminution, ces dernières années, du collège ouvrier. Selon cette mouture, onze des vingt et un sièges de titulaires reviendraient aux représentants ouvriers (au lieu de quatorze dans le précédent CCE), huit au collège des employés, techniciens et agents de maîtrise (au lieu de six) et deux aux ingénieurs et cadres (au lieu d'un).

Les quatre organisations syndicales (CFDT, FO, CFE-CGC et CFTC) qui viennent de former « une entente majoritaire » pour prendre la direction du CCE à la CGT ont accueilli favorablement cette proposition, mais attendent de prendre connaissance du texte officiel de la direction avant de se prononcer.

(Publicité)

## CONSEIL DE PARIS

## MODIFICATION DU CHAMP D'APPLICATION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN ET INSTAURATION DU SURSIS À STATUER

Par délibération du 21 janvier 1991, le Conseil de Paris a apporté un certain nombre de modifications au champ d'application du droit de préemption urbain renforcé dont bénéficie la Ville de Paris, conformément aux dispositions de l'article L.211-4 du code de l'urbanisme.

Seront désormais soumises au droit de préemption urbain renforcé les aliénations et cessions intervenant dans les secteurs suivants :

- I. - Secteur « Pajol-Chapelle » (18<sup>e</sup>), comprenant les immeubles :
  - 10-12, square de la Chapelle et 1-3, rue Pajol ;
  - 3 bis, rue Pajol ;
  - 5-7, rue Pajol ;
  - 9, rue Pajol ;
  - 11, rue Pajol ;
  - 13-15, rue Pajol ;
  - 17, rue Pajol ;
  - 10-10 bis, rue Marx-Dormoy (partie) ;
  - 16, rue Marx-Dormoy.
- II. - Secteur « Impasse Dupuy » (18<sup>e</sup>), comprenant les immeubles :
  - 72 bis, rue Philippe-de-Girard, 31, rue Pajol et 4, impasse Dupuy ;
  - 74, rue Philippe-de-Girard et 2, impasse Dupuy ;
  - 76, rue Philippe-de-Girard et 1, impasse Dupuy ;
  - 78, rue Philippe-de-Girard ;
  - 80, rue Philippe-de-Girard ;
  - 33, rue Pajol ;
  - 35, rue Pajol ;
  - 37, rue Pajol et 8, impasse Dupuy ;
  - 39, rue Pajol ;
  - 3, impasse Dupuy ;
  - 5, impasse Dupuy ;
  - 7, impasse Dupuy ;
  - 9, impasse Dupuy ;
  - 11, impasse Dupuy ;
  - 6, impasse Dupuy,

En outre, les projets ayant motivé l'instauration du droit de préemption urbain renforcé ayant été pris en considération, en exécution des articles L.111-8 et L.111-10 du code de l'urbanisme, il pourra être sursis à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation des opérations éditoriales dans les secteurs concernés.

## La Belgique aidera financièrement la Grande-Bretagne et la France

BRUXELLES

de notre correspondant

Au cours d'un débat sur les ajustements budgétaires de l'année en cours, mardi 26 février, le ministre du budget, M. Hugo Schuer, répondant à une question d'un député, a indiqué que la Belgique verserait 1 milliard de francs belges (environ 170 millions de francs) à la Grande-Bretagne et à la France, à titre de contribution du royaume à leur effort de guerre dans le Golfe. La ventilation de cette somme n'a pas encore été décidée, et, de source française, on indique n'avoir reçu aucune notification officielle à ce jour.

Au début du mois, Bruxelles avait envisagé de répondre favorablement à des demandes

britanniques, et accessoirement françaises, d'obus et de bombes (le Monde du 14 février). Il s'agissait de listes établies par les ministères de la défense, les Français n'ayant fait, au demeurant, que répondre à une suggestion venue de Bruxelles pour établir un inventaire des formations politiques qui soutiennent la coalition gouvernementale, notamment les socialistes flamands, ce projet de livraisons militaires, qui - dans des proportions toutes relatives - auraient relancé l'industrie d'armement en Belgique, selon les courants pacifistes, a finalement été abandonné et remplacé par cette promesse de contribution financière.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## CE MOIS-CI DANS

## CHALLENGES

LE PLUS EUROPÉEN DES MAGAZINES DE L'ENTREPRISE

MALAISE EN ALLEMAGNE ENQUÊTE, REPORTAGE, RÉFLEXIONS

## LES GAZ ALLEMANDS COTÉS EN BOURSE

Alors que l'Allemagne souveraine ne maîtrise pas encore sa puissance, le trafic de ses entreprises avec l'Irak, sa véritable situation économique et ses intentions européennes posent de troublantes questions.

ET AUSSI :

## VIVE LE CHOMAGE

L'ampleur du problème est réjouissante : elle permet toutes les audaces. Encore faut-il avoir le courage de la première d'entre d'elles : dire la vérité pour ouvrir le débat.

EN VENTE PARTOUT 25 F

هكذا من الأصل



## PARIS/ILE-DE-FRANCE

Parkings en sous-sol et monétique

### Révolution dans le stationnement à Paris

LA NIENNE, C'EST À L'ARRÊT  
QU'ELLE CONSOMME LE PLUS.



directeur de la voirie, qui, quelques semaines avant que n'éclate le scandale, avait été révoqué de son administration d'origine.

En tout cas, le système de collecte des 8 000 horodateurs parisiens et le tri des millions de pièces qui en sortent ont été complètement réorganisés. Le ramassage de la monnaie se faisait avec une sorte de coffre-fort à roulettes « à l'état », plusieurs parcmètres successifs, grâce à un tuyau métallique. Il suffisait de laisser l'appareil s'engorger et débordait pour ramasser le trop-plein. Désormais, la vidange de chaque horodateur se fera avec une caisse unique, munie d'un système de tuyau. Les fonctionnaires, triés sur le volet, et changeant fréquemment de poste, ne prendront connaissance de leurs équipes et de leur tournée qu'au dernier instant. Ils seront totalement séparés de leurs collègues chargés du tri.

#### Un halo de secret

Le centre de tri lui-même ressemble à une caverne d'Ali Baba. Imaginez un bunker de 400 mètres carrés, enfoui à plusieurs mètres sous le pavé parisien, défendu par des doubles portes blindées, des détecteurs de choc, des radars et des caméras vidéo. Vêtu de combinaisons bleues démunies de poches, les employés ne peuvent sortir sans passer devant un détecteur de métal. Dans un crépitemment incessant, des machines trient à grande vitesse des milliers de pièces qui s'entassent dans des sacs transparents. Le centre est le plus important « producteur » de monnaie de France.

Chiffres d'affaires 1990 : 400 millions de francs ! A raison de 3 tonnes par jour, les sacs bourrés de pièces montent par un ascenseur vers la surface où un camion blindé les emporte vers les caves de la Banque de France. Toute l'installation est entourée d'un halo de secret. On ne la visite pas, et Jacques Chirac lui-même n'y est jamais descendu. Elle est pourtant située sous l'une des places les plus connues et les plus touristiques de la capitale. Son débouché à l'air libre est dissimulé dans un monument archiconnu et mille fois photographié.

Mais elle fait déjà figure de curiosité historique. En fait, l'augmentation du nombre des horodateurs (ils vont passer de 8 000 à 11 000 dans les trois ans) et la hausse des tarifs vont gonfler les cascades de monnaie. Les problèmes de manipulation et de transport sont de plus en plus difficiles. Aussi le service du stationnement a-t-il décidé de moderniser tout cela en faisant appel à la monétique. Pour le conducteur, fini la monnaie introuvable, pour le collecteur, fini les coffres-forts à roulettes. Dans quelques années, un simple bout de plastique acheté au tabac du coin et glissé dans une boîte trois fois moins encombrante qu'aujourd'hui suffira. En attendant, on installe des appareils mixtes avalant indifféremment pièces ou cartes à puce. Il s'agit de préparer les Parisiens, en douceur, à tous les changements qui vont affecter la vie quotidienne de leur chère automobile.

MARC AMBROISE-RENDU

Un plan de coopération informatique

### La capitale au secours des villes africaines

La Ville de Paris se veut la championne de l'aide aux villes des pays du Sud. Président de l'AIMF (Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones) qui organisait récemment un colloque à Lomé, M. Jacques Chirac l'a dit et répété : la coopération entre les villes riches des pays industrialisés et les villes pauvres des pays du Sud, singulièrement d'Afrique, est « plus que jamais indispensable ». Et, comme il met un point d'honneur à montrer qu'il a ses yeux sur la coopération, il n'est pas qu'un thème de discours, le maire de Paris a versé quatre millions de francs au Fonds de coopération créé l'an dernier et qui pourra commencer à doter trente-sept villes du Sud d'équipement municipal informatique.

#### LOMÉ

de notre envoyé spécial

«Consolider les ponts qui existent déjà, même s'ils sont insuffisants» entre les villes du Nord et les villes du Sud que rapproche la même langue française mais qui se séparent par un inégal développement : M. Jacques Chirac a confirmé la vocation de l'AIMF, en ouvrant dans la capitale togolaise le colloque consacré à la commune et au citoyen. D'autant que l'urbanisation ayant gagné le continent africain, la population des villes y croît désormais deux fois plus vite que la population totale et, en l'an 2000, plus de la moitié des habitants vivront dans des métropoles, contre 5 % en 1950. Dans la même temps, l'endettement de ces pays s'accroît. Ils reversent plus à leurs créanciers du Nord qu'ils n'en reçoivent.

M. Chirac a donc de nouveau mis en garde les puissances industrielles contre un abandon de l'Afrique au profit des pays sinistres de l'Est. Pourquoi, a-t-il demandé, ne réussit-on pas à mettre sur pied, à l'adresse des pays africains, un système comparable à celui que l'on a instauré — et très vite — pour l'Est, avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ? Et s'il approuve l'idée d'une « sorte de plan Marshall » pour le Proche-Orient, qui devra voir le jour après le conflit du Golfe, il déplore qu'une action d'une telle envergure n'ait pas encore été menée pour l'Afrique le soutien des pays industrialisés.

#### Les dents des rongeurs...

Avocat de la cause africaine, le maire de Paris, qui laboure avec constance le terrain (1), joint la parole à l'exemple. La Ville de Paris, non seulement paie une cotisation record à l'AIMF (calculée sur la richesse et la population de chaque ville) : 204 600 francs cette année, près du double de Montréal, neuf fois plus que Bordeaux, onze fois plus que Lille et cinquante-six fois plus que Conakry, Niamey ou Sfax. Mais, en plus, pour faire démentir le fonds de coopération créé en juillet dernier par l'AIMF, la capitale française a mis quatre millions de francs de sa poche.

Comme la région Ile-de-France a versé elle-même deux millions de

CHARLES VIAL

(1) M. Chirac s'est fait accompagner à Lomé par M. Jacques Foccart qui fut, aux côtés du général de Gaulle, pendant plus de dix années, les années 60, celui de l'accession des pays d'Afrique noire à l'indépendance — secrétaire général à la présidence de la République chargé des affaires africaines et malgaches.

#### Des journées d'études pour mieux circuler

Toutes n'en meurent pas, mais toutes sont atteintes : métropoles, capitales, villes grandes ou moyennes, partout, la circulation automobile est de plus en plus difficile. Le nombre des véhicules augmente tandis que les sites urbains restent mal adaptés à cette augmentation du trafic. Si le constat fait l'unanimité, ce n'est pas le cas des remèdes : voies souterraines, partage de la voirie entre véhicules particuliers et collectifs, ou développement prioritaire (encadré) des transports en commun. L'Ecole nationale des ports et chaussées tentera de faire le point sur ces solutions et d'examiner leur efficacité au cours de deux journées d'études, les mardi 19 et mercredi 20 mars prochains.

Ces journées d'étude qui s'adressent aux élus, aménageurs, chefs d'entreprise, responsables de services techniques ou de bureaux d'études publics ou privés, auront lieu à Paris. Tous renseignements en téléphonant à l'Ecole nationale des ports et chaussées. Renseignements : (1) 42-60-34-13, postes 1300 et 1302.

#### Leçon comprise

Puisque les autos n'ont plus leur place sur le pavé, on va les enterrer. Obligation de créer des garages sous chaque nouvel immeuble, sauvetage des derniers garages commerciaux, multiplication des parkings publics souterrains, la ville espère ajouter en dix ans 150 000 places aux 440 000 qui existaient actuellement. Cela implique pour les capitaux privés 30 milliards de francs d'investissement. Ainsi putrifiera-t-on peut-être la maladie du stationnement illégal (100 000 véhicules par jour) qui étouffe la capitale.

Par rapport à la laisser-faire habituelle, cet ensemble volontariste et cohérent représente une petite révolution. Elle se fera sous l'œil vigilant de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France. Ses magistrats, qui sont chargés de surveiller les comptes passés et les budgets futurs des communes, ont épluché la gestion parisiennne des parkings publics souterrains et du stationnement payant de surface. Les 26 pages d'observations critiques qu'ils ont adressées à Jacques

Chirac n'ont pas été rendues publiques et l'opposition elle-même, qui en a reçu copie, n'a pas bronché. Elles peuvent se résumer en un mot : laxisme. Pour économiser de coûteux investissements, la Ville a fait les yeux doux aux promoteurs de parkings souterrains, dont, estime la chambre, les bénéfices sont confortables mais les redevances trop modestes. Quant à la collecte de l'argent des parcmètres, assuré par un service municipal, elle a été si mal organisée et si peu surveillée que les employés ont pu s'en mettre plein les poches. Plusieurs millions de francs entre 1986 et 1988. Bref, les intérêts des automobilistes parisiens ont été mal défendus et il conviendrait d'y mettre bon ordre.

A l'Hôtel de Ville, on a, sinon apprécié, du moins compris la leçon. Pour les parkings souterrains, dont le nombre devrait tripler dans les dix ans (de 76 à 210), les concessions seront étudiées de plus près, les redevances (actuellement 2 à 3 % du chiffre d'affaires) majorées et surtout rendues progressives comme l'impôt. Quant aux ouvrages, ils sont désormais recouverts de 2 mètres de terre pour recevoir des arbres de haute tige et soigneusement insérés dans le tissu urbain. « Il faut que chacun y trouve son compte, dit-on à la direction de la voirie, les automobilistes, les habitants du quartier, les promoteurs et la Ville. C'est possible ».

Dans le secteur des parcmètres, on a fait le ménage. Vingt-sept des trente-neuf employés du service ont été suspendus, mis à la retraite ou révoqués. Mais, curieusement, les informations concernant leur sort judiciaire sont contradictoires. Officiellement, on affirme que les coupables ont été condamnés, alors que l'instruction s'achève en ce moment et que la date du procès n'est même pas fixée. La Ville, qui est incapable d'évaluer son préjudice (entre 4 et 10 millions de francs) sera partie civile. Les cadres qui avaient mal surveillé leurs hommes sont partis pour la plupart, notamment le

Campagne en faveur de l'environnement

### Les enfants de Charenton font l'affiche

C'est sans doute une « première » en France : à Charenton (Val-de-Marne), des enfants sont les auteurs d'une campagne municipale d'affichage en faveur de l'environnement. Elle est le prolongement d'une opération pédagogique et divertissante intitulée « Moi j'aime ma ville et je la respecte », lancée au cours du troisième trimestre de l'année scolaire 1989-1990, auprès des cinq cents élèves des treize classes de CM1 et de CM2 de la ville par la municipalité et l'Union des services publics (USP), prestataire de la ville pour le nettoyage.

Son départ a été donné par la projection d'un film vidéo de quatorze minutes, traitée avec humour, d'un petit garçon qui, au cours de sa lutte contre les « salopliers », prend conscience des nécessités quotidiennes de la propreté (1).

Les enfants, après avoir commenté le film, ont été invités à proposer des idées et des actions originales. Chaque classe a cherché et retenu un slogan et chaque élève

devait l'illustrer par un dessin. Un jury, où siégeait, notamment, Haroun Tazieff, école de la première heure et ancien secrétaire d'Etat aux risques majeurs, était appelé à se prononcer sur les meilleures réalisations de chaque classe. « Le monde n'est pas une poubelle », « A votre avis, l'homme est-il plus bête que le chien ? » et « Croit-il ou trottoir ? » : chacun des trois dessins illustrant ces légendes fait ou fera l'objet d'affiches, la ville se contentant d'y ajouter son logo.

En confiant sa campagne de propreté aux enfants, la municipalité de Charenton vise à l'efficacité maximale. Elle en fait des citoyens responsables et actifs avec, aussi, le secret espoir que leur exemple inspirera les adultes.

FRANCIS GOUGE

(1) Ce film a reçu le Prix de l'information des administrés au Festival de Biarritz, en juin 1990, dans la catégorie « collectivités locales ».

Energies nouvelles et HLM

### Retour au solaire à Issy-les-Moulineaux

L'énergie solaire à usage domestique prend un nouveau départ en Ile-de-France. A Issy-les-Moulineaux, deux HLM comptant sur le soleil pour chauffer l'eau.

Créées en 1983, les installations de production d'eau chaude sanitaire par l'énergie solaire dans deux bâtiments d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) fonctionnaient plutôt bien. Et, au bout de deux ans, ce fut la panne. Les trente-deux appartements ont dû s'en remettre au système électrique, qui ne couvrait jusqu'alors que 50 % des besoins.

En 1990, le retour au solaire a été décidé. L'Office public des HLM d'Issy-les-Moulineaux, l'ADERIF (Association pour le développement des énergies nouvelles et renouvelables en Ile-de-France) et l'AFME (Agence française pour la maîtrise de l'énergie) de l'Ile-de-France ont conjugué leurs efforts pour mener à bien cette réhabilitation. Un investissement de 100 000 francs a permis de relancer les installations sur de nouvelles bases. La technique a été améliorée. Mais l'originalité réside désormais

dans la mise au point d'un système de télécontrôle. L'usage peut, à tout instant, interroger à distance l'installation par l'intermédiaire du Minitel. Grâce à un numéro d'accès direct (46-92-95-39), il a la possibilité de vérifier le fonctionnement, les températures d'eau chaude et d'eau froide et les performances des capteurs solaires. En relation permanente avec ces données, le gestionnaire, de son côté, détecte rapidement l'origine de la moindre panne signalée par une alarme.

Une facture mensuelle permet, par ailleurs, à l'usager d'apprécier le taux de couverture de l'énergie solaire par rapport à l'énergie totale consommée, et d'évaluer les économies réalisées. Sur les trois mois d'été, l'an dernier, la couverture solaire a représenté 57 %. Une meilleure rentabilité doit être atteinte en hiver. Les besoins de chaleur sont alors plus forts et la production, par conséquent, plus efficace, même si la lumière est moins vive. Pour être vraiment intéressante, l'étude de maîtrise des coûts d'énergie devra porter sur une année pleine.

En attendant ces résultats, d'autres projets sont en cours. Ce type de réhabilitation, en effet, est l'exemple

même des opérations que souhaite réaliser et promouvoir le Comité technique pour le développement des énergies nouvelles et renouvelables en Ile-de-France. Car, dans la région, les deux immeubles d'Issy-les-Moulineaux ne sont pas des phénomènes exceptionnels. De nombreux bâtiments sont équipés d'installations solaires. Malheureusement, le plupart d'entre elles ne fonctionnent plus, souvent pour des raisons mineures. Face à ce demi-échec, l'enthousiasme pour l'énergie solaire n'est dans les années 70 et 80 est peu retombé.

Les années 90 relancent le défi, avec le pari de réhabiliter les installations existantes, actuellement hors service, et dont l'intérêt est justifié. Les HLM, les hôpitaux et les piscines (115 établissements au total dans la région Ile-de-France) vont faire l'objet d'une étude au cours de cette année, afin d'envisager une nouvelle mise en service de leurs capteurs solaires et de les équiper du système de télécontrôle TECOSOL, semblable à celui d'Issy-les-Moulineaux.

AGNÈS GIRAUD-PASSOT

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaume, gérant

Brigitte Fournier

directeur de la rédaction

Jacques Gali

directeur de la gestion

Marcel Lucbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

(coprésident du conseil de la rédaction)

Thomas Perrenoud

Philippe Harman

Jacques-François Simon

Daniel Verdet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1989)

Jacques Fauriol (1989-1990)

André Laurens (1990-1991)

André Fontaine (1991-1991)

RÉDACTION ET SERGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-60-25-26

Télécopieur : 40-60-25-29

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-60-25-25

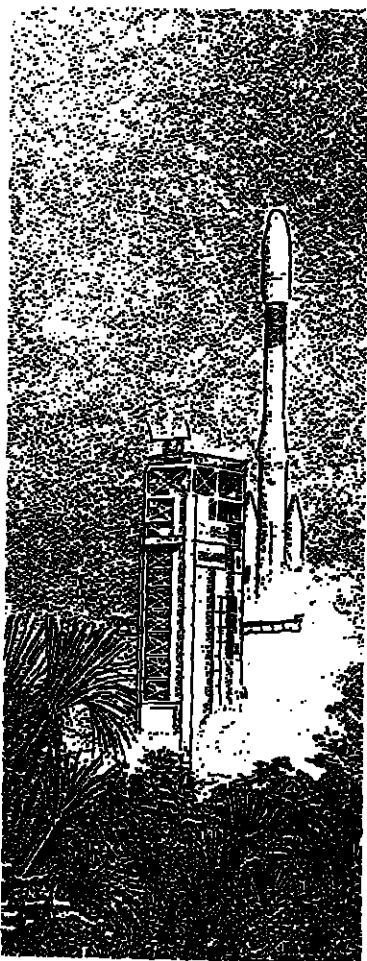
Télécopieur : 40-60-30-10



## CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung  
 BERLINGSKE TIDENDE • THE IRISH TIMES  
 CORRIERE DELLA SERA • EL PAÍS • De Standaard • THE INDEPENDENT

## 2 ingénieurs mécaniciens débutants chez Arianespace, première société commerciale de transport spatial.



De formation ENSI, ENSAM, ESTACA ou diplômé(e) d'une université européenne équivalente, option aéronautique-spatial, vous êtes disponible et motivé(e) pour une mission passionnante sur notre site de lancement, en Guyane française.

Vos activités seront axées sur :

- 1) la préparation au lancement
  - partie mécanique, hors propulsion de l'ensemble du lanceur pour le premier poste (Réf. M.30.M) ;
  - partie mécanique propulsion de l'étage cryogénique pour le second poste (Réf. C.17.M) ;
- 2) la gestion des documents nécessaires à une exécution fiable des opérations ;
- 3) la conception et l'évolution du système de lancement.

Un esprit d'analyse et de méthode et d'excellentes qualités relationnelles et d'adaptation sont indispensables, des connaissances en informatique et anglais nécessaires.

Dans un premier temps rattaché(e) à notre établissement d'Evry durant 12 ou 18 mois, vous effectuerez de fréquentes missions à Kourou, puis serez affecté(e) pour un détachement de quelques années.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'envoyer votre dossier complet (lettre, CV et prétentions) à ARIANESPACE, Service des relations humaines, bd de l'Europe, BP 177, 91006 Evry Cedex, France.

*arianespace*

Créé à l'initiative des plus grandes entreprises internationales, LOCSTAR est le 1er groupe européen dédié à la messagerie et à la localisation des véhicules par satellite. Assurer le développement stratégique de l'entreprise et gérer les grands comptes, telle est la mission de la Direction du Développement, pour laquelle nous recherchons des

**LOCSTAR**

Vehicle location and communication

Chargés de missions

Doué pour le marketing et les négociations commerciales de haut niveau, vous saurez intervenir dans toute l'Europe pour :

- détecter, analyser et proposer des axes de développement stratégique,
- identifier les clients "grands comptes",
- définir leurs besoins,
- construire avec eux les projets spécifiques en vous assurant de leur faisabilité technique et de leur rentabilité,
- conduire les négociations commerciales.

De formation supérieure scientifique ou commerciale, bilingue français-anglais, vous avez impérativement réussi une expérience significative de gestion de grands comptes dans un secteur de pointe.

Le poste est basé à Marseille à partir de fin 1991 et à Evry (91) d'ici là.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivation et prétentions) à J.-M. Roy, LOCSTAR, 5-7 rue François-Truffaut, 91042 Evry.

*Le Monde*

de l'

*International*

The International Crops Research Institute  
 for the Semi-Arid Tropics (ICRISAT)  
 has two vacancies in its Sahelian Center, Niger :

### Regional Information Officer Research Farm Manager

THE REGIONAL INFORMATION MANAGER (RIO) is responsible for the library and documentation services at ICRISAT Sahelian Center (ISC). He/she provides support to the ISC management and scientists working in the region as well as liaising with and providing information to the national research programs of West Africa. The RIO is also responsible for the translation and editing of documents into the French language as well as liaising with Information Services in ICRISAT's Headquarters in India.

Essential qualifications: A degree, preferably related to agriculture, librarianship, or information science, and several years experience in scientific writing and translation from English into French. Must be completely bilingual. Desirable qualifications: Experience in computer-based information systems, desk-top publishing, and regional or international organizations.

THE RESEARCH FARM MANAGER is responsible for the day-to-day running of the 500 hectare research farm at ICRISAT Sahelian Center, Sadore. He/she liaises with research scientists in conducting research trials and is responsible for land preparation, rotation, and maintenance of farm records. He/she also serves as secretary of the Land Use and Allocation Committee. Outside duties include advising other ICRISAT locations in West Africa on the running and development of research farms. He/she is also expected to advise and liaise with national programs in the region in matters relating to research farm management.

Essential qualifications: A degree in agriculture or agricultural engineering or equivalent with a minimum of 5 years experience of farm management at senior level, with a good working knowledge of English and French, and fluency in one of the languages. Desirable qualifications: A good knowledge of advanced irrigation systems for off-season crops and drought-resistance screening. Experience in tropical agriculture, farm machinery (both mechanical and animal drawn), crop protection, and training machinery operations.

Both positions are at principal level, and salary and benefits are commensurate with comparable international positions. Staff live in Niamey and work at the research center which is 45 km away at Sadore. Living standards are good and there are schools available in both French and English media. There are direct airline connections to Europe and to other countries in the region.

Send resume, including present salary level and names of three referees, within one month to: Director General, ICRISAT, Patancheru, Andhra Pradesh 502 324, India.

Collège + lycée français  
 de Luxembourg  
 recrutent  
**PROFESSEURS**  
 Adressez CV à :  
 COLLEGE VALBAN  
 4, avenue Joseph-Sart  
 L-2515 LUXEMBOURG  
 Tél. 19/352/482055 ou 56

#### INGÉNIEURS-CONSEILS

recherche  
**CHEF DE PROJET**  
 pour un important programme  
 d'hydraulique villageoise en  
 Afrique anglophone.  
 Expérience 10 ans  
 en développement rural :  
 supervision technique et  
 financière, gestion  
 du personnel, relations avec  
 administrations, formation,  
 URGENT

Adressez lettre et CV à  
**BURGAP**  
 70, r. Madaenahalla,  
 75015 Paris

#### UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

Notre école des hautes  
 études commerciales ouvre  
 une inscription pour un poste  
 à plein temps de

#### PROFESSEUR D'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Enseignement principal axé sur  
 les aspects d'intégration européenne  
 (programmes de fusion en sciences  
 économiques) + cours de base de  
 littérature et de langues étrangères et  
 cours à l'écrit.  
 Poste en fonction : 1<sup>er</sup> septembre  
 1991.  
 Réquis : doctorat en sciences économiques, publications, maîtrise des  
 méthodes enseignées, expérience professionnelle pertinente.  
 Candidature avec références sur les  
 qualités scientifiques et pédagogiques (idéale) le 15 mars 1991.  
 Demander adresse le centre des  
 charges au prof. O. Bano, Doyen de  
 l'Ecole des HEC, BP 101, CH-1015  
 Lausanne, tél. 41 21/262 40 38.  
 Souhaitant promouvoir l'école  
 des femmes aux postes universitaires  
 cadres, l'Université encourage vivement les  
 femmes qualifiées à postuler.

**CREDIT MANAGER** pour une  
 société commerciale importante  
 dans le commerce  
 international de pétrole.  
 Le profil de candidat : bonne  
 maîtrise de l'analyse et  
 connaissance du marché  
 pétrolier européen.  
 Minimum de 5 ans d'expérience  
 de gestion de  
 comptes clients et d'analyse  
 de risque, et connaissance  
 d'instruments de  
 garantie.  
 Anglais courant. Possibilité  
 d'avancement.  
 Rémunération motivante.

Contactez : LOUIS DREYFUS  
 ENERGY CORP. Box 810  
 Wilton, CT 06897 USA.

### EUREXCEL Associés - Groupe EUROSEPT

Société de Conseil en gestion,  
 Organisation et Systèmes d'Information

recherche pour ses activités  
 en Afrique et à Madagascar

#### Consultants Confirmés

pour renforcer ses équipes dans les secteurs  
 bancaires et industriels.

- 30 ans minimum
- Formation supérieure
- Connaissance du contexte appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (réf. CC) à :  
**Dominique Vaillant,**  
 98 route de la Reine  
 92513 BOULOGNE Cedex.

La filiale française d'un Groupe important situé dans  
 le Pacifique Sud recrute dans le cadre de son expansion son :

### SUPERVISEUR-COMPTABLE

240 KF + fonction de l'expérience  
**POUR NOUMEA**

- D.E.S. avec 3 à 5 ans d'expérience en Cabinet ou dans une holding de même type, à défaut une GRANDE et REELLE expérience dans l'expertise comptable.
- Parfaitement au fait de la fiscalité, il sera chargé de la consolidation des bilans de ses 3 filiales, de l'harmonisation des procédures comptables (aptitudes à établir un cahier des charges).
- La connaissance de la micro ou mini-informatique est impérative.
- Un bon niveau d'anglais serait un plus.
- Possibilités de promotion pour un candidat ouvert et possédant la volonté et le punch qui caractérisent l'équipe en place.
- Nécessité de résidence sur NOUMEA.
- Avantages sociaux.

Si vous vous reconnaissez dans ce challenge, merci d'adresser sous la  
 référence 403/33 une lettre manuscrite + CV + Photo à notre conseil :

**Christian BOUET - TEAM Consultants**  
 17, Allée des Amandiers, 33850 LEOGNAN  
 Réponses à tous les candidats correspondant au profil

**TEAM CONSULTANTS**  
 LA SYNERGIE DU CONSEIL

هنا من الأصل



521 من الارض

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

Cadres

**amnesty international**  
Président de la Paix 1977  
Section Française  
**Recherche le (la) Responsable du Service de Presse**  
Chargé(e) de superviser et de coordonner le travail de relation du mouvement avec les médias nationaux (presse écrite et audio-visuelle).  
Bonne connaissance du milieu de la Presse et (ou) expérience significative de la fonction d'Attaché(e) de Presse.  
Anglais courant indispensable.  
Poste à pourvoir immédiatement.  
Candidature à adresser, avec lettre manuscrite + CV + photo, à M. le Directeur de la Section Française d'Amnesty International, 4, rue de la Pierre Levée - 75011 Paris.  
Aucun renseignement ne sera donné par téléphone.

**LA MAIRIE D'ARGENTEUIL (Val-d'Oise)**  
94 000 habitants,  
recherche sur quartier Val-d'Argent Nord  
15 000 logements en contrat de sortie D.S.G.  
**UN CHEF DE PROJET**  
Vous définirez une politique globale pour le quartier en fixant une stratégie et des priorités d'intervention.  
Vous animerez les relations entre habitants, élus, partenaires extérieurs et coordonnerez l'ensemble des actions mises en œuvre sur le quartier.  
A 30 ans au moins, vous avez une formation universitaire de type bac + 3 minimum et avez acquis une expérience de coordination et de montage de projet.  
Pour ce poste, envoyer lettre, CV + photo à :  
M. le Directeur de la Mairie d'Argenteuil  
BP 721 95107 - ARGENTEUIL CEDEX

**La C.C.I. de Meurthe-et-Moselle**  
recrute  
**SON DIRECTEUR**  
« COMMERCE EXTÉRIEUR »  
PROFIL :  
- Formation supérieure.  
- Expérience significative à l'export.  
- Pratique langues étrangères.  
MISSION :  
- Diriger le département « Com. Ext. »  
- Exécuter des missions, représenter la C.C.I.  
- Promouvoir l'exportation des entreprises.  
Lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : Monsieur le Directeur général, C.C.I. 54, 40, rue Henri-Poincaré, 54042 Nancy-Cedex.

L'Agence Nationale pour la Création  
et le Développement des Nouvelles Entreprises  
recherche un  
**CHARGÉ D'ÉTUDES (H/F)**  
**ÉCONOMISTE DE L'ENTREPRISE**  
Niveau 3<sup>e</sup> cycle - Expérience indispensable  
de la conduite d'études  
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo  
et prétentions à François TEYSSIER  
ANCE, 142, rue du Bac - 75007 Paris

**MUTUELLE NATIONALE**  
RECRUTE D'URGENCE  
**CHEF DE GROUPE**  
**COMPTABLE**  
35/45 ans  
Niveau BTS. Connaissance informatique (mini/micro).  
Non cadre. Salaire : 170 KF +  
Ecrire sous réf. « SP » à MNPL  
29, rue Turbigo 75002 PARIS

**L'AGENDA**  
**Conférences**  
COURS D'ARABE  
EXTENSIF : méthode et vocabulaire  
du 4 cours au 25ème.  
APAC : 42-72-20-88  
**Cours**  
Cours d'anglais en Angle-  
terre, du 1er au 10ème. Age min.  
14 ans. Contacteur : Lynne  
Lawrie, 48 Tyndale Park,  
Hemel Hempstead, Herts. SG9  
6BB, Angleterre.  
Tél. : 43-68-27-01  
J.F. 19 a. débute, ch.  
emploi stable comptabilité,  
secrétariat, disponible de  
suite. T. : 43-68-27-01  
**STANDARDISTE**  
expérimentée  
bilingue anglais, recherche  
emploi 5-6 heures par jour.  
Tél. 43-55-77-51  
J.F. 27 a., maîtrise A.E.S.,  
trilingue + 2 ans C.N.R.S.  
Chargé de mission, 11 m.  
Direct. agence insér. et pers.  
respons. 47-44-33 10e.  
J.F. 40 ans, cherche poste  
D.G. ou INTERNATIONAL  
Paris ou banlieue oust.  
Grande école, exp. grand  
groupe, création PME récente.  
Rep. I.S.E. 21, rue de Seine  
92100 Boulogne  
Tél. 49-10-02-82  
**Meubles**  
**UNIC AMÉBIEMENT**  
vous offre des prix sacrifiés  
sur un grand choix de salons.  
33, rue de la République  
75011 Paris  
Tél. : 43-07-42-62  
**Vidéo**  
**V.O. ONLY**  
spécialiste du vidéocassé  
v.o. en Europe (PAL, NTSC).  
Plus de 2 000 titres  
disponibles immédiatement.  
Ouvert 7 jours sur 7.  
25, bd de la Somme  
75017  
M. Paris-Champagne  
Tél. : 42-67-78-17  
ou 42-67-76-27  
**Vacances**  
**Tourisme**  
**Loisirs**  
GRAND-DU-ROI (30)  
Parti tous STUDIO INDE-  
PENDANT pour couple 1 enf.  
détaché, pied, petit jardin.  
11 conf. Coin cuisine, 100 m  
piscine, en commerces très  
proches. Coin très agréable.  
Juillet 6 000 F. Tél. 42-67-78-17  
ou 42-67-76-27  
DINCOUL NOUVEAU HOTEL  
200 chambres indiv. 120  
bureaux, par. ext. Bonne  
cuis. cuisine. 175 Rue de la  
Liberté 91400 Evry.  
Tél. 44-71 7034 178  
**Automobiles**  
**ventes**  
moins de 5 CV  
A VENDRE  
OPEL CORSA 1.2 S  
(modèle 1980)  
5 CV, 4 vit. manuelle.  
Automatique K7 auto.  
Seul, état 1<sup>er</sup> m. 22 000 km.  
Seul, état 1<sup>er</sup> m. 38 000 km.  
Tél. 42-67-78-17  
ou 42-67-76-27  
A VENDRE  
ADDI 80  
TURBO DIESEL COMFORT  
nouv. mod. 80, 85, 90, 100, 110, 120, 130, 140, 150, 160, 170, 180, 190, 200, 210, 220, 230, 240, 250, 260, 270, 280, 290, 300, 310, 320, 330, 340, 350, 360, 370, 380, 390, 400, 410, 420, 430, 440, 450, 460, 470, 480, 490, 500, 510, 520, 530, 540, 550, 560, 570, 580, 590, 600, 610, 620, 630, 640, 650, 660, 670, 680, 690, 700, 710, 720, 730, 740, 750, 760, 770, 780, 790, 800, 810, 820, 830, 840, 850, 860, 870, 880, 890, 900, 910, 920, 930, 940, 950, 960, 970, 980, 990, 1000, 1010, 1020, 1030, 1040, 1050, 1060, 1070, 1080, 1090, 1100, 1110, 1120, 1130, 1140, 1150, 1160, 1170, 1180, 1190, 1200, 1210, 1220, 1230, 1240, 1250, 1260, 1270, 1280, 1290, 1300, 1310, 1320, 1330, 1340, 1350, 1360, 1370, 1380, 1390, 1400, 1410, 1420, 1430, 1440, 1450, 1460, 1470, 1480, 1490, 1500, 1510, 1520, 1530, 1540, 1550, 1560, 1570, 1580, 1590, 1600, 1610, 1620, 1630, 1640, 1650, 1660, 1670, 1680, 1690, 1700, 1710, 1720, 1730, 1740, 1750, 1760, 1770, 1780, 1790, 1800, 1810, 1820, 1830, 1840, 1850, 1860, 1870, 1880, 1890, 1900, 1910, 1920, 1930, 1940, 1950, 1960, 1970, 1980, 1990, 2000, 2010, 2020, 2030, 2040, 2050, 2060, 2070, 2080, 2090, 2100, 2110, 2120, 2130, 2140, 2150, 2160, 2170, 2180, 2190, 2200, 2210, 2220, 2230, 2240, 2250, 2260, 2270, 2280, 2290, 2300, 2310, 2320, 2330, 2340, 2350, 2360, 2370, 2380, 2390, 2400, 2410, 2420, 2430, 2440, 2450, 2460, 2470, 2480, 2490, 2500, 2510, 2520, 2530, 2540, 2550, 2560, 2570, 2580, 2590, 2600, 2610, 2620, 2630, 2640, 2650, 2660, 2670, 2680, 2690, 2700, 2710, 2720, 2730, 2740, 2750, 2760, 2770, 2780, 2790, 2800, 2810, 2820, 2830, 2840, 2850, 2860, 2870, 2880, 2890, 2900, 2910, 2920, 2930, 2940, 2950, 2960, 2970, 2980, 2990, 3000, 3010, 3020, 3030, 3040, 3050, 3060, 3070, 3080, 3090, 3100, 3110, 3120, 3130, 3140, 3150, 3160, 3170, 3180, 3190, 3200, 3210, 3220, 3230, 3240, 3250, 3260, 3270, 3280, 3290, 3300, 3310, 3320, 3330, 3340, 3350, 3360, 3370, 3380, 3390, 3400, 3410, 3420, 3430, 3440, 3450, 3460, 3470, 3480, 3490, 3500, 3510, 3520, 3530, 3540, 3550, 3560, 3570, 3580, 3590, 3600, 3610, 3620, 3630, 3640, 3650, 3660, 3670, 3680, 3690, 3700, 3710, 3720, 3730, 3740, 3750, 3760, 3770, 3780, 3790, 3800, 3810, 3820, 3830, 3840, 3850, 3860, 3870, 3880, 3890, 3900, 3910, 3920, 3930, 3940, 3950, 3960, 3970, 3980, 3990, 4000, 4010, 4020, 4030, 4040, 4050, 4060, 4070, 4080, 4090, 4100, 4110, 4120, 4130, 4140, 4150, 4160, 4170, 4180, 4190, 4200, 4210, 4220, 4230, 4240, 4250, 4260, 4270, 4280, 4290, 4300, 4310, 4320, 4330, 4340, 4350, 4360, 4370, 4380, 4390, 4400, 4410, 4420, 4430, 4440, 4450, 4460, 4470, 4480, 4490, 4500, 4510, 4520, 4530, 4540, 4550, 4560, 4570, 4580, 4590, 4600, 4610, 4620, 4630, 4640, 4650, 4660, 4670, 4680, 4690, 4700, 4710, 4720, 4730, 4740, 4750, 4760, 4770, 4780, 4790, 4800, 4810, 4820, 4830, 4840, 4850, 4860, 4870, 4880, 4890, 4900, 4910, 4920, 4930, 4940, 4950, 4960, 4970, 4980, 4990, 5000, 5010, 5020, 5030, 5040, 5050, 5060, 5070, 5080, 5090, 5100, 5110, 5120, 5130, 5140, 5150, 5160, 5170, 5180, 5190, 5200, 5210, 5220, 5230, 5240, 5250, 5260, 5270, 5280, 5290, 5300, 5310, 5320, 5330, 5340, 5350, 5360, 5370, 5380, 5390, 5400, 5410, 5420, 5430, 5440, 5450, 5460, 5470, 5480, 5490, 5500, 5510, 5520, 5530, 5540, 5550, 5560, 5570, 5580, 5590, 5600, 5610, 5620, 5630, 5640, 5650, 5660, 5670, 5680, 5690, 5700, 5710, 5720, 5730, 5740, 5750, 5760, 5770, 5780, 5790, 5800, 5810, 5820, 5830, 5840, 5850, 5860, 5870, 5880, 5890, 5900, 5910, 5920, 5930, 5940, 5950, 5960, 5970, 5980, 5990, 6000, 6010, 6020, 6030, 6040, 6050, 6060, 6070, 6080, 6090, 6100, 6110, 6120, 6130, 6140, 6150, 6160, 6170, 6180, 6190, 6200, 6210, 6220, 6230, 6240, 6250, 6260, 6270, 6280, 6290, 6300, 6310, 6320, 6330, 6340, 6350, 6360, 6370, 6380, 6390, 6400, 6410, 6420, 6430, 6440, 6450, 6460, 6470, 6480, 6490, 6500, 6510, 6520, 6530, 6540, 6550, 6560, 6570, 6580, 6590, 6600, 6610, 6620, 6630, 6640, 6650, 6660, 6670, 6680, 6690, 6700, 6710, 6720, 6730, 6740, 6750, 6760, 6770, 6780, 6790, 6800, 6810, 6820, 6830, 6840, 6850, 6860, 6870, 6880, 6890, 6900, 6910, 6920, 6930, 6940, 6950, 6960, 6970, 6980, 6990, 7000, 7010, 7020, 7030, 7040, 7050, 7060, 7070, 7080, 7090, 7100, 7110, 7120, 7130, 7140, 7150, 7160, 7170, 7180, 7190, 7200, 7210, 7220, 7230, 7240, 7250, 7260, 7270, 7280, 7290, 7300, 7310, 7320, 7330, 7340, 7350, 7360, 7370, 7380, 7390, 7400, 7410, 7420, 7430, 7440, 7450, 7460, 7470, 7480, 7490, 7500, 7510, 7520, 7530, 7540, 7550, 7560, 7570, 7580, 7590, 7600, 7610, 7620, 7630, 7640, 7650, 7660, 7670, 7680, 7690, 7700, 7710, 7720, 7730, 7740, 7750, 7760, 7770, 7780, 7790, 7800, 7810, 7820, 7830, 7840, 7850, 7860, 7870, 7880, 7890, 7900, 7910, 7920, 7930, 7940, 7950, 7960, 7970, 7980, 7990, 8000, 8010, 8020, 8030, 8040, 8050, 8060, 8070, 8080, 8090, 8100, 8110, 8120, 8130, 8140, 8150, 8160, 8170, 8180, 8190, 8200, 8210, 8220, 8230, 8240, 8250, 8260, 8270, 8280, 8290, 8300, 8310, 8320, 8330, 8340, 8350, 8360, 8370, 8380, 8390, 8400, 8410, 8420, 8430, 8440, 8450, 8460, 8470, 8480, 8490, 8500, 8510, 8520, 8530, 8540, 8550, 8560, 8570, 8580, 8590, 8600, 8610, 8620, 8630, 8640, 8650, 8660, 8670, 8680, 8690, 8700, 8710, 8720, 8730, 8740, 8750, 8760, 8770, 8780, 8790, 8800, 8810, 8820, 8830, 8840, 8850, 8860, 8870, 8880, 8890, 8900, 8910, 8920, 8930, 8940, 8950, 8960, 8970, 8980, 8990, 9000, 9010, 9020, 9030, 9040, 9050, 9060, 9070, 9080, 9090, 9100, 9110, 9120, 9130, 9140, 9150, 9160, 9170, 9180, 9190, 9200, 9210, 9220, 9230, 9240, 9250, 9260, 9270, 9280, 9290, 9300, 9310, 9320, 9330, 9340, 9350, 9360, 9370, 9380, 9390, 9400, 9410, 9420, 9430, 9440, 9450, 9460, 9470, 9480, 9490, 9500, 9510, 9520, 9530, 9540, 9550, 9560, 9570, 9580, 9590, 9600, 9610, 9620, 9630, 9640, 9650, 9660, 9670, 9680, 9690, 9700, 9710, 9720, 9730, 9740, 9750, 9760, 9770, 9780, 9790, 9800, 9810, 9820, 9830, 9840, 9850, 9860, 9870, 9880, 9890, 9900, 9910, 9920, 9930, 9940, 9950, 9960, 9970, 9980, 9990, 10000, 10010, 10020, 10030, 10040, 10050, 10060, 10070, 10080, 10090, 10100, 10110, 10120, 10130, 10140, 10150, 10160, 10170, 10180, 10190, 10200, 10210, 10220, 10230, 10240, 10250, 10260, 10270, 10280, 10290, 10300, 10310, 10320, 10330, 10340, 10350, 10360, 10370, 10380, 10390, 10400, 10410, 10420, 10430, 10440, 10450, 10460, 10470, 10480, 10490, 10500, 10510, 10520, 10530, 10540, 10550, 10560, 10570, 10580, 10590, 10600, 10610, 10620, 10630, 10640, 10650, 10660, 10670, 10680, 10690, 10700, 10710, 10720, 10730, 10740, 10750, 10760, 10770, 10780, 10790, 10800, 10810, 10820, 10830, 10840, 10850, 10860, 10870, 10880, 10890, 10900, 10910, 10920, 10930, 10940, 10950, 10960, 10970, 10980, 10990, 11000, 11010, 11020, 11030, 11040, 11050, 11060, 11070, 11080, 11090, 11100, 11110, 11120, 11130, 11140, 11150, 11160, 11170, 11180, 11190, 11200, 11210, 11220, 11230, 11240, 11250, 11260, 11270, 11280, 11290, 11300, 11310, 11320, 11330, 11340, 11350, 11360, 11370, 11380, 11390, 11400, 11410, 11420, 11430, 11440, 11450, 11460, 11470, 11480, 11490, 11500, 11510, 11520, 11530, 11540, 11550, 11560, 11570, 11580, 11590, 11600, 11610, 11620, 11630, 11640, 11650, 11660, 11670, 11680, 11690, 11700, 11710, 11720, 11730, 11740, 11750, 11760, 11770, 11780, 11790, 11800, 11810, 11820, 11830, 11840, 11850, 11860, 11870, 11880, 11890, 11900, 11910, 11920, 11930, 11940, 11950, 11960, 11970, 11980, 11990, 12000, 12010, 12020, 12030, 12040, 12050, 12060, 12070, 12080, 12090, 12100, 12110, 12120, 12130, 12140, 12150, 12160, 12170, 12180, 12190, 12200, 12210, 12220, 12230, 12240, 12250, 12260, 12270, 12280, 12290, 12300, 12310, 12320, 12330, 12340, 12350, 12360, 12370, 12380, 12390, 12400, 12410, 12420, 12430, 12440, 12450, 12460, 12470, 12480, 12490, 12500, 12510, 12520, 12530, 12540, 12550, 12560, 12570, 12580, 12590, 12600, 12610, 12620, 12630, 12640, 12650, 12660, 12670, 12680, 12690, 12700, 12710, 12720, 12730, 12740, 12750, 12760, 12770, 12780, 12790, 12800, 12810, 12820, 12830, 12840, 12850, 12860, 12870, 12880, 12890, 12900, 12910, 12920, 12930, 12940, 12950, 12960, 12970, 12980, 12990, 13000, 13010, 13020, 13030, 13040, 13050, 13060, 13070, 13080, 13090, 13100, 13110, 13120, 13130, 13140, 13150, 13160, 13170, 13180, 13190, 13200, 13210, 13220, 13230, 13240, 13250, 13260, 13270, 13280, 13290, 13300, 13310, 13320, 13330, 13340, 13350, 13360, 13370, 13380, 13390, 13400, 13410, 13420, 13430, 13440, 13450, 13460, 13470, 13480, 13490, 13500, 13510, 13520, 13530, 13540, 13550, 13560, 13570, 13580, 13590, 13600, 13610, 13620, 13630, 13640, 13650, 13660, 13670, 13680, 13690, 13700, 13710, 13720, 13730, 13740, 13750, 13760, 13770, 13780, 13790, 13800, 13810, 13820, 13830, 13840, 13850, 13860, 13870, 13880, 13890, 13900, 13910, 13920, 13930, 13940, 13950, 13960, 13970, 13980, 13990, 14000, 14010, 14020, 14030, 14040, 14050, 14060, 14070, 14080, 14090, 14100, 14110, 14120, 14130, 14140, 14150, 14160, 14170, 14180, 14190, 14200, 14210, 14220, 14230, 14240, 14250, 14260, 14270, 14280, 14290, 14300, 14310, 14320, 14330, 14340, 14350, 14360, 14370, 14380, 14390, 14400, 14410, 14420, 14430, 14440, 14450, 14460, 14470, 14480, 14490, 14500, 14510, 14520, 14530, 14540, 14550, 14560, 14570, 14580, 14590, 14600, 14610, 14620, 14630, 14640, 14650, 14660, 14670, 14680, 14690, 14700, 14710, 14720, 14730, 14740, 14750, 14760, 14770, 14780, 14790, 14800, 14810, 14820, 14830, 14840, 14850, 14860, 14870, 14880, 14890, 14900, 14910, 14920, 14930, 14940, 14950, 14960, 14970, 14980, 14990, 15000, 15010, 15020, 15030, 15040, 15050, 15060, 15070, 15080, 15090, 15100, 15110, 15120, 15130, 15140, 15150, 15160, 15170, 15180, 15190, 15200, 15210, 15220, 15230, 15240, 15250, 15260, 15270, 15280, 15290, 15300, 15310, 15320, 15330, 15340, 15350, 15360, 15370, 15380, 15390, 15400, 15410, 15420, 15430, 15440, 15450, 15460, 15470, 15480, 15490, 15500, 15510, 15520, 15530, 15540, 15550, 15560, 15570, 15580, 15590, 15600, 15610, 15620, 15630, 15640, 15650, 15660, 15670, 15680, 15690, 15700, 15710, 15720, 15730, 15740, 15750, 15760, 15770, 15780, 15790, 15800, 15810, 15820, 15830, 15840, 15850, 15860, 15870, 15880, 15890, 15900, 15910, 15920, 15930, 15940, 15950, 15960, 15970, 15980, 15990, 16000, 16010, 16020, 16030, 16040, 16050, 16060, 16070, 16080, 16090, 16100, 16110, 16120, 16130, 16140, 16150, 16160, 16170,

# LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Jeudi 28 février 1991 • ••

# LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

REPRODUCTION INTERDITE

## PARIS

### 5<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

2 PIÈCES 64 m² 1 <sup>er</sup> étage	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE - 43-31-73-41 Frais de commission	7 078 + 1 073 5 036
--	--	---------------------------

### 7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

4/5 PIÈCES 134 m² 6 <sup>e</sup> étage	69-71, avenue de Suffren SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	17 800 + 2 217 12 524
--	---	-----------------------------

### 9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

3/4 PIÈCES 100 m² 4 <sup>e</sup> étage	74, rue d'Amsterdam SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	10 450 + 1 742 7 438
3 PIÈCES 109 m², 1 <sup>er</sup> étage	2, square Trudaine CGI - 40-16-28-71	9 000 + 2 025

### 11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

STUDIO MEUBLÉ 20 m² sur jardin	HOME PLAZZA NATION HOME PLAZZA 40-09-40-00	5 500 + 825
2 PCES MEUBLÉES 50 m² sur jardin	HOME PLAZZA BASTILLE HOME PLAZZA 40-21-22-23	8 500 + 1 275

### 14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

STUDIO 39 m² 1 <sup>er</sup> étage	102, avenue du Maine AGIFRANCE - 43-22-23-81 Frais de commission	3 454 + 491 2 828
STUDIO Parking, 36 m² Rez-de-chaussée	189-201, avenue du Maine LOC INTER - 47-45-15-58	4 050 + 295
2 PIÈCES 48 m² 5 <sup>e</sup> étage	189-201, avenue du Maine LOC INTER - 47-45-15-58	5 692 + 399

### 16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

3 PIÈCES Parking, 90 m² 3 <sup>e</sup> étage	4, rue Féliçien-David SOLVEG - 40-67-08-99 Frais de commission	12 067 + 1 081 9 450
5 PIÈCES Parking, 132 m², duplex 5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> étage	4, rue Féliçien-David SOLVEG - 40-67-08-99 Frais de commission	19 553 + 1 593 15 065

### 17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

3 PIÈCES Parking, 84 m², 2 <sup>e</sup> ét., balcon	19, rue Saligny LOC INTER - 47-45-16-09	8 757 + 700
4 PIÈCES 2 parkings, 97 m², 2 <sup>e</sup> ét., balcon	19, rue Saligny LOC INTER - 47-45-16-09	10 014 + 850
5 PIÈCES 2 parkings, 123 m² 1 <sup>er</sup> ét., balcon	19, rue Saligny LOC INTER - 47-45-16-09	12 528 + 1 100

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

6 PIÈCES duplex 2 parkings, 163 m² 6 <sup>e</sup> et 7 <sup>e</sup> étage 2 terrasses, balcon	19, rue Saligny LOC INTER - 47-45-16-09	19 163 + 1 350
3 PIÈCES 80 m² + 7 m² (chambre de service), rez-de-ch.	8, rue des Dardennes GCI - 40-16-28-71	7 900 + 1 378
4 PIÈCES 141 m² + 7 m² (chambre de service), 3 <sup>e</sup> étage	9, rue des Dardennes GCI - 40-16-28-71	18 000 + 2 359

### 19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

2 PIÈCES Parking, imm. neuf 66 m², 4 <sup>e</sup> étage	6-8, rue Adolphe-Milla SAGGEL - 42-66-61-05 Frais de commission	5 361 + 702 3 621
3 PIÈCES Parking, imm. neuf 73 m², 1 <sup>er</sup> étage	6-8, rue Adolphe-Milla SAGGEL - 42-66-61-05 Frais de commission	5 935 + 728 4 223

### 20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

3 PIÈCES Parking, 66 m² 1 <sup>er</sup> étage	6, rue Tolain AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	5 215 + 940 3 710
---	---	-------------------------

### 78 - YVELINES

2 PIÈCES 65 m² Rez-de-chaussée	ROCQUENCOURT 13, rue des Etables AGIFRANCE - 47-42-17-81 Frais de commission	3 587 + 1 103 2 835
2 PIÈCES Parking, 62 m² 1 <sup>er</sup> étage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 42 bis, rue des Ursulines AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	4 785 + 520 3 403
4 PIÈCES Parking, 105 m² 4 <sup>e</sup> étage Balcon	VIROFLAY 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires location	8 750 + 1 405 6 570

### 91 - ESSONNE

MAISON INDIVIDUELLE 142 m², garage	EVRY 46, rue de la Tour SOLVEG - 40-67-08-99 Frais de commission	6 739 + 198 5 454
---------------------------------------	---	-------------------------

### 92 - HAUTS-DE-SEINE

3 PIÈCES Parking, 83 m² 1 <sup>er</sup> étage	BOULOGNE 197, rue Gallieni LOC INTER - 47-45-16-09	6 500 + 650
3 PIÈCES Parking, 70 m² 6 <sup>e</sup> étage	BOULOGNE 743, av. du Général-Leclerc SAGGEL - 46-08-96-55 Frais de commission	4 800 + 750 3 416
3 PIÈCES 72 m² 5 <sup>e</sup> étage	BOULOGNE 57, rue des Peupliers SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	5 400 + 1 199 7 683
4 PIÈCES 78 m² 1 <sup>er</sup> étage	COURBEVOIE 81, galerie des Damiens SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	4 800 + 1 311 3 416

2 PIÈCES Parking, 62 m² 1 <sup>er</sup> étage	ISSY-LES-MOULINEAUX 15, avenue Jean-Monnet SAGGEL - 46-08-96-55 Frais de commission	4 650 + 750 3 309
3 PIÈCES Parking, 69 m² 5 <sup>e</sup> étage	LEVALLOIS-PERRET 22, rue Camille-Pelléan SOLVES 40-67-08-89 Frais de commission	6 082 + 782 4 962
3 PIÈCES Imm. neuf, 72 m² 3 <sup>e</sup> étage	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL - 46-08-96-55 Frais de commission	5 888 + 1 000 4 546
4/5 PIÈCES 185 m² 2 <sup>e</sup> étage	NEUILLY-SUR-SEINE 3, rue du Général-Deleury SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	20 350 + 1 493 14 481
STUDIO 35 m², 3 <sup>e</sup> étage Poss. parking	NEUILLY-SUR-SEINE 223, av. Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 750 + 500 2 977
3 PIÈCES 65 m², 3 <sup>e</sup> étage Balcon Poss. parking	NEUILLY-SUR-SEINE 223, avenue Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	5 820 + 550 5 182
4 PIÈCES Parking, 87 m², 1 <sup>er</sup> étage	PUTEAUX 1, rue Volta AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	5 548 + 730 4 659
STUDIO 36 m², 3 <sup>e</sup> étage	SAINT-CLOUD 1, rue des Gots-Caps AGIFRANCE - 46-02-39-81 Frais de commission	2 750 + 555 2 348
STUDIO Parking, 40 m², Entresol	SAINT-CLOUD 1, square Cloûde SAGGEL - 46-08-96-55 Frais de commission	3 650 + 280 2 597

### 94 - VAL-DE-MARNE

3 PIÈCES Parking, 76 m², 1 <sup>er</sup> étage	CACHAN 34, avenue Carnot AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	5 345 + 700 3 803
4 PIÈCES Parking, 86 m², 1 <sup>er</sup> étage	CACHAN 13, rue Guichard SAGGEL - 46-08-96-55 Frais de commission	5 120 + 800 3 643
4 PIÈCES Parking, 89 m², 5 <sup>e</sup> étage	SAINT-MAURÉD 31/33, avenue Joëlle LOC INTER - 47-45-16-09	6 600 + 1 039
4 PIÈCES Parking, 90 m², 4 <sup>e</sup> étage	VINCENNES 21-35, rue du Petit-Parc AGF - 48-08-78-48 Frais de commission	8 210 + 910 5 842

### 95 - VAL-D'OISE

2 PIÈCES Parking, 50 m² 1 <sup>er</sup> étage, balcon	MONTMORENCY 128, av. Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 283 + 1 010 2 634
---	---	---------------------------

Le Monde

CHAQUE MERCREDI

numéro daté jeudi

VOS  
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
LES BELLES PROPRIÉTÉS  
L'AGENDA IMMOBILIER  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont  
808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont  
375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHENIX GESTION

RÉSIDENCES HOTELIÈRES  
HOME PLAZZACIGIMO  
GROUPE GTFsagel verblème  
GROUPE UAPSOLVEG  
LOCATION VENTE ET GESTION D'IMMOBILIER

هذا من الأصل



Détenant 6 % du capital

## La Société générale s'est placée en infraction en augmentant sa participation dans TF 1

Ni « modification substantielle », ni changement d'opérateur : a priori, le retrait de M. Robert Maxwell et la reconstitution du capital de TF 1 qui s'est ensuivie, ne constituaient qu'une « étape de la vie des affaires », selon l'expression du président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, M. Jacques Bouet. Une étape à laquelle le CSA, réalisme économique oblige, n'a jamais eu l'intention de s'opposer (le Monde du 23 février).

Les « sages » s'étaient donc seulement assurés auprès des établissements financiers - Crédit lyonnais, Société générale, Worms et Cie, Indosuez - acquéreurs des 9,74 % du capital cédés par le magnat britannique qu'ils ne se préparaient pas à une simple opération de portage. Des assurances suffisantes leur ayant été fournies, le Conseil s'apprêtait à entériner la nouvelle répartition du capital de TF 1 lorsqu'une difficulté inattendue a surgi.

En portant sa participation à 6 % du capital de TF 1 (4,5 % comme membre du « noyau dur », 1,5 % racheté en Bourse), la

Société générale s'est placée en infraction avec la loi sur la communication audiovisuelle. Avec son article 39, exactement, qui interdit à une même personne physique ou morale de détenir, « directement ou indirectement, plus de 5 % du capital ou des droits de vote » dans plus de deux chaînes de télévision nationales hertziennes.

Or banque traditionnellement présente dans la communication, la Société générale possède 5,10 % du capital de Canal Plus. Elle en détient même un peu plus de 6 % si l'on ajoute à cette participation directe la participation indirecte que lui vaut sa présence au tour de table du groupe Havas, premier actionnaire de la chaîne cryptée. La Société générale possède également 5 % de Canal J, la chaîne de télévision par satellite destinée aux enfants. Une chaîne qui vient de se voir octroyer un réseau de fréquences terrestres et compte parmi ses actionnaires... Canal Plus. Cette présence fait franchir *ipso facto* à la Société générale le fameux seuil de 5 %. L'augmentation des parts détenues par la

Société générale dans TF 1 a donc placé la banque dans l'illégalité. Mardi 26 janvier, le CSA en a informé les dirigeants de la Une. Un nouvel ajustement du tour de table de TF 1 est donc prévisible. A moins que la banque ne décide d'abaisser sa participation dans Canal Plus - ce qui paraît peu probable - ou dans Canal J.

P.-A. G.

La mise en place de la chaîne culturelle franco-allemande

## Le gouvernement veut modifier la loi pour donner des fréquences à la SEPT

La SEPT, chaîne culturelle européenne, sera bientôt diffusée sur un réseau hertzien. Après de multiples hésitations, le gouvernement avait fait ce choix en novembre dernier, mais avait subordonné son application à la mise en place effective de la collaboration franco-allemande (le Monde du 4 décembre 1990). Ces deux dossiers - la diffusion hertzienne et l'accord franco-allemand - a connu, mercredi

27 février, une impulsion décisive. Le conseil des ministres a en effet examiné deux projets de loi en ce sens.

Le premier autorise la ratification du traité signé le 2 octobre 1990 à Berlin entre la France et les Länder allemands. Ce traité prévoit l'installation du siège de la chaîne à Strasbourg, la parité de financement (environ 420 millions de francs au départ pour chaque pays), la diffusion par le satellite TDF 1 et l'emploi de la nouvelle norme de télévision D2 Mac packet. Il fait, en revanche, sortir la chaîne du droit commun des télévisions françaises. Soustraite au contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, la chaîne n'aura de compte à rendre qu'à ses actionnaires - pour la nomination de son PDG notamment. Exemptée des quotas nationaux, elle respectera néanmoins la réglementation française en matière cinématographique.

Le texte du traité prévoit également qu'en « fournissant des moyens complémentaires de diffusion », les deux Etats s'engagent « à parvenir à une capacité de réception aussi équilibrée que possible » (le Monde du 23 octobre 1990). Un engagement exigé par l'Allemagne - où huit millions de

foyers sont abonnés au câble, - alors qu'en France la réception du satellite de télédiffusion directe TDF 1 demeure confidentielle. La retransmission de certaines émissions de la SEPT sur FR 3 le samedi ne peut être qu'une solution temporaire. Et de l'autre côté du Rhin, on estime que la parité de diffusion devrait intervenir dès la diffusion des programmes franco-allemands. Permettre l'attribution à la chaîne culturelle de fréquences hertziennes est donc l'objet du second projet de loi.

Il s'agit de compléter la loi sur la communication audiovisuelle pour permettre au CSA d'attribuer « en priorité » des fréquences à une entité européenne issue d'un traité international, ce que le texte de 1986 ne prévoyait pas. La future chaîne franco-allemande - dont le nom n'est pas encore choisi - aura la forme d'un groupement européen d'intérêt économique. La SEPT demeurera société d'édition de programmes, pendant français du pôle allemand composé des chaînes publiques ARD et ZDF.

P.-A. G.



## Marché International des Professionnels de l'Immobilier

Plus que jamais indispensable, le rendez-vous international des professionnels de l'immobilier.

Lieu de rencontres, carrefour de savoir-faire, de projets et de réalisations, observatoire unique du marché international de l'immobilier et de son évolution... : voilà ce que sera le MIPIM 1991 pour tous les décideurs de haut niveau du monde entier.

Le climat international difficile que nous connaissons exige une vigilance accrue de la part des professionnels. D'ailleurs, le rythme d'inscription au MIPIM 1991 est deux fois supérieur à ce qu'il était au 1<sup>er</sup> janvier de l'an passé et va toujours croissant. Aujourd'hui, plus de 900 sociétés représentant plus de 25 pays sont déjà inscrites. Collectivités territoriales, promoteurs, conseils en immobilier d'entreprises, investisseurs, utilisateurs finaux : tous les intervenants du marché de l'immobilier seront présents à Cannes pour 4 jours de business intensif.

Conférences et ateliers (avec traduction simultanée) s'organisent autour des politiques d'implantation et des stratégies d'investissement revues en fonction de la nouvelle donne du marché et de l'actualité que nous vivons.

MIPIM 1991: le rendez-vous des décideurs qui savent aujourd'hui anticiper les évolutions pour figurer parmi les gagnants de demain.

Pour toute information complémentaire, appelez dès aujourd'hui

René PERES :  
(33) (1) 45.05.14.03.



RENE PERES - MIDEM ORGANISATION - TELEPHONE: (33) (1) 45.05.14.03 - FAX: (33) (1) 47.55.91.22 - TELEX: 630 547 MIDEM

## MARCHÉS FINANCIERS

Ayant provisionné l'ensemble de son plan de restructuration

Thomson Consumer Electronics  
affiche une perte  
de 2,7 milliards de francs en 1990

Thomson Consumer Electronics, la filiale électronique grand public du groupe nationalisé Thomson, a annoncé, mardi 26 février, qu'avec un chiffre d'affaires de 33,2 milliards de francs elle avait enregistré des pertes de 2,7 milliards de francs pour 1990. Ce très mauvais résultat s'explique notamment par la constitution d'importantes provisions (1,8 milliard de francs), correspondant au plan de restructuration mis en œuvre. « TCE sera une bonne affaire à partir de 1995 », déclare M. Alain Gomez, président de Thomson, dans un entretien publié par les Echos le 27 février.

A l'image de son grand concurrent et néanmoins partenaire, Philips, la firme française Thomson Consumer Electronics (TCE), filiale électronique grand public du groupe Thomson - et numéro quatre mondial dans sa sphère d'activité derrière Matsushita (Japon), Sony (Japon) et la firme d'Eindhoven (Pays-Bas) - a décidé de frapper un grand coup, à la fois pour remonter le courant et en même temps être en mesure de relever le défi de la télévision haute définition (TVHD).

Elle lance pour ce faire un audacieux plan de productivité étalé sur quatre ans, d'un coût de 1,8 milliard de francs. La dépense ne sera pas étalée dans le temps, mais entièrement provisionnée sur les comptes de l'exercice 1990.

Compte tenu d'une perte sur opérations courantes d'environ 680 millions de francs et d'une provision pour risques exceptionnels de 200 millions, l'exercice se solde par un déficit de 2,7 milliards pour une perte affichée de 156 millions en 1989. La pilule est amère pour une entreprise de création récente (1988) et qui réalise 33,18 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Un endettement  
très lourd

TCE pouvait-il faire autrement que de charger aussi brutalement sa balance ? La réponse de son nouveau P-DG, M. Bernard Ysauteur, est négative. Si l'entreprise française se situe dans la moyenne internationale de l'industrie électronique grand public, avec un résultat d'exploitation - positif lui - de 746 millions de francs, elle présente le grave inconvénient, contrairement à la plupart de ses concurrents, notamment japonais, d'afficher un bilan gravement déséquilibré par un endettement moyen de l'ordre de 10 milliards de francs, dont le service des intérêts affecte lourdement les résultats.

Pas question de baisser les bras. Thomson, avec son partenaire Philips, est à la pointe du progrès en matière de télévision haute définition et, malgré les critiques qui

fusent de toutes parts dénigrant leur technologie, ils sont prêts à relever le défi de la télévision du XXI<sup>e</sup> siècle. Ce défi n'est pas mince.

Entre 1995 et 2010, les experts estiment, en effet, que le renouvellement du parc mondial des téléviseurs, composé actuellement de quelque 720 millions d'appareils, représentera à lui seul un marché d'un poids estimé entre 250 et 500 milliards de dollars. Quand on sait que la filiale image (TV bien sûr, mais aussi magnétoscopes, vidéodisques, caméscopes) représente les deux tiers de l'activité électronique grand public, on a la pleine mesure de l'enjeu. D'après les statistiques fournies par TCE, le marché mondial de l'électronique grand public devrait atteindre 270 milliards de dollars dès l'an 2000, dont 180 milliards pour la filiale image.

Par la mise en œuvre de ce plan, qui « concerne uniquement des opérations d'amélioration des coûts et de l'efficacité globale du groupe », M. Ysauteur espère pouvoir réaliser dès 1995 des économies de l'ordre de 900 millions par an. En même temps, TCE entend poursuivre la forte croissance de ses dépenses de recherche et développement, d'un montant prévu de 2 milliards pour 1991. D'ores et déjà, le P-DG de la société prévoit de dégager pour 2000 un bénéfice net de 3 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 70 milliards, sans augmenter sa part de marché mondial (6 %).

Pour se consoler d'une situation financière grave, mais pas désespérée, M. Ysauteur peut toujours se dire que Matsushita et Sony, les deux groupes japonais leaders en électronique grand public, ont une rentabilité sur fonds propres loin des 15 %, considérés comme un objectif pour une société occidentale.

ANDRÉ DESSOT

Le sud-coréen  
Goldstar  
entre dans le capital  
de l'américain Zenith

Les Etats-Unis ne comptent plus un seul fabricant de téléviseurs à capital entièrement américain. Le dernier, la firme Zenith, vient d'ouvrir son capital au conglomérat sud-coréen Lucky Goldstar, dont la division électronique grand public rachète 4,97 % des actions. L'opération a porté sur 1,45 million de titres, au prix unitaire de 10,34 dollars, supérieur de 3 dollars au cours de Bourse, pour un montant total de 15,5 millions de dollars (80 millions de francs). Aux termes de l'accord conclu, il est convenu que Goldstar pourra augmenter sa participation, mais pas au-delà de 15 %.

Les AGF prennent  
6,5 % du capital  
de l'assureur allemand AMB

Les Assurances générales de France (AGF) ont acheté en Bourse 6,5 % du capital de l'assureur allemand AMB (Aachener Muenchener Beitzelungs), le troisième groupe derrière Allianz et Colonia. Ces opérations ont eu lieu avant la crise du Golfe et avec l'accord de la direction d'AMB. Les AGF avancent avec prudence sur ce terrain d'autant plus miné que les autres actionnaires d'AMB (Royal Insurance 20 %, Dresdner Bank 15 %, du capital mais 20 % des droits de vote), Colonia (2,26 %) ont également des intentions précises. La Dresdner est ainsi soupçonnée d'être à l'origine des rumeurs qui ont lieu actuellement en Bourse et qui ont fait progresser le titre AMB de 15 % environ.

Le groupe d'assurance français aimerait bien de son côté obtenir un accord de partenariat étayé par une prise de participation de 25 % dans le capital d'AMB. Mais il ne peut ni ne souhaite le faire sans l'accord de la direction d'AMB. Les discussions ont donc été ouvertes avec les autres actionnaires et la direction d'AMB. En cas d'échec, les AGF se retireraient avec une coquette plus-value.

Après cinq années  
de dégradation  
Les échanges extérieurs  
de l'industrie  
automobile  
se sont accrus en 1990

Véritable changement de tendance ou feu de paille ? Le commerce extérieur de la branche automobile française a enregistré en 1990 un solde positif de 26,1 milliards de francs, en hausse de 36 % sur 1989 (19,2 milliards). La France est traditionnellement en excédent sur ce poste mais cet excédent avait tendance à s'éroder depuis cinq ans. Il était de 30,9 milliards en 1984. L'année 1990 marque donc, peut-être, une rupture de cette dégradation.

Elle s'explique par le redressement de la sous-branche pièces et équipements, dont le solde passe de + 22,7 milliards de francs en 1989 à + 28,4 milliards. Les ventes d'automobiles neuves voient simplement leurs échanges se stabiliser à + 6,6 milliards, comme pendant l'année 1989. Les échanges de véhicules industriels et utilitaires, déficitaires, marquent un léger progrès, passant de - 8,7 milliards de francs en 1989 à - 7,8 milliards en 1990.

## NEW-YORK, 26 février ↓

## Ventes bénéficiaires

De nouvelles ventes bénéficiaires se sont produites mardi à Wall Street. Mais elles ont été moins bien absorbées que la veille et, bien qu'ayant rattrapé une partie de son retard, l'indice Dow Jones des industriels s'est effondré en clôture à 2 864,60, soit à 23,27 points (-0,8 %) au-dessous de son niveau précédent. Un essai à été tenté à la cote 2 840,10. Le bilan de la journée a été plus mauvais que ce résultat, puisque sur 2 031 valeurs traitées, 452 seulement ont augmenté, alors que 1 148 baissaient, tandis que 451 reproduisaient leurs cours précédents.

Si la débandade des troupes irakiennes au Koweït rend probable une fin rapide du conflit, les investisseurs jugent néanmoins que le marché a été largement anticipé l'issue victorieuse des combats. Dans cet état d'esprit, beaucoup préfèrent prendre leurs bénéfices avant le rebond que ne devrait pas manquer de produire le cessez-le-feu. Les investisseurs vont aussi plus loin que cette question. Sur le front économique, la baisse de 0,7 % des commandes de biens durables en janvier est bien moins forte que celle prévue par les experts (-1,7 %) et laisse ainsi présager que la récession sera bien moins importante que prévu.

VALEURS	Cours de 26 février	Cours de 27 février
Alcoa	53 1/2	54 7/8
AT&T	51 1/4	52 1/4
Boeing	46 5/8	48
Chemical Bank	37 1/8	37 1/8
Du Pont de Nemours	37 1/8	37 1/8
Eastman Kodak	44 5/8	44
Exxon	28 3/4	28 3/4
Ford	28 3/4	28 3/4
General Electric	59 7/8	59 3/8
General Motors	38 7/8	38 7/8
Goodyear	20 1/2	20 1/4
IBM	123 3/4	123 3/4
ITT	51 1/2	51 1/2
Johnson & Johnson	58 5/8	59 1/2
Kimberly-Clark	105	103 3/4
Lockheed	58 3/4	58 3/4
Merck	58 7/8	61 1/4
U.S. Steel	45	44 7/8
Union Carbide	31 1/4	30 3/4
USX	30	29 3/8
Westinghouse	34 1/2	35
Yarn Corp.	34 1/2	35

## LONDRES, 26 février ↓

## Recul

Les valeurs ont terminé dans le rouge mardi au Stock Exchange. L'indice Footsie des 100 grandes valeurs a abandonné 13,3 points à 2 322,2, soit une perte de 0,6 %. Le volume d'échanges s'est légèrement contracté, pesant de 534,5 millions de titres la veille à 500,5 millions.

Ce recul s'est effectué sur un marché déprimé par l'influence négative de Wall Street, des ordres de bénéfices et ce malgré un certain optimisme sur le front de la guerre dans le Golfe après l'évacuation des troupes irakiennes de Koweït-City. Beaucoup de secteurs ont été affectés : les groupes de distribution alimentaire, le secteur automobile, les magasins (à l'exception de Boots) et les assurances.

## FAITS ET RÉSULTATS

La CEE prête 2 milliards de francs supplémentaires à Eurotunnel. - Pour inciter Eurotunnel à utiliser de l'acier communautaire dans le tunnel, la Commission européenne vient d'octroyer au consortium un prêt supplémentaire de 2 milliards de francs et à un taux avantageux, dans le cadre des financements de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Ce prêt porte à 88 milliards de francs les capacités de financement de Eurotunnel, qui évaluait à 86 milliards de francs le coût de 76 milliards de francs le coût de l'ouvrage, dont la mise en service est prévue pour le 15 juin 1993. Le prêt annuel est remboursé par les risques de dépassement des devis et les fluctuations monétaires ainsi que par le contenu des financements de la Communauté européenne et des entreprises chargées de construire le tunnel.

Asaka rachète la majorité du capital d'Adia - Le financier suisse Werner Rey a vendu pour 770 millions de francs suisses (environ 3 milliards de francs français) les 53 % qu'il détenait dans le capital du groupe de services Adia (travail temporaire, sécurité), avec un chiffre d'affaires de 4,1 milliards de francs suisses (environ 16 milliards de francs français), au groupe allemand de distribution Asaka et à la société suisse Klaus Jacobs. PDG d'Inspectorate, M. Rey était entré dans le capital d'Adia lors de la fusion des deux groupes à la fin de 1989. Depuis la fin de 1990, il avait cherché à céder ses actions d'Adia en échange d'une part du capital de Cosmos, holding qui contrôle Asaka, mais il lui manquait, dit-on, 400 millions de francs suisses pour réaliser l'échange. Il s'était alors tourné vers Metro, un autre groupe allemand de distribution, sans succès, puis vers la britannique Lomho, avant de vendre directement ses actions.

Nucleaire : forte chute du chiffre d'affaires de KWU (Siemens). - KWU, filiale de l'allemand Siemens spécialisée dans la fabrication de centrales électriques, a enregistré un effondrement de son chiffre d'affaires 1989-1990 (exercice clos au 30 septembre), qui est tombé à 5,8 milliards de deutschemarks (20 milliards de francs), contre 8,9 milliards de deutschemarks l'exercice précédent. Le président du directoire de KWU, M. Heinrich von Pierer, a déclaré que les résultats étaient conformes aux attentes de la société. Le recul est dû au nucléaire, dont la part a représenté 2,5 milliards de deutschemarks, contre 6,2 milliards l'année précédente. Le nombre de salariés de KWU à la fin de l'exercice écoulé n'avait été diminué que de 350 personnes en un

## PARIS, 27 février ↑

## Reprise en cours de séance

Après une journée de forte baisse, un mouvement de reprise s'est dessiné mercredi à la Bourse de Paris. Il n'a toutefois pas été immédiat. A l'ouverture nationale de la séance, la tendance était encore lourde (-0,88 %). Mais progressivement, le retard accumulé était comblé et, vers midi, l'indice CAC-40 était revenu au point d'équilibre. Plus tard dans la journée, il avait repris sa progression pour s'élever à 0,30 % au-dessus de son niveau de la veille.

La doute sur la volonté des chefs politiques, membres de la coalition armée chargée de bouter les troupes irakiennes hors du Koweït, de poursuivre le combat jusqu'à ce que force de loi soit donnée à la résolution 660 de l'ONU commence à se dissiper. Au gré des informations que la censure libanaise filtre, il apparaît en effet de plus en plus que la victoire est au bout des canons des forces alliées. Reste à savoir que les investisseurs, qui voient en décaissement par procuration, si l'offensive sera menée jusqu'à Bagdad ou pas. Le président Mitterrand a dit non et l'a encore redit en fin de journée. D'après les spécialistes, les hésitations du marché n'ont pas d'autres raisons. Les avis recueillis dans les milieux financiers sont formels : il ne faut pas avoir de véritable reprise économique sans effacement du régime politique en place en Irak. C'est une des conditions principales au dégel de l'épargne de précaution constituée sous l'effet de la peur.

## TOKYO, 27 février ↓

## Tassement

Le marché boursier a clôturé en baisse mercredi à Tokyo, dans le sillage de Wall Street. L'indice Nikkei s'est effondré de 188,71 points à 2 609,25, soit un recul de 0,72 %. Le volume d'échanges a diminué de moitié par rapport à la veille, représentant environ 600 millions de titres.

VALEURS	Cours de 26 février	Cours de 27 février
Asahi	768	773
Fuyo Bank	1 180	1 180
Fuji Bank	2 220	2 220
Honda Motor	1 410	1 370
Mitsubishi Bank	1 620	1 620
Mitsubishi Heavy	820	812
Sanyo Corp.	6 820	6 880
Toyota Motor	1 920	1 920

## FAITS ET RÉSULTATS

an, pour revenir à 19950 personnes. - (AFP).

National Westminster Bank : base de 25 % du bénéfice et 15 000 emplois en moyenne d'ici à 1993. - National Westminster Bank, la deuxième banque britannique, a enregistré un bénéfice impossible en hausse de 25 % l'an dernier à 504 millions de livres (5 milliards de francs) contre 404 millions (4 milliards) en 1989, et a gelé son dividende final. La banque a confirmé parallèlement la poursuite de son plan de suppression d'emplois, qui devrait toucher 15 000 personnes d'ici à 1993. Le reclutement annuel est limité à 1 000 personnes, conformément aux prévisions moyennes des analystes, mais a été acquis après provisions pour créances douteuses de 1,1 milliard de livres contre 1,44 milliard en 1989. Sur le seul marché britannique, les provisions ont plus que doublé à 695 millions de livres, contre 326 l'année précédente. Le secteur le plus touché en Grande-Bretagne a été celui des comptes personnels et des petites sociétés, victimes par les taux d'intérêt élevés et la récession au deuxième semestre, a indiqué la banque.

Le Conseil des Bourses de valeurs invalidé l'offre sur TCB, une holding détenant une participation dans DMC. Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) a jugé mardi 26 février invalidé dans sa forme actuelle la proposition d'achat d'un bonhomme d'affaires parisien sur une partie du capital de TCB, une holding dont le principal intérêt est une participation dans le groupe textile DMC de 8 % du capital et 13 % des droits de vote. Pour le CBV, cet investisseur, identifié comme étant M. Paul Cohen, aurait dû lui présenter son projet pour avis, puisque son intention est de procéder à une OPA sur cette valeur cotée sur le marché hors cote de Lita. M. Cohen se propose en effet d'acquiescer 70 % du capital de TCB au prix de 450 francs, alors que le dernier cours coté était de 255 francs.

Onet : stagnation des résultats. - La société de nettoyage industriel Onet devrait enregistrer une stagnation de ses résultats en 1990. Onet avait déposé en 1989 un bénéfice consolidé (avant paiement des intérêts minoritaires) de 68,6 millions de francs et un résultat courant de 141,2 millions. Son résultat 1990 a été « sensiblement affecté par les pertes des filiales africaines », qui ne sont « pas encore arrêtées définitivement ». Le groupe marshallais a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 3,33 milliards de francs, en hausse de 12 % sur leur niveau de l'exercice précédent (2,98 milliards de francs).

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3318	3326	Carroll	100	100
Amstel Assurances	285	275 60	ICC	242	242
Ayrol	105	105	EDF	234	234 50
BAC	173 80	173 80	EMA	100	100
Banque Paribas (ex BCP)	820	820	Immo Hôpital	100	100
Bornier (Ly)	385	385	IPBM	115	115 10
Boussac (Ly)	194	210	Locamot	230	230 90
CAL-De-R. (CCI)	1012	982	Locomax	95	92 30
Colson	400	396	Meca Comar	152 50	152
Cordif	550	550	Molex	122	122
CEGEF	180	180	Quintex Logica	590	590
C.F.P.I.	284	282 30	Presbourg	77 70	77 70
C.N.I.M.	850	870	Publi-Financ	380 50	379
Codotour	280	280	Rafel	558	557
Conforama	865	849	Rhone-Alp Esc. It.	300	299
Crestis	245 20	239	St-H. Manon	170	170
Daphin	388	398	Sect. Invest. Ev.	87 90	88
Delaunay	759	785	Serbo	422	428 50
Delaunay Worms Co.	400	400	S.M.T. Group	177 50	174 50
Diogenes et Gerl.	243	240	Sopra	234	230
Dowling	1020	1010	Thermador H. It.	277	277
Dynal	288 10	288	Unilog	175	171
Edison	150	149 50	Val et Ce	110	108
Edisons Belford	245	248 50	Y. St-Laurent Group	728	711
Emp. Propriété	385	370			
Finacor	125	125			
Financière	148 10	146 20			
Finpro	276	276			
Grand Uva	398	388			
Group. Cigry	217 50	218			
	580	580			

## LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 26 février 1991

Nombre de contrats : 114 581.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 91	Jun 91	Sept. 91	
	Dernier 104,66	105,26	105,46	
Précédent	105,16	105,72	105,76	
Options sur notiomel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 91	Jun 91	Mars 91	Jun 91
	105	0,12 1,44	0,03	0,88

CAC 40 A TERME			
(MATIF)			
Volume : 12 091.			
COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	1 718,5	1 725	1 762
Précédent	1 741	1 753	1 770

## CAC 40 A TERME

Volume : 12 091. (MATIF)

COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	1 718,5	1 725	1 762
Précédent	1 741	1 755	1 776

## CHANGES

Dollar : 5,1810 ↓  
Le dollar a clôturé en baisse de 0,27 yen, à 132,80 yens, mercredi 27 février sur le marché des changes de Tokyo. A Paris, la tendance était analogue. La devise américaine était en léger repli, mais restait ferme à 5,1810 francs mercredi au cours des premiers échanges entre banques à 5,1755 francs au fixing du même jour.

FRANCOFONIE 26 février 27 février  
Dollar (en DM) 1,5290/1 1,5346  
Dollar (en DM) 1,5290/1 1,5346  
Dollar (en yen) 133,87 132,80

MARCHÉ MONÉTAIRE  
(effets privés)  
Paris (27 février) 9 1/8 1/4 %  
New-York (26 février) 5 %

BOURSES  
PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)  
25 février 26 février  
Valeurs françaises... 115 114,30  
Valeurs étrangères... 106,50 106  
(SBF, base 100 : 31-12-91)  
Indice général CAC 40 463 463,50  
(SBF, base 1000 : 31-12-91)  
Indice CAC 40... 1745,17 1712,31

NEW-YORK (Index Dow Jones)  
25 février 26 février  
Industrielles... 2 887,87 2 864,60  
LONDRES (Index Financial Times)  
25 février 26 février  
100 valeurs... 2 335,59 2 322,20  
30 valeurs... 1 866,50 1 855  
Mines d'or... 128,48 131,20  
Fonds d'Etat... 85,45 85,39

FRANCOFONIE  
25 février 26 février  
Dax... 1 601,15 1 598,24  
Nikkei Dow Jones... 26 382,96 26 094,25  
Indice général... 1 953,09 1 935,37

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
\$ E.-U.	5,1790 5,1810 + 106 + 116 + 220 + 715 + 775		
\$ can.	4,9957 4,9913 - 33 - 5 - 62 - 3 - 58 + 47		
Yen (100)	1,3969 1,3914 + 27 + 46 + 69 + 107 + 343 + 405		
DM	3,3017 3,3096 + - + 18 + 11 + 35 + 72 + 132		
Franc	16,4936 16,5105 + - + 80 + 18 + 34 + 65 + 120		
FS (100)	16,4936 16,5105 + - + 80 + 18 + 34 + 65 + 120		
PS	3,9534 3,9580 + 33 + 49 + 71 + 98 + 303 + 369		
L (1 000)	6,5460 6,5517 + 154 + 98 + 253 + 168 + 612 + 466		
E	9,9437 9,9527 - 357 - 312 - 687 - 538 - 1357 - 1284		

## TAUX DES EUROMONNAIES

	6 3/8	6 5/8	6 7/8	7	6 3/4	6 1/2	6 1/4	6 1/8	6 1/16	6 1/32
\$ E.-U.	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16
DM	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
Franc	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8
FS	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8
L (1 000)	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8
E	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8	13 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## Le Monde-RN

## ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mercredi 27 février  
Michel Marchais,  
PDG de TAT.

Jeudi 28 février  
Henri Mourad,  
PDG de la Lyonnaise  
de banque.  
Le Monde du 1<sup>er</sup> mars publie  
dans ses pages « Affaires »  
une enquête sur cette banque.

كلانا من الادلط



[illegible]

**Cours relevés à 14 h 37**

**LE MARCHE INTERNATIONAL**

**MARCHÉ DES ÉVALUÉS**

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Alors que le calme semble revenu à la Réunion

## Le RPR somme le gouvernement de « s'expliquer » sur les violences

Le calme semblait revenu, mercredi matin 27 février, à Saint-Denis de la Réunion, après trois journées d'émeutes qui ont conduit les autorités à faire appuyer les forces de gendarmerie par des parachutistes pour assurer la sécurité dans le chef-lieu du département de l'océan Indien.

A Paris, les violents incidents de la Réunion ont suscité, mardi 26 février, diverses réactions politiques et syndicales. Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a sommé le gouvernement de « s'expliquer dans les plus brefs délais devant le pays ». « La saisie de l'émetteur d'une télévision locale qui a bénéficié pendant de longs mois de la passivité des pouvoirs publics et de l'indulgence du maire socialiste de Saint-Denis ne suffit pas à expliquer le déchaînement actuel de la violence, a-t-il affirmé. Le gouvernement doit à la fois réunir les conditions pour que la

sécurité publique soit assurée et rechercher les vraies causes de la détérioration de la situation. »

Le groupe RPR de l'Assemblée nationale a demandé à deux de ses membres, MM. Jean-Louis Debré, député de l'Eure, et Jean-Paul Charié, député du Loiret, de se rendre sur place. Réuni sous la présidence de M. Charles Pasqua, le groupe RPR du Sénat a « déploré le laxisme des autorités locales et nationales ainsi que l'aveuglement du Parti socialiste réunionnais, qui a toléré les agissements de M. Camille Sudre, troisième adjoint au maire de Saint-Denis, qui n'a cessé, sur sa télévision locale et sur sa radio, de pousser aux incidents. »

Au nom du Front national, M<sup>me</sup> Huguette Fatna, chargée des DOM-TOM au sein du parti d'extrême droite a estimé que ces incidents avaient été provoqués « par une minorité d'agitateurs gauchistes payés pour déclencher de prétendues crises sociales, pour semer la terreur dans cette île française afin de la déstabiliser comme la Nouvelle-Calédonie. »

La CFTD a fait savoir qu'elle comprenait « que la population réclame plus de justice sociale et la réduction des inégalités » et « que les jeunes aspirent à prendre des responsabilités et à se sortir de l'oisiveté de l'absence d'espoir qui sont les seules perspectives que leur offre aujourd'hui la société réunionnaise », mais en soulignant que « rien ne peut justifier que ces aspirations légitimes aboutissent à des actes de violence, de vandalisme et de destruction mettant en jeu la vie même des personnes. »

La Fédération autonome des syndicats de la police (FASP) a regretté « que le dialogue n'ait pas prévalu avant la saisie de l'émetteur de Télé-Free-DOM » et a constaté qu'il s'agit d'une « étincelle pour déclencher dans les villes les phénomènes de violence là où le désespoir du lendemain est patent chez les jeunes, souvent engendré par le chômage et les disparités flagrantes entre une population en détresse et une autre aux confins de la richesse. »

## Le bilan des émeutes risque de s'alourdir

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION

de notre correspondant

Après trois jours d'émeutes dans les quartiers populaires de Saint-Denis, la tension a nettement baissé, mardi, et la nuit a été calme sur le territoire du chef-lieu de la Réunion. En revanche, quelques incidents ont éclaté, en début de soirée, dans la commune du Port, sur la côte ouest de l'île. Un magasin a été pillé, et deux voitures incendiées. La situation a été vite maîtrisée par les forces de l'ordre et les lieux locaux qui ne sont immédiatement rendus sur place.

A Saint-Denis, où près de sept cents policiers et militaires ont été déployés pour assurer le maintien de l'ordre, les pompiers poursuivaient leurs efforts, mercredi matin, pour circonvenir l'incendie qui couvrait encore dans deux entrepôts détruits. Les autorités craignent que, en plus des huit victimes déjà recensées — dont cinq femmes — après l'incendie d'un grand magasin de meubles, d'autres personnes n'aient été tuées sous l'effondrement d'une dalle de béton dans un autre magasin. Plusieurs témoins des scènes de pillage affirment que de nombreuses personnes sont restées prisonnières de ces entrepôts en flammes.

On ignore, d'autre part, dans quelles circonstances exactes une jeune femme, journaliste pigiste, a trouvé la mort, dans la nuit de lundi à mardi, près du Port, au cours d'un accident de voiture apparemment provoqué par des jets de galets.

## Privilegier les investissements

Plusieurs commerçants ont fait appel à des groupes de vigiles armés pour protéger leurs magasins, et un enfant de quatorze ans a été blessé par balle au genou devant un supermarché. Vingt manifestants, surpris en flagrant délit de vol, ont comparu devant le tribunal correctionnel et ont été condamnés pour la plupart à des peines de six mois de prison dont un mois ferme.

Arrivé mercredi à deux heures du matin à la Réunion, M. Louis Le

Pensez, ministre des DOM-TOM, s'est tout de suite rendu dans le quartier du Chaudron où, lundi, la violence avait atteint son paroxysme. Le ministre a commencé dans la matinée une consultation des élus locaux et des responsables des affaires économiques et sociales.

Interrogé, mercredi matin, sur RFO, M. Eric Boyer, président du conseil général (div. d.), a déclaré qu'il poserait au ministre le problème de la répartition des emplois entre les Réunionnais et les métropolitains. Au cours d'un « Face à la presse » télévisé, en novembre dernier, M. Boyer estimait qu'un « assai de tolérance » était attendu dans l'île, trop de métropolitains venant sur place, selon lui, occuper des postes au détriment des Réunionnais. A aucun moment, au plus fort des manifestations, les casseurs n'ont toutefois pris à partie les métropolitains présents sur l'île.

Pour sa part, s'inquiétant des répercussions négatives des émeutes sur l'économie locale, l'Union patronale de la Réunion veut demander au gouvernement de reconsidérer son action sur l'île en privilégiant les investissements productifs plutôt que la seule « distribution » de revenus financiers sociaux.

Les émeutes du Chaudron, par leur brève et leur violence, ont mis en relief l'absence de perspectives pour un grand nombre de Réunionnais, jetés très jeunes dans le flot de chômeurs qui ne cesse de grossir. Une réalité à laquelle les discours politiques ne sont plus adaptés. Plus de dix ans après l'abandon par le Parti communiste réunionnais (PCR) de son mot d'ordre d'autonomie, le débat politique s'est nettement appauvri dans le département et, contrairement à droite comme à gauche, sur la seule « égalité sociale » entre les Réunionnais et les Français de l'Hexagone. Une égalité qui serait conforme au statut départemental de la Réunion, mais qui paraît difficile à concilier avec les spécificités de l'île.

ALIX DIJOUX

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Téléphone rouge

Il est d'un souples, Gorby, on dirait pas, comme ça, à le voir engoncé dans son pardessus et sa chapka, mais il a fait ses classes au cirque de Moscou, et le saut de carpe, le flip-flap et la volte-face n'ont plus de secret pour lui. Là, il vient encore de changer d'avis : c'est un méchant surnom, Saddam, et tant qu'il aura pas demandé pardon, plus question de lui faire confiance. Pourquoi ce brusque retournement hier soir ?

Ben, voilà : Bush bouffait du lion avec ses conseillers dans le bureau ovale, un œil sur la télé. Et qu'est-ce qu'il entend ? Une mise en garde de Gorby : Fais gaffe, nos relations sont fragiles et t'es pas intéressé à les foutre en l'air. Furex, il attrape son téléphone :

— Passez-moi le Kremlin... Allô, c'est toi ? Tu crois pas que tu pousse un peu, là ? J'ai été patient, je t'ai laissé faire ton cinéma avec ce guignol de Tarek Aziz, et tes plans de paix bidon, maintenant, suffit ! J'ai qu'un mot à dire au roi Fahd et au cheikh Jaber pour qu'ils te coupent les vivres. Tes six milliards de dollars, trinité !

— Le chantage, ça prend plus !

J'ai repris du poil de la bête, figure-toi, etc.

— Oh ça ? Quand ça ? A Budapest, mardi, en voyant tes anciens vaisseaux signer la fin pitoyable du pacte de Varsovie, peut-être ?

— Je m'en tamponne, de ces minables ! Maintenant que j'ai l'armée rouge avec moi, entre mes bombinettes, mes missiles et mes tanks, je t'ai...

— Tes tanks, parlons-en ! Des épaves, oui, qui jonchent les sables du désert. Ah ! Il peut te remercier, Saddam ! Et tes soldats, c'est rien que des clochards, des voyous. Ils volent, ils vendent leurs médailles et leurs armes pour une bouchée de pain en Pologne et en Allemagne.

— N'empêche ! Les Etats-Unis, je suis encore capable de te les écrabouiller en moins d'une demi-heure. Et c'est pas moi qui le dis, c'est ton général Powell, je te signale.

— Et mon parapluie atomique, tu l'oublies ? Je l'ouvre et je te fais exploser l'Union soviétique en trente secondes chrono, le temps d'un coup de fil à Landsberg pour l'inviter à descendre la Cinquième Avenue sous une pluie de confettis. Alors, réfléchis !

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

Le conflit du Golfe : « Premier bilan culturel d'une guerre », par Edgar Morin..... 2

La guerre du Golfe... 3 à 10

La réconciliation nationale au Nicaragua

Un an après la défaite des sandinistes, la population attend toujours une amélioration de son sort..... 11

Bulgarie : M. Todor Jivkov devant ses juges

Comme si on jugeait Al Capone pour le vol d'une cuillère..... 11

Procès Weber

L'avocat général demande la résolution à perpétuité assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans..... 12

La méthode Delebarre

Le nouveau ministre de la ville veut « déboucler » les dossiers..... 12

L'union économique et monétaire de l'Europe

Les Allemands veulent freiner la mise en place de l'UEM..... 15

Indemnisation du chômage partiel

Le gouvernement adopte de nouvelles mesures..... 16

## Ile-de-France

● Parkings en sous-sol et monétique : résolution dans le stationnement à Paris ● Un plan de coopération informatique : la capitale au secours des villes africaines..... 17

Les difficultés de l'électronique grand public

La filiale du groupe Thomson affiche une perte de 2,7 milliards de francs en 1990..... 22

## SECTION B

## ARTS • SPECTACLES

● « Découvertes », un nouveau rendez-vous parisien du marché de l'art ● L'artiste (peintre) des salons du passé au foire d'aujourd'hui ● Rencontre avec Andreï Konchalovsky, pianiste cinéaste ● Miller's Crossing, le nouveau film des frères Coen ● Les spectacles nouveaux ● « Derniers domiciles connus », enquête sur vingt ans de construction de logements..... 25 à 36

## Services

Abonnements..... 2  
Annonces classées..... 18 à 20  
Automobiles..... 13  
Carnet..... 13  
Marchés financiers..... 22-23  
Météorologie..... 14  
Mots croisés..... 13  
Radio-Télévision..... 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 27 février 1991 a été tiré à 580 501 exemplaires.

## La hausse des prix de détail a été de 0,4 % en janvier

La hausse des prix de détail a été de 0,4 % en janvier par rapport à décembre, l'indice calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1980 s'étant inscrit à 187,1 contre 186,3 le mois précédent. En un an (janvier 1991 comparé à janvier 1990), l'augmentation est de 3,5 %. Ce résultat est évidemment nettement moins bon que ceux des mois de novembre et décembre, qui avaient enregistré deux baisses (de 0,2 % puis 0,1 %). Mais la fin de l'année 1990 avait été facilitée par un net repli des prix des produits pétroliers. En janvier, au contraire, ceux-ci ont augmenté de 0,3 % (+ 3,5 % sur un an). De même, janvier a enregistré la hausse des loyers (+ 1,3 %) qui a elle seule est responsable de un dixième de la hausse de l'indice.

Cela étant dit, si l'augmentation des prix alimentaires reste modérée (+ 0,2 % sur un mois, + 2,9 %

sur un an), si celle des produits manufacturés s'accroît (0,3 % en un mois, 2,4 % en un an), ce sont les prix des services qui ont une fois encore mené la danse avec une hausse de 0,6 % en un mois. Sur un an, la hausse des services du secteur privé (5,5 %) est supérieure de deux points à la hausse moyenne de l'indice.

Ce gros décalage risque de poser problème à M. Bérégovoy dont toute la politique repose sur le ralentissement progressif de l'inflation en France, ralentissement dont dépend évidemment la tenue du franc. Or, en janvier, l'écart annuel d'inflation avec l'Allemagne s'est un peu élargi, passant à 0,7 point contre 0,6 point en décembre. Sur un an, et malgré le boom de la consommation, les prix n'ont augmenté outre-Rhin que de 2,8 %

Al. V.

## EN BREF

□ La Banque d'Angleterre réduit à nouveau ses taux d'intérêt. — Pour la seconde fois en deux semaines, la Banque d'Angleterre a annoncé, mercredi 27 février en fin de matinée, une baisse de ses taux d'intérêt. Son taux d'intervention, qui avait été ramené le 13 février de 14 % à 13,5 %, a été à nouveau réduit d'un demi-point ce mercredi, tombant ainsi à 13 %. Les autorités monétaires britanniques cherchent à profiter du ralentissement en cours de l'inflation pour redonner du tonus à une économie encore en récession. Cette baisse du taux de la banque centrale devrait se traduire par une diminution du coût des crédits bancaires. Elle sera à nouveau très bien accueillie par tous les ménages endettés.

□ Sept morts, treize blessés, dans deux carambolages sur l'autoroute A1. — Sept personnes ont été tuées et une quinzaine de personnes blessées, mercredi matin 27 février, dans deux carambolages dus au brouillard sur l'autoroute du Nord (A1), dans l'Oise et la Somme. Le premier accident, qui a impliqué cinq voitures et deux poids lourds, a fait deux morts et

trois blessés au sud du péage de Roy (Somme). Le deuxième carambolage, concernant dix voitures et plusieurs poids lourds, a hauteur de Ressons-sur-Matz (Oise), a provoqué la mort de cinq personnes. Une dizaine d'autres ont été blessés.

□ Unilever va supprimer 5 500 emplois en Europe. — Le groupe anglo-néerlandais de produits alimentaires et de nettoyage Unilever va supprimer 5 500 emplois sur les 110 000 qu'il compte en Europe au cours des trois prochaines années. Cette décision, annoncée à Rotterdam mardi 26 février, ne trouve pas de justifications directes dans les résultats 1990 d'Unilever. Son bénéfice net a progressé de 4 % en 1990 à 3,605 milliards de florins (9,5 milliards de francs environ) et ses ventes en Europe (60 % du chiffre d'affaires total du groupe) de 8 %.

Le président du groupe, M. Floris Maïjers, a invoqué la préparation au grand marché unique européen et une hausse annuelle de 4 % de la productivité pour expliquer ces compressions d'effectifs qui, assure-t-il, se feront par des départs naturels.

## Vers la fin des cimetières de voitures Peugeot et Citroën vont recycler leurs véhicules

Dès le mois de juin prochain, démarra à Saint-Pierre-de-Chandieu (Rhône) un atelier de récupération des vieilles voitures reprises par le réseau des concessionnaires Peugeot et Citroën. A raison de 3 600 par an pour commencer, les véhicules seront vidangés, dépolés, débarrassés des batteries et des grosses pièces plastiques, puis broyées.

Les fragments obtenus seront alors soumis à un tri électromagnétique pour en retirer l'acier, soit 70 % du poids total. Les 30 % restants, constitués de débris de plastique, de caoutchouc et de verre, ont un pouvoir calorifique tel qu'ils pourront être vendus comme combustible à des cimenteries qui les brûleront à la place du fuel qu'elles utilisent aujourd'hui.

L'installation de Saint-Pierre-de-Chandieu, qui a demandé 20 millions de francs d'investissement, tournera à titre expérimental durant deux ans. Si, comme le croit le groupe PSA, elle se révèle rentable, le procédé serait alors développé à l'échelle industrielle de manière à traiter les deux millions de voitures que les Français mettent à la casse chaque année.

A plus long terme, les automobiles usagées de marque Peugeot et Citroën seraient plus broyées, mais démontées entièrement, de manière à récupérer toutes les pièces plastiques et à les recycler au lieu de les brûler. Sur les chaînes de montage, ces pièces seront munies de marqueurs pour qu'elles soient triées et identifiées plus facilement lors du démontage. Ainsi la récupération aboutirait, dit-on chez PSA, à une production automobile en circuit fermé. Une solution économiquement et écologiquement idéale.

M.A.R.

Miles HYMAN  
MANHATTAN  
TRANSFER  
de DOS PASSOS



240 PAGES 160 Frs.

## Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin le chantent trois fois plus que nous. Pour l'exterminer comme le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. Ce technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue la Fayette 75004 - M<sup>e</sup> Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

SCIENCE & VIE MICRO



LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

**NeXT 3**

**LOGICIELS MAJEURS**

Avec deux tableaux signés Ashton-Tate et Lotus, et un traitement de texte de Wordperfect, NeXT apporte la preuve qu'il est possible de concevoir une véritable station de travail aussi simple à utiliser qu'un micro-ordinateur. SVM a passé ces trois logiciels majeurs au banc d'essai. Étonnant !

**ET AUSSI :**

- Comparatif : l'entier des logiciels anti-virus.
- Pratique : apprendre Windows.
- Devenir photographe avec Colorstudio.
- Exclusif : Ventura, l'édition lourde sous Windows.

**N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE**

JAVICO 150



# ARTS • SPECTACLES



Elaine Elman, sans titre, 1987.

NOUVEAU RENDEZ-VOUS PARISIEN DU MARCHÉ DE L'ART

## « Découvertes » à mots couverts

**S**UR le grand marché international des valeurs, il en est une qui tente de résister et qui n'a rien à voir avec l'esthétique ou la morale, c'est la valeur marchande. On avait pris l'habitude de la discuter dans les pages économiques, il faut, depuis plus de dix ans maintenant, l'admettre dans les sections culturelles des médias.

Marché de l'art, deux jolis mots, séparément. Il faut à celui qui s'y aventure argent, beaucoup, et courage, presque autant. Argent, car si la bourse des arts connaît depuis un an un retournement inscrit dans l'hystérie des cotes de la décennie précédente, le prix des œuvres anciennes et contemporaines reste élevé, très élevé. Disons qu'une toile d'un peintre jeune et inconnu flirte avec le salaire mensuel moyen d'un Français moyen lui aussi :

7 500 francs (pour ce prix-là, les professionnels – et les spéculateurs – douteront qu'elle soit bien peinte), tandis que le prix du travail d'un artiste reconnu ne connaît pas de limites à la cascade des zéros une fois passée la barre du un.

L'amateur devra avoir du courage aussi, car l'accès à l'œuvre d'art est et demeure un acte volontariste. Si l'on peut encore approcher sans trop d'appréhension les « petites » galeries éloignées du centre, qui osent franchir sans crainte la porte des adresses prestigieuses ? Pour répondre à ces objections, le marché a réinventé la foire, grand-messe du négoce sous couvert d'événement. Tandis que déambulent les badauds désargentés sous les nefs du commerce de l'art, avec la vive impression d'être, enfin, admis dans le saint des

saints, les professionnels s'affairent. Au moins est-ce l'occasion pour beaucoup de découvrir des pièces que les musées ne peuvent plus s'offrir.

Le marché, jamais à court d'idées, a voulu aller plus loin. Paris, après la FIAC et le SAGA, crée, le 2 mars, « Découvertes » où, c'est juré, pas une œuvre ne dépassera les 80 000 francs. Mais s'agit-il de convier le public à « découvrir » des talents nouveaux ou les professionnels à « découvrir » de nouveaux acheteurs, apprentis collectionneurs ? La réponse est cachée quelque part sous la nef du Grand Palais. (Lire les articles de Geneviève Brette, Philippe Dagen et Patrick Roegiers pages 26 et 27.)

OLIVIER SCHMITT

### MUSIQUES

29

#### « La Dame de pique » à l'Opéra-Bastille



Coproduction de l'Opéra de Paris et de la Scala de Milan, *La Dame de pique* s'installe à la Bastille, sous la direction de Myung-Whun Chung, dans la mise en scène d'Andrei Konchalovsky (*ci-dessus*). Le metteur en scène soviétique continue son parcours dans le patrimoine artistique de son pays, après une *Mouette* qui avait séduit le public du Théâtre de l'Europe il y a trois ans. Il confie ici son goût de mélomane et sa vision de l'URSS d'hier et d'aujourd'hui.

### CINÉMA

30

#### « Miller's Crossing » série noire des frères Coen



Rencontre méfiante entre le cold Albert Finney et son lieutenant Gabriel Byrne (*ci-dessus*), *Miller's Crossing*, d'Elhan et Joel Coen, est un film noir, réjouissant et mélancolique, où les scènes d'amour font peur et les scènes de carnage font rire. Ce film est le troisième épisode de l'aventure conjointe de deux frères inséparables : l'un produit, l'autre met en scène.

### ARCHITECTURE

36

#### Vingt ans de construction de logement en France



*Derniers domiciles connus*, l'ouvrage de Jean-Michel Léger qui vient de paraître aux éditions Créaphis, est le fruit d'une patiente et brillante enquête sur vingt années de construction intensive de logements dans l'Hexagone. Si ces grandes manœuvres paraissent avoir permis la réconciliation des architectes avec la notion de « ville », il semble que les habitants de ces logements restent fâchés avec leurs quartiers.

DÉCOUVERTES, « PREMIER MARCHÉ DES DÉCOUVREURS D'ART CONTEMPORAIN »

## Talents nouveaux à petits prix

Premier rendez-vous hexagonal des marchands d'art et de leurs clients, la FIAC était devenue trop étroite pour les recevoir tous. Ainsi fut créé dans son giron le SAGA, marché de l'estampe, et, hors de son giron, le Salon de mars, puis, aujourd'hui, Découvertes, rassemblement de cent quinze galeries françaises et étrangères qui se sont engagées à présenter des œuvres à moins de 80 000 francs.

Des talents nouveaux, en principe.

Au commencement était la FIAC, dont la prospérité, en vingt ans et plus, aurait voulu qu'elle troque son corset de fer et ses atours de verre pour des vêtements de coupe plus ample, et donc qu'elle quitte le Grand Palais, pour quelque pavillon de foire, qui sait, porte de Versailles. Mais à cette solution hasardeuse, déstabilisante – testée par le Salon du livre qui y a laissé des plumes – les responsables de la Foire de l'art, conscients que l'habit contribuait à faire le moine, en ont préféré une autre : décongestionner plutôt que déménager la manifestation loin du cœur de Paris.

En commençant par refuser certaines demandes de participation jugées peu dignes, afin de faire une

meilleure place aux galeries plus jeunes et plus dynamiques, en accueillant quelques bonnes galeries de province susceptibles de supporter le coût d'une dizaine de jours de foire (ce qui n'est pas rien), et surtout en allongeant la liste des galeries étrangères jusqu'à pouvoir annoncer triomphalement que leur nombre atteignait les 50 % souhaités.

Mais cela ne suffisait pas, aussi fut-il décidé de créer une FIAC de l'estampe et des éditions originales. Il y eut donc le SAGA. Celui-ci a lieu chaque année en janvier depuis cinq ans, au Grand Palais. (Le dernier en date, croit-on savoir, n'a pas très bien marché, première semaine de la guerre du Golfe oblige.) Puis vint le Salon de mars, inventé par Daniel Gervis. En désaccord avec les nouvelles orientations de la FIAC (dont il a été longtemps le patron, jusqu'en 1982), il eut l'idée vengeresse, et acrobatique, de réunir sous un grand chapiteau de toile, au Champ de Mars, en mars, des galeries d'art moderne exclues de la vitrine du Grand Palais (mais pas seulement : Durand-Dessert, par exemple, y participe), des galeries d'arts primitifs qui jusque-là n'avaient pas de place sur le marché, et des antiquaires à qui ne suffisaient sans doute pas leur bonne vieille biennale. Le parti de la cohabitation dut plaire au maire de Paris, qui cautionne depuis sa première édition, en 1989, ce Salon des premiers jours du printemps (1), visité l'année dernière par quelque cinquante mille personnes. Où l'art d'aujourd'hui n'est pas ce qui se voit le plus.

Voici maintenant Découvertes, qui bat le précédent d'une longueur – il ouvrira le 2 du même mois – sans, bien sûr, chercher à lui faire ombrage. Et qui s'annonce comme étant le « premier marché international des découvreurs d'art contemporain ». Enfin, le créneau qui restait à prendre est pris ! Devraient s'y engouffrer environ cent galeries françaises et étrangères qui se sont engagées à ne proposer que des œuvres d'artistes vivants, d'un prix inférieur à 80 000 francs. Parmi ces galeries, une dizaine sont spécialisées dans la photographie, dix autres, gérées par le plafond des prix, exposeront aussi des photographies plutôt que leurs peintures et sculptures (lire l'article de Patrick Roegiers ci-dessous), une vingtaine sont des galeries installées en province. Bref, Découvertes (2) peut espérer astucieusement combler les manques de la FIAC : offrir de l'art jeune à des amateurs-collectionneurs frustrés par la grimpe ahurissante des cotes de l'art contemporain, en particulier celles de la génération des années 80, qui, même stationnaires ou à la baisse depuis 1990, ne sont toujours pas à leur portée.

Découvertes, Salon des bonnes causes, où l'on pourrait reconnaître les efforts des galeries provinciales pour défendre les bons artistes dont Paris ignore souvent l'existence ? Où l'on tomberait sur l'oiseau rare, le peintre plus très jeune, solide, et pas cher. Méconnu parce que trop absorbé par son travail. Tentant, oui, mais. Mais peut-on encore imaginer un marché où les galeries se comporteraient effective-

ment en galeristes et ne présenteraient que leurs artistes, ce qui ne se voit plus guère en ces temps d'achats et de ventes entre confrères, et de pure stratégie spéculative ? Peut-on espérer un marché idyllique, dont les participants seraient là pour vendre ce qu'ils croient être bon, et non ce qu'ils croient pouvoir se vendre ? Et qui aurait à offrir pour des sommes raisonnables mieux que des sous-produits conformes aux œuvres d'artistes qui ont percé ?

En fait, l'idée de ce Salon de découvreurs de talents, dont on sait bien qu'il a pour rôle de relancer un secteur du marché de l'art particulièrement menacé par la crise, est agaçante. Parce qu'on préférerait que le liendit de la découverte des talents ne soit pas une place de commerce, mais un espace culturel, quelque chose comme cette biennale des jeunes entrée au début des années 80, parce qu'il aurait fallu pour la mener à bien que l'Etat et la ville s'entendent. On ferait bien d'y repenser.

GENEVIÈVE BREERETTE

(1) Le Salon de mars aura lieu cette année du 20 au 25 mars (vernissage le 19, en soirée, au profit de Nouvelles recherches biomédicales). La Ville de Paris y présentera, dans le hall, plusieurs projets culturels, notamment le projet d'agrandissement du Musée Bourdelle confié à Christian de Portzamparc.

(2) Grand Palais, du 2 au 10 mars. Tous les jours de 12 heures à 19 h 30. Samedi et dimanche de 10 heures à 19 h 30. Nocturne le jeudi 7 jusqu'à 23 heures. Entrée 45 F. Catalogue 100 F. Tél. : 45-62-84-58.

## MÉFIANCE DES PROFESSIONNELS DE LA PHOTOGRAPHIE

## Du tirage dans les clichés

Si la photographie, considérée comme un art mécanique, est tenue à l'écart de la FIAC, elle semble être accueillie à bras ouverts par Découvertes. Une douzaine de galeries spécialisées, françaises et étrangères, ont décidé d'y participer. Mais, ici et là, filent des divergences qui reflètent la méfiance des professionnels face à cette nouvelle foire.

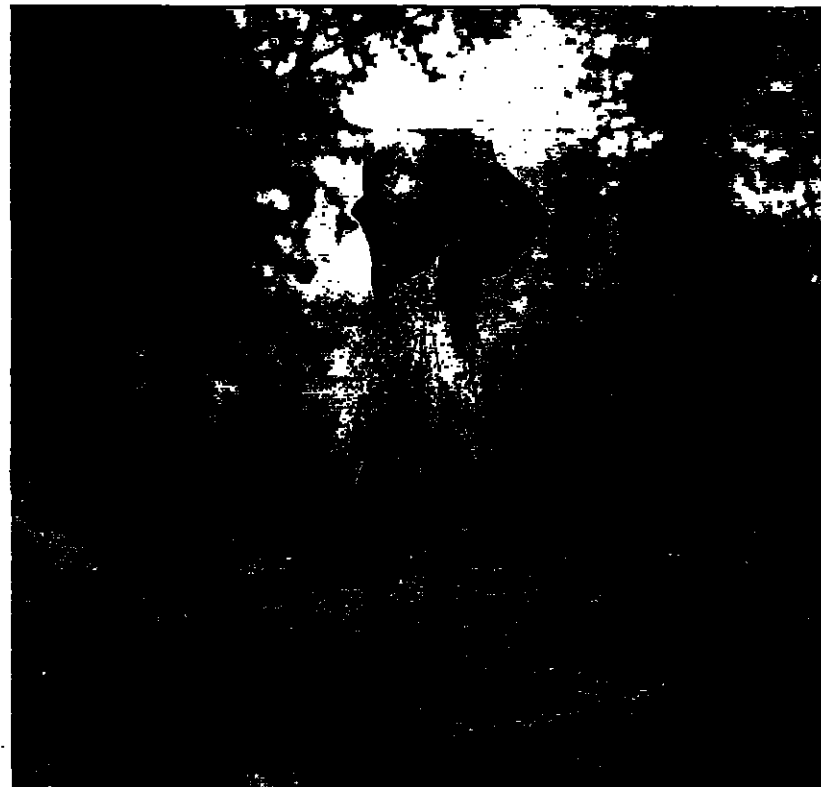
La photographie est le domaine où la règle fixée par Découvertes – un prix de vente des œuvres compris entre 2 000 et 80 000 francs – sera le plus facilement respectée. Si elle suppose l'exclusion des valeurs sûres, passées ou actuelles (Man Ray, Mapplethorpe), cette règle joue en faveur de la création contemporaine. Mais elle ne comble pas le fossé qui sépare les « artistes plasticiens » utilisant la photographie et ceux qui sont intrinsèquement photographes.

Membre du comité de déontologie de Découvertes avec Baudouin Lebon, Michèle Choimette a veillé que les galeries choisies soient toutes professionnelles et n'exposent que des auteurs vivants. « Il ne s'agit pas d'exhiber des noms consacrés ou des débutants, mais de découvrir des jeunes créateurs », explique-t-elle. Découvertes n'est pas

une foire au rabais ni un lieu de rattrapage, mais une solution parallèle. J'ai bien l'intention de retourner à la FIAC. Ce sont deux foires jumelles. Pour montrer l'exemple, elle promeut quatre auteurs (Rabot, Denis, Galzin, Morin), nés entre 1949 et 1956, dont le travail traite de la matière même de la photographie. Prix : de 3 500 à 22 000 francs.

« J'ai été contrariée de ne plus participer à la FIAC », dit Agathe Gaillard, directrice de la plus ancienne galerie spécialisée de Paris. Je bondis sur l'occasion de revenir au Grand Palais. On parle toujours des exclus de la FIAC. Mais il n'y a pas que les artistes et les galeries, il y a aussi le public, qui est heureux d'acquiescer des œuvres à bon marché. Mon but est de toucher une autre clientèle et de déceler de nouveaux collectionneurs. Elle présente cinq générations d'artistes (dont Giacomelli, Gibson, Wursterberger) qui ont dix ans d'écart. Aucune œuvre ne dépasse 10 000 francs.

« L'esprit du salon correspond à l'action que je mène depuis six ans », dit Jean-Pierre Lambert. La FIAC est trop chère pour moi. Mon chiffre d'affaires mensuel est d'environ 15 000 francs. Ce qui signifie quatre ou cinq tirages à 3 000 francs par mois. A Découvertes, j'espère rencontrer le public des arts plastiques. Il parle sur trois auteurs (Shiraoka, Vameschi, Robert) dont les prix vont de 4 000 à 7 500 francs. Membre du « jury tournant » de la nouvelle foire, Charles Sablon partage ce point de vue. « C'est une chance pour les jeunes galeries et les artistes



Hugues de Wursterberger.

mal connus. Participer à une foire rassure et valorise la galerie. » Il expose un reportage couleur d'Anne Garde sur la base sous-marine de Bordeaux (6 000 francs).

Seule galerie de province, avec Air de Paris (Nice), le Réverbère fête à Lyon ses dix ans d'existence. « La foire est une vitrine qui permet d'affirmer notre présence à Paris », dit Jacques Damez. Les foires internationales sont trop chères pour nous. En rapport avec ses moyens, le Réverbère présente cinq auteurs (Bonzon, Crépét, Damez, Descamps, Rozet) exposés durant l'année, dont les prix varient de 3 000 à 20 000 francs.

Les galeries étrangères sont peu nombreuses. La galerie Hamiltons de Londres propose quelques classiques de la mode (Avedon, Bailey, Horst, Newton, Penn). L'Espagne est représentée par Spectrum, de Saragosse, et Forum, animée par Chantal Grande à Tarragone. Figurent seulement deux marchands américains, dont Harry Lunn avec une dizaine d'épreuves, tous formats, de Joel-Peter Witkin (25 000 à 80 000 francs). Les artistes montrés par ces galeries ne surprendront personne.

Baudouin Lebon se dit un « découvreur ». « Il n'y a pas d'art mineur ou de technique à part. Il y a seulement des artistes qui m'intéressent, quel que soit le médium utilisé. Comme la sculpture et le cinéma, la photo est une discipline qui appartient à la créativité de notre époque. » Il montre une série de radiographies de l'Australien Henry Lewis, trente-quatre ans, réalisées avec sa femme Christiane Thomas, tirées sur papier, agrandies au scanner et représentant des personnages sculptés par lui-

même (entre 15 et 25 000 francs, limitées à quinze exemplaires).

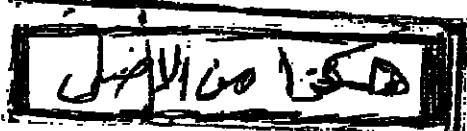
Si les galeries de la rue du Jour, Agnès B. et Pons, sont là, nombre de galeries spécialisées (Farideh Cadah, Zabriske, Viviane Esders, Alain Paviot, mais aussi Urbi et Orbi, de Gilles Dusein et Giovanna Minelli) sont absentes. « Je participe déjà à la FIAC », dit Samia Saouma. Je préfère rester dans ma galerie et faire un travail en profondeur qui suit réellement les artistes. Quant à Christian Bouqueret, associé à Marie-Claire Lebon, il explique sa défection par « un concept trop vague, un cadre assez mal défini ». Mais son refus n'est pas définitif.

Reste l'invitation lancée à Jean-Claude Lemagny, conservateur de la photographie contemporaine à la Bibliothèque nationale. Sous le titre *Cinq ans d'enrichissements*, il présente cent trente-huit œuvres de cinquante-trois auteurs parmi les quinze mille pièces entrées dans les collections depuis 1986. Aucun d'eux n'a été montré à la BN, mais presque tous ont été exposés dans des galeries. « L'art contemporain a été dominé durant vingt ans par le concept, dit-il. Maintenant, c'est fini. Le mouvement principal est le retour à la matière même de la photo. Cela va de David Buono à Tromeur. Entre les deux, je rends compte des aspects « intemporels » de la photo, qui sont toujours vivaces, le portrait, le paysage. Cet ensemble n'est qu'un aperçu. Il y a un trajet mais pas d'unité organique. Je n'ai pas cherché à concilier la diversité et la continuité. »

PATRICK ROEGIERS



Yves Tremorin, 1990.





L'ARTISTE, DES SALONS DU PASSÉ AUX FOIRES D'AUJOURD'HUI

## L'oie du marché

Il y a un siècle, un jeune peintre qui voulait montrer ses tableaux avait le choix : séduire le jury du Salon officiel ou accrocher ses œuvres dans les baraquements des Indépendants. L'art contemporain se montre aujourd'hui selon une loi singulière, celle du marché et de la consommation immédiate. Aux artistes – dont il est peu question – de jouer avec le danger.

COMMENT faisait un jeune peintre, il y a un siècle, pour faire voir ses tableaux ? Il exposait dans un Salon. Soit il se soumettait au jugement d'un jury, jury du Salon officiel – « le » Salon, le digne et vieux Salon institué dans les dernières décennies du dix-septième siècle – ou jury du Salon de la Société nationale des beaux-arts fondée en 1889. Soit il refusait de soumettre ses œuvres aux suffrages, convaincu que ses audaces déplairaient à la majorité des jurés, et accrochait ses toiles dans les baraquements de la Société des artistes indépendants, créée en 1884. Aux Indépendants, héritier du Salon des refusés de 1863, ni votes ni médailles. La règle proclamait : « Ni jury ni récompense. » Seurat, Signac, les nabis, Matisse, Derain exposèrent aux Indépendants bien avant d'intéresser un quelconque marchand de tableaux, tout comme Courbet et Manet avaient exposé aux Refusés.

## POUVOIR DE L'ARTISTE, POUVOIR DU GALERISTE

Que fait un jeune peintre aujourd'hui ? Il espère qu'un marchand consentira à présenter un petit nombre de ses travaux dans le stand que ledit marchand loue à l'intérieur de la dernière-née des foires d'art, dénommée Découvertes. Le progrès est donc considérable : d'une situation où aucun pouvoir ne s'interposait entre l'artiste et l'hypothétique amateur, l'évolution a conduit à l'état présent de l'art, où le marchand, courtoisement dénommé galeriste, exerce son pouvoir. On ne peut croire que l'envie de vendre soit absente, valent-ils mieux que ceux, de métier et de bienveillance, qui déterminaient les membres des jurys d'autrefois ? Il décide selon des conventions, conventions modernistes mais conventionnelles cependant.

L'histoire du phénomène s'analyse en trois temps, du Grand Siècle au Second Empire, de la Troisième République aux débuts de la Cinquième, de ses débuts à nos jours. De Louis XIV à Napoléon III, révolutions et batailles esthétiques ont eu le Salon pour unique théâtre. Si Diderot, Gautier, Baudelaire et Zola ont composé régulièrement des comptes-rendus critiques des Salons, c'est qu'ils savaient que nulle autre exposition, fût-elle universelle comme celles de 1855 et 1867, ne rassemblait un panorama plus vaste de l'art contemporain. Pour la même raison – l'enjeu esthétique – Manet a très longtemps lutté pour être admis au Salon.

Les abus de pouvoir et la médiocrité des jurys



Henri Gervais : le Jury de peinture, 1885.

du Second Empire, contrôlés par l'Académie des beaux-arts, ont suscité le Salon des refusés, puis la sécession de la Société nationale, sous l'autorité de Puvis de Chavannes, Meissonnier et Rodin, et la création des Indépendants. Le dernier des Salons historiques, le Salon d'automne, fondé en 1903, se voulait à l'origine la forteresse des modernes, mêlant hommages aux grands prédécesseurs – Cézanne, Gauguin, Seurat – et salles consacrées aux « jeunes », les fauves en 1905, les cubistes français et Picabia ensuite. Il entendait faire pièce aux dernières fatigues.

Cette prolifération n'a pas sauvé le genre, elle a accompagné sa décadence. Si trois Salons se créent entre 1884 et 1903, un autre phénomène caractérise la période : l'apparition des marchands de tableaux, propriétaires de galeries consacrées à ce seul commerce, ni brocanteurs ni antiquaires comme leurs précurseurs de la première moitié du siècle. En 1874, les impressionnistes s'exposent entre eux, à la façon d'un syndicat. Quelques années plus tard, ils exposent de préférence chez Durand-Ruel, Bernheim et Georges Petit, ou, pour les plus discutés d'entre eux, chez Ambroise Vollard et Tanguy.

Faute d'être admis au Salon, ils s'établissent dans les galeries privées, devenues ainsi des anti-Salons où le public découvre les Manet, Monet et Renoir refusés par le jury. Apparaissent alors dans la

presse les critiques consacrées aux galeries, genre très neuf, et les premières stratégies commerciales, réclames et exportations vers la Grande-Bretagne et les États-Unis. Avant-gardisme, anti-conformisme et système des galeries ont ainsi partie liée dans les années impressionnistes.

Un peintre l'a compris mieux que tout autre : Picasso. Jusque dans les périodes de la pire misère, en 1903 et 1904, il refuse d'accrocher ses œuvres aux Indépendants et au Salon d'automne. C'est Vollard, c'est Kahnweiler qui le défendent, et il assure tout à la fois leur fortune et la sienne. Résultat : dans l'entre-deux-guerres, les Salons ont été dépossédés peu à peu de leur importance. Matisse chez Bernheim, Picasso chez Rosenberg et Kahnweiler, le dispositif ancien a décliné. On ne voit guère de courants nouveaux qui choisissent les Indépendants pour se manifester. Du côté des abstraits, la mode est aux expositions de groupe, sur le modèle des impressionnistes. Les surréalistes adoptent le même procédé. Simultanément, le nombre des galeries augmente follement jusqu'à la crise de 1929, établies pour la plupart entre Seine et boulevard Saint-Germain.

Jusqu'à la fin des années 60, pendant près d'un siècle donc, la situation ne se modifie guère. Plusieurs Salons voient le jour après la Libération, le Salon de mai en 1945, le Salon des réalités nouvelles en 1946, celui des Peintres témoins de leur temps en 1951, les deux premiers dévoués à la cause de l'abs-

traction, le dernier à celle de la figuration. Ils accompagnent et illustrent les évolutions et métamorphoses qui se révèlent d'abord dans les galeries – et perdent de leur nécessité quand les causes qui les soutenaient perdent de leur vigueur. En 1956, le Salon de la jeune peinture se propose, comme son nom l'indique, de favoriser les débutants, ambition reprise à partir de 1959 par Grands et Jeunes d'aujourd'hui.

Quelques années plus tard, le Salon de Montrouge, rajeuni par Nicole Ginoux-Bessec, a tenté la même expérience. Et, quelques années plus tard, s'est retrouvé investi par les galeries qui fournissent en forte proportion les tableaux de ceux de leurs protégés qu'elles entendent promouvoir.

Il n'empêche : le spectacle est ailleurs, dans le marché.

Les foires institutionnalisent cet état de fait. Les galeries de 1890 pouvaient légitimement apparaître comme des points de résistance contre la dictature du goût officiel du Salon. Les galeries de 1990 ne résistent contre aucune autorité imposée, elles sont l'autorité, unique et suprême, les Salons s'étant effondrés, les musées d'art contemporain étant pour la plupart incapables d'un goût indépendant. Les modes, les spéculations, les excès financiers récents – autant de phénomènes largement présentés et commentés depuis une demi-douzaine d'années – ont achevé de le sacrifier, ajoutant à la réalité du pouvoir l'apparence fascinante de l'hystérie.

## POINT DE VENTE POUR BUDGETS MODESTES

Le marché existe dès lors pour lui-même, institution dotée d'une apparente nécessité, entité détachée de toute considération d'ordre artistique, machinerie économique qu'affecte plus la hausse du pétrole que la contestation d'une esthétique. Il suffit que les œuvres qu'il propose à la vente ne troublent ni les catégories généralement admises ni la paix civile pour qu'il fonctionne inlassablement. Qu'est-ce que Découvertes ? Non pas, contrairement à ce que veut suggérer le titre, le rassemblement du plus grand nombre possible d'artistes à découvrir, mais une excoissance supplémentaire du marché, sous le signe des petits prix. Autrement dit, un nouveau point de vente pour budgets modestes, une concurrence à l'intérieur du système.

L'un de ses fondateurs, Alain Lamaignière, l'exprime avec une admirable netteté dans le dernier numéro d'Art Press : « Comment s'affirmer en tant que jeune galerie, comment débiter dans le métier en dépit d'une structure monopolistique dominante ? Voilà la raison d'être de Découvertes. » Des artistes, là-dedans, il n'est pas fait mention. A quoi bon en effet puisque, à nouveau, comme en 1860, ils ne sont plus appréciés que pour leur conformisme ? On attend avec impatience le nouveau Salon des refusés de Découvertes.

PHILIPPE DAGEN

## Jurys et jurés

Le Salon étant à son origine l'émanation de l'Académie royale de peinture et de sculpture, seuls étaient autorisés à y présenter leurs œuvres les Académiciens, les professeurs, professeurs-adjoints et affiliés de l'Académie royale. En 1748, une commission est instituée afin de juger de la moralité des œuvres qui lui sont soumises et n'exerce pas son contrôle avec trop de rigueur.

Le premier jury d'admission digne de ce nom fut créé sous la Révolution, en 1798, après que le Salon eut été ouvert à tous à partir de 1791. Le jury est élu au suffrage universel, puis, sous l'Empire, nommé.

Il compte alors cinq peintres et deux « amateurs » et demeure un produit de l'Académie, redevenue royale sous la Restauration. Supprimé en 1848, il est rétabli dès 1849. Vingt-huit jurés se forment chaque année en tribunal selon un singulier dispositif électif, à propos duquel il suffit sans doute de citer un article de Zola de 1866 : « Vous vous imaginez peut-être que tous les peintres et tous les sculpteurs, tous les graveurs et tous les architectes, furent appelés à voter. On voit bien que vous aimez votre pays d'un amour aveugle. Hélas ! La vérité est triste mais je dois confesser que ceux-là seuls nomment le jury, qui n'ont pas besoin de jury (...) Le jury n'est pas nommé par le suffrage universel, mais par un vote restreint auquel peuvent seulement prendre part les artistes

exemptés de tout jugement à la suite de certaines récompenses. »

Ce sont en effet les hors-concours, médaillés de première ou seconde classe qui s'entre-évaluent. Les dites médailles étant naturellement décernées par le jury, le système ne pouvait manquer de dégénérer en société d'entraide mutuelle, d'un parti contre l'autre, de ceux qui étaient à l'intérieur contre les exclus.

Pour ceux-ci le rituel du jury tenait du martyre : ils devaient apporter leurs toiles, les faire enregistrer et les abandonner en dépôt le temps de l'examen et du vote, sans avoir le droit de défendre leurs travaux.

Les refusés n'avaient plus ensuite qu'à envoyer un commissionnaire reprendre leurs tableaux à leurs frais ou à les emporter eux-mêmes. Résultat, selon Zola : « On repart les médailles. On couvre les murs de toiles honnêtes et parfaitement nulles. De haut en bas, de long en large, vous pouvez regarder : pas un tableau qui choque, pas un tableau qui attire. »

En 1881 enfin, Jules Ferry modifia la composition du jury en suscitant la création de la Société des artistes français, une société forte de quatre-vingt-dix membres choisis par les admis des Salons précédents. C'était prétendre ressusciter un moribond.

Ph. D.

"Vraiment original, visuellement splendide."

"L'un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

"Un des meilleurs scénarios de l'année."

## MUSIQUES

EMI-FRANCE ENREGISTRE LE « FAUST » DE GOUNOD À TOULOUSE

# Style pur, orchestre radieux...

Faute de chanteurs, d'enthousiasme, de traditions vivaces, l'opéra français serait en perdition ? Non. Bizet, Gounod, Magnard prospèrent à Toulouse grâce au talent d'un chef et d'un orchestre, grâce à la détermination d'une marque de disques française et grâce à son producteur, Alain Lanceron.

**T**OULOUSE, 14 février, 23 h 55. L'enthousiasme ruisselle des gradins de la halle aux Grains. Faust, le vieux Faust de Gounod, a, une fois de plus, arraché des larmes à un public visiblement capable de le chanter de la première à la dernière note, un public tout désigné pour faire la différence entre l'excellent et le médiocre, et pour confirmer que, oui, ce Faust-là méritait d'être enregistré et de passer à la postérité.

Quel Faust ? Celui de Michel Plasseon, d'abord, ruisselant lui aussi en sa tribune, boxeur triomphant mais un peu K.O. à l'issue de cette exécution en concert, épreuve probatoire avant les séances de studio. « C'était bien, je crois que c'était bien », murmure dans sa loge le patron de l'Orchestre du Capitole dans le cou de Jeanine Reiss.

Ce nom-là ne figure pas en tête de la distribution. Mais si le ramage de l'enregistrement se rapporte au plumage du live, il faudra en féliciter, tout de suite après Plasseon, M<sup>me</sup> le Chef de chant. Elle est la duègne, la surveillante générale, la préposée au style et à l'articulation. A toutes les étapes de la réalisation, elle aura patiemment corrigé, dans la voix des chanteurs, une voyelle trop ouverte, une dentale un peu dure ; elle aura achevé de chasser les derniers italianismes du phrasé de Cheryl Studer (Marguerite née dans le Michigan mais récemment passée par la Scala), de métamorphoser en ténor français idéal Richard Leech, jeune Faust californien.

Car il est temps de l'avouer. Si Gounod est, une fois encore, porté à l'incandescence, à un sommet insperé de distinction, par Plasseon, spécialiste français de l'opéra français, la distribution n'est française que par raccroc (le Siebel travesti de Catherine Dubosc, la Dame Marthe de Nadine Denize), américaine pour trois rôles principaux (outre Studer et Leech, Thomas Hampson, Don Giovanni chez Harnoncourt, Valentin probablement mémorable ici). Quant au Méphistophélès formidable de José Van Dam, il est belge.

Et, pour creuser plus profond encore dans la plaie du nationalisme vocal : de ces trois Américains à la diction tricolore impeccable - on ne perd pas un mot, pas une diphtongue, pas une insinuation du texte de Goethe, médiocrement transposé par Jules Barbier, - deux, dans le civil, ne parlent pas le français. « Question de don », dit Alain Lanceron, producteur de l'enregistrement. Si l'on voit des Espagnols s'exprimer dans un français parfait incapables de le chanter sans accent, en revanche cette jeune école américaine interprète notre musique comme si c'était la sienne alors même qu'elle ne parle pas notre langue. En direct, la prononciation de Cheryl Studer nous a paru si extraordinaire qu'on s'est dit qu'au micro le miracle se dissiperait. Mais sa diction reste intacte à l'enregistrement : son Air



José Van Dam et Michel Plasseon.

des bijoux est non seulement vrai musicalement, mais compréhensible à cent pour cent.

Alain Lanceron dirige les services artistiques et créatifs chez EMI-France, ex-Pathé-Marconi, alias La Voix de son maître. Il ne dispose, à ce titre, que d'un petit budget de production (voir encadré). Mais il aime l'opéra, le connaît parfaitement et s'est juré d'arracher le répertoire lyrique français à la mauvaise réputation qui lui collait au talon. Avec Plasseon et l'Orchestre du Capitole comme principaux alliés.

« L'orchestre toulousain est magnifique. Après deux disques sortis par CBS, nous l'avons en exclusivité. Nous travaillons avec Plasseon depuis quinze ans. En ce qui concerne notre production lyrique, nous avons préféré nous consacrer au répertoire français, aux grandes œuvres populaires dont nous avons voulu réaliser des enregistrements de niveau international, comme la Manon de Massenet, les Pêcheurs de perles de Bizet, Mireille, Roméo et Juliette, la trilogie de Gounod que Faust va achever.

« L'autre sillon que nous creusons au fil des années est celui des premières mondiales : la Jolie Fille de Perth de Bizet, Padmavati de Roussel, Ciboulette de Reynaldo Hahn, l'Œdipe du Roumain Enesco dans la version française originale, Guercœur de Magnard. Avec l'équipe toulousaine dans deux cas sur quatre. Je suis sûr qu'on dira de Plasseon, dans cinquante ans, qu'il a fait une œuvre, quelque chose d'important pour la musique française. Avec lui, on aura construit à terme une vraie politique d'enregistrement, une politique aux objectifs immédiatement cernables. Les coûts sont tels aujourd'hui, pour l'opéra principalement, qu'on doit fabriquer des produits qui résistent à la concurrence internationale. Enregistrer le Barbier de Séville en français ne m'intéresse pas. »

Soulignons en passant que pour Faust, best-seller absolu de l'opéra populaire français (création en 1859, deux millième représentation dès 1924), EMI-France a cassé sa tirelire et déboursé, sans sponsors, à peu près

l'équivalent de son budget annuel. Espérance de vente : de quinze mille à vingt mille coffrets de trois disques compacts par an (1). Mais vente non-stop pendant des années. Car il ne sera pas dit que ce hit classique, superbement chanté, ne se maintiendra pas au catalogue aussi longtemps que le Don Giovanni dirigé par Giulini (quinze mille exemplaires vendus en France, à la faveur de l'Année Mozart, entre septembre et décembre derniers. Le score peut sembler dérisoire par rapport aux chiffres de vente d'un roman à succès. Mais tant de disques classiques plafonnent à deux cents, trois cents exemplaires de vente annuelle).

L'histoire de ce Faust est... faustienne. « J'aimerais tant ! », lança Van Dam à Lanceron un beau matin. « Nous vous le devons », répondit Lanceron à brûle-pourpoint. Pourquoi cette acceptation sans conditions ? « Van Dam est l'artiste avec lequel j'ai le plus enregistré, raconte le jeune producteur. S'il ne figure pas dans mes distributions, c'est qu'il n'y avait vraiment pas de rôle pour lui. Il ne ressemble en rien à ces caricatures de Méphistophélès que sont les barytons-basses de l'Est. Il a l'élégance du phrasé d'un André Pernet, d'un Marcel Journet, vraies basses françaises d'avant les années 50. Contrairement à ce qui se passe avec la plupart des chanteurs, qui atteignent leur acmé artistique avec une voix déjà usée, Van Dam a mûri sur tous les plans parallèlement, il n'a jamais aussi bien chanté techniquement et il n'a jamais atteint de tels sommets musicalement. »

Et Lanceron de faire remarquer que « l'opéra, c'est comme ça. On part de quelque chose de fragile, on bâtit autour, en fonction des dates de chacun, des disponibilités, des calendriers. L'établissement d'une distribution exige qu'on y consacre un temps énorme.

« Pour le rôle de Faust, j'avais pensé à un Italien. Puis je me suis retrouvé en Italie pour une représentation de Madame Butterfly avec Catherine Malfitano. Je n'ai pas attendu la fin de la représentation pour engager Richard Leech.

« Pour le rôle de Marguerite, cinquante noms au moins me sont venus à l'esprit. Mais je me lamentais en y pensant. Il n'y a plus de soprano lyrique vraiment enregistrable. Mirella Freni, c'était il y a dix ans. Neana Cotrubas, c'est fini. Elles n'ont pas de remplaçantes françaises. Studer a chanté des rôles trop lourds, mais la voix est phénoménale. Elle est Senta, la Reine de la nuit, Chrysothémis, une vraie soprano lyrique. Et c'est ça, Marguerite. Des pianissimos angéliques, les grandes orgues dans la scène de l'église.

« La dernière grande génération des chanteurs français fut celle des années 60 : Crespin, Mesplé. Après, on a fermé l'Opéra-Comique. Liebermann est arrivé au Palais Garnier en déclarant qu'il n'était pas là pour former des chanteurs français : nous n'avons pas, en France, un seul chanteur de niveau international de la génération des quarante-cinq - cinquante-cinq ans.

« L'enregistrement de Faust, ce disque sera une véritable porte au paradis des chanteurs français dont la carrière, à l'évidence, sera moyenne, des cas comme celui de Françoise Pollet exceptés. On relègue à l'étranger un baryton de la classe de François Le Roux. Une Andriette Guio, qui fut Micaëla aux côtés de Callas, reste irremplacée. »

On saura en tout cas, avec ce Faust, ce qui fait qu'un enregistrement d'opéra passe la rampe du succès ou pas. Un peu plus de travail. Un peu plus de passion. Beaucoup plus de répétitions.

A. R.

(1) Ce nouvel enregistrement de Faust, dans sa version en cinq actes, sera le plus intégral qu'on puisse se procurer : soixante-quinze minutes de musique de plus par rapport à la version de concert donnée à Toulouse. Sont rétablis dans leur intégralité le début de la scène de la chambre de Marguerite, supprimé dans la version en quatre actes, le ballet de la Nuit de Volpurgis, généralement coupé, et trois airs inédits retrouvés à la Bibliothèque nationale. Le ballet et les inédits seront fournis en appendice.



« Guercœur », d'Alberic Magnard. C'était, grâce à un enregistrement réalisé en 1986, l'exhumation d'un opéra français dans lequel Michel Plasseon et ses Capitoliens s'investirent tout entiers. Nadine Denize était déjà là. Et José Van Dam, bien sûr.

## Deux labels pour l'opéra

Deux marques se disputent depuis toujours la prééminence sur le marché du disque lyrique classique. Decca est fort de ses réalisations dans le répertoire allemand (les Wagner dirigés par Solti), de ses sommets italiens (Tebaldi avec Del Monaco ou Bergonzi), de ses hits de pure vocalité (Pavarotti et Sutherland, sans chefs d'orchestre classés), de sa prise de son « signée » : deux équipes techniques, constituées pour le seul répertoire lyrique, se sont toujours déployées avec leur esthétique spécifique du micro, de la Sofiensaal viennoise au Kingsway Hall londonien.

EMI tire son dynamisme de ses filiales nationales (EMI France, EMI Records pour l'Angleterre, Electrola en Allemagne, Angel aux Etats-Unis) et d'une production « sur le terrain » (opéras, symphonies françaises, grand répertoire avec de jeunes solistes français comme Caussé et Dumay dans l'Hexagone ; des compositeurs comme Elgar, Vaughan-Williams en Angleterre). Simultanément, le siège central londonien d'EMI Classics n'a jamais cessé de produire les stars internationales : Karajan autrefois ; Perelman, Muti, Norrington, Jeffrey Tate aujourd'hui. Le label EMI recouvre ainsi des « produits » extrêmement diversifiés. Cela, grâce à l'indépendance de ses filiales nationales. Si elles sont chargées

de vendre, à l'horizontale, leurs productions à leurs homologues européens ou américains, elles voient en effet revenir dans leur gousset leurs royalties propres, ce qui leur permet de réinvestir dans de nouveaux projets. Quant à la centrale, EMI Classics, basée à Londres, elle diffuse à la verticale, par l'intermédiaire de ces mêmes filiales, ses productions lourdes dans le monde entier. Les royalties remontent alors au siège de la multinationale, par la voie des satellites décentralisés.

Decca, c'est la perfection des voix, un son, une image de marque ciblée sur le lyrique à l'ancienne, comme il se pratique au Met ou dans les grands théâtres d'Italie. EMI, c'est un répertoire plus large (lié à la production éclectique dont nous parlions), une ligne mozartienne peut-être plus développée pour des raisons de simple coïncidence historique, une image de marque lyrique associée à une seule entité : Callas. Mais un fonds prodigieux, comparable à celui de Gallimard pour la littérature. Comme l'explique Alain Lanceron, « dans tous nos trésors, nous n'avons qu'à puiser, alors que les autres marques grattent leurs fonds de tiroir pour satisfaire les nostalgies du public français, qui n'a jamais été aussi conservateur. Le fonds, c'est la garantie inappréciable d'une véritable politique de nouveautés. »

A. R.

هذا من الأصل



سلا من الامل

MUSIQUES

RENCONTRE AVEC ANDREÏ KONCHALOVSKY QUI MET EN SCÈNE « LA DAME DE PIQUE » A L'OPÉRA-BASTILLE

Les fugues d'un pianiste cinéaste

On n'avait pas vu Konchalovsky à Paris depuis sa mise en scène de *la Monette* au Théâtre de l'Europe. Le voici à l'Opéra-Bastille, poursuivant son investigation du patrimoine artistique russe avec une œuvre donnée en mai dernier à la Scala de Milan, coproduite par l'Opéra de Paris. Depuis, il a tourné un nouveau film sur les perversions du stalinisme, période qu'évoque ici ce Soviétique mélomane et privilégié.

« Vous avez l'air triste... »  
- Je suis fatigué. Le manque d'infrastructure de votre Opéra m'épuise. Et puis, je n'arrête pas : la mise en scène de *la Dame de pique* à la Scala en mai ; le tournage de mon dernier film tout de suite après ; et maintenant, la reprise de *la Dame de pique* à Paris. Je ne suis pas un metteur en scène d'opéra. Je fais de l'opéra entre les films.  
- Ce dernier film que vous êtes en train de monter, comment s'appellera-t-il ?  
- Peut-être *le Projectionniste*. Ou bien *le Cercle intérieur*. Ce cercle était un terme du KGB pour désigner les trente et une personnes qui étaient en contact physique quotidien avec Staline : vingt-sept gardes du corps, deux chefs cuisiniers, une femme de chambre et un projectionniste.  
- Quel genre de films Staline se faisait-il projeter ?  
- Je le montre en train de regarder *Toute la Ville danse*, film que Duvivier a tourné aux Etats-Unis sur la vie de Johann Strauss. Mon projectionniste est un esclave qui adore son tyran. Car Staline était peut-être un politicien satanique, mais il n'était pas regardé par le peuple comme une mauvaise personne. Le peuple en avait fait un dieu vivant : chaque peuple a les héros qu'il mérite.  
- Peut-il continuer que ce peuple soviétique a, sur ce point, amélioré ?  
- Il y a toujours des stalinistes en Union soviétique. Il n'y a que les marxistes et les pragmatistes pour

penser que le peuple puisse être amélioré. Le peuple est un système écologique résultant des réalités géographiques et des conditions climatiques. On ne peut pas attendre qu'un palmier vive soixante ans ni qu'un chêne soit aussi souple qu'un palmier. Ce sont des arbres dans les deux cas, mais de nature spécifique.  
- La mise en scène des opéras de Tchaïkovski est-elle au moyen de retrouver votre enfance ?  
- Je détestais l'opéra lorsque j'étais petit. J'ai dit en voir, forcément, mais j'y allais comme à l'école, je trouvais ça indigeste et interminable. J'ai vécu dans une famille élitiste, pendant le stalinisme. Mon père a été un excellent romancier pour enfants. Puis il est devenu fonctionnaire : l'Union des écrivains, le pouvoir administratif lui ont donné de l'adrénaline pour vivre. Mon grand-père, lui, était peintre, il avait fait des décors pour *Carmen* au Bolchoï, il avait longtemps travaillé à Paris et était resté influencé par Cézanne. Il s'était marié avec une Française. Mon arrière-grand-père aussi.  
- Tout cela semble sorti d'un roman de Tolstoï ou de Pouchkine...  
- C'est vrai que ma famille a été sauvegardée comme une sorte de patrimoine, de trésor de la vieille Russie. Dans le premier discours que Staline a prononcé sur les intellectuels, il a établi la liste des artistes dont devait s'enorgueillir l'Union soviétique. Le nom de mon arrière-grand-père, le peintre Vassili Sourikov, y figurait ! Cela n'a pas empêché que deux de mes oncles ont été envoyés au goulag. Mais ma famille est restée un peu intouchable. Mon arrière-grand-père a pu refuser de faire le portrait de Staline sans être inquiété. Il a simplement été interdit d'exposition pendant dix-huit ans.  
- Vous avez été pianiste.  
- Ma mère voulait absolument que l'un de ses fils fût musicien. En 1925, elle s'était embarquée pour les Etats-Unis avec un homme d'affaires qui ne jouait pas trop mal du piano et dont elle avait décidé de faire une star internationale. Il a tout quitté pour elle puis, quand son premier récital a tourné en catastrophe, elle l'a quitté. Moi, j'ai été compositrice, puis, pendant huit ans, puis je me suis résignée, je suis entrée au Conservatoire dans la classe de Lev Oborin, avec la transcription de *Petrouchka* de Stravinski.

« Dans cette classe, il y avait Vladimir Ashkenazy et un vrai génie, Dimitri Sakharov, qui est devenu alcoolique très tôt et dont on n'a plus jamais entendu parler. Mais à l'époque, tous deux étaient diaboliques. Quand on travaillait ensemble, il fallait ouvrir la partition du *Clavier bien tempéré* sur une fugue bien compliquée, la lire attentivement, puis la jouer sans faute. Ils étaient déjà prêts que je n'avais même pas commencé à mémoriser les premières lignes. Je crois que c'est Ashkenazy qui a décidé de ma vocation de cinéaste... »  
- Sa carrière s'est révélée un peu décevante ensuite.  
- J'étais avec Richter quand Ashkenazy a donné son concert de retour à Moscou. Richter m'a dit : « C'est tellement parfait... » C'était trop parfait, en effet. J'avais très bien connu Richter entre 1946 et 1948. Nos datchas étaient voisines. Il venait de gagner le premier prix au premier concours international des jeunes pianistes organisé en Union soviétique. Il avait déjà ces doigts de boucher, gros comme des saucissons, couverts de poils roux. Il m'a raconté qu'il devait parfois en jouer sur la tranche pour ne pas les accrocher entre deux touches noires. Il venait nous voir très souvent. Il a cassé la pédale du piano de mon grand-père. Celui-ci lui a déclaré : « Jeune homme, l'art doit garder le sens de la mesure. Vous ne jouerez plus chez moi. »  
- Les pianistes soviétiques n'ont pas précisément le sens de la mesure...  
- Le pire était Sofronitski. Il n'était pas fou, mais très alcoolique. Sa première femme était la fille de Scriabine, qu'il jouait comme personne. Nous sommes allés à l'un de ses récitals avec ma mère. Nous l'avons trouvé dans une loge, pâle comme un mouchoir : « Je vais mourir à l'instant même... » Il a fait patienter la salle deux heures et demie, personne n'est parti. Puis il a joué jusqu'à trois heures du matin. C'était un hooligan romantique cubiste. Moi, je ne me suis jamais senti bien avec un piano.  
- Alors, finalement, qu'est-ce qui vous a amené à l'opéra ?  
- La curiosité. Contrairement au cinéma dont la magie n'est jamais surréaliste, on peut donner l'image sur une scène lyrique comme une psychédélie en temps réel. Des effets spéciaux qui, à l'écran, paraissent paraître ridicules sont convaincants sur scène grâce à leur immédiateté.  
- Hermann, le héros de *la Dame de pique*, est un héros fantastique.  
- Dans une galerie de portraits, il se retrouverait à côté des personnages d'Edgar Poe, de Hoffmann, de Dostoïevski et de Kafka. C'est un possédé, un homme déjà mort avant que tout commence. Il voit le monde à travers sa perception de mort vivante. Cela m'a intéressé de jouer ici entre ma propre subjectivité, implicite, de metteur en scène et la subjectivité, complètement tordue, du héros.  
- Dans votre mise en scène, l'action de *la Dame de pique* est légèrement décalée dans le temps.  
- Pouchkine décrivait son époque. Tchaïkovski a transposé l'opéra au dix-huitième siècle, pour échapper à la censure : sous les tsars, il était impensable de montrer un officier dévoré par la passion du jeu. Frigorio et moi avons décidé de situer *la Dame de pique* dans un climat fin de siècle à la Klimt, à la Egon Schiele, un climat de décadence, de volupté de la mort. La comtesse, je la vois comme une femme encore, pas un monstre : Bette Davis. Je l'ai dit à Régine Crespin. Elle a sérieusement tiqué. Mais elle a essayé (1). Tout cela se passe dans un décor de tombe, de mausolée, dans des blancs lunaires, des gris fantomatiques, des matières poussiéreuses. On doit sentir passer la brise du mal. Les images sont celles qu'aurait dans la tête un homme qui ne dort jamais.  
- Et vous n'avez pas l'air optimiste.  
- Le temps me manque, c'est déchirant. Trois semaines de répétitions à Paris, cinq à la Scala, alors qu'il faudrait tout prendre à partir de zéro avec les chanteurs et inventer toute une pédagogie du geste, du caractère physique. Les chanteurs font des gestes lents dans les andantes, des gestes saccadés dans les tempos rapides. Ils sont incapables de dissocier l'expression corporelle de l'expression musicale. Il leur faudrait une école. Je comprends que Strehler ait exigé douze semaines de répétition pour son *Don Giovanni* à la Scala. »



PHOTOS COLETTE MASSON/ENGUENAND

Pianiste raté, Andreï Konchalovsky ? Elève, tout de même, au Conservatoire de Moscou, de Lev Oborin, pédagogue réputé, chambriste connu pour avoir joué avec Oistrakh. Mais Konchalovsky, comme son frère Mikhaïlov, s'est finalement fait un nom au cinéma, comme assistant de Tarkovski sur *l'Enfance d'Ivan*, comme scénariste d'*Andreï Roubliev*, comme réalisateur diversément inspiré de *Sibériade*, *Maria's Lovers*, *Runway Train*...

(1) Régine Crespin ayant finalement déclaré forfait en cours de répétitions, elle est remplacée dans le rôle de la comtesse par Irina Bogatcheva, chanteuse au Kirov de Leningrad.  
\* *La Dame de pique*, de Tchaïkovski, livret de Modeste Tchaïkovski d'après la nouvelle de Pouchkine. Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris. Direction musicale Myung-Whun Chung. Avec Irina Bogatcheva (la comtesse), Tina Kiberg (Lisa), Hélène Perraguin (Pauline), Vladimir Popov (Hermann), Sergueï Leiferkus (le comte) et Gino Quilico (le prince Eltsky). (Lire les renseignements pratiques dans notre « Sélection Musiques ».)

OPERA  
DE PARIS  
GARNIER

NEDERLANDS  
DANS THEATER

DIRECTION ET CHOREGRAPHIES  
JIRI KYLIAN

PREMIER PROGRAMME  
KAGUYAHIME

Musique et direction musicale de Maki Ishii  
Katsuji Kondo (percussions Kodo)  
Gagaku-Ensemble (instruments japonais)  
Groupe Cercle Percussions

5 (soirée réservée), 6, 7, 8, 9, 10 (m) mars

DEUXIEME PROGRAMME  
SYMPHONIE DE PSAUMES

Musique d'Igor Stravinski

L'ENFANT ET  
LES SORTILEGES

Musique de Maurice Ravel  
Orchestre du Nederlands Ballet  
Chœur du Nederlands Dans Theater  
Direction musicale de Christof Escher  
12, 13, 14, 15 mars

Location (14 jours à l'avance) 47 42 53 71  
et aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier. Par minibul : code THEA (puis OPERA)  
Prix des places : de 30 F. à 320 F.

## CINÉMA

« MILLER'S CROSSING », LE NOUVEAU FILM DES FRÈRES COEN

## Un film noir de toutes les couleurs

Is tournent peu, finalement. Trois fois en dix ans. Cette fois-ci la réussite est complète. Servi par une troupe d'acteurs épatants, *Miller's Crossing*, mis en scène par Joel, produit par Ethan, est au film de gangsters ce que fut *le Bon, la Brute et le Truand* au western.

LÉO le café est irlandais. Élegant, méfiant, il n'oublie pas, quand on vient pour tenter de l'assassiner, d'enfiler ses mules brodées. Le maire et le chef de la police mangent dans sa main. Il a toute confiance en Tom Reagan, son lieutenant, irlandais lui aussi, qui sourit rarement, doit de l'argent à un bookmaker, affirme qu'il n'a pas de cœur, mais séduit tout de même la belle Verna, la poule de Léo. Johnny Caspar est italien. Il voudrait prendre le contrôle de la ville. Colérique et gominé, il ne plaisante pas avec « l'éthique ». L'éthique, c'est son truc. Bernie Bernbaum est juif. Avec délectation, les frères Coen en font le plus salaud de tous. Bernie est le frère de Verna. Alors Léo le

protège. Mais le visqueux mafiat a eu le tort d'arnaquer Caspar le rituel. Qui veut sa peau.

Raconté comme ça, *Miller's Crossing* n'est qu'une histoire de gangsters de plus. Les histoires de gangsters, d'ailleurs, sont à la mode, c'est fou. Ces derniers temps, on a eu la version brillante et brutale de Scorsese (*les Affranchis*), la version clean et colorée de Warren Beatty (*Dick Tracy*), la version déferente et différente de Stephen Frears (*les Arnaqueurs*). Voici maintenant la version la plus délicate et la plus délectable, celle des frères Coen.

Après la violence pure et dure (*Sang pour sang*), après la tendresse burlesque et itinérante (*Arizona Junior*), Joel et Ethan donnent avec *Miller's Crossing* leur troisième film en dix ans, un époustouflant film noir de toutes les couleurs, un trépidant opéra bouffé rythmé par les hoquets hystériques de la « sulfatense » Thomson ou par la contrepointe douce de vieilles ballades irlandaises.

Les frères Coen affirment que leur film est né de la lecture de *Molsson rouge* de Dashiell Hammett et de l'image d'un chapeau volant à travers les arbres. Hammett est là, un peu, dans la peinture de cette ville en

état de décomposition avancée, sous la prohibition. Une ville qu'on voit à peine, qu'on cadre serré, enseignes de bar éteintes d'une rafale, fenêtres à guillotine, voitures sombres sur pavé luisant. Mais le chapeau est plus important que la ville, il vole en effet, et fait décoller *Miller's Crossing* vers un bucolisme inquiétant, l'arrache à l'asphalte, l'emporte ailleurs, plus loin, plus haut, au-delà des rives triviales de la parodie.

Le chapeau appartient au héros, Tom, ce drôle de truand gracieux et mélancolique, plus proche de Lorenzaccio que d'Al Capone, que joue si bien Gabriel Byrne. Tom n'arrête pas de trahir, dans cet univers de la pègre soi-disant régi par un code d'honneur. Il trahit tout le monde, il n'y peut rien, et finit d'ailleurs par se trahir lui-même.

Il n'arrête pas non plus de perdre son chapeau. On voit d'abord le couvre-chef vagabond se poser comme un oiseau noir sur un tapis de feuilles mortes. Est-ce un cauchemar ? Plutôt une prémonition, il s'en passera de sévères, tout à l'heure, à la croisée de ces chemins forestiers, à *Miller's Crossing*.

Ce chapeau, Tom y tient beaucoup, il l'accompagne partout, roule dans le ruisseau les soirs de pluie, se

cabosse les jours de bagarre, et, s'il n'y prend pas garde, s'égare. Il est le furet qui court à travers ce film désopilant et grave, où il n'y a pas de scènes de lit, mais seulement entre les hommes et les femmes quelques baisers vaches, des regards méchants. De ce film où il paraît logique qu'un gamin perplexe et un gros chien jovial volent la perruque d'un cadavre récent. Où les scènes de carnage font rire et les scènes d'amour font peur.

De ce film servi par une mise en scène surprenante, une photographie somptueuse (Barry Sonnenfeld) et une interprétation délectable. Découverte de Marcia Gay Harden (Verna), venue du théâtre, dont c'est la première apparition au cinéma, une vraie présence. Compositions savoureuses et survolées de Jon Polito (Johnny Caspar) et John Turturro (Bernie). Retrouvailles heureuses avec Albert Finney. Il fut shakespearien, il fut Tom Jones, il est intact, et donne à Léo, le café sentimental, sa dose bienvenue d'humanité.

Tout bien pesé, *Miller's Crossing* est au film noir ce que *le Bon, la Brute et le Truand* fut en son temps pour le western. Aussi distancé et proche à la fois du genre qu'il s'approprie. Aussi iconoclaste et fervent. Aussi irrésistible.

DANIEL HEYMANN



Gabriel Byrne et Jon Polito



Le même Gabriel Byrne avec Marcia Gay Harden



Albert Finney tout seul

## RENCONTRE

## Les frères Brothers

L'un produit, l'autre pas ; l'un réalise, l'autre pas. Depuis leur premier film, *Blood Simple*, on dit simplement : les « frères Brothers ». Ils ne se font interviewer qu'à deux, l'un finissant toujours les phrases que l'autre commence, sur le même ton impavide, avec le même humour à froid :

« ALBERT Finney dans *Miller's Crossing*, ça a été un coup de pot. Presque un accident. »

— Le rôle était dévolu à Trey Wilson, qui était déjà dans *Raising Arizona*...  
— Mais il est mort très soudainement.  
— La veille du jour où il devait tourner.  
— Finney venait de finir un truc... En deux jours, nous lui avons demandé de s'engager sur un projet de trois mois.

— Curieusement, il pouvait.  
— Et ça l'intéressait.  
— Pareil pour le grand dadais.  
— Qui devait s'appeler Hansen.  
— Parce qu'il aurait été suédois.  
— On l'avait offert à Peter Stormar, un acteur de chez Bergman.

— On trouvait rigolo qu'un trésor national vienne jouer un truand chez nous.  
— Lui aussi trouvait ça très cool.  
— Il a finalement opté pour Mademoiselle Julie à Moscou.

— Avec Bergman.  
— On a donc changé la nationalité du grand dadais...

Plus Rosenkrantz et Guildenstern que Laurel et Hardy, les Coen Bros ont un numéro très au point. Pourtant, ils rejettent (à moitié) cette image des deux frères liés par la hanche et par la tête. « Nous divergeons souvent d'opinion mais les différends se règlent en cours d'écriture et de préproduction. Sur le tour-

nage, on est presque toujours d'accord. Résultat : pour les journalistes qui visitent le plateau, ça paraît plus soft que ça ne l'est dans la réalité. »

Ethan a les cheveux blonds et courts, il est trapu et baraqué, il a trente-deux ans. Joel est chevelu, longiligne, fluide, il a trente-cinq ans. Ethan produit, Joel réalise, ils écrivent ensemble mais ne font guère de distinction. Selon la rumeur, c'est Joel qui signe la réalisation parce qu'il est l'aîné et qu'à ce titre il a choisi le premier.

« Avec eux, dit Gabriel Byrne, le héros de *Miller's Crossing*, on a le sentiment de faire un film avec des voisins dans une arrière-cour. On en a même parfois envie d'aller voir s'ils ont vraiment mis de la pellicule dans la caméra. Mais ce sont des mecs très modestes, qui font ce qu'ils ont envie de faire, ou, plus exactement, ce qu'ils estiment devoir faire. » L'acteur John Polito (qui joue dans le film le rôle du gangster italien Johnny Caspar) est plus catégorique : « On a l'impression d'être dirigé en stéréo. »

Joel et Ethan Coen sont nés près de Minneapolis. Leur père enseignait l'économie et leur mère, l'histoire de l'art. Leur vie était « typiquement celle des bourgeois de banlieue ». Aujourd'hui encore, affirment-ils, ils ne sont pas très sûrs que leurs parents approuvent leur carrière et leur activité. Joel passe de

l'université de New-York au montage de films à petit budget ; Ethan fait des études de philosophie à Princeton mais sera, entre autres boulots, dactylo chez Macy's. Ils commencent très vite à écrire. « On a eu du pot que ça ait décollé aussi vite, grâce surtout à des allumés comme Sam Raimi », réalisateur de *Evil Dead*, sur lequel Ethan fit ses premières armes, et de *Darkman*.

Ils partent généralement d'une image — dans *Miller's Crossing*, ce sera celle d'un chapeau voltigeant sur un tapis de feuilles mortes. « L'univers dans lequel les personnages vont se mouvoir vient toujours en premier. L'intrigue, secondaire, ne prend corps qu'en cours d'écriture... Nous rêvions de faire un film de gangsters, situé dans une petite ville plutôt que dans une métropole. Avec le look classique — chapeau et long manteau — dans une forêt plutôt que dans une rue. La forêt est devenue ce « carrefour Miller », le terrain d'exécution favori des gangsters. Là-dessus s'est greffée la variété ethnique des personnages : les Irlandais installés, les Italiens qui débarquent, et les Juifs outsiders, qui veulent leur part du gâteau. »

Les frères Coen se voient souvent accuser de pratiquer en cascade les « hommages » aux grands films classiques. « Je ne sais pas pourquoi on fait ce type de commentaires. On rapproche nos films d'autres que,

## AVEC JOEL ET ETHAN COEN

## en stéréo

souvent, nous n'avons pas vu. On est parfois d'accord avec la critique, ou on l'admet même si elle est défavorable... Surtout lorsqu'elle est bien écrite... Mais cette réputation cinéphilique qui nous est faite, on ne la comprend pas du tout. A la limite, elle nous agace. A notre avis, les gens qui écrivent ça en savent beaucoup plus sur le cinéma que nous », disent Ethan et Joel.

En revanche, tous deux se réclament ouvertement du roman noir américain. « James Cain, Raymond Chandler, Dashiell Hammett... Nous sommes depuis longtemps des fanatiques de ce genre littéraire qui a profondément influencé l'atmosphère de *Miller's Crossing* et, dans une certaine mesure, la langue même du film : mi-inventée, mi-argot de l'époque chopé dans de vieux romans populaires. Authentique par endroits et ailleurs, pastiche. »

« *Blood Simple*, plus « sur-écrit », se rapprochait de James Cain. *Miller's Crossing* est plus froid, donc plus proche de Hammett, de cette convention de la ville pourrie, corrompue, particulièrement évidente dans *Molsson rouge*. A partir de là, et ce n'est pas forcément une idée à la Hammett, on ne joue plus aux gendarmes et aux voleurs : tous les personnages sont des gangsters. Mais ce qu'il y a aussi de typiquement hammettien — et donc de très attirant — c'est que le personnage central demeure une énigme », disent Joel et Ethan.

Après le succès commercial de *Raising Arizona*, Hollywood a entonné pour les Coen le chant des sirènes. Ceux-ci restent cependant fidèles aux producteurs de leurs débuts. « On n'a pas encore reçu des studios un budget colossal avec carte totalement blanche. Alors... » Ils viennent pourtant de tourner *Barton Fink*, dont le scénario fut écrit pendant une panne d'inspiration sur *Miller's Crossing*. « Celui-là nous est sorti comme un hoquet. Il raconte les tribulations d'un scénariste qui se rend à Hollywood dans les années 40... et souffre, évidemment. Mais ça ne correspond en rien à ce qui nous est arrivé. Sauf pour la scène de décapitation », concluent dans un sourire les frères Brothers. *Barton Fink* sera une comédie. Ethan : « En principe. » Joel : « Nous, en tout cas, ça nous fait rigoler. »

HENRI BÉHAR

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.





# LA SÉLECTION

## MUSIQUES

### Découvertes de la semaine

**Ives**  
Gitar à cordes n° 2  
Carter  
Gitar à cordes n° 2  
Rochberg  
Quatuor à cordes  
Quatuor Arditi.  
Un festival de musique contemporaine ne doit pas compter parmi ses invités les incomparables Arditi, grands déchiffreurs devant l'éternel. Le programme américain mis sur pied par Radio France constitue un festival haut de gamme, l'éclatante festivité en moins.

Le 1<sup>er</sup> mars, Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37, 100 F.

**Nancarrow**  
Prélude et blues

**Crumb**  
Makrokosmos II

**Ives**  
Sonate pour piano n° 1

Hélène Perraguin (piano).  
Spécialiste de Scriabine et de Janacek, le pianiste norvégien se lance dans le programme américain où on l'attendait le moins. Nancarrow imite le piano mécanique au piano acoustique - virtuosité à l'avenant. Crumb et ses Makrokosmos ne constituent pas précisément un régime pianistique macrobiotique. Ives est injouable, comme chacun sait.

Le 2<sup>e</sup> mars, Théâtre des Champs-Élysées, 15 h 30. Tél. : 47-20-36-37, 100 F.

**Ives**  
Sonate n° 2 « Concord »

Claude Helffer (piano).  
Alain Marion (viola).

On peut s'étonner de voir un flûtiste figurer au générique d'un concert tout entier consacré à l'immense sonate « Concord » de Charles Ives. Or Ives a prévu, pour ce monstre pianistique, treize notes de flûte « à libitum ». Quel cachet reçoit un soliste de la taille d'Alain Marion pour treize notes de musique ?

Le 2<sup>e</sup> mars, Comédie des Champs-Élysées, 17 h 30. Tél. : 47-23-37-21. Entrée libre.

## Paris

### Jeu 28 février

**Purcell**  
Haendel  
Gluck  
Haydn  
Mozart  
Rachin

*Air et Rêve*  
Hélène Perraguin (mezzo-soprano),  
trène Kudara (piano).  
L'un des espoirs, à confirmer, du renouveau de l'opéra français par des chanteurs de langue française. Transfusés pour un soir du plateau de la Dame de Pique.

5, 16, 18 mars, 20 h 30.

**QUATUOR ALBAN BERG**

**MOZART**  
**BARBER**

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
47.20.36.37

**BEETHOVEN**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549



Niagara en tournée.

Hélène Perraguin affronte la solitude du récital.

Opéra de la Bastille, 20 h 30. Tél. : 40-01-16-16, 80 F.

### Vendredi 1<sup>er</sup> mars

**Tchaïkovski**

*La Dame de pique*  
Vladimir Popov (ténor),  
Sergueï Lebedev,  
Gino Quilico (baryton),  
Tina Kiberg,  
Irina Bogdanova (soprano),  
Hélène Perraguin (mezzo-soprano),  
Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris,  
Myung-Wun Chung (direction),  
André Konchalovsky (mise en scène).

Pour la mise en scène du cinéaste André Konchalovsky, qui travaille ici dans son arène patrimoniale et fait d'Hermann un vrai héros fantastique. Pour la soprano Tina Kiberg aussi, danoise et belle, transcendante Elsa dans *Lohengrin* à la Monnaie l'an dernier. (Lire notre article page 29.)

Opéra de la Bastille, 19 h 30 (+ les 4 et 5 mars). Tél. : 40-01-16-16. De 40 F à 520 F.

### Dimanche 3

**Debussy**

**Stravinsky**

*Concerto pour violon et orchestre*  
Konstantin Scheremetev  
Chao-Liang Lin (violin),  
Orchestre symphonique de la radio-télévision suisse romande,  
Esa-Pekka Salonen (direction).

Finlandais de trente-trois ans, Esa-Pekka Salonen sera en avril 1992 l'hôte du Châtelet pour diriger *le Prisonnier de Dallapiccola*. Mais le thème de l'année, dans le théâtre parisien, c'est la musique française au tournant de ce siècle - qui s'en plaindraient ? Alors, le blond Nordique aux yeux bleus ne fait une entorse au thème que pour Prokofiev et retrouve dans le concerto pour violon de Stravinsky Chao-Liang Lin, Chinois (de Taiwan) formé à la Juilliard de New-York, âgé de trente ans déjà. Chef et violoniste ont reçu ensemble un « Gramophone Award » pour leur enregistrement des concertos de Sibelius et de Nielsen.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 18 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 275 F.

### Beethoven

*Sonate pour piano n° 3 op. 2*

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

### Rock

**Chanson**  
Chanson perpétuelle op. 37  
Concerto pour piano et quatuor à cordes op. 21

**Fauré**  
La Bonne Chanson op. 61  
Françoise Pollet (soprano),  
Pierre-Laurent Aimard (piano),  
Philippe Béné (violin),  
Solistes de l'Ensemble orchestral de Paris.

On associe fréquemment la Chanson perpétuelle et le Concerto de Chausson - les deux œuvres opposent de la même façon une partie soliste (voix dans le premier cas, violon dans le second) à une formation de musique de chambre dans laquelle le piano joue le rôle d'une toile de fond chamarrée. Il faut un vrai pianiste pour jouer cette partie difficile ; plus difficile encore est de trouver le style vocal approprié pour la mélodie française de cette époque, si rarement bien chantée. Tous nos espoirs reposent sur les cordes vocales de Françoise Pollet.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40, 130 F.

### Mardi 5

**Mozart**  
Sonates pour piano KV 282, 533-494, 457  
Rondo KV 571  
Fantaisie KV 475  
Adagio KV 540  
Alfred Brendel (piano).

Alfred Brendel donne un récital annuel à Paris. Il le consacre à la série Piano\*\*\*. Il sacrifie cette fois-ci à l'Année Mozart. Mais un récital Mozart à Pleyel, est-ce vraiment une bonne idée ?

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 100 F à 340 F.

### Bartok

*Quatuor à cordes n° 1 et 4*

**Mozart**  
Quatuor à cordes n° 21 KV 575  
Quatuor Alban Berg.

Le premier des quatuors « prussiens » par le quatuor le plus viennois du moment, c'est tentant. Deux quatuors de Bartok (qui joue encore ces sonnettes) par les Berg, c'est irréalisable. Une intégrale suit.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 260 F.

### Schubert

*Quatuor pour cordes*  
Rondo pour violon et orchestre  
La Jeune Fille et la Mort  
Orchestre d'Auvergne,  
Jean-Jacques Kantorow (direction et violon).

L'enregistrement que l'Orchestre d'Auvergne a réalisé pour Denon de la transcription du quatuor *La Jeune Fille et la Mort* place la formation de Jean-Jacques Kantorow à un niveau de clarté et de virtuosité comparable à celui des Solistes de Moscou, phalange d'élite dirigée par Bashmet.

Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures. Tél. : 47-20-36-37, 80 F.

### Debussy

*Sonate pour piano n° 3 op. 2*

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 3 op. 2

**Ravel**  
Maurice Ravel

**Mozart**  
Sonate pour piano n° 11 KV 549

Trumbly-en-France. Centre culturel Arson, 21 heures. Tél. : 45-63-70-50. De 50 F à 90 F.

### Woodentracks

Ensemble belge à cordes et percussions, vété (en tout cas lors d'un récent déplacement à Rennes) de l'univers de football amateurs. Les Woodentracks ne sont pas sérieux, ce qui ne les empêche pas de pratiquer leur country rock déjanté avec un certain panache.

Le 28. Rex Club, 23 heures. Tél. : 45-08-83-83.

### Happy Mondays

Alors qu'en Grande-Bretagne les Happy Mondays passent dans les bails de gare, leur toute jeune notoriété en France les confine au cadre intime de la Cigale.

C'est un privilège dont on usera sans modération aux prochaines soirées de leur poir à danser, de leur recyclage inventif des classiques du genre.

Les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> mars, La Cigale, 20 heures. Tél. : 42-23-38-00, 120 F.

### Heavenly Night

Soirée consacrée au label indépendant Heavenly avec, il faut le voir pour le croire, un groupe baptisé Saint-Etienne, en hommage (parfois) aux Verts de la Haute-Loire. Mais aussi Flowered Up, qui a fait l'objet d'une campagne de presse de toute beauté. L'occasion de voir quelques groupes anglais osciller entre les deux pôles - la danse façon Manchester et l'intégrisme rock - qui confient la petite planète britannique.

Le 1<sup>er</sup> mars, Locomotive, 0 heures. Tél. : 45-57-57-57.

### Saint-Lô

*Les remparts du rock*

Une bonne grosse journée avec, en tête d'affiche, les irréductibles Inmates, qu'on n'oublie pas, fabriqués à Londres, les Dogs, légendes bavaroises qui n'ont jamais dévié de leur ligne rock ; Noise Gate, groupe bruxellois extrême et, enfin, quelques talents à découvrir : Electric Suicide ou Noi Man's Land.

Le samedi 2 mars, Hall des Expositions, à partir de 17 heures, 70 F. Réservations au 33-57-11-49 et 33-57-45-20.

### Tournées

**Corman et Tuscand**  
Brandade nîmoise dont la recette s'établit à peu près ainsi : deux musiciens poly-instrumentistes savent ce que jouer veut dire ; une identité européenne (continentale) revendiquée haut et fort et enfin un humour non-sensique charmeur. Vendu sous la marque Corman et Tuscand, sur scène comme sur disque, c'est à consommer de suite.

du 9 février au 23 mars 1991

**LES CO-EPOUSES**  
de Fatima Gallaire

Mise en scène de Maurice Attias

45 86 55 83

REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

</



## DE LA SEMAINE

### THEATRE

#### Spectacles nouveaux

##### Conversation sur l'infinité des passions

de Louise Doovaligne, mise en scène de Jean-Luc Pélissier, avec Claudine Fievet et Jean-Luc Pélissier.

Reprise d'une soirée très galante, ourlée de lettres, mots et billets doux des XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. L'occasion de comparer la saga des sentiments, de s'en amuser ou de s'attendrir.

Hôtel Lutetia (Salon Trianon), 45, bd Raspail, 6<sup>e</sup>. A partir du 1<sup>er</sup> mars. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-70-32-63. De 120 F à 150 F.

##### Dibouk !

de Salomon Ansky, mise en scène de Moshe Leshar, avec Richard Axon, Bernard Ballet, Gérard Berneux, Philippe Bianco, Jean-Luc Buquet, Roland de Pauw, Evelyne Didi, Patrick Dorey, John Heestersmann et Anne Hérin.

La tentation est grande d'explorer les mystères interdits de la Cabale, surtout lorsque l'on est amoureux. Mais le destin est implacable. Voilà un prétexte qui devrait séduire cette belle palette d'acteurs dirigés par Moshe Leshar.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. A partir du 5 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45. 90 F et 120 F.

de John Webster, mise en scène de Matthieu Langhoff, avec Gilles Privat, Charlie Nelson, François Chazotte, Jacques Probst, Jacques Roman, Horacio Palacios, Frédéric Landenberg, H. Cudré et J. John.

Malfi en 1504, une cité hypothétique, siège d'un ducé nant d'une petite cour provinciale, un port, où abondent les galères. Après *Machbeth*, Matthieu Langhoff explore de nouveau une œuvre étiologique. Celle d'un auteur qui, comme Shakespeare, fait jaillir de l'atrocité, une vision très fataliste de la condition humaine. Claude Duneton a proposé une adaptation audacieuse à un metteur en scène téméraire.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4<sup>e</sup>. A partir du 28 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. 70 F et 120 F.

##### Garde à vue

d'après John Wainwright, mise en scène de François Roy, avec Catherine Chevalier, Alain Gaudré, Mikuma Kashala, Alain Layhe et Christian Sinniger.

La transposition du cinéma sur les planches est décidément à la mode après *la Maman et la Putain*, de Jean Eustache, revisitée il y a quelques mois par Jean-Louis Martinelli. Claude Miller, réalisateur de *Garde à vue*, a gardé les dialogues de Michel Audiard. Outre son ombre, planeront celles de Romy Schneider et de Lino Ventura.

Théâtre 13, 24, rue Daviel, 13<sup>e</sup>. A partir du 5 mars. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-82-22. 70 F et 100 F.

##### Ganche upercut

de Joël Jouanneau, mise en scène de Stéphane Lohé, avec Guy-Pierre Couleau, Phil Deguil, Malek Kateb, Anne Le Guernec, Adama Niang, Danyse Piron et Gilles Segal.

Après la comédie rurale, la comédie alpine, la comédie insulaire, Joël Jouanneau nous propose une comédie urbaine, une balade avec six squatters, six marginaux qui n'ont pas grand-chose, sinon pas mal de haine. Comme se fonde dans l'univers de ce dramaturge-metteur en scène est toujours un plaisir, il serait étonnant que cette nouvelle production ne séduise pas, une fois encore.

Théâtre de la Corneuve, 2, rue Edouard-Polsson, 93000 Aubervilliers. A partir du 5 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 48-36-57-57. De 80 F à 110 F.

##### Hedda Gabler

d'Henrik Ibsen, mise en scène d'Alain Franconi, avec Jean-Yves Chataillon, Danièle Devit-

lère, Jean-Claude Durand, Francis Frappet, Dominique Valadé, Claire Warthion et Muriel.

Avec le même metteur en scène, Nanterre pose des surcraques très gaulois de Feydeau au drame nordique d'Ibsen (c'est une reprise). Il est dramatique, en effet, ce retour de voyage de noces pour ces deux jeunes époux. S'aiment-ils, se sont-ils jamais aimés ?

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 5 mars. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 47-21-18-51. De 90 F à 120 F.

##### La Nuit du père

de Richard Demarcy, mise en scène de l'auteur, avec Alain Langlet, Pierre Tabard, Franck Charon et Lucien Rolland.

Retrouvailles fortuites entre un père et son fils, sur fond d'asphalte luisant de pluie : conte fantastique où tous les êtres sont voués à se rencontrer au prochain carrefour, ou au suivant.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12<sup>e</sup>. A partir du 5 mars. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 43-28-36-38. De 45 F à 100 F.

##### Les Sept Portes

de Botho Strauss, mise en scène de Daniel Baroin, avec Lucie Arnault, Paul Charrière, Jean-Claude Dreyfus, François Ferré, François Lalonde, Martine Logier, Daniel Martin, Corinne Mailler et Nathalie Ortega.

Le locataire et son propriétaire, le metteur en scène et la comédienne, le concessionnaire et son client : scènes de la vie quotidienne illustrées par Botho Strauss, qui a gardé son regard aigu sur l'Allemagne contemporaine.

Théâtre de l'Est parisien, 158, av. Gambetta, 20<sup>e</sup>. A partir du 5 mars. Les mardis, mercredis, vendredis et samedis à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 48-64-80-80. Durée : 1 h 50. 90 F et 130 F.

##### En attendant Godot

de Samuel Beckett, mise en scène de Joël Jouanneau, avec Philippe Demattei, Christian Ruché, Claude Milla, David Warfield, Jonathan Lathière-Assaba, Johann Ploger, Quentin Sijpe et Benjamin Yvert.

Et bien oui, on peut encore « relire » l'histoire archiconnue de ces deux fous qui ont tout perdu sauf la raison. Joël Jouanneau le savait bien, lui, que les mots de Beckett s'annuaient comme des gamins dans son univers d'enfant sombre.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 47-21-18-51. Durée : 2 h 30. De 90 F à 120 F.

##### Eurydice

de Jean Anouilh, mise en scène de Georges Wilson, avec Sophie Marceau, Lambert Wilson, Georges Wilson, Catherine Rouvel, Maxence Mailfort, Pierre Val, Elsa Steiner, Jacques Jacquemin, Jacques Marchand et Bruno Balp.

Entourée d'une distribution solide, Sophie Marceau s'aventure sur les planches pour la première fois et se fait fort belle manière. Elle est modérée dans son jeu, clair, naturel.

55, rue de Cléry, 6<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-74-47-38. Durée : 2 heures. De 80 F à 290 F.

##### Heidenplatz (Place des Héros)

de Thomas Bernhard, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Anne Girardot, Guy Tréjean, Mado Simon, Annie Bertin, Philippe Joliet, Monique Chautemette, Jean-Claude Jey, Maria Veril, Pierre Decazes et Sarah Quénin.

C'est comme si Thomas Bernhard avait voulu tout dire, jeter toute sa rage dans son ultime œuvre écrite trois mois avant sa mort en décembre 1988. Les acteurs ont parfaitement compris la force de ce dernier avertissement, qui scandent la haine et la rage, l'impulsivité d'un écrivain qui n'a plus le temps de bafouiller pour une virgule.

Théâtre national de la Colline, 16, rue Maître-Brun, 20<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 43-68-43-60. Durée : 3 heures. 130 F.



Serge Martin dans *Le Réformateur*, mise en scène d'André Engel, à Bobigny.

##### Iphigénie, Agamemnon, les Choéphores (altérance)

d'Eschyle, mise en scène d'Arlette Mouchon, avec Simon Abkarian, Silvia Belli, Doudou Bellugi, Georges Bigot, Juliana Carneiro da Cunha, Christian Dupont, Maurice Durozier, Pascal Durozier, Brontis Jodorowsky et Eric Lecoq.

Après *Iphigénie*, le meurtre descend les générations de la famille des Atrides. Il y a d'Eschyle, enfin. Puis, les deux premières parties de cette *Oresteie*. Les acteurs y sont toujours aussi fascinants dans leurs costumes orientaux. Ils ont le geste et le verbe éblouissants. En raison d'un « incident technique », il faudra attendre le mois de septembre pour découvrir la quatrième « journée » de ces Atrides, les *Euménides*.

Cartoucherie Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12<sup>e</sup>. Jeudi et vendredi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-74-24-08. 100 F et 130 F.

##### Le Maître de go

d'après Yasunari Kawabata, mise en scène de Jean-Paul Lucet, avec Michel Bouquet, Juliette Carré, Jacques Spiesser, Jérôme Anger, Xavier Renoult, Valentine Varela et Isabelle Moulin.

Michel Bouquet est acteur en jeu de go invaincu mais non pas invincible qui aborde son ultime tournoi comme on accepte la mort, prochaine. Et il n'est pas tout seul sur la scène de l'Atelier, où tous les acteurs sont formidables de retenue dans ce vain combat de la vie contre le néant.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-06-49-24. Durée : 1 h 50. De 120 F à 240 F.

##### Mesure pour mesure

de William Shakespeare, mise en scène de Peter Zadek, avec Isabelle Huppert, Christine Pignet, Anoushka Renzi, Béatrice Romand, Roland Amstutz, Pascal Bongard, Jacques Bourgeois, Philippe Cuvierot, Jean-Maria Frin, Jean-Pierre Joris et François Marthouret.

La mise en scène de Peter Zadek est un scalp. Chaque scène est traitée comme l'épisode d'une histoire violente, touloute. Le metteur en scène allemand qui dirige des Français pour la première fois, trouve une troupe admirative, superbe... Isabelle Huppert en tête.

Théâtre national de l'Odéon, 1<sup>er</sup>, place Paul-Claudel, 8<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée, samedi et dimanche à 14 h 30. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 3 h 30. De 28 F à 145 F.

##### Les Palmes de M. Schutz

de Jean-Noël Ferrière, mise en scène de Gérard Callaud, avec Sonia Valleriaux, Stéphane Hüller, Gérard Callaud, Christiane Hüller, Patrick Zard et Claude d'Yd.

Sur les colonnes Morris, les affiches arborent fièrement « 450 ». Le succès de ce vaudeville scientifique sur la découverte du radium est largement mérité.

Mathurins, 36, rue des Mathurins, 8<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-68-43-60. Durée : 3 heures. 130 F.

comme dans *Place des héros*, les comédiens saisissent parfaitement sa virulence et nous projettent dans le monde de l'écrivain pris par l'angoisse, la folie et le vertige des mots.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45. 90 F et 120 F.

##### Rumeurs

de Neil Simon, mise en scène de Pierre Mondy, avec Jean-Pierre, Pierre Mondy, Eve Darian, Claude Naudon, Maurice Jarman, Jean-Pierre Castaldi, Nicolas Maré, Pascale Vignal, Marie-Dominique Aumont et Jean-Paul Muel.

Pour Jean-Pierre, adaptateur amnésique de Neil Simon, acteur toujours en pleine forme qui, d'ici à quelques semaines, quand ses partenaires oseront prendre plus de liberté avec le texte, devrait retrouver ses talents d'improvisateur délinquant, façon *Cage aux folles*. En attendant, il s'amuse déjà beaucoup.

Palais-Royal, 38, rue Montpensier, 1<sup>er</sup>. Du mardi au vendredi à 20 h 45, le samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-87-59-81. Durée : 2 h 30. De 25 F à 260 F.

##### La Tempête

de William Shakespeare, mise en scène de Peter Brook, avec Georges Corraface, Jean-Paul Denizon, Sotigui Kouyété, Mamadou Dioume, Yan Higelin, Yohji Oda, David Benveniste, Bruce Myers, Alain Maratrat et Pierre Lacroix.

Plus que quelques jours pour aller découvrir cette *Tempête*, et comprendre que le merveilleux de Shakespeare convient parfaitement aux songes de Peter Brook. Le metteur en scène insulaire, et encore de la magie dans cette histoire de sorcellerie, d'esprits et de rois, dans l'une des salles les plus curieuses de la capitale. Sous sa baguette, les acteurs sont des prestidigitateurs qui savent transmettre l'indicible.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10<sup>e</sup>. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 48-07-34-50. Durée : 2 h 20. 70 F et 100 F.

Dernière représentation le 2 mars.

##### Paris-Palerm

de Carmelo Cacciato, mise en scène de Jean-Marie Madeddu, avec Carmelo Cacciato et Bertrand Crimet.

Au lieu d'entasser des dizaines de numéros d'illusionniste, deux sacrés magiciens, se sont offerts le luxe d'une mise en scène soignée. Un duel canaille de la disparition, de la transformation. Ce serait un crime de laisser les enfants à la maison.

Théâtre, 1, rue Simon-Denure, 94000 Ivry. Du mercredi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-72-37-43. 80 F et 80 F.

Dernière représentation le 3 mars.

##### Le Réformateur

de Thomas Bernhard, mise en scène d'André Engel, avec Serge Martin et Michèle Feruze.

Bobigny joue les prolongations avec cette pièce de Thomas Bernhard, décidément très demandée cette saison. C'est bien normal, car, ici encore,

##### Caen La Chambre et le Temps

de Botho Strauss, mise en scène de Michel Dubois, avec Alain Moussay, Jacques Mathou, Michèle Simonnet, Michel Didym, Catherine Kocher-Matise, Frédéric Lacoate, Christian Drillaud, Malika Labenne et Philippe Bomblard.

Le protagoniste de cette pièce de Botho Strauss, l'un des dramaturges les plus joués outre-Rhin, est un appartement, secret lieu secret, respecté de toutes les solitudes, ou refuge, tout simplement. Après sa mise en scène de *Boomerang ou le Salon rouge*, Michel Didym remonte sur les planches sous la houlette du directeur du Théâtre de Caen.

Comédie de Caen-Théâtre d'Harcourt, 41, rue Froide, 14000 Caen. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 31-47-39-00. 75 F et 95 F.

##### Montpellier La Dame de chez Maxim

de Georges Feydeau, mise en scène d'Alain Franconi, avec Jean-Marc Avocat, Anna Benoit, François Berland, Denis Bernot-Rolande, Philippe Bianco, Nemes Boudjan, Elisabeth Carroux et Carlos Chahin.

Après Nanterre, la Môme Crevette continue sur les routes sa suite de bourgeois égoïstes, de punaises coïcées, et la gentillesse de sa folie.

Théâtre des Treize-Vents opéra municipal, Bd Victor-Hugo, 34000 Montpellier. Le mercredi à 20 h 45, le jeudi à 19 heures. Tél. : 67-82-72-91. De 65 F à 95 F.

##### Le Neveu de Wittgenstein

de Thomas Bernhard, mise en scène de Patrick Guinand, avec Jean-Marc Bory et Huguette Faget.

Un monologue qui n'en est pas vraiment dans la mise en scène de Patrick Guinand. Jean-Marc Bory, formidable, en écrivain malade, est accompagné dans son désespoir par une servante aussi silencieuse qu'efficace : Huguette Faget. Quel duo !

Théâtre des Treize-Vents opéra municipal, Bd Victor-Hugo, 34000 Montpellier. Le mardi à 20 h 45. Tél. : 67-82-72-91. De 65 F à 95 F.

##### Nantes

##### La Trilogie Marseillaise :

Marius, Fanny, César

de Marcel Pagnol, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, avec Jean-Pierre Darras, Geneviève Fontanel, Jacques Morel, Bertrand Beauchamp, Fabrice Roux, Laura Fovell, Léa Lessac, Quentin Baillet et Mario Pecqueur.

Panisse, César et leur bande passent d'un port à l'autre pour jouer aux cartes et se fonder mutuellement leur cœur gros comme ça.

Maison de la culture de Loire-Atlantique, 10, pass. Pommaraye, 44000 Nantes. Le lundi à 20 heures, le mardi à 21 heures. Tél. : 40-48-70-06. 70 F et 130 F.

La « Trilogie » a été créée par : Bénédicte Mathieu.

LE CARGO  
création Brecht  
**Machine**  
Conciliant Grotowski, Brecht, les textes de Bertolt Brecht, Helmut Müller, Karl Weidner  
Mise en scène  
**Michel Dezoteux**  
du 5 au 16 mars  
Une production Cargo/Maison de la Culture de Grenoble - Centre Dramatique National des Alpes

TGP  
DU 6 AU 30 MARS  
**B.M.C.**  
de EUGENE DURIF  
mise en scène  
ANNE TORRES  
avec ANNE ALVARO  
et MOHAMED ROUAH  
42 43 17 17

**MAY B**  
Chorégraphie MAGUY MARIN  
DU 5 AU 17 MARS  
POUR 10 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES  
250 représentations dans le monde depuis sa création  
49 80 18 88

THEATRE  
NANTERRE  
AMANDIERS  
1<sup>er</sup> février-17 mars 1991  
**En attendant Godot**  
Beckett - Jouanneau  
Tél. 47 21 18 81 ou 3 FNAC

pour l'opéra

# LA SÉLECTION

## ARTS

### Paris

#### Emile Bernard

Un peintre doué, curieux de tout, qui finit plutôt mal. Avec ses *Bretonnes dans la prairie* de 1888, il joue un rôle essentiel dans l'élaboration, à Pont-Aven, de la peinture « synthétiste » et « cloisonniste », dont Gauguin, son élève, tira parti. L'exposition, qui résume la rétrospective de l'été dernier à Mannheim et Amsterdam, comporte une soixantaine de tableaux (de Bretagne, d'Égypte, de Tunisie), une trentaine de dessins et des livres illustrés.

Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New-York, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-38-88. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 mars 1991.

#### Mario Botta

Architecte et designer suisse, derrière son nom italien, Mario Botta est l'une des personnalités les plus marquantes de l'architecture européenne. Cette exposition présente dix années de travaux (1980-1990) qui attendent toujours leur point d'orgue en France : le projet de cathédrale à Evry.

Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-38-88. Tous les jours sauf lundi et mardi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 avril 1991.

#### Joos Van Cleve

Une trentaine d'œuvres, dont neuf peintures, du flamand Joos Van Cleve font découvrir ou « relire », comme on dit parfois, le travail de cet artiste du seizième siècle au confluent des grandes tendances européennes. Un tableau de Van Cleve, *La Déposition du Christ*, est venu de Gènes pour former le point central de la démonstration.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaurès - côté jardin des Tuileries, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Visites-conférences à partir du 1<sup>er</sup> mars les mercredi et samedi à 15 h 30. Jusqu'au 27 mai 1991. 30 F (ticket d'entrée au musée).

#### Cuilliers-sculptures

Cent cuilliers sculptés, glanés du Cap-Vert au cap de Bonne-Espérance, nous prouvent, s'il en était encore besoin, que les objets les plus prosaïques de la vie courante peuvent devenir des œuvres d'art à part entière.

Fondation Dapper, 80, av. Victor-Hugo, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 48-00-01-50. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 avril 1991. 15 F.

#### Jan Dibbets

Ce plasticien néerlandais, très néoréaliste, est peintre de formation, mais il utilise la photographie, depuis la fin des



« Royan, ruines » : exposition « Reconstruction et modernisation » aux Archives nationales.

années 60, dans une optique artistique originale. À preuve ses mises en perspectives savantes, ses architectures déployées, ses panoramas écartés, qui situent ses recherches sur le versant d'un art construit, à la lumière de Mondrian, de Vermeer et de Saenredam.

Centre national de la photographie, palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-38-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Fermeture dimanche et lundi de Pâques ainsi que le 1<sup>er</sup> mai. Jusqu'au 20 mai 1991. 25 F (entrée du musée).

#### Juan Gris, dessins

Où l'on peut voir, en trente dessins de 1915 à 1921, comment l'enfant chéri de Kahnweiler prépara l'« après-cubisme ». Une précieuse exposition qu'accompagne un catalogue coproduit par le Centro Julio Gonzalez de Valence et notre Musée national d'art moderne.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures.

samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1991.

#### Raoul Hausmann à Ibiza

Dadasophe révolutionnaire, cet artiste catalyseur des années 30 revendique d'être l'inventeur du photomontage. Fuyant l'Allemagne, il se réfugia en 1933 à Ibiza, où il portait en ethnologue l'architecture et les autochtones, et renoue avec une philosophie qui fait de l'homme le centre du monde.

École nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Voltaire, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 42-80-34-57. Tous les jours sauf mardi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 mars 1991.

#### La Photographie au Bauhaus

Instantanés exubérants, visées de travers, perspectives inédites, portraits doubles, renversés et inversés, collages, photomontages, sans oublier d'innombrables scènes de théâtre, autant de champs d'action qui témoignent avec une rigueur formelle impeccable et une fantastique fraîcheur d'esprit de la vitalité de la pho-

tographie dans ce musée mythique de l'avant-garde, présenté par deux cents épreuves originales venues d'Allemagne. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-38-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 13 mai 1991. 25 F.

#### Le monde de Proust, photographies de Paul Nadar

Le monde de Proust vu par Nadar ? Ou bien celui de Nadar revu par les yeux de Proust ? À la fois, mais aussi, à l'occasion du roman, malgré cette incarnation forcée, subsistera à la sortie de l'exposition, comme au sortir de tous les décryptages de la Recherche. Car le style de Nadar génère lui aussi un imaginaire de roman.

Calais nationale des monuments historiques, Orangerie de l'hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-74-22-22. Tous les jours sauf le 1<sup>er</sup> mai de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 13 mai 1991. 18 F.

#### Le Nouveau Musée de Groningue

L'Institut néerlandais poursuit son programme de présentation des musées d'art moderne aux Pays-Bas. Cette fois le Groninger Museum, qui, en 1993, doit s'installer dans de nouveaux bâtiments. Le projet a été confié à l'architecte Alessandro Mendini.

Musée néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 47-05-85-93. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Visites commentées : samedi 9 mars et dimanche 24 mars à 16 heures. Jusqu'au 31 mars 1991.

#### Objectif architectes

Dix-sept architectes, parmi les plus célèbres, ont accepté de poser pour un photographe. Épinglés avec quelques paroles sèches sur les bords illustrés, et accompagnés de photos de leurs œuvres préférées, ces portraits sont censés « en dire plus long qu'un discours ».

Maison de l'architecture, 7, rue de Chaillet, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 40-70-01-65. Tous les jours sauf samedi, dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures. Samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 16 mars 1991.

#### Picasso vu par les photographes

Picasso, qui était photogénique et devait le savoir, fut un modèle parfait pour les photographes. Il se prêtait au jeu, aimait se plier aux mises en scène, poser, se déguiser. Les plus grands preneurs d'images ont peut-être même réussi à le mettre à nu. Toute une histoire, en cent et quelques photographies de Man Ray, Brassai, Cartier-Bresson, Doisneau, Quin, Villers, etc.

Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 8 avril 1991. 25 F, dim. : 13 F.

#### Reconstructions et modernisation

Exposition de saison : la France après les ruines des deux guerres mondiales. Le souvenir de ce qui a disparu s'est effacé, comme celui des considérables transformations qu'a subies notre environne-

ment. Restent quelques cicatrices, parfois entretenues pour que se perpétue au moins la mémoire de la guerre.

Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 40-27-60-00. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 mai 1991.

#### William Wegman

Dessin, vidéo, peinture et photographie constituent l'œuvre de cet Américain de quarante-huit ans, qui débute en 1970 sa collaboration avec un chien, un weimaraner gris bleu, acheté 45 dollars, baptisé Man Ray (et remplacé depuis par son double Fay Ray), qui se pèle avec dévotion à toutes les facettes de son maître.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 14 avril 1991.

#### Ignacio Zuloaga

On a quelque peu oublié ce peintre basque lié à Degas, Lautrec et quelques autres. Il fut pourtant fort apprécié dans les premières années du siècle pour sa capacité à assimiler le style moderne des Parisiens tout en restant fidèle à la tradition picturale espagnole.

Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-33-82-50. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 28 avril 1991. 25 F.

## Galleries

#### Stanley Brown

Il parcourt le monde et le mesure en comptant ses pas : le résultat n'est pas très voyant, mais c'est une démarche... d'appropriation de l'espace. Pour amateurs d'art conceptuel pur et dur.

Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hauts-dépôts, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-63-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 mars 1991.

#### Robert Combas

Dés Christs en croix, des scènes bibliques, saint Denis, sainte Odile, sainte Marie l'Égyptienne, saint André, saint François d'Assise, et quelques autres : voilà que Robert Combas, peintre figuratif libre et haut en couleur, donne dans l'histoire sainte. Pas étonnant, il est capable de tout, surtout de vous torcher en un rien de temps un torrent d'images agitées, pleines de passion, d'horreur et de douceur.

Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-20-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 mars 1991.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 13 mars 1991.

#### Jim Dine

Un Américain plus très jeune, très peintre, qui raconte des histoires de cœur, tendres, naïves, aujourd'hui plus troubles. C'est qu'il force de prendre corps son œuvre à fini par ne plus pouvoir exprimer le repos de l'âme.

Galerie Beaubourg, 3, rue Pierre-au-Lard, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-20-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 mars 1991.

#### Jean-Louis Garnell

Après le chaos des banlieues, les initiés en désordre et les portraits au cœur frontalment cadrés, la poursuite d'un univers oscillant entre l'ordre et la composition par des paysages anonymes, obsédants, épurés jusqu'au stérotype.

Galerie Giovanni Mirelli, 17, rue des Trois-Bornes, Paris 11<sup>e</sup>. Tél. : 40-21-88-88. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 mars 1991.

#### Walter Obholzer

On ne connaît pas à Paris ce jeune Autrichien qui travaille, une fois n'est pas coutume dans la Vienne d'aujourd'hui, sur l'ornement, et pas sur le corps. Et si ses tableaux à motifs de rinceaux et de fleurettes ressemblent à des échantillons de décors anciens ou nouveaux, c'est voulu. Où est le crime ?

Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-72-99-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 février 1991.

## Régions

### Arles

#### Picasso, la Provence de Jacqueline

Pourquoi Picasso à Arles ? A cause des corridors, bien sûr : Picasso l'aficionado d'ailleurs peint les arènes. Il a aussi brossé Jacqueline en Arlesienne. Moyennant quelques autres ouvertures sur la Provence, en particulier sur Vauvenargues et son buffet Henri II, on pouvait concevoir une bonne exposition. C'est chose faite.

Espace Van Gogh, rue du Président-Wilson, 13200. Tél. : 90-49-38-03. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Les 29 et 31 mars, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> mai, 8, 9 et 10 mai jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 12 mai 1991. 40 F.

### Grenoble

#### Christian Boltanski

Une rétrospective qui est passée par Londres et Eindhoven, mais elle comporte des pièces nouvellement conçues pour le musée de Grenoble. Boltanski y insiste sur ses recherches récentes : « Monuments », à l'enfance et « Ombres » de la mort. Tout un monde de souvenirs fragiles. Tout un dispositif pour émuvoir.

Musée de Grenoble, place de Verdun, 38000. Tél. : 76-54-09-82. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 11 mars 1991.

#### Patrick Tosani

En soixante tableaux depuis le début des années 80, le bilan des travaux photographiques d'un jeune plasticien qui grossit les objets, talons, couteaux ou ongles, au point de les rendre difficilement identifiables. Son objectif : la peau, le grain des choses, le relief, la transparence ou le flou.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Barriat, 38000. Tél. : 76-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Visite commentée tous les samedis à 17 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1991. 8 F.

### Lyon

#### Un musée en voyage : la collection de la Neue Galerie de Graz

Bonne idée : pour une fois un musée accueille un autre musée dont la collection d'art contemporain ne ressemble pas à celle de la Neue Galerie de Graz est toute centrée sur l'« Autriche intérieure », et ses peintres. Par exemple Rainer, Brus, Brandl, Mosbacher, Anzinger, Schmalzer.

Musée d'art contemporain, 18, rue du Président-Edouard-Herriot, 69001. Tél. : 78-30-50-88. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 mars 1991. 20 F.

### Nantes

#### Edouard Vuillard

Après Lyon et Barcelone, la rétrospective Vuillard achève son périple à Nantes. Quarante-cinq peintures, une cinquantaine de dessins et de lithographies y retracent la carrière de ce beau peintre trop souvent négligé, de la grande période nabe aux portraits mondains des années 30.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 20 avril 1991.

### Strasbourg

#### Vases nobles et sentimentales

Richard Baquis, Marie Bourget, L.F.P., Steven Parrino, Adrian Schies, Felice Varini, Michel Verjux : sept artistes rassemblés par Jean Brolli, un amateur d'art contemporain qui préfère l'approche souple au discours carré pour évoquer les recherches d'artistes apparus sur la scène artistique des années 80.

Antenne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 88-32-48-95. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1991.

### Toulouse

#### Brauner, Chassac, Dubuffet, un dialogue

L'œuvre de Gaston Chassac, peintre « rustique-moderne » du Bocage, est un des points forts du musée de l'abbaye Sainte-Croix des Sables-d'Olonne. La donation Brauner - 35 œuvres offertes en 1987 par la veuve du peintre - en est un autre. Trois Dubuffet qui, eux, vont entrer dans les collections du Musée d'art moderne de Toulouse complétant judicieusement le dialogue vendéen.

Réfectoire des jacobins, 69, rue Pargaminière, 31000. Tél. : 61-21-34-50. Tous les jours sauf mardi et dimanche matin de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 21 avril 1991. 10 F.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Brerette et Frédéric Edelmann. Sélection « Photo » : Patrick Rogiers.

## VOTRE TABLE CE SOIR

<p>• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J.-H. : ouvert jusqu'à... heures.</p> <h3 style="margin: 0;">DINERS</h3>	
<p><b>L'ALSACE AUX HALLES</b> 16, rue Coquillière, 1<sup>er</sup> 42-36-74-24</p> <p><b>TY COZ</b> 35, rue Saint-Georges, 9<sup>e</sup> 48-78-42-55/34-61</p> <p><b>AU PETIT RICHEL</b> 47-70-68-80/71-70-66-50 15, rue Le Pelletier, 9<sup>e</sup> F/dim.</p> <p><b>LE GOURMAND CANDIDE</b> 43-80-01-41 6, pl. Mairie-Juin, 17<sup>e</sup> Fermé sam, midi et dim.</p> <p><b>RIVE GAUCHE</b></p> <p><b>NOS ANCIENS LES GARDIENS</b> 46-31-66-07 à 66-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4<sup>e</sup> C/visite</p> <p><b>LE MAHARAJAH</b> GRILLE D'OR 86 de la gastro. indienne 43-54-62-07</p> <p><b>YUGARAJ</b> 14, rue Dauphine, 6<sup>e</sup> 43-26-44-91 F. lundi</p> <p><b>RESTAURANT THOUVENIN</b> 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7<sup>e</sup></p> <p><b>LES FOLIES</b> (01, rue Saint-Maur (11<sup>e</sup>)) Restaurant cambodgien 43-38-13-61</p> <p><b>ENVIRONS DE PARIS</b></p> <p><b>LA MARE AU DABLE</b> 68-43-17-17 F. dim. s. et lun. RN 6 77530 Réau entre Lissaint et Melun.</p>	<p><b>RIVE DROITE</b></p> <p><b>DE NUIT COMME DE JOUR</b> : Charcuteries, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1<sup>er</sup> étage.</p> <p><b>ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. LE SOIR</b> « Menu de la Mer » 150 F TTC. Jusqu'à 22 h 30.</p> <p><b>MENU GOURMAND à 180 F VIN COMPRIS ET SA CARTE TRADITIONNELLE</b> FORPAIT THÉÂTRE, 300 F à 430 F. Service assuré jusqu'à 9 h 15 Décor 1980. Salons particuliers. Parking Drouot.</p> <p>Cette maison a du peps et elle le méritait : avec son personnel féminin et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain.</p> <p>Unique au monde. Cadre fin 17<sup>e</sup>. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.</p> <p><b>DÉCOUVREZ... L'INDE...</b> au 72, bd Saint-Germain, 5<sup>e</sup>, M<sup>e</sup> Maubert, 7 j. sur 7. NON-STOP de 12 heures à 23 h 30, ven., sam., accueil jusqu'à 1 h. CADRE LUXUEUX.</p> <p><b>SPECIALITÉS INDIENNES</b> : « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).</p> <p><b>Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard</b>. See jusqu'à 23 h 30. <b>TOUS LES JOURS</b>. Dim. see continu de 12 h à 23 h 30. <b>SALONS CLIMATISÉS</b>.</p> <p>Resto EK a quitté la rue de Provence pour ouvrir le restaurant de ses rêves : un cambodgien qui vous dévoile les mystères de la cuisine khmère.</p> <p>Un îlot de verdure de 17 ha (piscine, tennis, sauna...). Un restaurant gastronomique. Une splendide cheminée... Salons pour repas d'affaires et séminaires.</p>
<h3 style="margin: 0;">SOUPERS APRÈS MINUIT</h3> <p><b>LES GRANDES MARCHES</b> AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE La bonne adresse du quartier. HUITRES, tous l'ANNÉE. POISSON DU MARCHÉ Plus traditionnels. Vins à découvrir. DÉCOR « Bretonne de l'ex » T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille. 43-42-90-32.</p>	

JAVICO 150



# DE LA SEMAINE

## DISQUES

### Classique

#### Gluck

*Les Filles de La Mecque ou la Rencontre Inespérée*. Lynne Dawson, Claudine La Coz, Catherine Dubosc, Guy de Mey, Jean-Luc Viale, Guy Richey, Jean-Philippe Laffont, Orchestre de l'Opéra de Toulouse, John Eliot Gardiner (direction).

Voici un enregistrement qui a bien failli ne pas sortir, en raison des rapports que certains établissent éventuellement entre son titre et la guerre du Golfe... Il sort heureusement, et c'est l'une des choses les plus gaies, les mieux champagnistes, que Gardiner ait dirigées avec l'équipe lyonnaise ici à son aise. Les turqueries de cet opéra-comique avec intermèdes parés, que Gluck écrit sur un livret en français, sont moins imprévisibles que celles dont s'amuse Mozart dans *l'Enlèvement au sérail*, dix-huit ans plus tard. Mais certains airs (ceux du languissant prince Ali, de Guy de Mey, en particulier) sont des bijoux, là où l'on attendait de la possible de bazar. Une première mondiale à l'enregistrement, au demeurant.

2 CD Erato, 2292-45518-2.

#### Beethoven

*Messe solennelle*. Charlotte Margiono (soprano), Catherine Robbin (mezzo), William Kendall (ténor), Alexander Minns (basse), Monteverdi Choir, English Baroque Soloists, John Eliot Gardiner (direction).

Dûment minutée, cette Messe solennelle dure - incroyable mais vrai - près de quinze minutes de moins que celle que Karajan enregistra en 1975 avec Janowitz, Bölsa, Schreier et Van Dam (une réduction en deux compactes à ne pas laisser échapper). Elle tient donc sur un seul disque argenté, ce qui n'est pas la moindre de ses qualités. L'oreille doit, dans un premier temps, s'accommoder sur une masse orchestrale bien instrumentée anciens obligés. Puis on adhère totalement à l'esthétique générale défendue ici : des voix solistes intégrées dans le total choral (symbole possible de modestie chrétienne), un énoncé aux dynamiques extraordinairement contrastées, jusqu'à la brutalité (le *fugato prestissimo* final : on croit voir défilier un film en accéléré), la vitalité et le pittoresque des interventions instrumentales. Tous les coups de théâtre y sont (le *Requiem*!), mais dans un style plus figuratif qu'opératique. Le Hanover Band avait déjà « baroqué » ce monument il y a deux ans, sans convaincre vraiment. Une initiative que Gardiner justifie pleinement, quand on aime Beethoven transparent, éblouissant, sans emphase, et plein d'inventions imprévisibles.

1 CD Archiv production, 429-772-2 (distr. Deutsche Grammophon).

#### Haydn

*Quatuors opus 77 n° 1 et 2, andante et menuet de l'opus 103*. Quatuor Tamas.

Il paraît que l'opus 103 fut longtemps publié accompagné, en guise d'« allegro » et de finale, d'une carte de visite de Haydn, où était imprimée la déclaration suivante : « Mes forces m'ont abandonné, je suis vieux et faible. » A ce splendide inachevé, les quatre Hongrois ont joint très logiquement les deux derniers quatuors terminés. Cela d'autant plus naturellement que les deux volets de l'opus 77 sont parmi les moins enregistrés de l'énorme production du Viennois pour les quatre cordes. L'andante du n° 2 est d'une beauté à tomber. L'exécution de l'ensemble franche, architecturée, volontaire, éloquent, d'une justesse impeccable. Que demander de mieux ?

1 CD Decca, 430-199-2.

#### Stravinsky, Bartok

*Petrouchka, le Mandarin merveilleux*. Orchestre philharmonique de Vienne, Christoph von Dohnanyi (direction).

*Petrouchka* fut créé au Châtelet le 13 juin 1911, sous la direction de Pierre Monteux. A quoi ça ressemblait ? On peut s'en faire une petite idée en écoutant l'enregistrement plus tardif (1938), toujours avec Monteux au pupitre de l'Orchestre national, qu'on édite, sur CD, les disques Montaigne. C'était sec, carré, musclé au body-building, fin tout de même. On peut donc affirmer, preuve à l'appui, que Dohnanyi respecte, à travers Monteux, les volontés de Stravinsky. Les deux exécutions ont exactement les mêmes caractéristiques. Sauf que la prise de son du concert de 1938 était pourrie, alors que le son Decca fait éclater les virtuoses avec Dohnanyi (ses symphonies de Dohnanyi sont également un sommet technique). *Le Mandarin merveilleux* est... merveilleux.

1 CD Decca, 425 026-2 (réédition d'enregistrements réalisés en 1978 et 1983).

#### Joseph Kosma

*Chansons*. Jean-Christophe Benoit (baryton), Bernard Rigoussier (piano).

Kosma, qu'on si bien chanté les Frères Jacques, est devenu un classique. Puis, comme Karajan enregistra en 1975 avec Janowitz, Bölsa, Schreier et Van Dam (une réduction en deux compactes à ne pas laisser échapper). Elle tient donc sur un seul disque argenté, ce qui n'est pas la moindre de ses qualités. L'oreille doit, dans un premier temps, s'accommoder sur une masse orchestrale bien instrumentée anciens obligés. Puis on adhère totalement à l'esthétique générale défendue ici : des voix solistes intégrées dans le total choral (symbole possible de modestie chrétienne), un énoncé aux dynamiques extraordinairement contrastées, jusqu'à la brutalité (le *fugato prestissimo* final : on croit voir défilier un film en accéléré), la vitalité et le pittoresque des interventions instrumentales. Tous les coups de théâtre y sont (le *Requiem*!), mais dans un style plus figuratif qu'opératique. Le Hanover Band avait déjà « baroqué » ce monument il y a deux ans, sans convaincre vraiment. Une initiative que Gardiner justifie pleinement, quand on aime Beethoven transparent, éblouissant, sans emphase, et plein d'inventions imprévisibles.

1 CD Asés, 13 292-2.

### Rock

#### Limbomanics

*Stinky Grooves*. C'est très grave, très inquiétant : ces musiciens sont la proie d'une agitation



John Eliot Gardiner

délirante, ils font beaucoup de bruit, se complaisant dans l'humour scatologique et les réveries pornographiques. C'est aussi très surprenant que de grands benêts furiés comme eux fassent preuve d'une telle intelligence musicale. Leur disque est produit par Bill Laswell, égérie du rock américain pensant. Et Laswell est assez malin pour avoir poussé les Limbomanics dans leurs délires musicaux : cuivres furieux, guitares hurlantes, rythmiques de plomb. Tout ce qui fait ou a fait danser l'Amérique noire est dans *Stinky Grooves*, de la soul de James Brown au rap de Public Enemy, du disco de KC et du Sunshine Band au rock noir de Living Colour. Pour autant l'identité du groupe ne suscite aucun doute, il n'y a pas d'autres Limbomanics, tant mieux pour notre santé mentale.

Epic 487614 2

#### Divinyls

*Divinyls*

Christina Amphlett ne fait pas dans la retenue, elle est australienne. Chanteuse des Divinyls, duo australien établi aux Etats-Unis, miss Amphlett perpétue la tradition des filles de mauvais genre qui, des Shangri Las à Debbie Harry, ont alimenté la libido rock. *Divinyls* sans leur premier album largement distribué en France, mais le duo (Christina Amphlett et le guitariste-compositeur Mark McEntee) a derrière lui dix ans de carrière et cinq albums. Le temps de réaliser l'art du couplet agaçant, du riff de guitare qui reprend vite après son thème recyclage. Entre porno soft (*I Touch Myself*) et rock'n'roll pour garçon manqué (*Bless My Soul*), Christina Amphlett use sans remords de sa voix cassée et souple, ne reculant devant aucune facilité, avec une désinvolture désarmante. Avec les

guitares grasses de McEntee, quelques musiciens de sessions prêts à tout pour un cachet raisonnable et la collaboration, quand le besoin se fait sentir, de quelques fabricants de chansons confirmés (les omniprésents Stein et Kelly, voir Cyndi Lauper, Bette Midler ou Suzanne Hoff) on trouvera dans *Divinyls* tout ce qu'il faut pour faire un excellent disque de pop mœveuse.

Virgin 261285.

### Jazz

#### Pastorius

*Live in New York, volume 1*

Pastorius était un génie : génial, fou, insupportable. On l'aimait. Il a inventé à lui seul la technique de la basse électrique. Il en a fait un instrument. Tout le monde voulait jouer avec lui. Tout le monde le redoutait. Jazz, rock, fusion, funk, néo-romantisme, baroque-punk. Pastorius s'est agité partout, incrévable, insomnieux, désespéré, fou de joie de la vie. Il a abusé de tout et de la musique. Il est un musicien parfaitement abusif. Il est à lui seul l'abus du musicien. Relevez les chroniques d'époque sur Pastorius : elles sont éloquentes. Les gens ne savaient comment le prendre. Comédie des années 80, il n'est qu'une pure légende. On entend parler de lui à mix-voix dans le métro par des gamins qui n'étaient pas nés quand *Blood Sweat and Tears* l'on fait enregistrer. Même ses fonds de tiroir, surtout *Live* (La vie) comptent dans son œuvre : ici, *Donna Lee* pris sur un train d'enfer, *Punk Jazz* et *Liberty City* avec une bande d'agités redoutables. Le 21 septembre 1987, Pastorius est mort comme un clochard, roué de coups devant un club dont on lui défendait l'entrée. Hôpital de Miami.

Coma de dix jours. Il avait trente-cinq ans.

1 CD BW 001, distribué par Média 7.

#### Barney Wilen

*Paris Moods*

Barney Wilen a fait des choix. Il s'agit de musiciens plus jeunes qui le situent dans l'époque. Il déroule un répertoire classique d'airs incontestables, standards et chansons (*April in Paris*, *Que reste-t-il de nos amours*, *Grisby*). Il prend sur ce terrain un essor très pur, très personnel, avec la délicatesse poétique, l'exactitude dandy qu'il met à toute expression. *Paris Moods* traduit parfaitement cet esprit, cette grâce. C'est une conception très exacte ou post-moderne (au choix) du jazz.

1 CD Alfa Jazz ALCR 73, distribué par OMD.

#### Oscar Peterson Trio

*Live at the Blue Note*

Il y a chez Oscar Peterson un côté monumental qui séduit (le public). Il agace aussi (les vestales) comme si on l'avait trop entendu. Pianiste de l'abondance, virtuose du débordement, effaçant Bud Powell d'énormes vagues de Tarun, Oscar Peterson semble à chaque fois commencer.

Cette nuit du Blue Note, le 16 mars 1990, est une nuit comme les autres : une nuit comme toutes celles où il joue depuis quarante-cinq ans. Son trio est alors une reconstitution d'un moment-pivot de la musique. Oscar Peterson, Herb Ellis (guitare) et Ray Brown (qui, par parenthèse, n'a jamais si bien joué que dans ce disque) ont été parmi les rares à franchir la barrière du grand public. Si l'on voulait aller vite, on pourrait dire que c'est ce qui agace. En fait, Oscar Peterson ne répond pas à l'idée incertaine et jamais pleine que l'on se fait du jazz. Il n'est ni l'homme de la blessure, ni celui du tragique. Il pèse trois quintaux, il joue rondement et, lorsque l'attaque d'une main les premières notes de *Honeysuckle Rose* sur l'annonce à l'entraineur d'un étrange trio composé de quatre hommes (Bobby Durham est aux drums), c'est comme si, une fois de plus, sans drame ni violence, le jazz recommençait.

1 CD Télarc 83304, distribué par Média 7.

### Chanson

#### Melaine Favenne

*La chanson*

Coché dans le pré sous un arbre en fleurs, Melaine Favenne prend la mesure du temps au bord de l'eau. La pochette du cinquième disque de ce chanteur fantasmagorique volontairement effacé des grandes scènes, tourne le dos aux contingences de la vie moderne. Les onzes titres ont été enregistrés en partie en prise directe et continue, à la mode ancienne, en dehors des studios secrets, devant les fauteuils rouges du Théâtre de Quimper « pour retrouver l'émotion et l'espace », puis complétés, notamment pour le chant, à l'Atelier du piano à Blain (ce qui nous vaut quelques bavures de microphones). L'album joue sur un subtil équilibre entre des orchestrations fines (à base de violons, violoncelles, piano) et des textes intimistes, tendres, sans prétentions sociologiques ni violences verbales. Melaine Favenne écrit, compose et chante des chansons d'amour. Il y a même la gravité sans s'y arrêter (*C'est la Java* : « Il y a dans la vie / Un petit peu de la mort / Qui nous bouleverse / Des petits pincements / A travers le corps / Qui nous caressent... Et puis l'on danse »). Le chanteur a travaillé sa voix dans le sens de la nuance et ses textes dans le registre de l'émotion. Il est très heureusement accompagné par un jeune pianiste classique au style coloré, vivant, Yvan Cassar, qui signe les arrangements. Le couple fonctionne à merveille, personnalités indiquées, mais intactes. Tout cela a beaucoup de qualités. Après avoir travaillé

avec des majors par le passé, Melaine Favenne cherche aujourd'hui un distributeur « ciblé », capable de le suivre dans sa carrière et dans sa démarche.

1 CD Intime in Time ITC1 Commandes : BP 5 29120 Ploumneur.

#### Serge Guirao

*Passerelles*

Serge Guirao avait, parmi d'autres, subi les conséquences de la frilosité des programmeurs dans les premiers jours de la guerre du Golfe, à cause de quelques mots - alors jugés malheureux - extraits de la chanson *Bonne année* - il est vrai un peu ironique : « Manakore/Connais-tu le mot faim/ les maux de la faim/As-tu vu l'enfant défilant/ A défaut de moyens/ Qu'est-ce qu'on pourrait leur souhaiter/ Bonne année/ Bonne année » etc. Les censeurs en herbe auraient-ils lu trop vite, et ignoré le titre suivant, *Image saine* ? « Au plus fort des larmes/ Je te lance ma lance/ Comme un trait vers toi/ Tire l'eau du sable... / Que je meurs en toi ». Et plus loin encore (*Rien qu'une heure encore*) : « Anna/ Le ciel est si bas/ Au dessus des toits/ Anna, ma terre est en larmes/ J'ai rendu les armes ».

A la décharge de Serge Guirao, Toulousain né à Oujda avec ascendances espagnoles, précisons qu'il ne s'agit ni en général que sur les musiques, avec un sens de la mélodie assez prometteur, rdd aux côtés de Miquel Boix, dont il fut le bassiste avant de faire cavalier seul, *Passerelles* est un album agréable, où se promènent des amoureux, des chômeurs, des gosses. L'invention apparaît malheureusement sur fond de batterie synthétique. Mais Guirao a du punch, du rythme juste ce qu'il faut, une voix intéressante. Il lui reste à se débarrasser du superflu techno-facile.

1 CD WEA 9031 73463.

V. Mo.

### Musiques du monde

#### Benito Merlino

*Chants de Sicile et des Iles Éoliennes*

Du velours, Benito Merlino chantant la *Ballata di Don Giovanni*, tout droit sortie du *romancero* espagnol du quinzième siècle, et passée à la moulinette italo-méditerranéenne, c'est s'endormir d'un bonhomme de félicité, en bleu (mer) et jaune (miniosa). Benito Merlino, natif de Lipari, a l'esprit vagabond. Auteur d'un *Oratorio marchiste*, d'une *Messe solennelle*, grand amateur de traditions populaires du sud de l'Italie, Benito Merlino a recherché les traces des textes des chansons d'autant dans les bibliothèques de Palerme ou de Florence, avant de les remettre délicatement en musique. Pour réaliser - à Paris pour la collection « Musiques du Monde » de Buda Records - cet album, dix-neuf titres en forme d'hymne à la mer, aux îles, aux chevaliers et aux jeunes filles en fleur, il s'est entouré d'un guitariste apollinien, d'un pianiste de Syracuse et d'une violoncelliste allemande.

A Lipari, on chante le *Sette sorelle* dans les écoles. D'une voix de miel, charmeuse jusque dans ses minuscules imperfections, Benito Merlino met des accents dorés et romantiques pour raconter comment « le Seigneur voulut faire un jour un collier de perles et de diamants/qui serait le royaume de l'amour ». Rabais, montagne de fougères, ange de roc : Filicudi, Alicudi et les autres ont de bien doux noms. Et quel repos d'écouter ces mélodies enchantées !

1 CD Buda Records 82504-2 distribué par Adès.

V. Mo.

## La collection « Inédit » : une vie après le concert

DEPUIS sa création en 1982, la Maison des cultures du monde présente en moyenne une dizaine de spectacles musicaux chaque année. Dans la salle du boulevard Raspail se sont succédés des interprètes venus des cinq continents, et qui, pour beaucoup, ne s'étaient pas, ou très peu, produits sur des scènes occidentales. Musique ethnique, classique ou traditionnelle, de la Syrie aux juifs d'Éthiopie, vedettes méconnues ici ou simple paysan joueur de clarinette, le catalogue a pris rapidement une singulière épaisseur, et les passages éphémères de ces musiques vivantes ouvrent des appétits que seul l'enregistrement public peut assouvir. Avant d'aller compiler des archives éteintes, n'est-il pas urgent de fixer dans les mémoires ces groupes souvent informels, ces maîtres déclinant en âge ?

En 1985, Chérif Khaznadar, le directeur de la Maison des cultures du monde, et Françoise Grün, directrice artistique, créent une collection de disques vinyle : « Inédit ». Une manière de prolonger le plaisir d'un public fidèle (entre cinq cents et trois mille personnes selon les spectacles) en enregistrant en direct les concerts. Les trois premiers volumes, pochette noire et chic, très ciblés, font l'objet de tirages numérotés et limités à

1 000 exemplaires. Ils sont rapidement épuisés. La collection grandit et profite de la chance offerte par le compact d'augmenter la durée jusqu'à plus de soixante minutes. Elle peut ainsi donner à ces musiques la place qui leur est naturellement nécessaire.

Deux des sept 33 tours, ceux ayant déjà bénéficié d'un enregistrement numérique, ont été repris et agrémentés de quelques nouveautés (*Musiques d'Islam d'Asie et Grèce, Épire*), ainsi que des compacts ayant disparu du marché pour cause de changement de distributeurs - d'Harmonia Mundi à Audisid - (*Les Musiques de la toundra et de la taiga, Voix de l'Orient soviétique*). Le rythme de parution des CD suit aujourd'hui celui des concerts.

La collection comporte de véritables inédits planétaires (*les Polyphonies vocales des Aborigènes de Taiwan* ou certaines plages de *Musiques de la toundra et de la taiga*). Mais elle permet surtout à des artistes qui ont enregistré chez eux, dans des conditions souvent précaires, mauvais studios, cassettes pirates, de trouver un support de qualité, sans morosement intempêtif. Ainsi, Alem Kassimov, musicien d'Azerbaïdjan, dont on trouve les disques en URSS, n'avait jamais été diffusé en France. Seule exception à la règle, l'Irakien Munir Bachir, à la discographie abondante,

présent « par attachement sentimental ». Dans sa dernière livraison, parmi les nouveautés *Chants des femmes de la vieille Russie et Turquie, musique soufie*, on trouvera une réédition en CD du très bel enregistrement du groupe Takoutsia, des musiciens de Zagori, exceptionnellement réalisé sur place, en 1985, en Épire, avant le concert. Une voie dans laquelle la Maison des cultures du monde voudrait bien s'engager : offrir en même temps le spectacle et le support discographique équivalent.

Parallèlement, et en accord avec le ministère de la culture marocain, l'équipe d'« Inédit » s'est lancée dans l'enregistrement intégral des douze noubas de la tradition arabo-andalouse. Les maîtres, détenteurs de la tradition avaient, jusqu'alors, refusé tout contact avec le disque. Ils ont accepté l'année dernière, pressant le risque de déperdition de leur savoir, transmis depuis la fin du quinzième siècle. Chaque volume de cette *Anthologie Al-Andalus* comporte six CD, totalisant une durée d'écoute de six heures et demie. Le volume 1, vendu aux environs de 600 F, a déjà trouvé plus de cinq mille acheteurs. Le deuxième vient de paraître, et les neuf autres sont en préparation.

VÉRONIQUE MORTAIGNE  
« Inédit », Maison des cultures du monde, distribués par Audisid.

### Le Métro de Toulouse choisit l'Art Contemporain

**CONCOURS INTERNATIONAL :**

**MY DÉVELOPPEMENT :** accordé concessionnaire du Métro de Toulouse souhaite développer une politique de commandes à des plasticiens pour l'ensemble des quinze stations de la ligne ligne.

**JURY COMPOSÉ DE PROFESSIONNELS DE L'ART, D'ELUS ET DE RESPONSABLES DU PROJET :** Il effectuera une pré-sélection sur dossiers en avril 91, choisira en octobre prochain les lauréats au vu des projets présentés fin septembre par les artistes retenus au premier tour.

**DATE LIMITE : 25 MARS 1991 :** Les artistes intéressés peuvent adresser leur dossier (C.V., photos, catalogues) à l'adresse indiquée. Réponse fin avril pour candidats sélectionnés au concours aux projets - réponses assurées à 15h en Mai.

**MY DÉVELOPPEMENT - Coordonne : Violette AUCLAIR**  
56 Boulevard de l'Industrie, BP 2170 31066 TOULOUSE CEDEX  
Tél : 61.61.35.00.

مكتبة محمد السادس

## ARCHITECTURE

« DERNIERS DOMICILES CONNUS », ENQUÊTE SUR VINGT ANS DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

## Le grand théâtre de l'absurde

Des milliers de logements ont été construits ces vingt dernières années sur des critères qui ont essentiellement permis à l'architecture de se refaire une réputation convenable. Un ouvrage de Jean-Michel Léger présente les résultats d'une enquête sur ces nouveaux logements et sur ceux qui y vivent. Si les architectes ont pu mener à bien leur réconciliation avec la ville, il apparaît que la ville reste trop souvent fâchée avec ses habitants.

LES habitants de Sarcelles ont bien de la chance. Depuis quelques mois, le stéréotype de Vaux-en-Velin s'est substitué à celui de leur ville pour désigner l'échec des politiques d'urbanisme, ou plus précisément celui de l'habitat social. Mais là où la « sarcelle » désignait une forme de dépression, un « syndrome des grands ensembles » qui frappait méchamment des individus, Vaux-en-Velin a pris la forme d'une révolte collective.

Faute d'avoir pu répondre convenablement et en temps voulu à des problèmes largement identifiés, et de longue date prévisibles, le ministère de l'équipement a accouché d'un ministère de la ville dont une des vocations pittoresques sera de traiter la question des villes à la campagne, autrement dit les villes nouvelles ratées, l'enfer-deux des banlieues, les grands ensembles au milieu des champs de betteraves.

Derrière le terme de « ville », il faut sans doute lire les mots urbanisme, architecture, habitat, mots que les ministres semblent n'avoir jamais assez aimés pour en faire les attributs de leurs marabouts. Trop artistique, comme l'architecture ? Trop technique, comme l'urbanisme ? Trop limité, comme l'habitat ? Ou bien est-ce le sentiment que les problèmes à résoudre se situent à l'intersection de ces domaines, et que la notion de ville peut réconcilier tout le monde ? Serait-ce au prix d'une sorte d'oubli de la campagne, territoire exclusif de l'agriculture et de l'environnement, et où l'on ne saurait donc habiter ?

## DES GAMINERIES DE BRUTE STUPIDE

Les éducateurs, du Limousin, de Bretagne ou d'ailleurs, savent que l'alcoolisme, les femmes battues, les enfants martyrs, la petite et la moyenne délinquance ne sont pas les spécialités des seules cités-dortoirs. Mais comme ils dépendent de la solidarité, il a dû sembler légitime au nouveau ministre de la ville de s'en tenir aux seuls problèmes du rat que La Fontaine a doté du même nom.

Laissons ici se piétiner les notions et les territoires, et arrêtons-nous à celle d'habitat, ou plus simplement

encore à celle de logement. Un outil de compréhension remarquable, sous la forme d'un livre de cent soixante pages, vient d'être publié par les éditions Créaphis, et mériterait d'être étudié de près aussi bien par les décideurs, les maîtres d'ouvrage, les architectes, et par, pourquoi pas ?, les habitants. Sous le titre *Derniers domiciles connus*, Jean-Michel Léger y présente les résultats d'une enquête sur les nouveaux logements, ceux construits au cours des deux dernières décennies et sur qui reposait largement la réputation retrouvée d'une architecture si longtemps maudite pour ses gamineries de brute stupide.

Le livre est soigné comme un livre d'art, là où l'on attendrait la formule « manuel », l'écriture en est précise, limitant à l'essentiel la formulation d'idées parfois complexes, mais surtout le travail de Léger a le mérite de pousser chacun des exemples choisis ou des notions abordées dans tous leurs détails, comme dans toutes leurs conséquences, seraient-elles peu agréables à entendre. L'ouvrage, n'épuisant pas la question de l'habitat, est abondamment assorti de références bibliographiques, de Chombart de Lauze à Raymond, de Blachère à Grosbois, auxquelles il faut sans doute ajouter la part du rêve pour se faire une meilleure idée du territoire de l'habitat.

La série « Mutations » des éditions Autrement a ainsi confié à Nicole Czochowski le soin de rassembler des textes littéraires, artistiques et/ou intellectuels sur le thème « Habiter, habité ». Un sens certain du titre (*le Ciel entre les colonnes, l'Idéal, c'est la valise, Dix ans de placard*, etc.) donne au sujet le soutien qu'il mérite, tandis que les formules de Pierre Charras amènent à se poser très sérieusement la question de l'habitat.

Habitat, selon Charras : « Désignait autrefois les personnes peuplant certaines régions aujourd'hui à forte densité industrielle. On l'utilise encore pour parler d'individus très mal habillés, aux ongles noirs, mangeant de la cuisine plutôt lourde (allant parfois jusqu'à la soupe aux choux) et s'exprimant avec un fort accent de valets de Molière qui porte à rire. Toutefois, cette espèce devenant de plus en plus rare, elle a fini par éveiller la curiosité des couches aisées de la population tentées par l'Aventure avec un grand A. Ainsi Marie-Jo et René, les résidents du splendide F5 qui fait face à mon loft, sont rentrés ce matin de leurs vacances surprises et m'ont fait longuement frissonner lorsqu'ils m'ont confié : « Nous logions chez l'habitant ! »

Autrement, sous la même plume, définit le logement presque aussi justement : « Résidence minimale dont l'expression « logement social » donne une idée certes déprimante, mais assez juste. Autrefois la plupart des centres-villes étaient entièrement constitués de logements qui, fort heureusement, ont cédé peu à peu la place à des bureaux. »

De ces moments récréatifs, on retiendra deux idées qui trouvent leurs développements sociologiques ou urbains chez Jean-Michel Léger : la première est qu'il n'y a pas d'habitant type. Consommateur d'hygiène standard, empileur de vaisselle sale, amateur de fausse poutre apparente, contempteur de la moquette, sédentaire, noctambule, tout se trouve pour compliquer l'idée d'une

« cellule » simple et répétable. A cela s'ajoute l'évolution de la structure familiale, que Pierre Merlin analyse dans un livre récent, *La famille éclate, le logement s'adapte*, titre dont la deuxième moitié est peut-être un peu optimiste.

La seconde idée est l'image péjorative qu'a acquise le logement moderne, et particulièrement le logement social. A cela, il y a un grand nombre de raisons, pour la plupart économiques, et qui ont de redoutables conséquences à court terme sur la qualité des logements, à moyen et long terme sur la durée de vie des bâtiments. Léger a la courtoisie de ne pas y ajouter les effets du financement des partis politiques, devenu certes limpide depuis quelques mois, sans que cela se traduise encore par une diminution visible des coûts de la construction... Ces deux idées se retrouvent enfin dans ce constat brutal : « Les architectes s'excusent de présenter des formules classiques qui sont effectivement plus conformes à la moyenne des usages, mais qui, compte tenu de la baisse de qualité de leur réalisation, constituent une régression. »

## ARCHITECTE DÉMIURGE ET BOUC ÉMISSAIRE

Entrée en scène de l'architecte. Ce personnage extraordinaire est à la fois démiurge et bouc émissaire sur le théâtre de l'habitat. Il est artiste et manœuvre, pris entre le souci de répondre aux besoins d'habitants tourmentés vers les commodités intérieures et celui de donner à la ville les façades que l'urbanité exige de lui, au moins autant que son désir de postérité.

L'architecte « moderne » a toujours eu à l'égard du logement une attitude fondée sur des dogmes d'une grande certitude. Comme il jugeait que les habitants habitaient mal, il a inventé des logements et des bâtiments idéaux, dans la foulée de Le Corbusier qui avait dessiné l'habitat aux proportions idéales, le fameux Modulor. Ces logements devaient avoir la vertu pédagogique d'apprendre aux gens à habiter selon des normes convenables. Des sortes de corsets en somme, qui prévoient la façon d'étendre ses pieds sous une table, de regarder par la fenêtre à une hauteur décente, et de se persuader que son vis-à-vis est un paysage lui aussi idéal.

Puis l'architecte a inventé l'expérimentation, mais les habitants avaient beau servir de cobayes avec l'enthousiasme le plus général, les maîtres d'ouvrage ne nom qu'on donne aux architectes pour éviter les répétitions) se sont trouvés bien en peine de réutiliser les résultats de ces expérimentations dans des conditions géographiques, sociales ou économiques qui échappaient à toute constance.

Si l'on continue d'en croire Léger, une troisième démarche s'est fondée sur la participation, sur l'idée d'« apprendre des gens », ce qui s'est heurté à un échec de taille : les architectes ne sont pas précisément formés pour gérer ce type de dialogue.

Le problème serait-il insoluble ? Pas du tout, des enquêtes poussées ont été faites dans toute sorte de bâtiments, sur lesquelles Léger appuie sa démonstration, mais dont les résultats n'ont jamais été véritablement

utilisés. Chaque année ou presque a produit ainsi des outils, comme l'ouvrage de Elie-Vidal, Châtelet et Mandoul, *Penser l'habité : le logement en questions*, mais sans que ce savoir semble générer une véritable pratique, ni des enseignements fondés sur un minimum de constantes. L'habitat apparaît ainsi comme une problématique surexploitée, mais les conclusions seraient sous-exploitées. Peut-être parce que les maîtres d'œuvre libéraux ont une méfiance tenace face aux productions théoriques de l'administration, ou par croyance atavique de la profession dans le génie individuel et solitaire de chacun de ses membres.

Sans doute faudrait-il casser bien des normes, atténuer bien des règlements. C'est le luxe que s'est offert Nouvel à Nîmes (Nemausus). Il a suscité une admiration béate pour avoir trouvé quelques mètres carrés de « crab » dans les limites ordinaires des prix, mais généré des espaces « pour architectes » qui posent d'autres problèmes, en particulier celui de rester largement inacceptables par une population dite moyenne. C'est un luxe que s'offrent plus difficilement des architectes moins connus, et qui ne séduit d'ailleurs pas une majorité des autres vedettes, moins tentés par les vertus du spectacle ou par la dimension monumentale de l'architecture quotidienne.

En fait, les vingt années de « logements nouveaux » qui servent de champs d'observation à Léger auront, c'est vrai, davantage servi d'expérimentation pour l'architecture dans son ensemble qu'à l'amélioration de l'habitat. Elles auront davantage été l'occasion de réconcilier les architectes avec la ville, entité où se seront affrontées toutes les tendances imaginables, que de les réconcilier avec les habitants. Ces derniers, pourtant, ne leur en veulent pas trop si l'on en croit des sondages récents.

Même si la maîtrise d'ouvrage reste très mal définie pour la plupart des gens, c'est elle — l'Etat, les municipalités, les promoteurs privés, les offices d'HLM, etc. — que la vox populi rend responsable de cette architecture au rabais, comme elle rendait les mêmes responsables des destructions du patrimoine sous des formules classiquement collectives du type « ils ont détruit ça, ils ont cassé ça », mais, si cela a été utile à l'image de leur profession, cela n'a donc pas suffi à redorer le blason des villes. Lorsqu'on dit aujourd'hui « ils ont cassé ça », on parle désormais des habitants de Vaux-en-Velin, et d'ailleurs.

FRÉDÉRIC EDELMANN

\* Jean-Michel Léger, *Derniers domiciles connus*. Enquête sur les nouveaux logements. 1970-1990, Editions Créaphis, 180 F.

\* *Habiter, habité*, sous la direction de Nicole Czochowski. Ed. Autrement, série Mutations.

\* Pierre Merlin, *La famille éclate, le logement s'adapte*. Ed. Syros/Alternatives, 120 F.

\* Elie-Vidal, Châtelet et Mandoul, *Penser l'habité : le logement en questions*, PAN 14, Ed. Mardaga, 1988.



Ci-dessus : Courcouronnes 1 à Evry (architecte Henri Gaudin). Ci-contre, à droite : Angelma-Hermet à Saint-Ouen (architecte Jean Nouvel). Ci-contre, à gauche : 64, quai de la Loire à Paris 19<sup>e</sup> (architecte Edith Girard).

